DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12426 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MERCREDI 9 JANVIER 1985

Les Californiens et la Maison Blanche

En « pilotage automatique », selon l'expression d'un grand quotidien américain, depuis l'élection présidentielle du 6 novembre, l'administration républicaine commence à s'animer à l'approche de l'inauguration du second mandat de M. Reagan. Proclamé officiellement élu lundi, M. Reagan et son vice-président, M. Bush, commenceront leur nouvelle période de quatre ans à la Maison Blanche le 20 janvier prochain.

Désireux par nature de modifier le moins possible son équipe, M. Reagan va cependant se trouver contraint, plus vite qu'il ne l'aurait souhaité, à procéder à certains ajustements. L'appel du président aux membres de son cabinet à rester en place a certes été assez largement entendu, mais plusieurs postes (éducation, intérieur, travail) n'en sont pas moins, pour des raisons diverses, à pourvoir. Surtout, M. Reagan va devoir reconstituer rapidement auprès de lui un « staff » de conseillers après l'annonce du départ prochain de M. Michael Deaver, secrétaire général adjoint, et la probable nomination de M. Edwin Meese à la tête du département de la justice. Pour un homme qui passe pour avoir horreur de changer de collaborateurs, la transition risque d'être psychologiquement difficile à vivre.

Justifiées par des raisons personnelles, les démissions de MM. Deaver et du secrétaire à l'intérieur, M. William Clark – Californiens tous les deux, comme M. Meese, – paraissent toutefois autant motivées par une certaine lassitude devant les incessantes querelles de clans qui divisent l'entourage de M. Reagan. Tout se passe comme si, en l'absence d'une stratégie claire, certains collaborateurs du président manifestaient soudain un manque troublant d'enthousiasme deux mois seulement après un triomphe tout à fait exceptionnel qui avait pu faire penser que le président réélu aurait désormais les mains libres pour imprimer encore plus fortement son dogme conservateur à l'Amérique.

La réalité est un peu plus complexe. Le nouveau Congrès est moins favorable à M. Reagan que celui-ci n'aurait pu l'espérer. Sur le plan intérieur, même dans l'hypothèse d'une activité économique relativement soutenue, le réduction de l'énorme déficit budgétaire (environ 200 milliards de dollars cette année) se présente de plus en plus comme un véritable casse-tête. Les projets de réforme fiscale – un moment évoqués – sont restés dans les tiroirs devant l'incapacité du camp républicain à se mettre rapidement d'accord.

Dans l'immédiat, les changements de personnes à la Maison Blanche et l'immobilisme apparent du président ne sont pas sans inquiéter les éléments républicains les plus conservateurs, qui constatent un affaiblissement du cercle des Californiens. Peu rassurés par l'absence de promotion actuelle de Mme Kirkpatrick, la représentante américaine à l'ONU, ils redoutent plus que jamais l'influence modérée que risquent d'exercer, selon eux, M. James Baker, le secrétaire général de la Maison Blanche, et Mme Nancy Reagan. Et cela d'autant plus que, désespérée de la réputation de « va-t-en-guerre » du président, la First Lady souhaiterait qu'il utilise l'immense capital de confiance dont il jouit dans l'opinion pour démontrer désormais, à l'égard des Soviétiques, ses « intentions pacifiques ».

Cambodge : le conflit s'aggrave à la frontière

Un avion militaire thaïlandais abattu par les Vietnamiens

La situation se dégrade rapidement à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. En fin de matinée, le mardi 8 janvier, après de violents combats qui s'étaient poursuivis jusqu'à l'aube, les guérilleros du Front national de libération du peuple khmer annonçaient qu'ils se retiraient du camp d'Ampil, attaqué depuis la veille par les troupes vietnamiennes. On apprenait d'autre part de Bangkok qu'un avion militaire thaïlandais avait été abattu, mardi matin également, par un missile tiré par les forces d'Hanoï.

Tous les témoignages en provenance de la zone des combats confirment que les Vietnamiens ont jeté dans la bataille d'Ampil des moyens beaucoup plus importants que lors de leurs précédents affrontements avec la guérilla nationaliste khmère. Si les hélicoptères d'assaut, dont certains services de renseignement annonçaient l'intervention, ne sont pas encore apparus, c'est néanmoins grâce à une puissante attaque de blindés que les lignes de défense du FNLPK ont été enfoncées.

Ampil est le siège du quartier général des combattants se réclamant de M. Son Sann – l'un des trois membres du gouvernement de coalition antivietnamien dirigé par le prince Sihanouk – et la destruction de ce camp, après les attaques lancées contre d'autres bases du FNLPK depuis la mi-décembre, ne peut avoir pour objet que d'anéantir, à tout le moins d'affaiblir gravement, le mouvement de la résistance cambodgienne non communiste militairement le plus puissant. Les effectifs dont dispose le FNLPK sont évalués en effet à au moins 15000 hommes, contre 6000 environ pour les partisans du prince Sihanouk.

Si l'opération aboutissait, elle mettrait en évidence la dépendance de ce dernier vis-à-vis des Khmers rouges de M. Pol Pot, ses alliés théoriques mais dont il est politiquement fort éloigné. Ce sont en effet les Khmers rouges, soutenus sur ce point comme sur le terrain par leurs protecteurs chinois, qui se sont opposés à l'automne dernier aux initiatives diplomatiques que le prince avait envisagées de prendre pour tenter d'ouvrir avec le régime de Phnom-Penh un dialogue « de réconciliation ».

L'avion thaïlandais abattu par les Vietnamiens dans un autre secteur de la frontière – où les forces de Bangkok sont en opération pour déloger des soldats d'Hanoï qui ont pénétré il y a plusieurs jours sur le territoire de la Thaïlande – rappelle d'autre part de fâcheux souvenirs. Un appareil du même type avait été abattu dans des circonstances analogues au mois d'avril 1983, et l'incident avait, à l'époque, marqué une nette aggravation de la crise. Peu de temps plus tard, en effet, la Chine était entrée en scène sur sa propre frontière avec de violents pilonnages par son artillerie du territoire vietnamien.

Si l'on se réfère à ce précédent, toutes les circonstances paraissent donc réunies pour une nouvelle escalade du conflit. La question est de savoir si Hanoï s'y est préparé dans une perspective purement militaire, l'objectif pouvant être un nettoyage au moins partiel des confins khméro-thaïlandais, ou si les combats constituent une démonstration de force entreprise dans la perspective d'un geste diplomatique à venir.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 7.)

Nouvelle-Calédonie : M. Pisani veut convaincre les caldoches

Les indépendantistes jugent « positif » le plan d'« indépendance-association »

De notre envoyé spécial

Nouméa. – *« On respire tout de même mieux qu'hier ! »* Dans son vaste bureau des hauteurs de Nouméa, M. Edgard Pisani déplie sa grande taille et sourit enfin, apaisé et épuisé comme un exorciste victorieux. En entendant prononcer le mot d'indépendance, associé pour la première fois officiellement à un *calendrier où les échéances se mesurent* en mois, le Territoire tout entier a été, à proprement parler, exorcisé. Et le voilà débarrassé, pour quelques jours au moins, de sa gangue de rumeurs et d'angoisses.

La paranoïa, jusqu'au dernier instant, a empoisonné l'atmosphère. Des tribus canaques entières au cours de la semaine dernière se sont vidées de leurs femmes et de leurs enfants, dans la crainte de représailles blanches. On parlait de livraisons d'armes automatiques, du débarquement de mercenaires par cohortes. Quelques heures encore avant l'allocution de M. Pisani, il se murmurait que le vieux maire de Nouméa, M. Roger Laroque, plus ultra que les ultras du RPCR, allait faire installer des téléviseurs sur les places publiques, pour favoriser la levée en masse.

Le Territoire n'a pas tremblé. Une fois de plus, le « caillou » a démontré que ses tartarinades familières ne lui font jamais oublier, en dernier ressort, la nécessité du compromis. De discours en discours, M. Tjibaou réclamait l'*« autodétermination pour le seul peuple canaque »*. M. Pisani a tranché : Blancs et Noirs, tout le monde votera. Loin d'appeler à remonter sur les barrages, M. Tjibaou a considéré mardi le *« paquet Pisani »* comme *« plutôt positif »*. Tout au plus, pour atténuer leur frustration, les indépendantistes pourraient-ils proposer que, lors du scrutin de juillet, Blancs et Noirs votent *« avec des bulletins de couleur différente »*, pour bien marquer que les Mélanésiens plébiscitent l'indépendance.

M. Lafleur dénonçait dans l'indépendance une *« couillonnade monstrueuse »*. L'indépendance est à l'horizon ; et ni M. Lafleur ni ses amis n'appellent à la guerre sainte. *« L'examen du texte est tout fait. Nous nous battrons pour le maintien du statut Lemoine »*, a simplement déclaré M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement local, quelques heures après que son propre vice-président eut assuré qu'il *allait examiner le texte « en détail »*.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 9.)

LIRE PAGE 10 :

L'article d'ANDRÉ PASSERON

« Le changement de tactique du RPR »

ainsi que les points de vue

de JEAN-PIERRE SOISSON et de BERNARD STASI

L'agriculture aujourd'hui

Une « semaine verte » pour sensibiliser l'opinion sur ce secteur trop méconnu

M. Michel Rocard et le ministère de l'agriculture ont pris l'initiative d'organiser une semaine de sensibilisation sur l'agriculture française. Sont prévues des « tables rondes », des colloques, des journées portes ouvertes dans les lycées agricoles, des pages spéciales dans les quotidiens régionaux. Jeudi 10 janvier, au Palais des congrès à Paris, le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le ministre de l'agriculture, M. Michel Rocard, seront les « vedettes » de cette opération.

par JACQUES GRALL

« L'agriculture a un besoin urgent de mieux communiquer avec le reste de la société française. Que la société française la comprenne mieux et qu'elle comprenne mieux la société française. » Ainsi François Clerc conclut-il dans la revue *Paysans* un article intitulé : *« Les agriculteurs et l'opinion publique »* (1). De cette citation, on pourrait conclure : *l'agriculture est en dehors* de la société française. Elle est elle-même une société en dehors de la société. En fait, la France ignore son agriculture.

Les hommes politiques, quand ils s'adressent aux Français en général, oublient l'agriculture, ou la citent, pour mémoire, comme pour dire : *« Vous voyez, j'en ai parlé. »*

Dans un rapport présenté à son congrès de 1981, l'Association française des journalistes agricoles écrivait : *« Aux yeux de nombre d'intellectuels, de décideurs, l'agriculture venue du fond des temps est une activité résiduelle, la survie d'un monde archaïque, en tout cas à cent lieues de l'idéologie dominante dans les civilisations industrielles, du progrès et de la technologie triomphante. »* (2)

La preuve que la société française ignore son agriculture : il lui faut des opérations portes ouvertes, une « semaine verte » comme celle qui est organisée par le ministère. Une semaine de l'agriculture comme il y eut l'année de la femme ou la journée pour la lutte contre le cancer.

Notre propos n'est pas ici d'expliquer l'importance de l'agriculture pour l'économie comme pour la société française, mais d'essayer de savoir pourquoi cette importance est méconnue.

Les causes sont à la fois très anciennes et toujours actuelles. Les forces sociales qui sont à l'origine de l'unité nationale de la fin du XVIIIe à la moitié du XIXe siècle ignorent tout des campagnes. Ville et campagne sont deux mondes qui ne se rencontrent pas. A l'échelle de notre histoire, il n'y a pas si longtemps que la langue française fut, avec l'école et l'armée, un facteur de cette unité. On peut se référer avec intérêt au livre d'Eugen Weber, historien de l'université de Los Angeles, la Fin des terroirs (3)

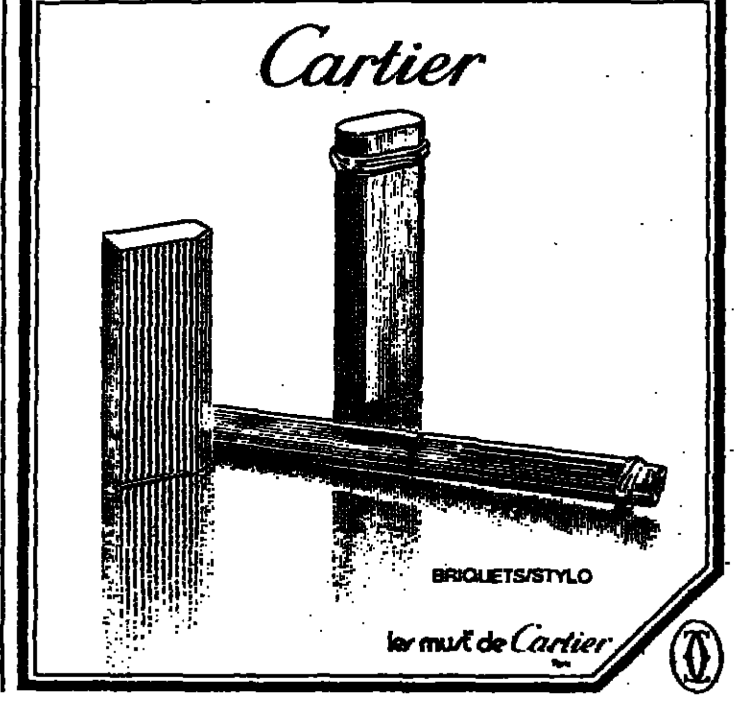
Parmi les causes récentes, il y a certainement la disparition des racines rurales, désormais trop lointaines pour nombre de citadins.

(Lire la suite page 38.)

(1) François Clerc, DDA de Paris. *Revue Paysans* n° 168, octobre-novembre 1984.

(2) Rapport au congrès de l'AFJA de septembre 1981, « Quels journalistes agricoles pour demain ? »

(3) Fayard, 1983.



AU JOUR LE JOUR

Climat

La France, qui n'en revient pas d'avoir froid en hiver, tente de se réchauffer avec le dossier calédonien. L'opposition souffle sur les feux de la passion pour ranimer l'ardeur des siens.

Il est quand même injuste de vouloir nous convaincre que les caldoches ou les Canaques sont plus à plaindre que nous quand on les voit tous les jours en bras de chemise et du soleil plein les yeux ! A quand un référendum, en métropole, pour une association météorologique avec la Nouvelle-Calédonie ?

BRUNO FRAPPAT.

Écrire en Chine

La liberté, sous la direction du parti...

De notre correspondant

Pékin. – *« L'âge d'or de la littérature socialiste en Chine est arrivé. »* C'est du moins ce qu'a déclaré, samedi 5 janvier, M. Wang Meng lors de la séance de clôture du quatrième congrès de l'Association des écrivains chinois, qui regroupe douze mille cinq cents membres. Réuni à Pékin, ce congrès s'est déroulé sous le signe du changement dans la continuité.

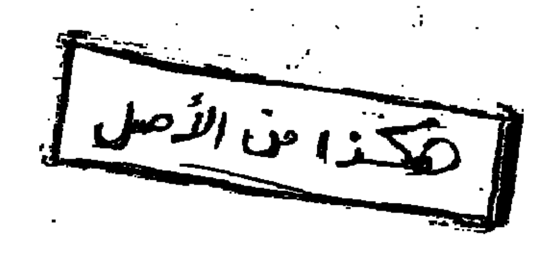
Le discours d'ouverture de M. Hu Qili, membre du secrétariat du comité central du PCC et l'un des hommes qui « montent », a en effet insisté à la fois sur la « liberté » des écrivains de choisir leurs matériaux, thèmes, méthodes artistiques, et d'exprimer leurs propres sentiments et pensées, et sur la *« direction du Parti dans le domaine littéraire »*, qui doit s'améliorer en s'adaptant à la nouvelle situation.

Il faut *« fermement garantir une telle liberté aux écrivains »* et aux critiques littéraires. Les erreurs doivent être résolues par la critique littéraire, les discussions et les débats... à condition qu'elles ne violent pas la loi. Les écrivains critiques ne doivent pas être victimes de discrimination politique ni être punis par leur organisation. Mais ils doivent être conscients de la responsabilité qui leur incombe de s'opposer aux idées capitalistes et féodales. La *« politique des Cent Fleurs »* doit se poursuivre.

M. Hu, tout en se félicitant de ce que, *« en général, la direction du Parti dans le domaine de la littérature est bonne »*, a concentré ses critiques contre les résidus des erreurs gauchistes. Mais, employant sans doute la litote, il a estimé que *« les administrateurs littéraires du Parti ne comprenaient pas bien la profession (littéraire), ce qui avait affecté les relations entre le Parti et les écrivains »*. En clair, les bureaucrates littéraires sont incompétents.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 7.)



هكذا من الأصل

commentaires

Le Monde

L'entre-deux

UN jour on se dira : mais, comment pouvait-on se passer de « travaux d'utilité collective » ? Les TUC ont d'abord fait sourire. M. Marchais a fait un mot : *« Du toc »*, qui n'avait pas pour seul but de manifester son humour. Ces jeunes n'avaient décidément pas l'allure des *travailleurs-syndiqués-salariés* à trente-neuf heures, *qui* doivent composer *les bataillons du prolétariat. Hors de cette catégorie, point* de salut. Ou alors l'enfer du chômage, *fruit* des dévergondages du capitalisme monopoliste.

L'entre-deux pénètre *au reste difficilement* dans les *catégories mentales des syndicats : on l'a bien* vu *encore dans l'affaire de la « flexibilité »*. Tout ce qui n'a pas été *déjà estampillé, codifié,* conquis est rejeté. Le contexte *peut changer*, la correction de trajectoire, non. Comme si la vie collective ne réclamait pas aujourd'hui sa part d'imagination. Et d'abord dans la lutte contre le chômage, qu'aucune incantation idéologique ne réduira.

DONNER une activité, même précaire, aux sans-emploi, est-ce là un péché contre l'esprit ? Se rendre compte enfin que, dans les services sociaux, les actions culturelles et sportives, la protection de l'environnement, l'assistance aux familles, aux vieillards, aux enfants, aux tâches d'accueil, de secrétariat, etc., *il y a* de la place non seulement pour des *bénévoles, mais pour* des jeunes *désœuvrés qui ne demandent pas mieux qu'on les considère enfin et qu'on les rémunère un peu.*

Si, fin décembre, 62 500 offres de contrats *avaient* déjà été déposées dans les préfectures, *si quelque 3 000* conventions avaient été *signées, permettant déjà à près de 16 000 jeunes d'avoir une activité en ce début d'année, c'est bien parce que l'offre et la demande pouvaient ici et là coïncider*.

Pas besoin d'être grand clerc pour prévoir que, *dans* nos sociétés, des tâches *aussi nécessaires que mal répertoriées et insuffisamment accomplies se développeront, alors que le chômage « classique » ne se résorbera que très difficilement*. Les *réglementations* seront toujours en retard sur *les aléas*, les *classements* sur les *innovations*, les satisfactions sur les besoins. Il y aura toujours des trous dans la couverture sociale. Comment ne pas penser à l'huile qu'il faut verser dans cet entre-deux, au renforcement du tissu interstitiel, sans lequel la société de l'an 2000 se rompra ?

PIERRE DROUIN.

INVITÉ

La bataille de 1985 est bien celle des mêmes contre les mêmes. Les socialistes n'en ont pas peur.

Seuls contre tous ? Et alors ?

Par CLAUDE ESTIER (*)

LES socialistes, à mi-septennat, seraient-ils devenus aussi impuissants que le diagnostique Jean-Marie Colombani ? (1) S'il s'agit de constater qu'ils ne disposent plus présentement de la même force qu'au printemps de 1981, le constat repose sur une évidence. Elections partielles, sondages et observations quotidiennes sont en nombre suffisant pour le nourrir. Tout au plus peut-on remarquer – mais ce n'est pas une consolation – qu'il en va généralement ainsi de tout pouvoir au bout de quelques années. Les élections européennes de l'an dernier ont souligné le recul de tous les *gouvernements* en place quelle que soit leur orientation. Pour ne pas quitter la France, a-t-on oublié à quel niveau était tombée la cote de popularité de Raymond Barre quatre ans après qu'il fut entré triomphalement à l'hôtel Matignon avec la réputation de « meilleur économiste de France » ?

Il n'est donc pas contestable que le pouvoir et sa majorité se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile, préoccupante même, à quinze mois de l'échéance législative de 1986. *Mais les données du problème me paraissent* bien différentes de celles que présente Jean-Marie Colombani quand il décrit un gouvernement empêché *d'agir, réduit comme sous la IVe République à* expédier les affaires courantes (on s'apercevra très bientôt que telle n'est nullement son intention) ou à précipiter les échéances électorales : François Mitterrand vient de faire justice de cette *rumeur qui renaît périodiquement* en demandant pourquoi il renverrait avant terme une Assemblée nationale qui soutient aussi fidèlement sa politique.

Un gouvernement empêché d'agir ? Mais l'impressionnant bilan de ce qui a été accompli depuis trois ans et demi – et que beaucoup de socialistes ont eux-mêmes tendance à oublier ou à minimiser, impressionnés peut-*être par les campagnes de l'opposition* et d'une partie de la presse – est là pour démentir ce propos pour le moins rapide. Les socialistes au pouvoir ont agi plus que quiconque avant eux dans les domaines de l'économie, du *social*, des *institutions*, des *libertés*, de la vie *quotidienne*, *sans parler* de la politique extérieure. Jean-Marie Colombani observe d'ailleurs justement que la droite a remisé l'accusation d'incompétence économique qu'elle proférait naguère sans vergogne. En réduisant de moitié le taux de *l'inflation* et des deux *tiers* le déficit du *commerce* extérieur par rapport à la dernière année du gouvernement Barre, les socialistes ont au moins mis fin à cette légende tenace qui voulait qu'ils soient de piètres gestionnaires.

Il y a certes le point noir du chômage, dont le premier ministre a souligné lui-même, à la convention socialiste d'Evry de la mi-décembre, qu'il occulte tous les autres. *Mais sur ce terrain aussi peut-on parler d'absence d'action ?* Celle menée longtemps par le gouvernement de Pierre Mauroy pour maintenir le nombre des demandeurs d'emploi sur la crête des deux millions. Celle que le gouvernement de Laurent *Fabius met en œuvre pour contre*carrer les effets *négatifs* de la modernisation industrielle courageusement entreprise et poursuivie.

L'observation judicieuse est celle qui concerne le temps. En reste-t-il assez pour qu'une majorité de Français prennent conscience avant mars 1986 que cette action, la seule possible, doit permettre de sauver la France du *déclin auquel* la condamnait la politique de *laisser-faire et* de laisser-aller qui retrouve aujourd'hui des chantres enthousiastes et... hypocrites. Quinze mois, c'est peu pour engranger les résultats d'une politique économique. C'est suffisant, l'histoire *récente l'a prouvé, pour retourner* une situation politique. C'est pour une grande part affaire de volonté. La vraie question est donc celle de savoir si les socialistes, à mi-septennat, ont bien la volonté de gagner en *1986*.

Ténacité

Du côté de l'Elysée, où Jean-Marie Colombani croit discerner les trois symptômes d'une *maladie*, cette *volonté existe assurément*. Ceux qui approchent le président de la République ne peuvent avoir aucun doute sur sa détermination, et il vient de dire, *en manière de demi-boutade*, qu'on aurait bientôt l'occasion de s'en apercevoir. Elle ne sera en tout cas pas affaiblie par les obstacles que l'opposition, au mépris de toute décence, multiplie sur sa *route*, *en lui reprochant*, *par* exemple, ses voyages à l'étranger, pourtant plus utiles à la France que le furent les safaris africains de Valéry Giscard d'Estaing.

Pour ce qui concerne le gouvernement, le premier ministre a clairement indiqué qu'il continuerait avec *ténacité sur* la voie qu'il a choisie, sans céder à la démagogie que se permettent ses adversaires, comme en témoigne, par *exemple*, le *programme* du RPR, qui coûterait 150 milliards supplémentaires au budget de l'Etat, ni à la facilité des périodes préélectorales qui a marqué précisément la IVe République et aussi la fin du dernier septennat, sans que les électeurs fussent forcément *reconnaissants à ceux qui y* cédaient. Jean-Marie Colombani reconnaît d'ailleurs que c'est l'honneur des gouvernants actuels *« d'avoir eu le courage de tenir le discours de l'effort, évitant ainsi à la gauche française* [il aurait dû dire aux socialistes, puisque le PCF conteste violemment ce dis*cours*] *de connaître à terme le sort du travaillisme britannique »*.

« Une droite à court d'idées »

Reste le Parti socialiste avec ses militants et ses élus, ce parti présenté aujourd'hui un peu par*tout comme le pelé, le galeux d'où* viendrait tout le mal. Que le PS ait été moins à l'aise depuis mai 1981 qu'il l'avait été dans les dix ans qui ont séparé le congrès d'Epinay de la conquête du pouvoir, c'est encore une vérité d'évidence. C'est aussi une loi du genre que le parti gaulliste, sous ses *différents sigles*, *puis l'UDF giscardienne ont connue en leur temps*. Mais le Parti socialiste ne ressemble pas à ces formations. Ses militants ont moins le goût des manœuvres politiciennes que du débat d'idées. C'est parce que depuis trois ans ils ont eu souvent l'impression d'être privés de ce *débat qu'ils ont fini par se sentir désorientés*. Qu'on le leur rende, et ils sont prêts à reprendre du service. On a bien vu l'amorce de cette reprise dans la préparation de la convention d'Evry, pour laquelle deux mille sections ont répondu à un questionnaire qui nécessitait à *la* fois enquête et réflexion.

A ce propos, il est tout à fait injuste de dire comme Jean-Marie Colombani que *« les socialistes ont préféré le rafistolage de leur discours idéologique des années 70 à toute tentative d'adaptation »*. Quelques lignes plus loin, l'auteur souligne d'ailleurs lui-même l'évolution de la pensée du PS sur le rôle et le fonctionnement de l'Etat. Il aurait pu ajouter, puisqu'il prend l'exemple de la modernisation, que la très grande *majorité* des *militants qui* ont *répondu au questionnaire en* acceptent la nécessité, leur préoccupation étant qu'elle serve les intérêts du plus grand nombre et non pas une minorité de privilégiés.

On en revient là au débat sur les valeurs, *qualifié* d'« idéologique » par certains qui voudraient mettre dans ce mot une pointe de dérision. Qu'on le veuille ou non, les socialistes demeurent attachés aux valeurs qui ont porté le socia*lisme et qui n'ont rien perdu de leur force* : justice sociale, amélioration des conditions de travail et de la qualité de la vie, laïcité, défense des libertés et des droits des peuples. Ils se reconnaissent parfaitement dans le pouvoir *quand celui-ci s'appuie sur ces* valeurs. Ils *doutent quand*, souvent par insuffisance d'explication, il semble s'en éloigner. Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit là d'un comportement figé. On ne conduira pas les socialistes sur un *terrain qui n'est pas le leur, où ils se perdaient définitivement*, au nom d'un « modernisme » ou d'une « modernité » qui ne seraient que le dernier avatar, plus présentable que d'autres, d'une droite à court d'idées.

S'il y a quelque part un langage figé, c'est bien, en effet, celui qu'on entend dans la bouche des *dirigeants de l'opposition*. Le propos du RPR *sur* la Nouvelle-Calédonie est, au mot près, celui que tenait la droite au temps de la guerre du Vietnam ou de celle d'Algérie. Le discours d'Yvon Gattaz sur les réformes sociales ressemble à s'y méprendre à *celui que le patronat opposait* à *Léon* Blum à l'époque du Front populaire. Et en lisant ces jours-ci l'admirable *Jaurès* de Max Gallo, j'avais l'impression de retrouver telles quelles dans les interventions d'un Didier *Julia*, d'un *Alain Madelin*, *d'un Claude Labbé*, d'un François d'Aubert ou d'un Charles Pasqua, les invectives qui pleuvaient il y a près d'un siècle sur le député de Carmaux.

Ce n'est pas être archaïque que d'affirmer que la bataille de 1985 est bien celle des mêmes contre les mêmes. Les socialistes n'en ont pas peur. *Ils sont seuls contre tous ? Ce n'est pas la première* fois. On tente de semer le doute dans leurs rangs ? Cela est déjà arrivé. Toutes leurs espérances d'il y a trois ans et demi ne sont pas satisfaites ? C'est vrai. Mais lequel d'entre eux peut douter de ce qu'il *adviendrait* de l'ensemble de ces espérances si la droite revancharde reprenait l'an prochain – cohabitation ou pas – un pouvoir qu'elle n'a jamais admis d'avoir perdu. N'y aurait-il que cette raison, elle serait suffisante pour *qu'aucun de ceux qui* se sont reconnus dans le « peuple de gauche » ne puisse, en conscience, déserter le combat.

(*) Député de Paris, directeur de *l'Unité*, hebdomadaire du PS.

(1) *Le Monde* des 3, 4 et 5 janvier.

COURRIER

Une tradition scandaleuse

Dans l'article d'André Fontaine sur le livre d'Andrew Cokburn : *la Menace de la machine de guerre soviétique* (*le Monde* du 1er janvier), je lis le passage suivant : *« Quel dommage que les références des passionnantes citations, tant soviétiques qu'américaines, dont fourmille cette* Menace *ne soient jamais données. »*

En fait, elles sont données, sur *cinquante* pages de notes, plus un index de 17 pages à la fin du volume, dans l'édition américaine (*The Treat. Inside the Soviet Military Machine*. Vintage Books). Le fait qu'elles soient absentes de la « traduction » française est simplement *conforme à une tradition aussi scandaleuse* que répandue dans notre pays – à savoir l'habitude systématique des éditeurs français de transformer n'importe quelle étude étrangère sérieuse en l'équivalent d'un *roman journalistique. Sans doute* pense-t-on que les lecteurs français, trop bêtes, seraient effrayés par un appareil critique qui pourrait leur faire croire que l'auteur est compétent...

Moralité dont je ne revendique pas la découverte : 1) apprendre l'anglais courant et s'habituer à le lire ; 2) *lire les éditions anglaises ou* américaines dans le texte, on bénéficie des notes et références et on fait généralement des économies (4,95 dollars au lieu de 95 F dans le cas qui nous occupe) ; 3) s'adresser aux éditeurs français lorsqu'on a envie de lire *Madame Bovary*, le texte est généralement complet.

ROGER GODEMENT,
professeur de mathématiques à Paris-VII.

Le silence autour de Iouri Chikhanovitch

A un moment où il est beaucoup question de tout ce qui menace la *liberté d'information, je voudrais* citer un défenseur de ce droit – dans un pays où celui-ci n'existe pas – et qui a chèrement payé.

Il s'agit du mathématicien soviétique Iouri Chikhanovitch, qui, à *l'issue de son second procès les 5 et* 6 septembre dernier à Moscou, a cette fois été condamné à cinq ans de camp à régime sévère, suivis de cinq ans d'exil intérieur. Cette sentence *a été confirmée* en appel le 20 novembre.

Or on reprochait à Chikhanovitch – qui a assumé cette responsabilité devant le tribunal – d'avoir rédigé trente numéros successifs (sur les *soixante-quatre parus*) de la *Chronique des événements courants*. Il s'agit du périodique *Samizdat* qui recense les faits de répression en URSS. Le fait même de rendre publique cette information est à *son* tour considéré comme « activité antisoviétique » et réprimé par l'article 70 du code pénal de la RSFSR.

En 1973-74, lors de la première incarcération de Chikhanovitch pour des faits analogues, la campagne qu'a menée en sa faveur le Comité des mathématiciens (1) avait abouti. Cette *fois*, *nos* nombreuses démarches se heurtent, du côté soviétique, à un silence total que nous ne sommes pas prêts à admettre. Nous souhaitons que l'*opinion* publique, la presse écrite et parlée, la télévision se joignent une fois de plus à nos efforts. Tout *récemment*, le cas de Jacques Abouchar a prouvé qu'une action énergique portait ses fruits. Et l'Institut international de la presse lui-même, *dans son* rapport annuel (*cité dans le Monde* du 27 décembre), affirme que *« si cette information* (sur les infractions aux droits à l'information) *était faite, il serait possible de réduire le nombre d'atteintes à la liberté de la parole »*.

TANIA MATHON
(Paris).

(1) Comité des mathématiciens, c/o Michel Broué, 9, rue Brézin, 75014 Paris.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

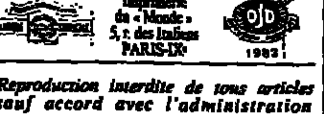
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 56 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

L'AJOURNEMENT DES ENTRETIENS SUR L'ÉVACUATION DU SUD DU LIBAN

• JÉRUSALEM : désaccord insurmontable sur le rôle des « casques bleus »

De notre correspondant

Jérusalem. – La négociation militaire israélo-libanaise de Nakoura est ajournée *sine die*. Comme on s'y attendait, la reprise des pourparlers au quartier général de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), après la longue relâche de fin d'année, n'a permis, lundi 7 janvier, d'enregistrer aucun progrès.

Au cours de cette douzième séance de travail, les deux parties ont campé sur les positions qu'elles occupaient depuis plusieurs semaines. Contrairement à leur habitude, les négociateurs n'ont pris aucun nouveau rendez-vous. Côté libanais, on interprétait lundi cet échec comme une *« rupture »* des discussions; côté israélien, on parle d'une suspension des entretiens jusqu'à nouvel ordre. Chaque camp juge l'autre responsable de l'impasse.

La négociation, commencée le 8 novembre, achoppe sur le rôle qui incomberait à la FINUL au lendemain d'un retrait israélien. Jérusalem souhaite voir les « casques bleus » occuper tout le territoire qui aura été évacué par son armée entre la Méditerranée et la frontière syrienne. Une telle relève suppose un gonflement des effectifs de l'ONU, qui passeraient de cinq mille deux cents à quelque dix mille hommes.

Les Libanais veulent au contraire restreindre le mandat et la zone d'implantation de la FINUL, et ils refusent, *a priori*, qu'elle se redéploie de chaque côté de la rivière Litani. Aux yeux du gouvernement de Beyrouth, la FINUL ne peut jouer qu'un rôle réduit et temporaire, sa seule présence étant un aveu de faiblesse et une atteinte à sa souveraineté. Las du dialogue de sourds de Nakoura, Jérusalem avait menacé, lors de la séance précédente, le 20 décembre, de rompre les discussions si *« le gouvernement libanais n'apportait pas le 7 janvier de réponse positive à ses propositions »*.

Or Israël a jugé la réponse libanaise *« inadéquate »*. Selon le général Amos Gilboa, chef de la délégation israélienne, *« les Libanais ont, à notre regret, éludé toute réponse claire à notre demande »* (de redéployer la FINUL entre les rivières Zaharani et Awali et jusqu'à la frontière syrienne). *« Je ne suis pas optimiste pour la suite »*, a-t-il ajouté le visage grave.

Les Libanais estiment avoir fait des concessions. Ils ont fondé leurs propositions sur le discours prononcé la veille par le président Gemayel et perçu à Jérusalem comme plutôt intransigeant. Le chef de l'État libanais y envisageait un rôle pour la FINUL *« en vue de hâter le retrait de l'armée israélienne »*, mais refusait de discuter avec l'Etat hébreu de *« ce problème purement libanais »* qui ne regarde selon lui que l'ONU et son gouvernement. En tout état de cause, M. Gemayel exigeait en préalable *« la présentation par Israël d'un calendrier de retrait total des forces d'occupation »*.

Les négociateurs libanais ont adopté lundi une position plus souple en acceptant de *« rediscuter avec Israël d'un redéploiement et d'un rôle nouveau pour la FINUL »*, mais seulement – et c'est là où le bât blesse – après soumission par Jérusalem du calendrier de retrait (*le Monde* du 8 janvier). Selon le lieutenant-colonel Bassam Saad, porte-parole libanais, *« le refus obstiné d'Israël de présenter un tel plan d'évacuation a entraîné la rupture de la négociation. Cela confirme les intentions cachées d'Israël de rester au Liban du Sud pour y continuer ses exactions »*.

Les Israéliens voulaient d'abord un soutien de principe au redéploiement de la FINUL; les Libanais exigeaient au préalable un calendrier de retrait. Le constat de désaccord fut total lorsque, selon le général Gilboa, *« la délégation libanaise rejeta sans appel la possibilité pour l'Armée du Liban du Sud (ALS) de jouer un rôle dans les arrangements de sécurité et a refusé de permettre à la FINUL de prévenir les actions d'éléments hostiles à Israël »*. Arrivées à ce stade, les délégations n'avaient plus grand-chose à se dire.

Le général Gilboa a déclaré qu'il *« rendrait compte »* à son gouvernement de la position libanaise et a refusé d'évoquer l'hypothèse d'un retrait israélien unilatéral. *« Notre réponse*, a-t-il dit, *sera transmise en temps voulu. Pour ce qui concerne la séance prévue jeudi prochain, nous maintiendrons le contact avec le général Callahan »* (le « patron » de la FINUL à Nakoura). Seule note d'espoir : le général Gilboa assure que *« la délégation libanaise paraît vraiment intéressée à la poursuite des discussions »*.

Que va-t-il se passer maintenant ? L'ajournement *sine die* prélude-t-il à l'enterrement définitif des pourparlers ? Si oui, Israël devrait rapidement – peut-être dès les prochains jours – décider de la marche à suivre. Les débats auront lieu dans le cadre du cabinet restreint de dix membres, où siègent, à parité, cinq ministres travaillistes et cinq du Likoud. *« Il faudra bien*, prédisait lundi M. Shimon Pérès, *tirer les conclusions de ces entretiens stériles. »*

Le premier ministre se serait rallié – dit-on à Jérusalem – au projet défendu par son ministre de la défense, M. Rabin, d'un retrait en deux étapes. Il aurait donc renoncé à un repli unilatéral total, auquel s'opposent non seulement le Likoud mais aussi plusieurs ministres de son parti, inquiets de l'effet *« déstabilisateur »* d'une telle décision. Aucun choix ne devrait cependant être rendu public avant l'arrivée dans la région, la semaine prochaine, de M. Brian Urquhart, le sous-secrétaire des Nations unies, dont on espère à Jérusalem comme à Beyrouth – mais sans trop d'illusion, – qu'il sera *« porteur »* de propositions nouvelles.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

• BEYROUTH : une quasi-rupture lourde de menaces

De notre correspondant

Beyrouth. – Comme un navire prenant l'eau de toutes parts, le Liban va à la dérive. La situation s'y dégrade plus vite encore qu'on ne le craignait de tous côtés. A peine un problème semble-t-il réglé – ou plus exactement mis de côté, car rien n'est vraiment réglé ici depuis dix ans que dure la guerre – qu'il ressurgit avec une rapidité et une virulence surprenantes.

Ainsi, on savait ici que les négociations de Nakoura allaient droit à l'impasse, avec les risques de déflagration inhérents à un retrait unilatéral de l'Etat hébreu. On ne pensait pas cependant qu'on en serait déjà, le jour même, à une quasi-suspension des pourparlers.

La délégation israélienne a fait savoir qu'elle informerait les Nations unies jeudi de la décision de son gouvernement concernant la reprise éventuelle de la négociation et de ses conditions. De deux choses l'une : ou ces conditions seront très dures ou la rupture sera consommée, à plus ou moins court terme, cette dernière issue paraissant inéluctable.

Définie par le président Amine Gemayel dans son discours du Jour de l'an devant le corps diplomatique, la position libanaise est la seule possible compte tenu de la tutelle syrienne et du rapport de forces interne au sein du gouvernement. Or elle est catégoriquement refusée par Israël.

De plus, le camp chrétien, avec à sa tête le chef de l'Etat, est à ce point attaché aujourd'hui à l'alliance protectrice de la Syrie, son ultime bouée de sauvetage, qu'il en arrive à carrément traiter les Israéliens en ennemis. Les phalangistes en sont à accuser le chef druze, M. Walid Joumblatt, d'avoir partie liée avec Israël, alors même qu'il se trouve à Damas, où il continue à être traité en allié. On croit rêver parfois, en écoutant la radio de ce parti, naguère violemment anti-syrien et, *de facto*, lié à Israël. Entre ces deux ennemis d'aujourd'hui que sont les druzes et les chrétiens, les musulmans sunnites et même chiites font figure d'arbitres.

Les chrétiens donnent l'impression de rechercher des satisfecit du côté des chiites. Les Forces libanaises soulignaient, en effet, lundi soir, que toutes les communautés devaient s'unir pour contrecarrer les visées de M. Joumblatt.

L'argument majeur d'Israël est que l'armée libanaise, n'étant pas capable de tenir Beyrouth, ne pourrait *a fortiori* imposer au Sud une autorité crédible et satisfaisante. L'échec du plan de déploiement de cette armée sur la route côtière reliant Beyrouth aux lignes israéliennes de l'Awali donne du poids à cette argumentation.

Le fiasco a été tel qu'il n'a pas été possible d'installer deux cents gendarmes, bien inoffensifs, dans une zone litigieuse, l'Iklim-el-Kharroub, à laquelle les Forces libanaises (chrétiennes) s'accrochent au prix de lourdes pertes et, selon certaines sources, sous la pression d'Israël, qui n'autoriserait le retrait des miliciens que sous forme de relèves.

Dans le camp chrétien, on assure pourtant que cette portion de territoire a été « promise » par Israël aux druzes de M. Joumblatt...

L'érosion de la livre

« Israël s'ingénie à affaiblir le gouvernement libanais pour ensuite se plaindre de sa faiblesse et en tirer argument », fait-on remarquer à Beyrouth, en soulignant que tel est le cas depuis le fameux accord du 17 mai 1983, l'Etat hébreu s'étant à l'époque appliqué à saper le peu d'autorité de son partenaire au lieu de la renforcer afin de le mettre en mesure de tenir ses engagements.

Ainsi prévoit-on ici que, de nouveau, Israël va faire le nécessaire pour susciter des troubles. La situation s'y prête d'ailleurs parfaitement.

Le jour même où l'on apprenait l'échec de Nakoura, les voies de passage entre les deux secteurs de la capitale ont été brusquement fermées par les parents des « disparus » de la guerre, alors qu'après une semaine de cloisonnement quasi hermétique, on croyait, vendredi dernier, ce problème apaisé pour un mois. Cette coïncidence a créé ici un véritable choc.

Il y a eu pire en ce lundi de triste augure : le dollar à 9,90 livres libanaises. Pour les Libanais, c'est une nouvelle plus éprouvante qu'une volée d'obus. Leur monnaie était leur ultime refuge, du moins pour ceux qui échappent aux attentats et autres enlèvements.

Voici que leur monnaie s'effondre par pans entiers, au rythme de 3 à 4% par jour depuis une semaine, sans que sa chute puisse être freinée. *« Nous avons pris aux Israéliens ce qu'ils ont de pire »*, entend-on dire à Beyrouth, par allusion à l'inflation galopante de l'Etat hébreu.

Même pour une population habituée au malheur, c'en est trop pour un seul jour. Qui plus est : pour un jour de « paix ».

LUCIEN GEORGE.

Israël

MALGRÉ L'INTERRUPTION DU PONT AÉRIEN

M. Pérès s'engage à « sauver tous les juifs d'Ethiopie »

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a affirmé lundi 7 janvier, dans un discours prononcé à l'université de Jérusalem, qu'Israël réussirait à *« sauver tous les Juifs d'Ethiopie »* malgré l'actuelle interruption du pont aérien. *« Le peuple d'Israël*, a-t-il dit, *ne sera pas satisfait tant que nos frères d'Ethiopie ne seront pas revenus dans la patrie. »* Le *Times* de Londres, pour sa part, citant son correspondant à Jérusalem, affirme qu'Israël pourrait envisager une *« opération du style militaire »* pour récupérer les quelque quatre mille falachas demeurés au Soudan.

La colère des falachas d'Ashkelon

De notre envoyé spécial

Ashkelon. – Avec sa coiffure *« afro »*, son jean serré et ses baskets, David, vingt ans, a le *« look »* étudiant. On l'imagine sans mal déambulant, livres à la main, sous les eucalyptus du campus universitaire d'Addis-Abeba. Mais pour David, l'Ethiopie appartient à jamais au passé, bien qu'il y pense sans cesse. Car ce jeune falacha, à la voix douce et timide, qui répond par bribes aux journalistes, sous le regard vigilant – et vaguement inquiet – d'un fonctionnaire de l'Agence juive, est arrivé en Israël il y a un mois avec son frère Yeshayaou, en laissant derrière lui toute sa famille, le père, la mère et les autres frères et sœurs.

Comme la plupart des falachas, déjà sauvés par l'« opération Moïse » – mais dont les parents attendent encore leur tour – il a l'angoisse et la colère au ventre. Pour marquer leur dépit, les falachas d'Ashkelon, hôtes éphémères d'un camp de repos de l'armée israélienne transformé en centre de transit, ont refusé dimanche 6 janvier de rencontrer la centaine de journalistes conduits là par les soins de l'Agence juive. Ils se sont barricadés dans leurs chambres, pour ne pas paraître devant une caméra qui montrerait au monde leurs visages et risquerait – *croient-ils* – de mettre en danger leurs familles.

Les falachas d'Ashkelon en veulent à la presse qu'ils tiennent pour responsable d'avoir prématurément révélé leur prodigieuse aventure. Sans doute ignorent-ils que les journalistes israéliens et les correspondants étrangers en poste à Jérusalem ont tenu leur langue pendant des semaines, s'imposant une réserve difficilement concevable ailleurs ou dans d'autres circonstances, que le comité éditorial qui regroupe les rédacteurs en chef des grands quotidiens nationaux s'est plié de bonne grâce à la censure militaire pour ne pas faire capoter l'opération ?

Savent-ils que des dizaines de photographes, surmontant leur impatience, ont préféré oublier de *« faire la planque »* là où les eût conduit leur seul instinct professionnel ? Des milliers d'hommes, en Israël et à l'étranger, étaient dans le secret, à New-York, Toronto, Paris, dans les rangs des organisations juives dont on sollicitait pour l'occasion la générosité. Comme le soulignait le *Jerusalem Post*, c'est miracle déjà que cette connivence ait tenu deux mois. *« Il nous fallait encore dix jours »*, estime M. Zvi Eyal.

Pourtant, malgré leur tourment, David et Yeshayaou sont venus sous les palmiers d'Ashkelon, avec deux immigrants plus anciens, Avi et Shmuel, donner cette brève conférence de presse toute en tristesse contenue. Et David nous a dit, sans élever la voix, devant des fonctionnaires un peu gênés, qu'il souhaitait nous voir *« retourner au plus vite d'où nous étions venus »*. Il eût été inutile de chercher à dissiper le malaise ambiant.

La première nuit en Terre promise

A Ashkelon, les falachas passent leur première nuit en Terre promise, et guère plus. Ils reçoivent soins, réconfort et vêtements chauds. On leur donne le numéro de leur nouvelle identité et surtout, grâce au fichier informatique de l'Agence juive et aux *« vétérans »* interprètes, on retrouve leurs familles arrivées avant eux. C'est le moment émouvant du premier contact téléphonique entre parents réunifiés. Ensuite, les immigrants séjournent un an, au minimum, dans l'un des quelque vingt *« centres d'absorption »* avant de choisir un métier.

Entre Beersheba et Ashkelon, Kiryat Gat est l'un de ces centres, véritables *« sas »* culturels où les falachas préparent leur insertion dans la société israélienne. Près de quatre cents d'entre eux sont passés à Kiryat Gat depuis avril 1982. A leur arrivée ici, quatre sur cinq sont analphabètes. Encadrés d'enseignants et de travailleurs sociaux, ils apprennent l'hébreu, assimilent les règles d'hygiène et les habitudes de la vie moderne, de l'usage de la brosse à dents à l'apprentissage des passages cloutés. Ils parcourent l'itinéraire classique des paysans confrontés aux mœurs et à l'univers urbains.

Menahem Gyrmayeh, trente-trois ans, est en Israël depuis sept mois. Il habitait un village de la province du Tigré : *« J'avais un champ et des vaches*, raconte-t-il dans un bon hébreu. *Un jour, j'ai tout laissé, la maison et le reste. Je suis parti avec ma femme, mes cinq enfants et un peu de nourriture pour le voyage. »* Comment « savait »-il ? *« C'était dans l'air »*, répond-il, laconique. *« Après, les gens sont partis comme des mouches. »* Lui et sa famille ont marché pendant une semaine et rejoint Israël via l'Allemagne. Bien sûr, la révélation avant terme de l'« opération Moïse » l'attriste. Mais il a confiance. *« Dieu est grand. Il nous aidera. Le gouvernement aussi et tous les juifs du monde. »*

Menahem a trouvé un emploi en ville dans une compagnie de transports. Il a la fibre très nationaliste. Le Liban ? *« Ils ont eu raison d'y aller. »* Les Palestiniens ? *« Des fous. »* Menahem partira bientôt en *« milouim »*, accomplir sa première période de réserviste. Il en est fier évidemment. *« C'est notre pays, il faut le garder. »* Un cri du cœur.

Mais une chose l'irrite profondément : la condescendance un brin soupçonneuse manifestée envers les falachas par certains rabbins israéliens, particulièrement à cheval sur les convenances. Dès leur arrivée, les juifs d'Éthiopie subissent en effet la cérémonie symbolique réservée à toutes les communautés isolées pendant trop longtemps du mouvement judaïque, comme ce fut le cas pour les juifs de Chine, d'Inde ou les karaïtes d'Égypte. Pour les hommes, c'est l'extraction d'une goutte de sang, pour les femmes, l'immersion dans un bain rituel. Les uns et les autres renouvellent à cette occasion leur foi dans les commandements de la Torah.

Simple formalité, prétend le grand rabbinat, qui, tout en réaffirmant le caractère juif de la communauté falacha, semble se méfier d'éventuels *« cas douteux »*. Menahem, lui, ne comprendra jamais cette minutie tatillonne et humiliante : *« On me demande de me reconvertir à trente-trois ans, moi qui ai été circoncis à l'âge de huit jours ! »*

J.-P. L.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES

Pour la première fois depuis 1978, une délégation gouvernementale américaine négocie à Moscou une extension des échanges commerciaux

Tandis que MM. Shultz et Gromyko continuent dans le plus grand secret leurs entretiens de Genève (on s'attendait qu'une quatrième séance soit ajoutée au programme ce mardi 8 janvier après-midi), le seul commentaire notable a été diffusé par la télévision soviétique, qui, après avoir affirmé lundi soir qu'il était *« impossible de trouver en deux jours des solutions à tous les problèmes »*, a ajouté : *« Il est cependant possible de faire des premiers pas dans cette direction. »* On annonce d'autre part que M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes, se rendra de Genève, où il accompagne M. Shultz, à Bruxelles mercredi, où il fera rapport au groupe consultatif spécial créé par l'OTAN en 1982 pour suivre le progrès des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires. De son côté, M. Nitze, conseiller du secrétaire d'Etat, sera jeudi à Bonn, où il informera les responsables ouest-allemands des résultats de la rencontre de Genève.

On annonce d'autre part que deux autres négociations se tiennent ces jours-ci entre les Etats-Unis et l'URSS. A Washington, des représentants de la marine marchande soviétique et des gardes-côtes américains ont entamé pour la première fois lundi 7 janvier des pourparlers pour l'amélioration de la coopération en matière de sauvetage en mer dans la région de l'Alaska. D'autre part, M. Olmer, sous-secrétaire au commerce, est arrivé le même jour à Moscou pour ouvrir avec M. Souchkov, vice-ministre du commerce extérieur, des discussions de trois jours. Ce groupe de travail, qui comporte onze membres du côté américain, aura pour tâche, a précisé le département d'Etat, de *« discuter de l'état du commerce américano-soviétique, d'examiner les obstacles à l'expansion des échanges, de localiser les secteurs dans lesquels les deux parties estimeraient qu'un accroissement des échanges serait de leur intérêt mutuel »*.

C'est la première fois qu'un échange de vues de ce type a lieu depuis 1978, même si des pourparlers ont eu lieu ces dernières semaines entre dirigeants soviétiques et hommes d'affaires américains venant à titre privé en URSS (ainsi de M. Hammer, président d'Occidental Petroleum, qui a été reçu en décembre par M. Tchernenko).

A Genève, Soviétiques et Américains observent un mutisme total sur les conversations

De notre envoyé spécial

Genève. – Les conversations entre M. George Shultz et M. Andreï Gromyko ont repris ce mardi matin 8 janvier au siège de la mission diplomatique de l'URSS à Genève, sans que la moindre précision ait été fournie sur le contenu, le climat et les résultats des entretiens de lundi entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères. La forme que prendrait la conclusion de cet échange de vues, ce mardi après-midi, n'avait pas davantage été précisée. Le fait que le président Reagan tienne le lendemain une conférence de presse, dont la rencontre de Genève sera sans doute le thème principal (*le Monde* du 8 janvier) laissait de toute façon redouter aux quelque huit cents journalistes présents que le vrai bilan de cette reprise du dialogue américano-soviétique ne soit pas dressé à chaud et sur place, mais bien mercredi à Washington.

Du moins pouvait-on s'attendre que cette deuxième et dernière journée confirme l'impression laissée par la première : les positions de Washington et de Moscou sont toujours beaucoup trop éloignées sur la plupart des sujets, en particulier sur la défense spatiale, pour qu'un accord immédiat soit possible. Mais on tient de part et d'autre à renouer le fil rompu il y a maintenant quatorze mois.

A défaut de déclaration, certains petits signes en ont – modestement – témoigné lundi. Si MM. Shultz et Gromyko se sont rencontrés dans la matinée sans faire le moindre commentaire et en arborant des visages fermés, leurs retrouvailles de l'après-midi ont été sensiblement plus souriantes; certaines libertés ont été prises avec l'emploi du temps, mais dans le bon sens : les deux entretiens ont l'un et l'autre duré plus longtemps que prévu : trois heures trente le matin, presque autant l'après-midi.

Il n'est pas jusqu'au total mutisme officiel, habituel du côté soviétique mais relativement inusité de la part de la délégation américaine, qui ne puisse être favorablement interprété : on semble vouloir éviter de compromettre le succès éventuel (de toutes façons en demi-teintes) de cette rencontre par des commentaires prématurés. Du moins la volonté de dialogue est-elle, pour l'instant, parvenue à surmonter ce que peut avoir de décourageant, voire de dissuasif, le constat de très importants désaccords sur presque tout l'essentiel. Tout confirmait, ce mardi matin, que la réélection de M. Reagan, et peut-être aussi la fermeté au moins relative de ses alliés européens dans l'affaire des euromissiles de l'OTAN, ont largement modifié l'appréciation soviétique sur le rapport de forces politiques entre l'Est et l'Ouest et donc sur la nécessité de négocier.

En attendant la conclusion de la rencontre, de nombreux mouvements et organisations profitent de la présence à Genève d'un très fort contingent de journalistes pour tenter de populariser leur cause auprès d'eux. Outre les défenseurs des juifs d'URSS, des représentants de la résistance afghane à ceux de la guérilla salvadorienne, c'est à qui parviendra à capter l'attention des médias, peu gâtés, il est vrai, par les diplomates américains et soviétiques. Une association helvétique a même officiellement déposé plainte devant un tribunal de Genève contre les deux ministres, fondant son action sur le fait que, selon elle, bien des activités des Etats-Unis et de l'URSS relèvent du droit commun.

BERNARD BRIGOULEIX.

SELON « AVIATION WEEK »

Washington compte proposer à l'URSS une mission spatiale commune

Washington *(Reuter, AFP)*. – Le gouvernement américain prévoit d'entamer *« dès cette semaine »* des discussions formelles avec l'URSS sur l'organisation d'une nouvelle mission spatiale habitée, affirmait, lundi 7 janvier, l'hebdomadaire spécialisé *Aviation Week and Space Technology*.

Le président Reagan et son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Robert McFarlane, ont *« récemment étudié »* les façons de mener à bien ce projet, et cette initiative est maintenant à l'étude à la Maison Blanche, à la NASA et au département d'Etat. *« Les Soviétiques devraient bientôt être contactés au plus haut niveau »* à ce sujet, poursuit *Aviation Week*, qui croit savoir que ce projet, mettant en œuvre une navette spatiale américaine et une station Saliout soviétique, ne comporterait pas d'amarrage entre les deux vaisseaux, comme lors de la mission Apollo-Soyouz, en juillet 1975.

En octobre dernier, rappelle-t-on, M. Reagan a signé une résolution du Congrès appelant au renouvellement d'un accord de coopération spatiale entre les deux pays, comportant notamment la simulation d'une mission de sauvetage sur orbite. Quelques jours plus tard, la NASA avait annoncé que les Etats-Unis avaient proposé à l'URSS l'organisation en commun d'une telle mission mais que Moscou n'avait pas encore répondu à cette offre.

Selon *Aviation Week*, la coopération américano-soviétique pourrait déboucher sur d'autres projets, beaucoup plus ambitieux, si celui de la simulation de mission de sauvetage se concrétise. Américains et Soviétiques pourraient alors éventuellement entreprendre *« une exploration conjointe de la Lune et même un vol habité commun vers Mars »*, note la revue.

Outre ce projet, des *« exemples d'une coopération spatiale moins officielle entre les Etats-Unis et l'URSS ont été encouragés grâce à des pays tiers – principalement la France »*, affirme l'hebdomadaire. Celui-ci note, enfin, que les Etats-Unis utiliseront, dès le 21 janvier, leur réseau de poursuite dans l'espace lointain pour recueillir des données transmises par les deux sondes soviétiques Vega lancées les 15 et 21 décembre derniers vers Vénus et la comète de Halley.

● *Trois ministres français attendus à Bonn.* – Trois membres du gouvernement français – Mme Lalumière, MM. Dumas et Chevènement – sont attendus tour à tour à Bonn dans les jours prochains, a-t-on annoncé, lundi 7 janvier, dans la capitale ouest-allemande. Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes auprès du ministre des relations extérieures, devait être reçue, ce mardi, par le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. Vendredi, le chef de la diplomatie française, M. Dumas, sera également l'hôte de son collègue ouest-allemand. Enfin, le vendredi 18 janvier, M. Chevènement, ministre de l'éducation nationale, rencontrera plusieurs personnalités politiques de RFA. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Colombie

ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU ENTRE LES AUTORITÉS ET LA GUÉRILLA DU M-19

Bogota *(AFP)*. – Les autorités colombiennes et le Mouvement de guérilla du 19 avril (M-19, extrême gauche nationaliste) ont officiellement signé, lundi 7 janvier, un accord de cessez-le-feu destiné à mettre fin aux combats ayant opposé l'armée aux guérilleros au cours des dernières semaines dans le Sud-Ouest du pays.

Cet accord fait suite à la conclusion d'une trêve, intervenue vendredi, à la suite de violents combats, dont le bilan n'a pas été précisé. Ces combats avaient pour origine l'établissement par le M-19 d'un véritable camp retranché dans les montagnes dominant Corinto (province du Cauca) et le refus de l'armée de tolérer la présence d'un bastion de la guérilla dont l'accès lui aurait été interdit.

L'accord signé lundi, précise un communiqué du ministère de l'intérieur et du palais présidentiel, prévoit le retrait graduel, *« dans un délai de quelques jours »*, des guérilleros du M-19 *« vers une nouvelle région »*. Cette région n'est pas indiquée, mais il s'agirait de la province voisine de Tolima.

En août 1984, le M-19 avait signé avec les autorités une première trêve, mais cet accord n'avait pas vraiment mis fin aux accrochages entre les guérilleros et l'armée.

Etats-Unis

ACCUSÉ DE FRAUDE IMMOBILIÈRE
M. John Zaccaro le mari de Mme Geraldine Ferraro plaide coupable

Inculpé de fraude immobilière, M. John Zaccaro, le mari de Mme Geraldine Ferraro, la candidate démocrate malchanceuse à la vice-présidence des Etats-Unis, a plaidé coupable, lundi 7 janvier, devant la Cour suprême de New-York. Il risque une peine d'un an de prison et une amende de 1 000 dollars.

Bien que ses avocats lui aient affirmé qu'ils avaient *« le sentiment de pouvoir défendre son cas avec succès »*, M. Zaccaro a décidé de plaider coupable afin d'éviter à sa famille la *« publicité »* d'une procédure judiciaire prolongée et dans l'espoir de *« mettre fin à cette affaire et de tenter de retrouver une vie privée »*.

Important promoteur immobilier, il est accusé de divers actes frauduleux dans une opération qui visait à financer l'achat de cinq immeubles dans le district de Queens, à New-York, par l'un de ses amis et clients, M. John DeLorenzo. La transaction, toutefois, n'avait pas abouti.

Durant la majeure partie de sa campagne électorale, Mme Ferraro s'était trouvée dans une situation inconfortable en raison des affaires financières et immobilières de son mari. M. Zaccaro avait notamment créé un malaise dans le Parti démocrate en refusant pendant un temps de rendre publiques ses feuilles d'impôts. Son inculpation risque d'avoir des répercussions fâcheuses sur l'avenir politique de Mme Ferraro, à laquelle on prête l'intention de se présenter dans quelques années au Sénat. Dans une déclaration faite lundi, celle-ci a reconnu que son mari avait *« commis une erreur de jugement, mais qu'il avait librement admis cette faute »*. *« Pour cette raison, je suis fière de lui »*, a-t-elle ajouté.

Mort de Robert Welch fondateur de la John Birch Society

Robert Welch, fondateur de la John Birch Society, organisation ultraconservatrice et farouchement anticommuniste, est mort, le dimanche 6 janvier, dans un hôpital de Winchester (Massachusetts), a annoncé lundi l'association.

Il avait été victime, en décembre 1983, d'un accident cardiaque peu de temps après avoir abandonné la direction de ce groupe qu'il avait créé en 1958 à Indianapolis pour combattre le communisme à travers le monde.

Ancien patron d'une firme de confiserie, Robert Welch était devenu un personnage très controversé de la vie politique américaine lorsqu'il avait quitté le monde des affaires pour mettre sa vie au service de la John Birch Society, baptisée du nom d'un missionnaire baptiste américain et officier de renseignements tué par les communistes chinois en 1945. La John Birch avait fait de cet obscur agent le premier héros de la guerre froide.

Absolument obsédé par les agissements communistes, Robert Welch passa le dernier quart de siècle de sa vie à les débusquer dans les institutions et chez les personnages les plus inattendus. Ainsi le fondateur de la John Birch Society avait-il qualifié un jour l'ancien président Dwight Eisenhower d'« agent dévoué et conscient de la conspiration communiste internationale ». *Cette conspiration, Robert Welch en avait fait remonter les origines jusqu'en …1776 et, parmi les inspirateurs les plus célèbres de ce complot, il avait l'habitude de mentionner Napoléon, le richissime Nelson Rockfeller et le constructeur automobile Henry Ford.*

En 1969, Robert Welch avait dénoncé dans l'éducation sexuelle aux Etats-Unis « un nouveau complot communiste destiné à briser la fibre morale de la jeunesse américaine ».

M. L.

Honduras

Expulsion du dirigeant de l'organisation antisandiniste miskito

Tegucigalpa *(AFP)*. – Le gouvernement hondurien a annoncé, samedi 5 janvier, l'arrestation et l'expulsion du dirigeant antisandiniste indien Steadman Fagoth, accusé d'avoir violé les lois sur l'émigration au Honduras en donnant deux conférences de presse à Tegucigalpa. M. Fagoth est le chef du mouvement de guérilla Misura, qui regroupe des Indiens Miskitos, Sumos et Ramas, et est allié de la FDN (Force démocratique nicaraguayenne).

M. Fagoth a été expulsé du Honduras le lundi 7 janvier. Le ministre hondurien des affaires étrangères, M. Edgardo Paz Barnica, avait déclaré, la semaine dernière, que les guérilleros nicaraguayens qui poursuivaient leurs activités au Honduras seraient chassés *« à coups de pied »*. Le mouvement de Stedman Fagoth opère cependant, à partir du Honduras, depuis plusieurs années.

M. Fagoth avait menacé de *« passer par les armes »* vingt-trois soldats de l'armée sandiniste que ses troupes avaient capturés, selon lui, le jour de Noël. Il avait annoncé qu'il exécuterait ces prisonniers si l'armée sandiniste ne cessait pas ses attaques contre le camp de Tasba, Pauni (côte atlantique du Nicaragua), où sont détenus les vingt-trois militaires.

[Cette expulsion illustre la volonté des dirigeants honduriens de mieux contrôler les activités sur leur territoire des organisations armées antisandinistes miskitos qui lancent des opérations de commando en territoire nicaraguayen. L'organisation de Steadman Fagoth, beau-frère de Brooklin Rivera (leader des Miskitos du Sud, et qui a récemment, mais en vain, tenté de négocier avec les dirigeants de Managua un statut d'autonomie des communautés indigènes de la côte atlantique), a jusqu'à présent opéré en toute impunité en territoire hondurien. Elle est entrée en conflit larvé avec la FDN (Force démocratique nicaraguayenne), également basée au Honduras et dont les activités sont depuis peu davantage surveillées par le gouvernement de Tegucigalpa. Le gouvernement de Managua a immédiatement réclamé l'extradition de Steadman Fagoth, mais ce dernier aurait choisi d'être expulsé vers Miami.]

El Salvador

ASSASSINAT D'UN CONSEILLER DU PRÉSIDENT DUARTE PAR L'EXTREME-DROITE

San-Salvador *(Reuter, UPI)*. – Le président Duarte a directement mis en cause, dimanche 6 janvier, l'Arena du major d'Aubuisson (extrême-droite) dans l'assassinat, perpétré la veille, de Pedro René Yanes, président de la commission présidentielle sur les affaires de corruption. L'assassin de M. Yanes, militant connu de l'Arena, a tué une autre personne et en a blessé une troisième au cours de l'attentat, commis dans le département de La Union, avant d'être lui-même abattu par la police.

Le major d'Aubuisson, qui critique de plus en plus vivement les pourparlers engagés par le gouvernement avec la guérilla, n'a pas réagi à ces accusations.

Paraguay

LES ÉTATS-UNIS DÉNONCENT LES LIENS ENTRE LES TRAFIQUANTS DE DROGUE ET LES MILITAIRES

Les Etats-Unis sont persuadés que de hautes personnalités militaires paraguayennes sont directement impliquées dans le trafic de drogue, a rapporté le *New York Times* du 4 janvier. Mais le gouvernement d'Asuncion a refusé jusqu'à présent de promettre la destruction de laboratoires de cocaïne sur son territoire et même de discuter de cette question avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Paraguay. Les autorités américaines affirment avoir, à l'issue d'enquêtes approfondies, établi la réalité des liens entre des officiers supérieurs paraguayens et les trafiquants de drogue.

De leur côté, les représentants du gouvernement d'Asuncion démentent absolument les affirmations américaines et ajoutent avoir saisi en septembre dernier des quantités importantes de produits (éther et acétone) utilisés par les trafiquants pour transformer la pâte de coca en cocaïne. Cette prise, selon les experts, aurait permis la fabrication de 8 tonnes de cocaïne pure, soit environ 10 % de la totalité de la cocaïne entrée aux Etats-Unis en 1984.

AMÉRIQUES

Cuba : les noces d'argent de Fidel Castro

Vingt-cinq ans après la victoire des castristes, Fidel Castro, le numéro un, continue de personnaliser la révolution cubaine et détient tous les pouvoirs, même s'il pratique un style de gouvernement particulier (*le Monde* du 8 janvier).

II. – *Les limites de la « nouvelle politique économique »*

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

La Havane. – *« L'année a été bonne sur le plan économique ? C'est une fausse question. 1984 était le 25e anniversaire de la révolution : ce fut donc une bonne année ! »* Cet observateur des affaires cubaines formule cette remarque sans véritable cynisme car, en réalité, il admet que la situation s'est plutôt améliorée ce dernier lustre, avec une année *1984* très acceptable, tant sur le plan macro-économique que dans la vie quotidienne des citoyens.

Depuis toujours, ce qui « fait » la bonne année à Cuba, c'est la bonne *zafra*, la grosse récolte de canne. Après avoir, au lendemain de leur arrivée au pouvoir, tenté de conjurer la « malédiction » de la monoculture de la canne à sucre, en se lançant dans un ambitieux programme de développement industriel, les castristes ont, dès 1963, été contraints d'admettre qu'on ne forçait pas si *facilement* le destin. La *qualité* de ses terres, son climat et son expérience historique vouent la grande île à produire massivement du sucre. Dès lors, après un « anti-record du *siècle* » (3 *millions de tonnes*) en 1963, les dirigeants se sont lancés dans une course effrénée à la production, qui devait culminer avec la fameuse « *zafra des 10 millions de tonnes* », en 1970 ; on n'en récolta que 8,6 millions, ce qui était le plus haut chiffre jamais atteint à Cuba ; mais, sur la base d'un « volontariat » excessif... et le reste de l'économie s'est écroulé.

Ce fut une rude leçon pour Fidel Castro, et l'expérience ne fut plus renouvelée. On se lança désormais dans une mécanisation progressive, mais soutenue, de la récolte, pour pallier le manque de bras de plus en plus criant dans un secteur encore marqué par l'ancienne malédiction de l'esclavage et plus récemment par le chômage saisonnier. C'est ainsi que plus de 60 % de la dernière *zafra*, selon des statistiques officielles, a été réalisée par les « combinées » – des machines assez perfectionnées, – tandis que les *macheteros* (coupeurs à la machette) sont désormais moins de 100 000 (ils étaient plus de 300 000 en 1970).

Ainsi la récolte de 1984 a-t-elle pu être une des bonnes *zafras* depuis 1959, *sans, cette fois, mettre* l'économie sur le flanc. Dans son traditionnel discours du 26 juillet, M. Castro avait annoncé 8,2 millions de tonnes, le troisième chiffre *de tous les temps*. Les observateurs ont été un peu surpris car, au printemps encore, ils prévoyaient 7,7 millions. A-t-on donné « le petit coup de pouce » du 25e anniversaire ? Il semble plutôt qu'on ait continué la récolte plus longtemps (normalement de fin novembre à début mai), rasant jusqu'à de jeunes pousses normalement promises à la prochaine coupe. Le « hic » est que l'activisme de 1984 hypothéquera la *zafra* du troisième congrès du PCC en 1985, déjà annoncée inférieure à la précédente.

Mais produire n'est pas tout : encore faut-il vendre. Or les prix sur le marché mondial sont en chute libre depuis dix ans, et ils se sont effondrés en 1984 : 6,8 cents américains la livre anglaise en moyenne (en 1974-1975, celle-ci avait frisé les 15 cents). Certes, la vente aux pays socialistes, qui représente plus de 70 % des quantités exportées et plus de 90 % des recettes, *ne souffre pas de cet aléa* : actuellement, Moscou achète (ou plutôt troque) le sucre cubain sur la base de 38 cents la livre (1). Cette « surcote » est, depuis vingt-cinq ans, l'un des moyens de l'aide *soviétique* – un autre étant une bonification du prix du pétrole, « vendu » l'équivalent de 20 dollars le baril (au lieu de 29, actuel prix OPEP).

Économiser l'énergie

Le plus important pour La Havane, c'est le produit annuel, en devises, de ses ventes de sucre sur les marchés occidentaux – européens et japonais. Le pays dispose d'un quota théorique, aux termes des accords internationaux, un peu supérieur à 2 millions de tonnes. Compte tenu de sa propre consommation *intérieure (élevée)*, Cuba n'est pas toujours en mesure de l'honorer (2). Aux cours actuels, ce sont environ 250 millions de dollars qui tombent chaque année dans l'escarcelle nationale : *somme* modeste, mais importante tant l'île a un besoin vital de rentrées convertibles pour pouvoir acheter à l'Ouest certains équipements ou produits dont elle a un impérieux besoin. Pour le reste, en effet, le pays ne dispose guère, pour se procurer des devises, que de sa pêche (hauturière ou à la langouste : 100 millions de dollars), de son tourisme *(idem)* et de ses cigares, prestigieux mais d'un rapport somme toute modeste. Son nickel (35 000 tonnes, cinquième chiffre mondial, en expansion rapide) ainsi que ses agrumes (également en développement spectaculaire) sont intégralement destinées au *COMECON*.

Hormis un doublement, envisagé dans les cinq ans, de l'afflux *touristique* – ce qui ramènerait Cuba aux chiffres de... 1958, – l'île n'a guère aujourd'hui qu'un seul moyen d'augmenter de façon substantielle ses rentrées en devises : récemment, le « grand frère » soviétique a eu l'idée, ingénieuse, pour inciter les Cubains à économiser le pétrole, dont il leur fournit 10 millions de tonnes par an, de leur proposer le paiement en convertible du produit de la vente sur les marchés libres de chaque baril qu'ils n'auront pas consommé. Selon les chiffres recueillis à La Havane, ce système a rapporté 500 millions de dollars l'an dernier – soit la moitié des rentrées en devises *de l'île. Faut-il*, dès lors, s'étonner de voir d'un bout à l'autre du pays de gigantesques affiches où un Fidel stylisé proclame : *« L'énergie est vitale ; l'économiser ne l'est pas moins. »*

Ce tableau macro-économique doit être complété *sur* un point : en vingt-cinq ans, le régime a quelque peu diversifié les productions nationales. Outre la pêche et les agrumes, déjà mentionnés, l'élevage est certainement un de ces succès. En matière industrielle, les réussites se situent dans les domaines du textile, du matériel et des produits destinés à l'agriculture, de l'agro-alimentaire – sans oublier la prospection pétrolière et le raffinage.

La modernisation, en cours, des moyens de production du sucre et de ses sous-produits et du nickel ainsi que quelques ambitieux projets sortant de *terre* (un grand *port* pétrolier à Matanzas, à 100 kilomètres à l'est de La Havane ; une centrale nucléaire à Cienfuegos, au sud) doivent tout à l'aide soviétique – toujours bougonne, à ce qu'en disent les experts occidentaux, mais au total très généreuse : Cuba est bien, à *les en croire, « l'enfant gâté du COMECON »*.

La vraie réussite de la révolution est donc que, bon gré mal gré, tout le monde a dû retrousser les manches, alors que les précédents gouvernements s'étaient souciés comme d'une guigne du développement : on vivait sur un tas de sucre (fondant), et l'échec historique de l'ancienne *bourgeoisie cubaine est d'avoir ima*giné qu'on pouvait en rester là.

Mais les données de base de l'économie n'ont pas été bouleversées, le sucre reste le produit n° 1. On a seulement, pour des raisons politiques, retourné le système comme un doigt de gant, et remplacé en tout l'ancien partenaire privilégié américain par l'allié soviétique. Cuba y a sans *doute gagné en indépendance... et* les Cubains perdu toute liberté.

Les dirigeants, pourtant, ont deux motifs d'orgueil : l'éducation et la santé, universelles, gratuites et (réservons la question de l'endoctrinement à l'école) de bon niveau. Il serait léger de ne voir là que de pauvres « compensations » à un système fondamentalement oppressif. Pour *plus de la moitié de la population* née avant 1959 et demeurée dans l'île (3), c'est une évolution bouleversant l'horizon de la vie quotidienne. Tout une école « *révisionniste » met aujourd'hui en doute les* progrès réalisés dans ces deux domaines-phares de la révolution. Chiffres à l'appui, des auteurs, américains et exilés cubains pour la plupart, *rappellent que* Cuba *pouvait*, en 1959, exhiber les plus hautes performances d'Amérique latine, après l'Argentine et l'Uruguay. Ces données sont incontestables..., mais négligent le caractère violemment inégalitaire de la société antérieure.

Pour Fidel Castro, c'est la preuve décisive de la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Cette auto-glorification oublie à son tour, que rien ne serait possible, du moins à une telle échelle, sans une aide soviétique massive. Celle-ci s'élève à l'équivalent de 4 milliards de dollars par an. C'est dire que chaque Cubain « reçoit » un dollar par jour, 300 francs par mois, de Moscou. Seuls, dès lors, une honteuse dilapilation de fonds par la révolution, ou *un choix foncier de se satisfaire de* criantes inégalités (deux traits communs à tous les gouvernements cubains depuis l'indépendance de 1898-1901), auraient pu faire que les *compatriotes de M. Castro* ne soient pas aujourd'hui les mieux soignés et les plus alphabétisés de toute l'Amérique latine (4).

La « libreta »

Il reste qu'il fallait une volonté politique : celle d'assurer à chacun un *minimum vital. La traduction* la plus concrète de ce souci des révolutionnaires castristes est la fameuse *libreta* : la carnet dont dispose chaque Cubain en vue d'obtenir, à des prix véritablement dérisoires, le strict minimum essentiel à la vie : « les » carnets, plutôt, puisqu'il existe une *libreta* pour l'alimentation et une autre pour les vêtements. On peut, à Cuba, être assuré de n'avoir pas faim et de n'être point nu pour environ 300 francs par mois, *alors que le SMIC* est d'environ 800 francs, et le gain réel moyen mensuel d'une famille du double au moins. Précisons que le travail est obligatoire, et que 40 % des femmes *ont un emploi*. Le loyer est fixé à 10 % des revenus de la famille (mais l'on s'entasse fréquemment, car la crise du logement sévit presque partout dans l'île, et de façon très aiguë dans la capitale). Le transport est quasiment gratuit (5 pesos, 45 centimes, la place de *guagua* c'est-à-dire d'autobus) ; mais il faut *attendre des heures...*

Pour tout ce qui n'est pas dans la *libreta*, les Cubains peuvent recourir à des produits dits *« en vente libre »* (étiquetés *« VL »* dans les magasins) ; *ils sont également* bon marché, mais de qualité médiocre, et parfois... absents pendant des semaines entières. Depuis cinq ans environ, les Cubains ont, en outre, la possibilité de recourir au *« marché parallèle »*, qui offre des produits généralement importés de l'Est, de *bien meilleure qualité, mais* à des prix extravagants (un jeans : 1.500 francs !). L'homme de la rue appelle ces *tiendas* les *« magasins pour millionnaires »* ; mais on y voit tout de même à toute heure des centaines de personnes y faisant la queue ! De même pour la nourriture, ont été autorisés, vers *1980*, des marchés où les paysans – privés ou membres de coopératives – peuvent vendre leurs excédents. La ruée a été telle (et l'augmentation corrélative *des prix, ainsi que la fureur* consécutive des citadins) que le gouvernement a dû... réglementer cet espace de liberté commerciale en 1982.

Le fonctionnaire roi

Cette organisation bureaucratique de la subsistance matérielle de tous les citoyens coûte évidemment fort cher, et ce sont là des sommes ôtées à la création des richesses. Dans une société fondamentalement tournée vers l'efficacité et où les inégalités ne porteraient plus, en principe, que sur le superflu, comme en Occident, un tel « détournement de production » serait absurde. Dans un pays sous-développé, comme le demeure Cuba, on peut concevoir que la question se pose en d'autres termes.

Pourtant, le système présente une limitation *économique* majeure (pour ne pas rappeler ici ses contraintes politiques et syndicales) : il n'est guère motivant pour les producteurs. C'est là une donnée reconnue par les officiels eux-mêmes. Ainsi, récemment, le ministre du tourisme se plaignait-il, dans la revue *Bohemia*, que, là où il faut, en Occident une personne dans les hôtels, il en faut à Cuba, de 6 à 8. *L'évidence d'une telle pléthore* de personnel peut-être vérifiée dans tous les *« centres de travail »* auxquels l'étranger peut avoir accès. Il n'y a là, au demeurant, rien de très *surprenant, puisque la base même* du système est de fournir obligatoirement un emploi à chaque citoyen. Mais, alors, le thème de la *« productivité »* – aujourd'hui très à la mode à Cuba – n'est qu'une tarte à la crème ! Que faire, en effet, des travailleurs éventuellement retirés *d'une entreprise pour améliorer ses* rapports charges-produits... sinon les placer en surnombre dans une autre entreprise. Seul un « décollage » spectaculaire de la production nationale résoudrait la quadrature du cercle ; mais, en dépit des chiffres officiels toujours brillants (+ 7,4 %, en *1984*, pour le produit « social » brut), l'économie cubaine n'a jamais connu de tel « boom » – peut-être, précisément, en raison de ses rigidités structurelles.

A la seule condition de se garder de toute ostentation dans la flânerie, nul, à Cuba, ne peut être renvoyé de son emploi. Dès lors, chacun prend ses aises, visiblement sans déplaisir ! Une conséquence est perceptible pour quiconque dans le domaine des services : *c'est le fonctionnaire* qui est roi – serveur de restaurant, chauffeur de taxi, postier, caissière de cinéma, etc. – et c'est le client qui doit se faire très gentil et *patient ! Question d'habitude !* Et si les Cubains n'ont pas perdu, c'est un fait, leur légendaire sourire, c'est sans doute parce que tout fonctionnaire, c'est-à-dire tout citoyen, sera *tout à l'heure client, et doit se ménager* par avance les bonnes grâces de celui dont il sera tout à l'heure l'obligé.

Ainsi faut-il bien relativiser les tentatives, réelles, faites depuis cinq ans environ dans le sens d'une *« nouvelle politique économique »*, destinée à apporter certaines souplesses à l'ensemble et à améliorer la productivité dans certains secteurs : accent mis sur la nécessaire *« rentabilité »* de chaque entreprise par une meilleure connaissance des coûts, latitude ouverte ici et là aux travailleurs de changer d'emploi, généralisation des « stimulants matériels », possibilité laissée aux artisans de travailler au *« noir contrôlée »*, création de *« marchés paysans »*, etc. Toutes ces ouvertures butent très vite contre les présupposés fondamentaux : en positif le plein emploi obligatoire, et en négatif la suspicion portée contre tout enrichissement, fruit de l'esprit d'imagination ou d'un surcroît de travail.

Prochain article :

UN REPLI SUR L'AMÉRIQUE ?

(1) Les pays socialistes (COMECON, Chine, Yougoslavie, Albanie) achètent environ 5 millions de tonnes de sucre par an à Cuba. A titre de comparaison, rappelons que les accords de Lomé, passés entre les dix de la CEE et soixante-cinq pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique prévoient un prix d'achat du sucre à ces pays sous-*développés d'environ 25 cents améri*cains la livre anglaise. Le chiffre de 38 cents, payé par l'Union soviétique a *été communiqué* cette année pour la première fois, de façon inattendue, par la Banque centrale de Cuba. Cette transparence nouvelle est sans doute due à la nécessité où se trouve le pays de « jouer franc jeu » avec les créanciers occidentaux, avec qui il renégocie, depuis 1982, une partie de sa dette, d'un montant total estimé à 3 milliards de dollars.

(2) L'Accord international sur le *sucre de 1977, prolongé en 1982*, n'a pu être renouvelé lors des négociations qui ont eu lieu à Genève en juillet dernier. Cet échec a provoqué une nouvelle chute des cours.

(3) Environ 750 000 Cubains (près de 10 % de la population) ont quitté l'île en vingt-cinq ans.

(4) Si les Etats-Unis voulaient concurrencer l'Union soviétique pour une aide « à la cubaine », ce sont environ 125 milliards de dollars par an qu'ils devraient mettre à la disposition des quelque 350 millions de Latino-Américains (la moitié de leur budget de défense). L'Alliance pour le progrès, dans les années 60, débloquait... *moins* de 4 milliards par an. La « commission Kissinger », en janvier 1984, a recommandé une aide d'un peu plus de 1,5 milliard de dollars par an pour les 25 millions de Centre-Américains, soit 80 dollars par personne et par an : moins du quart de l'aide soviétique à Cuba !

هكذا من الأصل

هكذا في الأصل

EUROPE

RFA

LES ATTENTATS CONTRE DES INSTALLATIONS ALLIÉES

Le « noyau dur » de la Fraction armée rouge aurait réussi à se reconstituer

Une bombe de fabrication artisanale a explosé, lundi 7 janvier, près d'un oléoduc de l'OTAN, au nord de Giessen (Hesse), provoquant des dégâts mineurs. Les autorités pensent qu'il s'agit d'une nouvelle action de la Fraction armée rouge qui a commis plusieurs attentats ces dernières semaines.

De notre correspondant

Bonn. — Les mesures de sécurité ont été renforcées un peu partout en République fédérale d'Allemagne autour des cibles potentielles de la Fraction armée rouge. La quinzaine d'attentats à l'explosif et d'incendies criminels perpétrés depuis décembre, principalement contre des installations américaines, mais également contre une annexe de l'ambassade de France à Bonn, pourrait n'être que le début d'une nouvelle offensive de l'organisation terroriste, dont le « noyau dur » aurait réussi à renaître de ses cendres. Si ces attentats n'ont provoqué jusqu'ici que des dégâts matériels, somme toute peu spectaculaires, la police n'exclut pas des actions plus importantes, y compris contre des personnes.

Sans avoir l'ampleur qu'il avait dans les années 70, le terrorisme continue de préoccuper les autorités, bien qu'il soit parfois difficile, dans l'écheveau des groupuscules d'extrême gauche ou d'extrême droite, de faire la part des responsabilités. Certains groupes néo-nazis, qui refusent la présence des forces alliées en Allemagne au nom d'un nationalisme d'extrême droite, s'en prennent aussi, à l'occasion, aux installations de l'armée américaine ou à ses membres.

De l'autre côté, la marge est souvent étoite entre activisme et terrorisme. Sur les 215 attentats en tout genre attribués à l'extrême gauche en 1983, 175 ont été le fait de groupes qualifiés de « divers » (vore à des individus isolés) et 27 à des « cellules révolutionnaires ». 13 seulement ont été attribués aux sympathisants de la Fraction armée rouge (l'ancienne « bande à Baader »).

Dans les récents attentats, des présomptions pèsent sur les successeurs directs de la bande à Baader. Le déclenchement, début décembre, par les 39 membres de la Fraction armée rouge emprisonnés à travers toute l'Allemagne, d'un mouvement de grève de la faim semble s'intégrer dans une stratégie préparée de longue date. S'inspirant de l'exemple de l'IRA, dont la lente agonie en 1981, dans les prisons d'Irlande du Nord, avait provoqué une grande émotion, les chefs de la RAF souhaiteraient catalyser une reprise de la lutte « anti-impérialiste » en Allemagne.

L'objectif avoué de la grève est d'obtenir le statut de prisonnier politique et de mettre fin au régime d'isolement auquel sont soumis les terroristes dans leurs prisons. Mais l'attentat manqué du 18 décembre 1984 contre l'école militaire de l'OTAN à Oberamaergau où les 24 kilos d'explosifs découverts dans le coffre d'une voiture stationnée à 10 mètres du bâtiment principal auraient pu provoquer un massacre, a sonné l'alarme. Depuis la découverte de plans d'installations américaines et d'écrits politiques en juillet dernier, lors de la capture accidentelle de plusieurs militants de la RAF à Francfort, les responsables de la lutte antiterroriste s'attendaient à une recrudescence des attentats. Dès le 19 décembre, le procureur général de la République, M. Kurt Rebmann, avait souligné ce risque.

Des revers importants

La Fraction armée rouge a subi ces dernières années des revers importants. L'arrestation en 1982 de Brigitte Mohnhaubt et de Christian Klar, dont le procès a débuté en février 1984 à Stuttgart, avait mis fin à la carrière des deux dirigeants les plus importants du mouvement depuis le suicide collectif des « chefs historiques » en 1977. Des caches d'armes avaient été découvertes. Au cours de l'été 1984, la police avait arrêté sept autres personnes figurant sur la liste des terroristes recherchés. Mais la capacité de renouvellement du noyau dur, estimé au plus à une quinzaine de personnes, reste apparemment intacte.

L'Office fédéral de la police criminelle de Wiesbaden vient de publier six nouveaux avis de recherche contre quatre femmes et deux hommes, dont les photos ont été diffusées par la presse et la télévision. A la tête de ce noyau dur figure Inge Viett, dernière terroriste de l'époque historique en liberté, connue pour ses liens avec d'autres organisations terroristes internationales. Ce n'est pas un hasard si les 24 kilos d'explosifs découverts à Oberammergau font partie d'un stock dérobé au cours de l'été dernier en Belgique. Une partie avait été retrouvée lors d'un attentat manqué revendiqué par Action directe contre le siège de l'Union de l'Europe occidentale à Paris, en août dernier, une autre lors de l'attentat commis par les Cellules communistes combattantes (CCC) belges contre un oléoduc de l'OTAN en Belgique.

Sur le plan politique, le moment pour repasser à l'action n'est pas si mal choisi, du point de vue de la RAF. Si ses sympathisants se sont toujours heurtés à un refus des autres groupes d'extrême gauche — des autonomes aux cellules révolutionnaires — d'accepter la lutte armée comme une fin en soi, l'attitude du mouvement pacifiste, qui s'est efficacement opposé à toute violence, les luttes d'influence qui opposent actuellement les groupuscules marginaux d'obédience chrétienne ou social-démocrate, mais aussi l'organisation des Verts en un véritable parti, suscitent chez quelques jeunes une insatisfaction qu'il est possible d'exploiter. Les autorités judiciaires, qui ont tout fait jusqu'à présent pour banaliser la grève de la faim des détenus de la RAF, ne l'ignorent pas.

HENRI DE BRESSON.

URSS

Une explosion aurait fait plusieurs centaines de victimes dans une usine travaillant pour la défense

De notre correspondant

Moscou. — Plusieurs centaines de personnes auraient péri, à la mi-décembre, dans une usine souterraine travaillant pour l'industrie de défense située à environ 40 kilomètres de la ville de Leninsk-Kouznetski, en Sibérie occidentale, a-t-on appris, lundi 7 janvier à Moscou. Il était évidemment impossible lundi d'obtenir une confirmation officielle de l'événement : même les catastrophes naturelles sont souvent passées sous silence en URSS, et la règle est presque absolue pour les accidents dus à l'activité humaine, à plus forte raison pour tout ce qui touche à la défense.

La nouvelle a commencé à filtrer à Moscou en raison des fêtes de fin d'année pour lesquelles, traditionnellement, des habitants des régions lointaines viennent s'approvisionner dans la capitale. Selon un témoignage, la catastrophe se serait produite à plusieurs centaines de mètres sous terre, mais il ne s'agirait nullement d'un accident minier, bien que Leninsk-Kouznetski se trouve dans le Kouzbass, un des principaux bassins houillers d'URSS. Il est possible qu'un centre de production de matériel considéré comme d'importance stratégique ait été installé dans une mine de charbon désaffectée du Kouzbass, transformée en abri antiaérien. Les causes de l'accident ne sont pas connues.

Aussitôt après l'événement, la zone aurait été bouclée par les forces de sécurité. Trois ministres et un des vice-présidents du conseil des ministres se seraient rendus sur place.

Saura-t-on jamais ce qui s'est réellement passé à la mi-décembre près de Leninsk-Kouznetski, une ville moyenne du bassin minier comptant 128 000 habitants ? Aucun étranger, et pour cause, ne pouvant figurer parmi les morts, la règle du silence sera sans doute scrupuleusement observée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

[Selon les services de renseignement américains, une très violente explosion a détruit, au mois de mai 1984, un dépôt de missiles à Severomorsk, près de la grande base navale de Mourmansk. L'hebdomadaire spécialisé *Jane's Weekly* a précisé par la suite que la catastrophe avait fait plus de deux cents morts et qu'au total six explosions s'étaient produites dans des installations militaires soviétiques entre décembre 1983 et juin 1984.]

Chypre

La formation du nouveau gouvernement consacre la rupture avec les communistes

Nicosie (*Reuter*). — Moins de deux semaines après avoir rompu son alliance avec le Parti communiste Axel, le président Spyros Kyprianou a procédé lundi 7 janvier à un important remaniement de son gouvernement. Huit portefeuilles changent de titulaire, six ministres quittent le cabinet, dont trois soutenus par le Parti Axel.

Parmi les ministres sortants figure M. Christodoulos Veniamin, vétéran de la vie politique chypriote, qui détenait les portefeuilles de l'intérieur et de la défense depuis 1975. M. George Iacovou, ministre des affaires étrangères, qui a préparé la rencontre qui doit réunir ce mois-ci à New-York M. Kyprianou et M. Rauf Denktash, chef de la communauté chypriote turque, conserve son poste.

Voici la composition du nouveau gouvernement : *Affaires étrangères*, M. George Iacovou ; *Finances*, M. Dinos Kittis ; *Auprès du président*, M. Dinos Michaelides ; *Intérieur*, M. Rois Nicolaides ; *Défense*, M. Stelios Katsellis ; *Agriculture et ressources naturelles*, M. Andreas Papasolomontos ; *Santé*, M. Christos Pelekános ; *Education*, M. Andreas Christophides ; *Commerce et industrie*, M. Michael Michaelides ; *Communications et travaux publics*, M. Christos Mavrellis ; *Travail et sécurité sociale*, M. Andreas Mousioutas ; *Justice*, M. Dimitrios Liveras.

Pologne

LE PROCÈS DE TORUN

Le principal accusé disculpe la haute hiérarchie policière

Le procès des assassins présumés du Père Popieluszko a repris lundi 7 janvier à Torun, après une interruption de trois jours. Le lieutenant Waldemar Chmielewski a continué, toujours aussi gêné par ses troubles nerveux, sa déposition. Il a maintenu que l'opération contre le prêtre, à laquelle il avait participé sous les ordres directs de son supérieur au sein de la police politique, le capitaine Piotrowski, lui semblait avoir reçu l'aval de hauts responsables du ministère de l'intérieur. Il a cependant ajouté qu'il n'avait pas de raison réelle de mettre nommément en cause, comme il l'avait fait au cours de l'instruction, le général Ciaston, vice-ministre de l'intérieur. (Cette mise en cause du général Ciaston n'avait pas été rendue publique avant que l'accusé Chmielewski ne la « retire » devant le tribunal.)

La journée de mardi a été consacrée à l'audition du capitaine Piotrowski, qui fait pour l'instant figure de principal accusé. Apparaissant à la barre très calme et très sûr de lui, il a déclaré : « *Aujourd'hui je sais — et je le sais parfaitement — que le sommet* [de la hiérarchie policière, auquel il avait été fait allusion durant l'instruction] *n'existe pas* » dans l'affaire Popieluszko.

« *Le seul sommet*, a-t-il ajouté, *c'est le colonel Adam Pietruszka* ». Il s'agit de son supérieur direct au département 4, chargé des cultes au ministère de l'intérieur, inculpé « *d'instigation et d'assistance* » au crime. A la fin de la séance de lundi, après s'être adressé au tribunal sur un ton jugé « insolent » par les observateurs présents, il avait seulement déclaré qu'il récusait tous les chefs d'inculpation portés contre lui, tout en reconnaissant avoir frappé le prêtre et lui avoir fait perdre connaissance et l'avoir ligoté, baillonné et jeté dans le fleuve. Le juge lui avait alors fait remarquer que sa déposition était « illogique ». — (*UPI, AP, Reuter, AFP.*)

AFRIQUE

République sud-africaine

Le séjour controversé du sénateur Kennedy

Le sénateur Edward Kennedy, qui est arrivé, samedi 5 janvier, en République sud-africaine, s'est entretenu, lundi, avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha. Il s'est ensuite rendu à Mathopestad, village situé à 130 kilomètres au nord de Johannesburg, que ses deux mille habitants, sur décision du gouvernement, doivent évacuer dans les mois qui viennent. A propos des déplacements forcés de Noirs vers les bantoustans, le sénateur américain a estimé qu'ils constituent « une politique inhumaine et indécente, qui doit être changée ».

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Presque dix-neuf ans après son frère Robert, le sénateur Edward Kennedy, en compagnie de six membres de sa famille, effectue une tournée de huit jours en Afrique du Sud, qui va le conduire dans les principales villes du pays et en Namibie et qui s'achèvera à Lusaka (Zambie), où il doit rencontrer le chef de l'Etat, M. Kenneth Kaunda. Robert avait été invité par un syndicat d'étudiants. Edward a répondu à la proposition de l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix et du Conseil sud-africain des Eglises (SACC), de voir « *l'autre côté* » de l'Etat ségrégationniste. Le premier Kennedy avait été boudé par les dirigeants de l'époque. Le second sera, en revanche, reçu par des représentants du gouvernement, mais aucune rencontre n'est prévue avec le chef de l'Etat.

En 1966, quarante journalistes américains s'étaient vu refuser leur visa d'entrée. La même chose s'est produite cette fois-ci pour une équipe de la chaîne de télévision CBS. Le discours de Robert Kennedy prononcé à Johannesburg devant sept mille personnes, « Les vents de la liberté », est resté si célèbre que certaines phrases en ont été utilisées pour l'épitaphe gravée sur sa tombe.

Pour Edward, après l'Ethiopie et la visite aux victimes de la sécheresse, l'Afrique du Sud est une occasion de montrer son attachement au respect des droits de l'homme et aux principes politiques fondamentaux de la démocratie. Sa tournée va essentiellement lui permettre de rencontrer des personnalités de l'opposition anti-apartheid, responsables religieux, syndicalistes dont certains viennent de sortir de prison, et des dirigeants de la communauté noire. Les autorités n'ont pas répondu à son désir de voir Nelson Mandela transféré à la prison de Pollsmoor, près du Cap, mais une entrevue est prévue avec sa femme Winnie, à Brandford, où elle est assignée à résidence.

Le pasteur Allan Boesak, président du Front démocratique uni (UDF), doit l'accompagner tout au long de son voyage qui, pour les groupes de l'opposition, constitue une caution importante et un soutien indéniable. Le sénateur Kennedy n'a-t-il pas récemment déclaré que « *le gouvernement sud-africain ne peut prétendre ni au respect ni à la légitimité* » et qu'il est « *un ennemi de l'Occident et de tout ce qu'il représente* » ? Il a également estimé que la politique américaine en Afrique du Sud était « *un échec total* », ne ménageant pas ses critiques contre la théorie de l'engagement constructif actuellement dénoncée par les milieux anti-apartheid.

En dépit de l'appui apporté à ces derniers par cette visite que toute la presse considère comme un événement, plusieurs organisations, et notamment le Mouvement de la conscience noire et l'AZAPO (Organisation du peuple d'Azanie), ont critiqué la venue du sénateur. Son arrivée, samedi soir, à l'aéroport de Johannesburg, a été saluée par des cris hostiles d'une cinquantaine de manifestants scandant « *Kennedy, go home !* ».

L'AZAPO l'a accusé d'utiliser ce voyage pour servir ses ambitions personnelles et a indiqué : « *Edward Kennedy doit savoir que le peuple noir d'Azanie n'est pas son tremplin pour la présidence et que l'impérialisme américain — qui soutient le régime raciste dans notre pays — fait partie de nos ennemis.* » Réaffirmant sa « *profonde opposition* » à l'apartheid, le sénateur a souligné que son voyage avait pour but « *l'information et la coopération dans un esprit ouvert* ».

Désireux de rencontrer le plus de monde possible pour connaître les réalités de ce pays, il a commencé dimanche matin par visiter Soweto, après avoir passé la nuit dans la cité noire au domicile de l'évêque Desmond Tutu. Cette découverte des difficultés à vivre dans un ghetto s'est achevée par un voyage au bout du dénuement, à Nancefields, vaste enclos grillagé surmonté de barbelés, où vivent dans des baraques misérables les travailleurs venus des homelands. « *L'un des endroits les plus déprimants et désespérants que j'aie vus de toute ma vie* », a commenté le sénateur Kennedy.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Tchad

IL NE RESTE QUE « DES BANDES » DE LIBYENS déclare M. Hernu

Selon M. Charles Hernu, ministre de la défense, environ mille cinq cents Libyens seraient encore stationnés dans le nord du Tchad. Ils ne disposeraient cependant pas d'armes antiaériennes. M. Hernu a estimé, lundi, devant un groupe de journalistes, que « *les Libyens sont partis* », même s'« *il reste des bandes. Même Ouadi-Doum* (localité où les Libyens avaient entrepris la construction d'une piste d'aviation) *a été abandonnée* », a-t-il affirmé, soulignant, d'autre part, la difficulté, à partir d'observations aériennes, de distinguer « *les bandes libyennes et les bandes du GUNT, qui se mélangent* ». De son côté, M. Gouara Lassou, ministre tchadien des affaires étrangères, a affirmé, lundi, à Lomé, que les troupes du colonel Kadhafi renforcent leurs positions au nord du Tchad, indiquant : « *Nous nous demandons si, à l'heure actuelle, ils ne sont pas prêts à déclencher une opération sur nos positions au nord.* »

A Genève, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge a lancé un appel pour réunir 1,3 million de francs afin de venir en aide au « *onze mille Tchadiens réfugiés dans le nord de la République centrafricaine* ». Ceux-ci, dont le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime, pour sa part, le nombre à quarante mille, ont besoin d'une aide à la fois alimentaire, médicale et vestimentaire, a indiqué la Ligue de la Croix-Rouge. — (*AFP, Reuter.*)



Pologne

LE PROCÈS DE TORUN

Le principal accusé disculpe la haute hiérarchie policière

... du sénateur Kennedy

Tchad

IL NE RESTE QUE « DES BANDES » DE LIBYENS déclare M. Hernu

ASIE

Cambodge

Quand les chars vietnamiens ont enfoncé les défenses du camp d'Ampil

Voici le témoignage de l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse, Allen Nacheman, l'un des deux seuls journalistes – avec le photographe français Alain Noguès – présents dans le camp d'Ampil lors de l'attaque lancée, lundi matin, par les troupes vietnamiennes :

6 h 48 : Noguès et moi traversons le petit pont qui enjambe le fossé marquant la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge et nous nous mettons à l'abri dans un fortin édifié par les maquisards de la résistance nationaliste, à quelque 200 mètres à l'intérieur du camp d'Ampil. Des obus vietnamiens explosent toutes les 10 secondes... Dans le fortin sont tapis deux jeunes femmes et sept enfants, pressés dans un coin. Une jeune femme me pousse dans les bras une petite fille et me crie : *« C'est ma fille, emmenez-la, je vous en prie. »* Elle raconte qu'ils étaient tous dans un hôpital de campagne de la résistance et n'ont pas été évacués en même temps que les quelque vingt-trois mille civils qui vivaient à Ampil.

7 h 34 : nous quittons le fortin et marchons vers l'Est, vers le front des combats. Des obus explosent non loin, tandis que l'on entend des tirs à cadence rapide dans un fracas terrible après un sifflement strident. Ce sont des tirs de mitrailleuses lourdes. Nous sautons dans une tranchée, où quatre maquisards armés de fusils automatiques se serrent pour nous faire de la place. Une rafale de mitrailleuse siffle au-dessus de nos têtes. Nous nous plaquons au sol.

7 h 44 : nous nous mettons à courir dans un fossé de drainage, à la recherche du quartier général du général Dien Del, le chef militaire du camp d'Ampil, à qui nous avions rendu visite quelques jours plus tôt. Nous butons sur un maquisard, tapi dans un trou.

8 h 13 : nous atteignons l'enceinte du poste de commandement. Mais le bâtiment a disparu. Plus rien que poutres carbonisées et fumantes. A côté, le fortin est intact. Plusieurs maquisards s'y trouvent. Ils disent que le général est parti en première ligne.

8 h 24 : nous quittons le fortin et courons vers une barraque qui abrite les bureaux du FNLPK. Les machines à écrire et les dossiers ont été emportés. Sur la table sont entassés maintenant des armes et des émetteurs-récepteurs radio. Les murs de la barraque tremblent quand un obus explose à proximité.

8 h 55 : nous nous approchons tant bien que mal du front, en courant d'un arbre à un autre et de tranchée en tranchée. Des balles sifflent au-dessus de nos têtes et des obus explosent derrière nous. Un guérillero du FNLPK se précipite vers nous en criant : *« Un char, un char ! »,* avant de nous faire signe de revenir sur nos pas. Nous commençons à croiser des files de guérilleros khmers qui se replient vers la frontière thaïlandaise.

« Les Viets, les Viets ! »

9 h 20 : nous passons devant des dizaines de maisons de bambous en feu. Chaque fois que nous croisons des résistants khmers, ils nous supplient de venir avec eux. *« Les Viets, les Viets ! »,* hurlent-ils, en montrant le front, et nous comprenons que les chars vietnamiens ont enfoncé les lignes de défense khmères.

9 h 30 : Noguès et moi nous nous tapissons dans une tranchée. Les obus pleuvent autour de nous, et, pour la première fois de la matinée, je commence à me demander si nous nous en sortirons vivants. Des centaines de guérilleros nous dépassent, certains courant, d'autres marchent vers la Thaïlande.

9 h 34 : Noguès pense, comme moi, que nous sommes restés suffisamment longtemps. Les obus ne cessent de tomber, et l'air est rempli de fumée. Nous nous précipitons dans une large tranchée où des guérilleros essaient d'établir une deuxième ligne de front. Mais ils ont épuisé leurs obus.

9 h 40 : tout le monde déserte la tranchée et s'enfuit. Le grondement des chars est de plus en plus fort et les bombardements plus rapprochés. Des Khmers, de retour de la ligne de front, nous disent qu'ils ont vu au moins vingt chars ennemis. La retraite massive vers la Thaïlande a commencé.

9 h 45 : je suis, en courant, des guérilleros. J'ai perdu Alain de vue. Tout à coup, j'entends une série de cris en khmer, et tout le monde s'immobilise. Un guérillero m'attrape par le bras et me fait signe de ne pas bouger. Nous marchons sur un champ de mines. Il nous faut rebrousser chemin et faire un long détour plus au sud.

9 h 58 : je rejoins un groupe de guérilleros qui se dissimulent derrière un arbre, dans un trou de renard. La plupart de ces soldats sont des adolescents.

10 h 25 : je demande la direction de la frontière. Un Khmer me prend la main et me guide à travers un labyrinthe de broussailles et d'arbres avant de me montrer un sentier.

10 h 57 : j'atteins la tranchée antichars à la frontière. Des centaines de guérilleros s'y sont réfugiés, sur plusieurs kilomètres. Ils ressemblent à une armée d'enfants-soldats tristes et fatigués. Ils ont l'air de se demander pourquoi ils sont là. Je grimpe de l'autre côté de la tranchée, rampe sous des fils barbelés et marche pendant 2 kilomètres avant de retrouver la route et ma voiture.

THAILANDE – CAMBODGE – LAOS – Korat – Sisakat – Ubon – Surin – Ayutthaya – BANGKOK – Aranya-Prathet – Sisophon – AMPIL – NONG SAMET – Battambang – Chanthaburi – Pattaya – Trat – GOLFE DE SIAM – ANGKOR – Siem-Reap – TONLE SAP – Pursat – Kompong-Thom – Kompong-Chhnang – MEKONG – PHNOM-PENH – 0 – 100 km

Le conflit s'aggrave à la frontière

(Suite de la première page.)

Cette seconde hypothèse ne peut être entièrement exclue, une conférence des ministres des affaires étrangères des trois pays d'Indochine (Vietnam, Laos et Cambodge) étant annoncée comme imminente à Hanoï.

Le durcissement récemment constaté du régime vietnamien – dont témoignent la sévérité accrue de la répression policière et les condamnations à mort de décembre à Ho-Chi-Minh-Ville – ne laisse guère prévoir toutefois que celui-ci soit disposé à des concessions significatives. Hanoï a en tout cas pris soin de rappeler dimanche dernier, à l'occasion du sixième anniversaire de l'entrée de ses troupes au Cambodge, qu'il considérait toujours la situation dans ce pays comme « irréversible ».

ALAIN JACOB.

Chine

La liberté, sous la direction du parti...

(Suite de la première page.)

Et aussi bien âgés... Dans ce domaine, on a noté l'absence au congrès des principaux vétérans. D'abord, M. Zhou Yang (soixante-dix-sept ans), le « patron » de la littérature dans le PCC depuis un demi-siècle – exception faite de la période de la révolution culturelle. Ensuite, M. Deng Liqun, responsable de la propagande et instigateur de la campagne contre la *« pollution spirituelle »* il y a un an, et également MM. Hu Qiaomu (soixante-douze ans) et Xia Yan (quatre-vingt-quatre ans). Enfin, le président de l'Association, M. Ba Jin (quatre-vingts ans), le plus grand écrivain chinois vivant, malade lui aussi. L'âge est certainement pour quelque chose dans ces absences. Mais il y a aussi une nette volonté de rajeunissement, et aussi d'« ouvrir » une association longtemps sous la coupe d'apparatchiks.

Ce rajeunissement et cette ouverture se constatent dans la composition des nouveaux organes. Les vétérans se rassemblent, comme pour le PCC, au sein d'un groupe de « conseillers ». Un comité de deux cent trente-six membres a été élu. M. Ba Jin, bien entendu, a eu le plus grand nombre de voix. Mais, à son âge, il ne peut plus exercer de véritables fonctions. On trouve, en revanche, juste derrière lui un journaliste du *Quotidien du peuple,* M. Liu Binyan, le conseiller du comité central du PCC M. Zhang Guangnian, vice-président sortant de l'Association, et l'écrivain Wang Meng, membre suppléant du comité central, vice-président du Pen Club chinois et rédacteur en chef de la revue *Littérature populaire.*

MM. Liu et Wang, comme M. Lu Wenfu, tous trois dans la cinquantaine, sont aussi des hommes qui montent; ils ont fait leur apparition dans le groupe des onze vice-présidents. M. Liu est un homme qui sait prendre des risques. L'enquête qu'il avait publiée dans son journal, en septembre dernier, sur la corruption et les abus de pouvoir au sein du Parti à Xian, avait failli lui coûter sa place. Notons, enfin, que Mme Ding Ling (quatre-vingts ans), premier vice-président sortant, écrivain célèbre qui vient de fonder *Chine,* la première revue littéraire « privée », se retrouve en trente-neuvième position, derrière M. Bai Hua, violemment critiqué il y a quelques années.

M. Wang Meng, tout en collant à la ligne officielle, a cependant défendu au maximum l'autonomie de l'écrivain face aux conceptions traditionnelles, beaucoup plus rigides. Ainsi a-t-il affirmé *« l'égalité de tous les écrivains devant la création »,* ajoutant que *« la vraie beauté ne dépend pas de la ligne politique en cours »,* et que, *« si on utilise la force répressive pour répandre le marxisme, ce n'est plus le vrai marxisme ».*

Libéralisation n'est pas liberté. La cage dans laquelle évolue la littérature chinoise s'est sensiblement agrandie ces dernières années. Mais l'autonomie dont elle bénéficie reste limitée, octroyée par le PCC. On ne saurait s'attendre que celui-ci relâche son contrôle sur un secteur aussi sensible autant qu'il l'a fait en économie. Il faut cependant espérer que ce relatif aggiornamento permettra à la création littéraire, longtemps statique en raison des contraintes idéologiques, de se développer qualitativement comme elle l'a fait quantitativement depuis cinq ans.

PATRICE DE BEER.

Vietnam

NOUVEL APPEL POUR LA GRACE DES CONDAMNÉS A MORT

« Les autorités françaises doivent redoubler d'efforts pour obtenir la grâce de Tran Van Ba » et des autres personnes condamnées à mort le 18 décembre dernier à Ho-Chi-Minh-Ville, ont déclaré le lundi 7 janvier, dans un communiqué, l'avocat et le frère de M. Tran Van Ba.

Rappelant que *« les autorités vietnamiennes n'ont pas annoncé l'exécution »* des trois condamnés après l'annonce de la grâce de MM. Mai Van Hanh et Huynh Vinh San, le 3 janvier, Me Thierry Lévy et M. Tran Van Tong estiment qu'*« on peut considérer que le recours des trois autres condamnés à mort n'a pas été examiné ». « L'inaction du gouvernement français et du président de la République serait d'autant moins excusable qu'une intervention française énergique a toutes les chances d'aboutir »,* ajoute le communiqué.

L'avocat et le frère de M. Tran Van Ba réaffirment enfin que la nationalité française de ce dernier *« ne fait pratiquement aucun doute »,* ce que le ministère des relations extérieures s'est jusqu'à présent refusé à confirmer.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

• MORT DU MINISTRE DE LA DÉFENSE. – Le général Gustavo Matamoros est décédé samedi 5 janvier à Bogota, à l'âge de cinquante-sept ans, après une longue maladie.

Le général Matamoros avait été désigné, en 1966, chef de la maison militaire du palais présidentiel, en 1970, chef d'état-major des instituts militaires, puis attaché militaire en Israël et en Espagne, ainsi que commandant général des forces armées jusqu'au 19 janvier 1984, date à laquelle il fut nommé ministre de la défense. Il a pris une part active au processus de pacification qui a abouti à des accords de trêve entre le gouvernement et les groupes guérilleros les plus importants. – *(AFP.)*

Mozambique

• UNE RELIGIEUSE ITALIENNE TUÉE PAR LES MAQUISARDS. – Sœur Teresa Della Pezze, âgée de quarante-six ans, qui voyageait sur la route entre Nampula et Nacala (nord-est du pays) s'est trouvée prise, le jeudi 3 janvier, dans une attaque de maquisards mozambicains contre un convoi de véhicules privés escortés par l'armée, et a été tuée, a annoncé lundi 7 janvier à Rome, un porte-parole du conseil général des missionnaires comboniens du Cœur de Jésus. – *(AFP.)*

Nigéria

• EXPULSION DE VINGT-SEPT MILLE ÉTRANGERS EN DIX MOIS. – Le général Mohamed Magoro, ministre nigérian de l'intérieur, a annoncé, lundi 7 janvier, que les autorités de Lagos ont expulsé, entre janvier et octobre 1984, plus de vingt-sept mille étrangers en situation illégale. Ceux-ci, a-t-il affirmé, étaient, pour la plupart, des délinquants condamnés pour des délits divers, en particulier de vol. Le général Magoro a, d'autre part, souligné que les frontières du Nigéria – fermées depuis avril dernier – le resteraient tant que la *« situation en matière d'économie et de sécurité ne serait pas jugée satisfaisante ».* – *(Reuter.)*

Philippines

• DES GUERILLEROS OCCUPENT UNE VILLE. – Quelque cinq cents guérilleros communistes ont occupé pendant deux heures le vendredi 4 janvier une petite ville du sud des Philippines où ils ont désarmé la police et la milice avant de piller l'arsenal. Selon les autorités militaires, les hommes de la Nouvelle armée populaire sont entrés sans difficulté dans Tabina, une localité de la province de Zamboanga del Sur, à 850 kilomètres au sud de la capitale. Revêtus d'uniformes, ils avaient été pris pour des soldats gouvernementaux par la population. Le coup de main n'a fait aucune victime. – *(AP.)*

• ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN 1987. – Le président Marcos a déclaré le lundi 7 janvier que la prochaine élection présidentielle aurait lieu comme prévu en 1987, démentant ainsi les prévisions de l'opposition sur une élection anticipée cette année, a annoncé l'agence *philippine* PNA.

Le chef de l'Etat, qui est âgé de soixante-sept ans, a démenti les rumeurs concernant son mauvais état de santé et annoncé son intention de solliciter un nouveau mandat. – *(AFP.)*

Sénégal

• DEUX MINISTRES QUITTENT LE GOUVERNEMENT. – Un remaniement ministériel, provoqué par le départ volontaire de deux ministres, a été décidé, vendredi 4 janvier, par le président Diouf. M. Mamadou Diop, ministre de la santé publique, et M. François Bob, ministre de la jeunesse et des sports, quittent le gouvernement. Ils sont respectivement remplacés par MM. Thierno Ba, prédédemment secrétaire d'Etat à l'emploi, et Landing Sane, secrétaire d'Etat à la décentralisation. Deux nouveaux secrétaires d'Etat ont été nommés : M. Moussa Ndoye (décentralisation) et Alioune Diagne Coumba Aita (emploi). – *(AFP.)*

Somalie

• LES COMBATS SUR LA FRONTIÈRE ÉTHIOPIENNE. – Le Front démocratique de salut somalien (FDSS, opposition armée au régime de Mogadiscio, soutenue par l'Ethiopie) a affirmé, mercredi 2 janvier, avoir repoussé une attaque de l'armée somalienne contre ses positions dans le secteur de Balambalé (Somalie centrale) et tué soixante-quatre soldats gouvernementaux. Cette version des combats contredit le bilan de victoire diffusé par Mogadiscio (*le Monde* du 4 janvier). De son côté, l'Ethiopie a démenti toute implication dans ces affrontements qui se sont déroulés sur la frontière entre les deux pays, et dénoncé la *« campagne de mensonges »* de Mogadiscio, qui avait assuré avoir tué deux cents soldats éthiopiens au cours d'un engagement à proximité de Balambalé. *(AFP. Reuter.)*

Sri-Lanka

• LES FORCES DE SÉCURITÉ ACCUSÉES DE L'ASSASSINAT D'UN PRÊTRE CATHOLIQUE. – L'église catholique de Sri-Lanka a formellement accusé, lundi 7 janvier, les forces de sécurité d'avoir tué un prêtre dans la localité de Vankai, près de Mannar (*le Monde* du 8 janvier). L'évêque de Mannar, Mg Savundranayagam a qualifié cet assassinat d'*« acte cruel, inhumain et intolérable »* et démenti que des armes et des munitions aient été trouvées dans l'église de Vankalai, et que celle-ci ait été utilisée comme base pour attaquer les forces de sécurité. – *(UPI.)*

Suède

• SOUTIEN RENOUVELÉ DU PC A M. PALME. – Le vingt-septième congrès du Parti communiste suédois (VPK) s'est achevé dimanche 6 janvier, à Stockholm, après avoir décidé de maintenir la ligne de bonne entente avec le gouvernement social-démocrate. Le secrétaire général, M. Lars Werner, a été réélu à l'unanimité. Cependant, avant d'entamer son quatrième mandat, M. Werner a dû subir les critiques d'une minorité qui estime que le VPK (dix-sept mille cinq cents membres, selon sa direction) a sacrifié l'idéologie révolutionnaire à une compromission permanente avec la social-démocratie. Avec vingt députés sur trois cent quarante-neuf, les communistes assurent au gouvernement social-démocrate de M. Palme la majorité indispensable pour gouverner. – *(AFP.)*

Zimbabwe

• LE RÉVÉREND SITHOLE AURAIT TENTÉ DE RENVERSER LE GOUVERNEMENT. – Selon le ministre zimbabwéen chargé de la sécurité, M. Emmerson Munangagwa, le révérend Ndabaningi Sithole, dirigeant de la ZANU-Mwenje (parti d'opposition), en exil volontaire à Londres, a demandé des armes au gouvernement américain pour renverser le régime du premier ministre Robert Mugabe. Cité par la radio gouvernementale de Harare, M. Munangagwa *a affirmé que des responsables américains lui avaient remis des lettres écrites par M. Sithole faisant allusion à ce complot.* – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

LE PROJET DE RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les garanties proposées aux caldoches dans le plan de M. Pisani ? *« Personne n'y croit,* affirme le député RPR de Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Lafleur, *dans un entretien publié mardi 8 janvier par le Quotidien de Paris. Il y a l'exemple des Nouvelles-Hébrides : dès qu'ils ont été souverains, une armée papoue a été appelée, et toutes les victimes ont été des Français. »* Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) ajoute que le plan du délégué du gouvernement ne comporte pas, à ses yeux, *« beaucoup de changement dans la démarche suivie depuis trois ans ». « Ce qu'il* [M. Pisani] *nous a proposé,* déclare M. Lafleur, *c'est le « coup » qu'ont essayé tous ses prédécesseurs depuis 1981. »* Le député RPR estime, toutefois, que ces propositions peuvent *« probablement momentanément »* calmer la situation. *« Mais je suis persuadé,* souligne-t-il, *que ce qu'a fait le FLNKS, il le recommencera. »*

M. Dick Ukeiwé, président (RPR) du gouvernement local, a annoncé qu'il ferait campagne contre l'indépendance, pour le maintien du *« statut Lemoine »*. Il s'est félicité que le référendum soit organisé dans *« un cadre démocratique »*.

Pour Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, interrogée mardi 8 janvier à Antenne 2, si le « non » l'emportait au scrutin d'autodétermination, *« le choix des urnes serait respecté ». « Mais il convient,* a-t-elle ajouté, *de savoir longtemps à l'avance quelles en seront les conséquences ».* A Nouméa, M. Yéwéné Yéwéné, ministre des finances du gouvernement provisoire formé par le Front de libération nationale kanaque et socialiste (FLNKS), a été radié de ses fonctions de président du conseil d'administration de la compagnie aérienne locale Air Calédonie, dont il était également *le directeur général, par décision de la majorité* anti-indépendantiste de cette instance. M. Yéwéné, qui avait tenu à présider cette réunion, a souligné le caractère politique de cette décision. *« Mais,* a-t-il précisé, *j'ai rappelé le mot du général américain Mac Arthur, qui avait été chassé des îles Salomon par les Japonais durant la deuxième guerre mondiale : « Je reviendrai », avait lancé le général. Et moi aussi je reviendrai. »*

A Wellington, le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. David Lange, a favorablement accueilli le projet d'*« indépendance-association »* présenté par M. Pisani. *« Il s'agit,* a-t-il dit, *de propositions allant loin et faisant preuve d'imagination. »* De l'avis de M. Lange, le plan de M. Pisani pour l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance est *« la meilleure solution et sans doute la seule »*.

A Alger, le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel espagnol des îles Canaries s'est déclaré *« agréablement surpris de voir (...) que la France ne veut pas répéter les erreurs commises dans le passé en Indochine et en Afrique »*. Il a estimé que *« cette attitude devrait inspirer les gouvernants socialistes de Madrid »*..

Convaincre les caldoches

(Suite de la première page.)

On a même remarqué *mardi* matin la modération du quotidien *les Nouvelles* (le seul de l'île), contrastant avec son habituelle virulence anti-indépendantiste.

M. Pisani paraît donc avoir atteint son premier objectif : forcer le dialogue. Dès la fin de son allocution, les demandes d'explications sur des points précis ont commencé d'affluer de tous côtés au Haut Commissariat. Le flou entretenu par M. Pisani sur des dispositions essentielles vise à susciter des réactions des deux bords. Ainsi du *« statut spécial »* de Nouméa, dont il reviendra aux Calédoniens eux-mêmes de préciser les contours et d'étudier l'opportunité d'y créer ou non un port franc. *« Le mot de port franc fait image »*, explique-t-on au Haut Commissariat. Mais derrière il y a dix solutions différentes entre lesquelles ils devront choisir. *« Si c'est pour avoir Hongkong pendant quatre-vingt-dix ans, nous ne sommes pas d'accord* a priori*»*, a déjà répliqué M. Tjibaou, qui semble cependant prêt à négocier sur la durée de la concession.

Autre exemple : les baux ruraux garantissant aux broussards qu'ils pourront continuer à exploiter leurs terres, dont la durée et la forme précises restent à négocier. Dans la même optique, M. Pisani n'a pas cédé à la revendication canaque qui réclamait le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou non la nationalité du nouvel Etat aux résidents français. Ce point devra encore être précisé dans les semaines qui viennent.

En d'autres domaines, la netteté avec laquelle se dessine le maintien de la présence française a désamorcé une possible explosion caldoche, sans pour autant braquer les indépendantistes. M. Tjibaou a désapprouvé, mais du bout des lèvres, l'idée de voir garantir par le bouclier français les frontières et l'ordre public du futur Etat : *« La France cherche ainsi d'abord à défendre ses propres intérêts »*, a-t-il laissé tomber. *« Nous préférerions discuter d'abord de notre sécurité avec Vanuatu, Salomon, les pays mélanésiens. Ou alors, que la France nous défende comme le Tchad : elle vient et elle repart. »* Et d'ajouter, en éclatant de rire : *« Moi, plus je vois d'uniformes, moins je me sens en sécurité. »*

Entre les lignes du document Pisani on peut encore lire que, si la justice sera rendue au nom du nouvel Etat, un accord *« d'assistance technique »* avec la France pourrait apporter *« les garanties dont tous les habitants auront besoin »*. A un *« principe national »* en matière judiciaire s'opposerait donc un *« exercice plus équilibré »*. De même, il n'est pas exclu que la France assure pour le nouvel État la charge de la représentation diplomatique dans la plupart des capitales étrangères, la Kanakie étant sans doute bien en peine de recruter cent cinquante ambassadeurs.

La dernière chance

L'objectif est donc clairement dessiné. Mais le chemin qui y mène, selon le mot de M. Pisani, est loin d'être bordé de rosiers. Ne mentionnons qu'au passage les difficultés pratiques posées par la *constitution*, dans un délai particulièrement bref, de listes électorales excluant les résidents depuis moins de trois ans. La vraie difficulté qui attend M. Pisani est d'ordre politique.

Il ne lui sera sans doute pas trop difficile de convaincre les amis de M. Tjibaou que cette indépendance « clé en main » constitue la dernière chance d'un processus harmonieux. Le nouvel État disposant, dès le 1er janvier 1986, d'un siège à l'ONU, il ne pourrait plus être question, même pour une opposition nationale victorieuse aux législatives de 1986, de revenir en arrière et de réitérer le «coup d'État administratif» que fut le retrait de la loi-cadre en 1963. Cette hantise était l'une des principales raisons du rejet par les indépendantistes du statut Lemoine, qui prévoyait lui, l'indépendance... en 1989. En outre, M. Pisani, souligne malicieusement qu'il se refuse à imaginer que la *« ligne mélodique »* de la position française depuis la Libération – substitution de la coopération à la colonisation – puisse être brisée par les héritiers du général de Gaulle. M. Jean-Marie Tjibaou l'a clairement affirmé en écho : il est prêt à souscrire au *«pari sur l'intelligence»* de M. Edgard Pisani.

Et quel pari ! Les services officiels ont *calculé* qu'il fallait, en six mois, faire basculer dans le camp des «oui» à l'indépendance quinze à vingt mille voix, soit près d'un électeur sur quatre. On va donc mettre ce délai à profit pour «vendre» le plan Pisani à une frange des Européens et des Polynésiens. Pour les entraîner à sa suite, M. Pisani va jouer sans relâche un air de flûte, toujours le même : mieux vaut aujourd'hui une bonne indépendance avec la France que demain un largage chaotique. On va s'employer à en convaincre les broussards. Entreprise hasardeuse : si certains sont prêts à toutes les concessions pour pouvoir rester sur leur terre, d'autres se refusent à s'imaginer *« locataires des Canaques »*. On va travailler au corps les commerçants et petits artisans de Nouméa, moins soucieux pour beaucoup de faire leurs affaires sous un drapeau tricolore que dans un climat de confiance retrouvée.

Dans ce but, le délégué du gouvernement compte s'appuyer sur les groupements socio-professionnels supposés plus pragmatiques que les mouvements politiques. Avec quelque raison. Même au temps du plus fort raidissement du RPCR, il s'était trouvé seize responsables sur vingt du Centre patronal pour accepter de dialoguer avec M. Pisani.

Avant d'espérer convaincre les petits patrons, M. Pisani estime cependant qu'il lui faut démontrer que l'ordre renaît. Un ordre harmonieux et tranquille et non pas cette hébétude qui suit les batailles. Dans les jours qui viennent, il va consacrer tous ses efforts à faire retrouver aux Calédoniens les gestes de la vie quotidienne. Spectaculairement, on va convoquer parents d'élèves et enseignants pour préparer la rentrée scolaire. On va aussi tenter de convaincre M. Machoro de laisser rouvrir la mine de Thio et les ouvriers wallisiens et tahitiens de reprendre le chemin de la mine. Cela non plus ne sera pas facile : comment espérer faire de nouveau travailler ensemble occupants et occupés, tourmenteurs et tourmentés ?

L'école, les mines, la brousse : là se gagnera ou se perdra le référendum. Et, le référendum gagné, on peut penser que les élections à l'Assemblée législative seront remportées dans la foulée par une majorité favorable à l'indépendance.

Ainsi le 1er janvier 1986 amènera-t-on peut-être les trois couleurs et hissera-t-on le drapeau de Kanakie. Mais jusque-là, la Calédonie va traverser l'année de tous les dangers.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

LES RÉACTIONS EN MÉTROPOLE

M. Jospin : *un effort harmonieux*

Les principaux partis de gauche approuvent le plan proposé par M. Edgard Pisani. Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, estime que les propositions du délégué du gouvernement *« s'efforcent de répondre de façon adaptée et originale à une situation de décolonisation »*. Il oppose cet *« effort harmonieux pour unir dans un ensemble solidement articulé des intérêts contradictoires »* à *« une politique résumée par la formule brutale de M. Bernard Pons* (ancien secrétaire du RPR) : *l'ordre serait rétabli en quarante-huit heures si l'on arrêtait les meneurs »*.

« Ce genre de formule, souligne M. Jospin, *a parsemé l'histoire des échecs de la décolonisation. C'est l'argument qu'on a entendu aussi bien en Indochine qu'en Afrique noire et qu'en Algérie et qui résume l'incapacité à traiter des problèmes à temps. »*

Le président par intérim du Mouvement des radicaux de gauche, M. Jean Béranger, souligne, dans le même sens, que *« le plan de M. Pisani a le mérite d'offrir dans la sérénité une option originale et juridiquement acceptable qui dépasse les divisions au lieu de les exacerber »*. Pour M. Bernard Ravanel, membre du bureau politique du PSU, l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est *« inéluctable »* et il est positif que M. Pisani veuille *« aller vite »* dans cette direction, ce qui est *« la meilleure solution pour maintenir une présence française de façon contractuelle »*.

Au nom du Parti communiste, M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, indique que l'option de l'indépendance *« est de nature à préserver les intérêts mutuels de la France et du nouvel État souverain »*. Il estime toutefois que *« les propositions de composition du corps électoral pour le référendum risquent de constituer un problème sérieux, compte tenu de l'histoire du peuplement de la Nouvelle-Calédonie ». « Ce sera sans doute,* dit M. Gremetz, *un des objets essentiels du débat et des négociations qui doivent s'engager. »*

D'autre part, le secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (MGP), M. Jean-Louis Delecourt, affirme que *« la réelle prise en compte des intérêts de la France et de l'avenir de sa présence dans la région est une raison supplémentaire pour que les gaullistes s'engagent, malgré les gesticulations politiciennes de l'opposition, dans un soutien actif à cette politique digne de la grandeur et de la mission historique de la France »*.

Quant à M. Olivier Stirn, député non inscrit du Calvados, ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, il *« approuve complètement »* le plan de M. Pisani et souligne que *« l'Etat associé assure l'indépendance dans les meilleures conditions en préservant les intérêts légitimes de toutes les communautés et en garantissant pour toujours une présence alors incontestée de la France »*.

M. Léotard : « Plus habile que courageux »

Au sein de l'opposition, les réactions sont très critiques. Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, estime que les propositions du délégué du gouvernement sont *«plus habiles que courageuses». « Depuis longtemps,* affirme-t-il, *le gouvernement socialiste a choisi le chemin de l'indépendance autoritaire. M. Pisani n'a été chargé que d'habiller ce choix des couleurs de la concertation. »*

Selon le président du Centre des démocrates sociaux, M. Pierre Méhaignerie, ces propositions sont *«intéressantes mais partisanes»* : *«Intéressantes,* dit-il, *si l'on se place dans l'hypothèse de l'indépendance, partisanes parce que l'on n'étudie sérieusement qu'une hypothèse. »*

Au nom du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin pose deux questions au gouvernement : *« Comment le gouvernement entend-il assurer, quels que soient ses a-priori, toutes les garanties pour que le choix des Calédoniens puisse s'exprimer dans la clarté et la sérénité ? Quelle sera son attitude si le vote d'autodétermination exprime avec force la volonté de la population de rester français ? »*

Le président du Parti radical, M. André Rossinot, *« s'étonne et s'inquiète que le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie fasse connaître de manière aussi ostensible le choix du gouvernement français ». « De telles méthodes sont condamnables,* déclare-t-il, *d'autant qu'à aucun moment n'a été évoqué sérieusement l'avenir du territoire dans l'hypothèse où ses habitants voudraient rester français. »*

De l'avis de M. Michel Debré, député RPR de La Réunion, ancien premier ministre, le plan de M. Pisani constitue *« une erreur grave ». «Si la France était gérée comme elle doit l'être, c'est le premier ministre qui aurait annoncé les projets du gouvernement à la France entière,* a-t-il souligné au micro de France-Inter. *Ce n'est pas un problème de Constitution mais de moralité démocratique, républicaine et de respect de l'intérêt de la France. »*

M. Jean Foyer, député RPR de Maine-et-Loire, ancien garde des sceaux, estime que l'*« habillage juridique de l'Etat associé n'est qu'un vieil oripeau. M. Pisani a réinventé l'Union française, la Communauté rénovée et les accords d'Evian »*.

Le Centre national des indépendants et paysans indique que le choix de la population calédonienne *«ne peut être réel que si la liberté de vote est assurée et si l'ordre et la légalité sont dès maintenant rétablis»*.

L'extrême droite est naturellement encore plus critique. Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui était lundi soir l'invité de France-Inter, a notamment déclaré : *« Nous sommes hostiles à toute modification du statut de ce territoire d'outre-mer qui irait dans le sens de l'indépendance. J'ajoute que ceci est interdit au gouvernement français par notre Constitution elle-même. M. Pisani a fait une proposition qui me paraît étonnante, qui serait d'associer un Etat qui serait devenu indépendant. Or, s'il existe, en effet, une procédure pour associer un Etat étranger à la France, M. Pisani n'a pas expliqué comment il franchirait le pont-aux-ânes qui consiste à rendre indépendant un territoire français (...).*

» Le départ de la Nouvelle-Calédonie de la communauté française exigerait toute une série d'autres votes, y compris le vote de l'Assemblée européenne. Et, bien sûr – je le pense, – au moins un référendum national comme cela s'est d'ailleurs pratiqué au moment de l'Algérie. Je rappelle que, dernièrement, l'Assemblée européenne a eu à voter sur l'accession à l'indépendance du Groënland. Par conséquent, la Nouvelle-Calédonie étant un territoire français mais aussi bien sûr européen, je crois que la procédure de largage, l'abandon, déguisé ou non, ou cynique, a besoin de s'entourer d'un certain nombre de formalités constitutionnelles. »

Le comité directeur de l'Action française estime que le plan de M. Pisani *« risque de provoquer un phénomène de contagion dans le reste de l'outre-mer français et en métropole même en encourageant les minorités terroristes, puisqu'il est démontré que l'action terroriste est payante »*.

De son côté, M. Jacques Roseau, porte-parole du Comité national de soutien à la Nouvelle-Calédonie française, revenu dimanche de Nouméa, estime que le plan de M. Pisani, *« c'est les accords d'Evian, cuvée 1985, en pire ». « M. Pisani,* a déclaré le dirigeant du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), *a tout fait pour privilégier la solution d'indépendance canaque socialiste, au mépris des intérêts supérieurs de la France et des drames humains que cela va entraîner pour les Mélanésiens francophones et les caldoches, qui vont être très vite transformés en harkis et en rapatriés. »*

Un appel à l'imagination et au consensus

L'article 88 de la Constitution auquel se réfère M. Pisani et permettant la conclusion entre Etats indépendants d'*« accords d'association »* avait été institué en 1958 au bénéfice éventuel des anciens Etats associés d'Indochine et des anciens protectorats de Tunisie et du Maroc. Cet article n'a jamais reçu d'application.

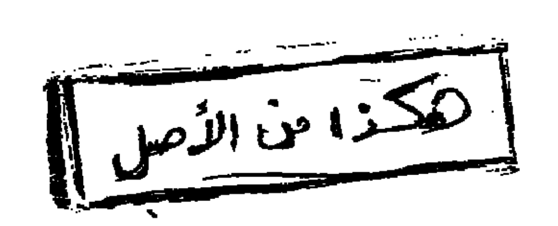
Quant au contenu du traité *d'association* que pourrait conclure avec la France le nouvel Etat indépendant de Calédonie, il s'inspire, selon les déclarations de M. Pisani, du titre XII de la Constitution qui organisait la Communauté. Les structures juridiques imaginées par le haut-commissaire rappellent celles contenues dans l'article 80 de la Constitution qui énumère un président de la Communauté, un conseil exécutif, un Sénat et une cour arbitrale. Aucune de ces institutions n'a longuement fonctionné : le Sénat, par exemple, ne s'est réuni que deux fois avant 1960.

Dans l'énumération des compétences qui relèveraient de la compétence française, M. Pisani ne cite pas les secteurs qui, selon l'article 78 de la Constitution, devaient appartenir à la Communauté, comme la politique étrangère et la politique des matières premières stratégiques.

De même l'article 77 instituait une *« citoyenneté de la Communauté »* que n'envisage pas le projet du gouvernement pour la Calédonie.

Celui-ci ne traite pas non plus des modalités de révision de l'éventuel traité d'association entre les deux Etats. En réalité, la construction juridique imaginée par M. Pisani semble tout à fait originale au regard des règles constitutionnelles nationales, puisqu'elle concerne les relations à établir entre deux Etats indépendants destinés à bénéficier de tous les attributs de la souveraineté internationale. Davantage qu'aux textes du droit positif, c'est à l'imagination et au consensus qu'elle doit faire appel.

A. P.



POLITIQUE

LE PROJET DE RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le RPR change de tactique et mise sur le refus de l'indépendance

Le RPR a adopté une tactique différente de celle qu'il mettait en œuvre jusqu'à présent. Son nouveau comportement consiste à renvoyer la politesse à ses adversaires politiques, à les prendre au mot, à relancer la balle dans leur camp, quitte à sembler parfois faire de la surenchère, voire travestir les intentions du gouvernement. Plutôt que de heurter de front les propositions du pouvoir, de refuser toute discussion, de procéder par rejet systématique et par coups de boutoir, il est tenté désormais de dire : « Chiche ! » C'en serait fini, en somme, de la politique du « front du refus ».

Que M. Mitterrand prône dans *ses vœux de fin d'année* à la nation la vertu familiale de la « tolérance », et voilà que M. Chirac, à l'Elysée même, *puis au Conseil de Paris*, formule lui aussi le vœu de tolérance en précisant que cette qualité doit aussi bien *s'appliquer à certains leaders* de l'opposition qu'à ceux de la majorité. On serait tenté de s'exclamer en l'écoutant aujourd'hui : « *Plus tolérant que moi, tu meurs !* »

« *Plus démocrate que moi, tu meurs aussi !* », pourrait-on ajouter après avoir entendu M. Toubon, secrétaire général du RPR, puis M. Chirac réagir lundi soir 7 janvier au projet d'autodétermination pour la Nouvelle-Calédonie. Les dirigeants du RPR, qui se veulent les héritiers de de Gaulle, ne peuvent évidemment récuser ouvertement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont *ils ont largement usé* pour procéder à la décolonisation de l'Union française. « *L'autodétermination, mais bien sûr !* », disent-ils, mais pour ajouter aussitôt qu'il faut que celle-ci se déroule « *dans des conditions convenables, conformes aux exigences de la démocratie* », selon l'expression de M. Chirac.

M. Jacques Toubon précise les trois conditions *qui permettront* au choix offert aux habitants de la Nouvelle-Calédonie d'être « *sincère et véritable* ». Il faut, dit-il, « *que la liberté de vote soit assurée* », que le vote soit « *égal pour tous* » et « *que l'ordre règne sur l'ensemble du territoire avant et pendant la consultation* ».

Il veut mettre ainsi en garde le gouvernement contre le renouvellement des incidents divers, menaces, barrages de routes, destructions d'urnes, qui se sont déroulés lors du scrutin du 18 novembre dernier et qui, en entraînant des abstentions massives, en ont faussé le résultat.

Pour M. Chirac, une des taches essentielles du gouvernement est d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Il est convaincu que cette affirmation qu'il exprime sans se lasser correspond au sentiment de l'opinion publique, qu'il s'agisse de la situation outre-mer ou en métropole.

Toujours au nom de l'ordre nécessaire à l'expression démocratique, le RPR refuse ce que M. Toubon appelle la « *stratégie de la peur* ». Il *s'indigne que* des « pressions » soient exercées sur les électeurs, notamment lorsque M. Pisani « *menace du désordre et de l'insécurité ceux qui refuseraient l'indépendance* », interprétant ainsi la phrase *prononcée par le* haut commissaire, qui disait lundi, évoquant ceux qui trouvaient dans ses propositions « *trop d'indépendance* » : « *Qu'ils réfléchissent aux risques que ferait courir le refus du changement. La vie ne reprendrait pas, car la sécurité ne serait pas retrouvée.* » Pour M. Toubon, cela est du « *chantage* ».

Enfin, toujours au nom de la démocratie, le RPR demande « *que le droit de vote soit égal pour tous les électeurs régulièrement inscrits* ». Les *amis* de M. Chirac considèrent qu'ils ont déjà eu gain de cause avec le refus du gouvernement opposé non seulement aux Canaques mais aussi à M. Lionel Jospin d'organiser des scrutins séparés selon les ethnies. Mais ce résultat n'est *pas suffisant*.

Ils contesteront devant le Conseil constitutionnel, lorsque celle-ci sera votée, la décision de n'admettre à participer au vote d'autodétermination que les citoyens justifiant de trois ans au moins de résidence dans *le territoire. Ce n'est pas*, assurent-ils, parce qu'une mesure identique — prise en 1976, par ceux qui forment l'opposition aujourd'hui — pour l'autodétermination du territoire des *Afars et des Issas (Djibouti)* n'a pas été déférée par l'opposition d'hier au Conseil constitutionnel que celle *d'aujourd'hui ne* le fera pas, bien au contraire. Toujours au nom de plus de démocratie, la règle des six mois *de résidence* pour être inscrit sur une liste électorale (article L. 11 du code électoral) doit s'appliquer à tous.

Trois reproches

Sur le fond du problème, c'est-à-dire sur le choix offert aux populations, la position du RPR est claire : il fera campagne contre l'indépendance et pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française à partir d'un « *statut rénové* », ainsi que l'a indiqué M. Toubon. Le RPR semble ainsi accepter pour le moment, et comme un moindre mal, le statut voté par les députés socialistes et communistes à l'automne de 1984, quitte à l'amender ultérieurement.

M. Chirac, qui ne craint pas l'exagération en affirmant qu'il n'y avait « *pas de problème* » néocalédonien « *avant 1981* », — reproche au gouvernement de soutenir « *les revendications d'une toute petite minorité violente* », celle-là même qui a perturbé le scrutin du 18 novembre. Il ajoute d'ailleurs : « *Il est assez étonnant qu'un gouvernement qui représente à l'évidence une minorité de Français dispose d'une partie du territoire national contrairement au vœu de la majorité des Français de ce territoire.* »

Le président du RPR préjuge ainsi lui-même le résultat du référendum d'autodétermination. Mais il accuse, dans le même temps, le gouvernement de prédéterminer le choix des électeurs et de vouloir peser *sur leur décision en manifestant*, d'ores et déjà, clairement sa faveur pour la solution de l'indépendance, *ce qui aboutit à « fausser » au moins* intellectuellement la consultation.

Le maire de Paris adresse, enfin, un troisième reproche au pouvoir, *celui de préjuger* les *engagements* du futur État indépendant de la Nouvelle-Calédonie. Celui-ci, une *fois en possession de tous* les attributs de la souveraineté internationale, se sentira-t-il lié par des accords d'association négociés et conclus avant sa naissance par des instances transitoires avec l'ancienne métropole ? « *Toutes les garanties que le délégué du gouvernement prétend donner n'ont aucune valeur* », affirme M. Chirac, pour qui, en quelque sorte, les garanties offertes sont sans garantie.

Au total, en acceptant le principe de l'autodétermination, en s'apprêtant à amender le projet gouvernemental, en annonçant qu'il fera campagne pour l'une des solutions offertes (le maintien dans la République), le RPR participe au débat démocratique ouvert par le pouvoir et joue normalement son rôle d'opposant.

Mais s'il se comporte ainsi, ce n'est *pas uniquement par révérence* envers les principes. C'est parce qu'il a la conviction d'infliger au pouvoir *une défaite électorale sur un* sujet à propos duquel le président de la République se sera lui-même personnellement engagé. A huit mois des élections législatives de 1986, le scrutin du mois de juillet sur le destin d'un archipel des antipodes aura une éminente signification nationale.

ANDRÉ PASSERON.

DEUX POINTS DE VUE

Laisser ses chances à la négociation

par JEAN-PIERRE SOISSON (*)

LE pouvoir a quitté Paris pour Nouméa. La déclaration de M. Pisani traduit clairement le fait que M. Mitterrand s'est défaussé *du dossier* calédonien entre les mains d'un fonctionnaire.

Celui-ci a pris toute la mesure de *ce transfert de pouvoir*, puisqu'il s'attribue les prérogatives du président de la République : il convoque *une session extraordinaire* du Parlement, en fixe la date et l'ordre du jour. Dans ces conditions, reste-t-il *encore* vraiment à M. Mitterrand le pouvoir de modifier les orientations définies par M. Pisani ?

Quand la République *se décharge* ainsi de ses responsabilités sur un proconsul, c'est le signe d'un pouvoir *finissant*.

Sur le fond, M. Pisani condamne d'emblée le statut proposé par le *gouvernement socialiste et voté* par sa majorité il y a six mois : « *La preuve est faite*, a-t-il déclaré, *que le présent statut du territoire ne rallie pas les opposants, dont le nombre irait s'accroissant, même après le retour à l'ordre.* »

La loi du 6 septembre 1984 est donc un échec : l'UDF a eu raison de *le rejeter*.

Comme je l'avais déclaré à l'Assemblée nationale le 4 décembre 1984, l'UDF est favorable à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie « *dans l'ordre, la clarté et le respect des règles constitutionnelles* ».

Cela veut dire deux choses.

D'abord, il faut laisser toutes ses chances à la négociation. Je ne veux *pas préjuger* du résultat des conversations qui vont s'ouvrir. A la simple condition qu'elles ne se bornent pas à des exercices de style autour d'une formule fétiche réactualisée pour la circonstance.

Ensuite, il ne faut pas privilégier *a priori* une solution — l'indépendance — au détriment de l'autre — le maintien dans la République.

Or c'est ce que fait M. Pisani. Le choix qu'il propose est une illusion, puisque c'est un choix entre un statut jugé inapplicable et l'indépendance. Il n'y a donc pas de véritable alternative. En abattant ses cartes, M. Pisani ferme le jeu.

L'UDF a certes sa préférence, mais elle tient, plus encore, à ce que le jeu demeure ouvert et le choix réel.

(*) Député et maire d'Auxerre, délégué de l'UDF aux DOM-TOM.

Un aveu d'échec

par BERNARD STASI (*)

LE plan Pisani c'est d'abord un aveu d'échec pour le pouvoir. Présenté il y a six mois à peine comme devant apporter à la Nouvelle-Calédonie la solution de ses problèmes et les chemins de son avenir, voici que le statut, dont *l'encre est à peine séchée*, est aujourd'hui tout juste bon à jeter aux orties.

*Cela dit, que la Nouvelle-*Calédonie puisse être un jour indépendante ne me choque nullement. L'indépendance ce n'est pas forcément la rupture avec la France, la *fin de la présence française*, l'humiliation ou l'exil pour ceux qui ne choisiraient pas la nouvelle nationalité. Et l'astucieux système mis au point par Edgard Pisani comporte à cet égard des dispositions et des garanties qui intellectuellement paraissent intéressantes.

Ce qui me choque cependant c'est que tout en maintenant la fiction de l'autodétermination le gouvernement, en fait, a déjà choisi à la place des Calédoniens. C'est là *une attitude qui me paraît relever* d'un esprit colonialiste. Et le gouvernement exercera sans doute de vives pressions, d'ici le mois de juillet, pour que les Calédoniens choisissent l'indépendance présentée par Edgard Pisani comme inéluctable et seule susceptible de ramener l'ordre public.

Dans ces conditions, un certain nombre de caldoches ayant le sentiment que le jeu est faussé, que les dés sont déjà jetés, risquent de se crisper dans leur inquiétude et dans leur colère et pourront être *tentés de tout faire pour sortir du* piège dans lequel ils se sentent précipités. Cela rendrait évidemment beaucoup plus difficile la nécessaire cohabitation, quel que soit en définitive le statut entre les différentes communautés.

En tout cas en métropole comme en Nouvelle-Calédonie, le souci de tous les responsables politiques doit être de veiller à ce que le scrutin d'autodétermination se déroule dans les meilleures conditions de liberté et de sérénité.

(*) Premier vice-président du CDS, député (UDF) de la Marne.

DEUX « MODÈLES » DANS LE PACIFIQUE

Les îles Fidji : un complexe système multiracial

De notre correspondant

Bruxelles. — « *J'ai eu l'occasion d'expliquer à M. Edgard Pisani la complexité de nos problèmes et la façon dont nous les avons résolus. Je dois reconnaître, toutefois, que nos entretiens n'ont peut-être jamais été aussi approfondis qu'on pouvait le souhaiter. J'ignore donc tout à fait ce qu'il a pu éventuellement en retenir pour formuler ses propositions lorsqu'il s'est agi de déterminer l'avenir de la Nouvelle-Calédonie* », nous a déclaré M. Josua Doviverata Vuetiviti Cavalevu, ambassadeur des îles Fidji auprès des Communautés européennes, de la Belgique, de la France, des Pays-Bas, du Luxembourg et de l'Italie.

Lorsque les îles Fidji ont obtenu leur indépendance, en 1970, les objectifs étaient clairs : assurer le progrès économique, maintenir l'harmonie interraciale, préparer une égalisation des revenus, enfin, garantir le respect de l'ordre et de la loi.

L'organisation politique est assez différente dans le système britannique et dans celui de la République française. L'État des Fidji ne saurait donc être considéré comme « associé » à la Grande-Bretagne. Il jouit d'une souveraineté sans réserve. Cela n'empêche que, du point de vue formel, la reine de Grande-Bretagne soit toujours reconnue et que, en principe, tous les citoyens des Fidji soient des « sujets britanniques ».

Les avantages de ce système, si l'on en croit M. Cavalevu, sont *très limités sur certains terrains* : « *Moi-même*, dit-il, *j'ai besoin d'un visa pour me rendre à Londres.* » *D'autre part, son pays a* bénéficié des vieilles traditions de la Grande-Bretagne qui lui ont permis *d'établir un régime démo*cratique avec un Parlement élu de façon régulière et un Sénat peut-être *plus représentatif que*... la Chambre des lords de Londres.

Certains liens symboliques sont également maintenus. L'Union Jack figure toujours dans un coin du drapeau des îles Fidji, à côté des armes locales. Le gouverneur général britannique doit contresigner toutes les décisions du Parlement. En fait, il est lui-même *désigné* par les responsables locaux et la reine Elizabeth n'aurait aucun moyen et aucune raison de s'opposer à sa désignation.

Un aspect très important du système fidjien : le principe de la propriété terrienne n'a jamais été *bouleversé. Là comme en* Nouvelle-Zélande, semble-t-il, les notions de terre et de peuple sont *identiques. Le sol n'est qu'utilisé* en commun par les tribus et ne saurait être aliéné parce qu'il appartient *déjà aux générations futures*. Cela n'empêche pas, certes, que des terres ont été confiées à *des immigrants et notamment* des Indiens, qui constituent aujourd'hui plus de 50 % de la population totale (environ 647 000 habitants en 1981). Mais, dans le cadre juridique établi par la Grande-Bretagne, la définition de la propriété terrienne, selon la tradition fidjienne, n'a jamais été violée.

Sur le plan proprement politique, *la solution adoptée aux îles* Fidji est extrêmement complexe. Tout d'abord, on est parvenu à *maintenir dans la structure de* l'Etat un rôle important au « conseil des chefs » de tribus, à côté *du gouvernement central élu* de façon démocratique.

Ces élections elles-mêmes peuvent être considérées comme un chef-d'œuvre de l'imagination *politique. Pour élire le Parlement*, au sein duquel les sièges sont répartis par avance (24 pour les Fidjiens, 32 pour les Indiens, 8 pour les Européens et autres « étrangers »), chaque citoyen dispose en fait de plusieurs votes. *S'il est* Fidjien, par exemple, il se prononce tout d'abord pour un candidat de sa propre communauté, après quoi il fait son choix sur une liste indienne ; enfin, il contribue à désigner un député d'*origine* européenne. Cette structure électorale très compliquée fait que chaque membre *du Parlement ne dépend* pas seulement de sa propre communauté mais qu'il doit prendre en compte l'attitude des autres citoyens qui lui ont accordé ou refusé leur vote.

Que toutes les tensions raciales ne soient pas abolies pour autant, M. Cavalevu le reconnaît volontiers. Il n'en reste pas moins *qu'un équilibre assez satisfaisant* a été établi aux îles Fidji pour qu'il n'ait pas été nécessaire, ni souhaitable, d'établir des privilèges en faveur des citoyens d'origine européenne. Il n'a jamais non plus *été question de reconnaître au* Royaume-Uni une participation quelconque au maintien de la sé*curité intérieure. Enfin, sur le plan* extérieur, les forces très modestes dont dispose le gouverne*ment des îles Fidji — qui fournit* néanmoins un contingent à la force de l'ONU au Proche-Orient — *ont conclu avec l'Australie et la* Nouvelle-Zélande des accords portant sur la formation de leurs troupes *plus étroits peut-être* qu'avec la Grande-Bretagne elle-même. Certains regards se porteraient encore plus loin, dans la direction des Etats-Unis.

Aussi M. Cavalevu peut-il conclure, sans le moindre embarras : « *Notre système multiracial n'est pas mauvais ; nous avons été capables de maintenir l'équilibre et la stabilité.* » Il ajoute qu'il a vu personnellement l'œuvre réalisée par les Français en *Nouvelle-Calédonie* et qu'à son avis celle-ci mérite d'être « *respectée* ».

JEAN WETZ.

Les îles Cook : un statut original d'autonomie et de libre association

Les îles Cook, qui étaient partie intégrante de la Nouvelle-Zélande *depuis* 1901, sont devenues, en 1965, sous l'égide des Nations unies, un Etat autonome, *librement* associé à la Nouvelle-Zélande.

Ce statut particulier a fait entrer les îles Cook dans une *catégorie inédite d'Etats* : *elles* ont cessé d'être une colonie ou, en tout cas, un Etat dépendant sans pour autant devenir un Etat indépendant au sens traditionnel du droit international.

« Associées » à la Nouvelle-Zélande, les îles Cook lui reconnaissent volontairement le *droit* d'assumer certaines responsabilités en matière de défense ou de *politique extérieure en particulier*. Mais dans ces domaines et dans tous les autres, le gouvernement *des îles Cook exerce à volonté* ses prérogatives législatives ou exécutives. Les îles Cook ne font en *quelque sorte que déléguer librement* à la Nouvelle-Zélande une partie de leurs responsabilités.

Conséquence originale de ce *statut : les îles Cook participent* quand elles le veulent, bien qu'elles ne soient pas indépen*dantes, à égalité avec les Etats* souverains, à des réunions de type politique ou d'intérêt économique regroupant une partie des pays indépendants du Pacifique sud.

Les îles Cook sont dotées, outre leur gouvernement auto*nome, d'un système parlemen*taire à une seule Chambre. Leurs liens avec la Nouvelle-Zélande *sont un chef d'Etat commun*, — la Reine d'Angleterre (responsable symbolique de l'ensemble du Commonwealth, *qui est une libre* association d'Etats souverains indépendants et dont la Nouvelle-Zélande est membre — et la citoyenneté néo-zélandaise commune. Le gouvernement néo-zélandais est dûment représenté aux îles Cook par un commissaire.

Les îles Cook (dix-huit mille habitants environ sur leur territoire et près de vingt mille en *Nouvelle-Zélande) reçoivent*, aides directes et subventions indirectes confondues, l'équivalent *d'environ 90 millions* de francs par an. C'est dire que leur vie économique dépend largement de *l'assistance néo-zélandaise*.

Un échange solennel de lettres entre les premiers ministres de Nouvelle-Zélande et des îles Cook *a eu lieu en mai 1973, afin de « clarifier certains aspects »* des liens entre la Nouvelle-Zélande et les îles Cook. M. Norman Kirk, premier ministre néo-zélandais, expliquait à son homologue qu'il n'existe aucune entrave d'aucune sorte à la liberté des îles Cook, « *qui font leurs propres lois et ont le contrôle de leur propre constitution* ». « *Dès lors*, continuait-il, *la relation entre nos deux pays a été simplement une relation de partenaires, dans laquelle ils sont entrés librement et qu'ils maintiennent librement.* »

M. Kirk faisait encore reposer cet « *arrangement volontaire* » « *sur des intérêts partagés et des sympathies partagées* ».

Une autre ancienne dépendance de la Nouvelle-Zélande, l'île Niue (trois mille habitants environ), est pourvue d'un gouvernement autonome depuis 1974, et liée à la Nouvelle-Zélande par un statut similaire.

Les populations de ces îles ont à tout moment la possibilité *d'accéder par un vote de leur* population à l'indépendance. Elles n'y perdraient guère que... leur *originalité, car leurs conditions* concrètes d'existence politique et économique ne s'en trouveraient *sans doute pas modidifiées* le moins du monde.

EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Flosse invite les Calédoniens à « résister jusqu'en 1986 »

De notre correspondant

Papeete. — « *L'idée d'un Etat associé est un piège car une association ne peut être décidée qu'après la proclamation de l'indépendance* », a déclaré, lundi 7 janvier, à Papeete, M. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie française, ancien député RPR, à propos des propositions de M. Pisani. Accusant le délégué du gouvernement de « *préjuger des choix que sera amené à prendre le futur Etat* », M. Flosse a poursuivi : « *L'indépendance une fois acquise, le nouvel Etat choisira avec qui il veut s'associer. Croyez-moi, je doute fort qu'il le fasse avec la France. Si c'est l'Australie, c'est un moindre mal. Si c'est la Russie, c'est une catastrophe.* » M. Flosse se déclare d'autant plus inquiet que M. Pisani se comporte, selon lui, comme si « *l'indépendance était déjà acquise* ».

Or le président tahitien ne doute pas que la grande majorité des Calédoniens se prononcera en faveur du maintien de leur pays au sein de la République française. C'est pourquoi, a-t-il annoncé, il ira participer activement à la préparation du scrutin d'autodétermination. « *Je me rendrai à Nouméa. J'expliquerai aux Polynésiens de Nouvelle-Calédonie que leur intérêt est de rester au sein de la République française. Qui peut nous dire, une fois cet Etat indépendant, que la communauté tahitienne sera en sécurité ?* »

A l'inverse des indépendantistes canaques qui voulaient hâter le processus d'autodétermination avant les législatives de 1986, M. Flosse pense que tout doit être fait pour que « *nos amis calédoniens résistent jusqu'en 1986. Là, ils pourront faire confiance au nouveau gouvernement pour respecter leur décision, et toute cette période de trahison et de mensonge apparaîtra comme un mauvais souvenir* ».

JEAN SCEMLA.

Le projet de « souveraineté-association » du Québec

Le 20 mai 1980, les Québécois furent invités à se prononcer par référendum sur un projet de « *souveraineté-association* », qui aurait conféré au Québec la souveraineté politique assortie d'une association économique avec les autres provinces du Canada.

Ce projet, qui fut repoussé à une majorité de 59,5 % après une campagne longue et animée, prévoyait de donner au Québec « *le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures* ».

En cas d'acceptation par la population, l'association économique avec le Canada aurait comporté, après négociations avec les autorités fédérales, l'utilisation de la même monnaie.

La question posée aux électeurs québécois était : « *Accordez-vous au gouvernement de Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ?* » Et le préambule du projet précisait : « *Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum.* »

UVELLE-CALÉDONIE

DANS LE PACIFIQUE

...plexe système multiracial

...t d'autonomie et de libre associat...

...t de « souveraineté-association » du Québec

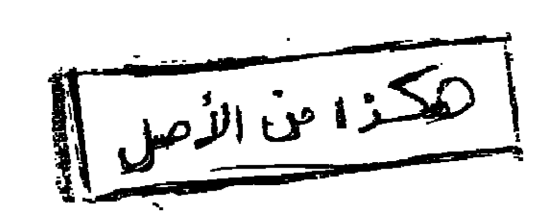
L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

VIVE LE MONDE

Avec cette page, nous voulons contribuer en ce début d'année 1985 à aider Le Monde pour qu'il continue de remplir sa mission. Et nous souhaitons une bonne année au journal et à ses lecteurs.

VULCAIN SERVICES

VULCAIN SERVICES, groupement de Sociétés de Services spécialisées dans l'ingénierie informatique, débute cette année 1985 en participant à de grands projets nationaux et internationaux. VULCAIN SERVICES : 78, avenue Raymond Poincaré 75116 Paris. Tél. : (1) 501.24.54.





POLITIQUE

La direction « provisoire » du PSU « s'interroge sur l'intérêt de sa participation au gouvernement »

M. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national « provisoire » du PSU (*le Monde* du 18 décembre), a déclaré, le lundi 7 janvier, au cours d'un déjeuner de presse, que sa formation « *s'interroge sur l'intérêt de sa participation au gouvernement* », où elle est représentée par Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement. Le PSU, a dit M. Le Scornet, entend « *tirer les conclusions, au niveau gouvernemental* », du comportement qu'adopteront les différentes forces politiques, en 1985, face à « *l'accentuation du chômage et de la pauvreté* » et aux « *ravages du racisme et de la xénophobie* ».

Le PSU, qui a organisé, les 5 et 6 janvier, des journées d'étude sur la protection sociale et l'emploi, met au premier rang de ses préoccupations la réduction des inégalités et le partage du travail. Il prépare, pour le mois d'avril, un colloque sur les inégalités, dont il assure l'organisation avec des socialistes de diverses tendances, notamment les néo-rocardiens, et avec des dirigeants d'association.

Pour autant, la crise, au sein du PSU, n'est pas résolue, deux des quatre courants du parti (dont celui de Mme Bouchardeau) ayant refusé de siéger au bureau politique avec les représentants de la majorité relative, dont M. Le Scornet, et les anciens alliés du courant Bouchardeau. La direction politique, qui doit se réunir les 26 et 27 janvier, tentera de mettre en place une équipe dirigeante fondée sur une alliance réellement majoritaire dans le parti.

Le maire de Toulon (PR) et celui de Draguignan (RPR) s'opposent sur le futur siège du conseil général du Var

De notre correspondant régional

Toulon. — A l'approche des élections cantonales la zizanie s'est installée entre MM. Maurice Arreckx (PR), maire de Toulon, et M. Jean-Paul Claustres (RPR), maire de Draguignan, sur le thème de l'unité du département du Var.

Une première fois, en décembre, une polémique les avait publiquement opposés au sujet d'une éventuelle « *annexion* » de l'est varois par les Alpes-Maritimes. A l'origine de cette polémique une « *petite phrase* » de Jacques Médecin (RPR), député et maire de Nice, mal interprétée par M. Arreckx et qui avait donné l'occasion à M. Claustres de surenchérir face au maire de Toulon sur la défense de l'intégrité territoriale varoise.

Un nouveau différend a surgi entre les deux hommes après une déclaration faite samedi 5 janvier par M. Arreckx portant sur l'endroit où devrait être installé le siège du conseil général.

Après le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon en 1974, le conseil général présidé par M. Edouard Soldani, sénateur (PS) et ancien maire de Draguignan — il a été battu en février 1984 par M. Claustres, — a continué à se réunir dans l'ancien chef-lieu du département. La construction en 1980 à Toulon d'une nouvelle préfecture dotée de vastes locaux n'a rien changé à cet état de fait considéré comme une compensation à la « *destitution* » administrative de la cité dracénoise. « *En cas de victoire de l'opposition aux prochaines élections cantonales et si je suis élu président*, a annoncé M. Arreckx, *je transférerai le siège du conseil général de Draguignan à Toulon.* » « *Il n'y a pas d'autres exemples en France*, a-t-il souligné, *où le siège de l'assemblée départementale ne coïncide pas avec celui de la préfecture.* »

Ces propos du maire de Toulon ont suscité une vive réaction de M. Claustres : « *Je m'opposerai de toutes mes forces à de telles dispositions* », a-t-il déclaré, en rappelant que M. Arreckx s'était prononcé récemment pour le *statu quo* devant l'ensemble des responsables varois de l'opposition. « *Je suis convaincu*, a-t-il poursuivi, *que tous les élus de l'est varois feront de même. Je vais d'ailleurs adresser une lettre à tous les candidats de l'opposition aux prochaines cantonales pour leur demander de prendre position sur cette affaire.* » Le maire de Toulon a-t-il fait un pas de clerc ? Le conseil général et les divers organismes qui y sont rattachés n'emploient à Draguignan que quelques dizaines de personnes. Les conséquences économiques et sociales d'un déménagement ne seraient donc en rien comparables à celles du départ de la préfecture. Mais le maintien du siège de l'assemblée départementale à Draguignan est en revanche hautement symbolique.

La gauche, qui est essentiellement représentée dans le moyen et le haut Var, ne manquera probablement pas d'en faire son cheval de bataille. Par sa « *franchise* » M. Arreckx a mis dans l'embarras ses amis politiques élus de l'est varois parmi lesquels, M. François Léotard (UDF-PR), député et maire de Fréjus, et M. René Laurin (RPR), maire de Saint-Raphaël, qui sollicitent l'un et l'autre le renouvellement de leur mandat de conseiller général. En montant « *au créneau* » avant M. Soldani — qu'il hésite à affronter dans le canton de Lorgues — M. Claustres, lui, pense avoir retourné la situation à son avantage.

GUY PORTE.



La réforme du scrutin pour 1986

M. Bérégovoy : *Le pays voudra éviter « la restauration du passé »*

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a abordé, dimanche 6 janvier lors du *Grand jury RTL-Le Monde* la question de la réforme électorale avant le scrutin de 1986 pour affirmer notamment : « *Je suis partisan de la proportionnelle (...) Le maximum de proportionnelle me conviendrait très bien, mais je me satisferai de la proposition qui sera élaborée par le gouvernement* ».

M. Bérégovoy a ajouté : « *Dans notre système institutionnel, le président de la République — et c'est une bonne chose — est élu au suffrage universel, il incarne la continuité de l'Etat, il est en charge des intérêts supérieurs de la France, il exerce des pouvoirs importants. Il est bon qu'à côté il y ait une assemblée représentative de la manière la plus large possible des différentes sensibilités de l'opinion publique. C'est un équilibre des pouvoirs qu'il nous faut rechercher (...). La proportionnelle est un système qui pourrait faciliter cette meilleure représentation des différentes familles politiques au sein de l'Assemblée nationale* ».

Toujours à propos de 1986, M. Bérégovoy a affirmé : « *Je ne me place pas dans l'hypothèse où le parti socialiste perdrait les élections. Je crois que notre pays, à la lumière des résultats qu'il pourra examiner tout au long de cette année, voudra éviter la restauration du passé* ». « *Les socialistes*, a continué M. Bérégovoy, *ont pour longtemps un rôle déterminant à jouer à la tête des affaires de l'Etat (...). Les socialistes ont vocation à rassembler (...). Il faut rassembler toutes celles et tous ceux qui ont envie de faire de la France un grand pays (...) capable d'affronter l'avenir. Tout le monde doit y avoir sa place. Les communistes, bien sûr, mais pourquoi limiter aux communistes ? Il y a bien d'autres gens qui se rendent compte de l'effort fait et de la mission qui est la nôtre aujourd'hui. Tous doivent se rassembler autour de ce qu'est le gouvernement et des forces qu'il exprime.* »

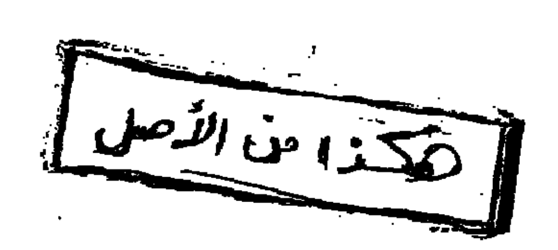
LA DIRECTION DU PS ENGAGE LE DÉBAT

Le bureau exécutif du PS doit examiner, mercredi 9 janvier, un rapport établi par M. Jean Poperen, numéro deux du PS et chargé des questions électorales, sur la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui présentait, lundi 7 janvier, ses vœux à la presse, a indiqué qu'il s'agissait de « *commencer à préparer la prise de position du PS* » sur cette question. Selon les indications qu'a données M. Jospin, ce premier « rapport Poperen » ne doit pas proposer une solution, mais éclairer le choix qu'auront à faire les socialistes.

M. Jospin a demandé à M. Poperen de rédiger ce rapport « *sans idées préconçues* ». On sait que M. Poperen n'est pas favorable à l'introduction d'une forte dose de proportionnelle, alors que M. Jospin, à titre personnel, a exprimé une préférence pour l'introduction de forts éléments de proportionnelle.

• *M. Leroy : Mme Cresson au secours de M. Gattaz.* — M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de *l'Humanité*, écrit, dans l'éditorial de *l'Humanité-Dimanche* du 6 janvier, que Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, « *vole ouvertement au secours de M. Gattaz* », le président du CNPF, dans l'interview qu'elle a accordée à *l'Usine nouvelle* (*le Monde* du 5 janvier) et où elle déclare que « *le groupe Peugeot est bien dirigé* ».

• *M. Le Pen candidat à l'élection présidentielle.* — Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a annoncé, le lundi 7 janvier, au cours de l'émission « Face au public » sur France-Inter, que « *la droite nationale aura son candidat à l'élection présidentielle* ». « *Je ne roule pour personne et si je suis vivant en 1988 — ce qu'à Dieu plaise —, je serai candidat* », a dit M. Le Pen. Il a indiqué aussi que le Front national présentera mille huit cents candidats aux élections cantonales.



Publicité

GÉNÉRER SON EMPLOI

OU

CRÉER SON ENTREPRISE

**Si vous êtes décidé à aider ceux qui ne trouvent pas d'emploi,
pourquoi ne pas aider
ceux qui font un effort personnel...**

**Deux Associations loi 1901
vous guident dans votre participation financière
et dans vos actions**

C.C.P. 16408.41.D PARIS

APICI - MCII

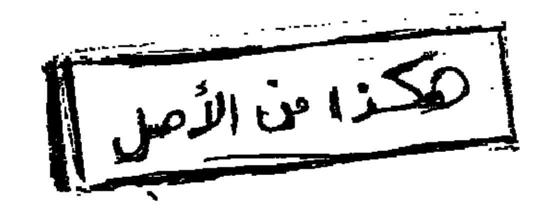
**151, rue Montmartre - 75002 PARIS
Tél. 16 (1) 236-30-64 +**

– DE L'INFORMATION A LA RÉALISATION, UNE CHAINE AMICALE GAGE DE SUCCÈS –

Accueil et informations gratuites du Lundi au Samedi compris, de 8 h 30 à 20 h : Juridique, Fiscal, Administratif, Comptable, Export, Crédit, Commercial, etc.

Pour les réalisations, Apici et Mcii vous dirigent sur une jeune équipe de créateurs d'Entreprises dont la compétence et la rapidité ne sont plus à prouver - Tél. 16 (1) 236-30-64 +

- Domiciliation commerciale - Gratuite pour les membres des Cercles M.C.I.I. -



هكذا من الأصل

Le Monde

chronologie

Décembre 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît chaque mois dans *le Monde* daté du mercredi, entre le 6 et le 12. *Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.*

ÉTRANGER

1.– **AUSTRALIE :** Aux élections législatives anticipées, le parti travailliste du premier ministre, M. Bob Hawke, voit sa majorité réduite au Parlement (1 et 4).

3. – **GRENADE :** Le Nouveau Parti national (NNP ; centre *droit)* de M. Herbert Blaize, favori de Washington, remporte les élections législatives, avec quatorze des quinze sièges de la Chambre des représentants (2-3, 5 et 11).

3. – **INDE :** Une fuite de gaz toxique dans une usine de pesticides du groupe américain Union Carbide provoque la mort de plus de 2 500 personnes à Bhopal, capitale de l'État de Madhya-Pradesh. Au moins 100 000 des 800 000 habitants de la ville risquent de souffrir de séquelles, notamment respiratoires et oculaires : des milliers de personnes resteront aveugles *(du 4 au 18 et 21)*.

3-4. – **CEE :** Au conseil européen de Dublin, les Dix s'entendent sur les réformes à apporter à l'organisation du marché du vin. Cet accord lève le dernier obstacle important empêchant l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal (du 2 au 7, 13, 15 et 20).

5-8. – **FRANCE-ISRAEL :** La *visite officielle* en France de M. Shimon Pérès, la *première* d'un premier ministre israélien depuis vingt ans, a lieu dans un climat très chaleureux (du 5 au 11).

8. – **CEE - TIERS-MONDE :** Signature au Togo de la troisième convention de Lomé entre la Communauté européenne et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Pour la période 1986-1990, l'aide financière des Dix s'élèvera à 51 milliards de francs (11).

8-13. – **FRANCE-AFRIQUE :** M. François Mitterrand se rend au Zaïre, au Rwanda, en Centrafrique, et participe, les 11 et 12, à Bujumbura (Burundi) au onzième *sommet franco-africain*. Aux participants préoccupés des conséquences du désengagement français du Tchad, M. Mitterrand affirme qu'« *aucune agression ne sera tolérée* » (2-3 et du 8 au 15).

9. – **IRAN :** Quatre pirates de l'air qui avaient détourné, le 4, un Airbus koweïtien sur Téhéran sont *arrêtés. Deux otages américains* ont été tués et d'autres passagers ont été battus ou menacés de mort. Washington accuse les autorités iraniennes d'avoir encouragé l'« *attitude extrémiste* » des pirates (du 5 au 17 et 20).

10. – **NICARAGUA :** Le Père Fernando Cardenal est exclu de la *Compagnie de Jésus pour avoir* refusé d'abandonner son poste de ministre de l'éducation dans le gouvernement sandiniste (12, 13, 19, 21 et 26).

11. – **SRI-LANKA :** M. Rajiv Gandhi accuse Colombo de se livrer sur la minorité tamoule à « *des tueries indiscriminées* », alors que des affrontements ont fait, *selon un bilan officiel*, trois cent *soixante-quinze victimes* depuis que les séparatistes tamouls ont lancé, le 17 novembre, une offensive pour obtenir l'indépendance du nord de l'île le 14 janvier 1985 (du 1er au 11, 13, 15, 18, 19 et 27).

12. – **MAURITANIE :** Le *colonel Ould Taya, premier ministre* d'avril 1981 à mars 1984, destitue le lieutenant-colonel Haidalla, président depuis janvier 1980. Le 21, toutes les personnes condamnées pour des raisons politiques sont amnistiées (du 14 au *17, 19, 21, 23-24 et 25*).

13. – ***CEE :*** *Le* Parlement *européen rejette à la quasi-unanimité* le projet de budget de la Communauté pour 1985, qui n'aurait pas permis de faire face à toutes les dépenses (9-10, 13 et 15).

14. – **BELIZE :** Aux premières élections générales depuis l'indépendance, le Parti uni du peuple (centre gauche) de M. George Price, *premier ministre* depuis 1961, est largement battu : le Parti démocratique uni (conservateur), dirigé par M. Manuel Esquivel, obtient 21 des 28 sièges du Parlement (14, 16-17 et 18).

14. – **CUBA - ÉTATS-UNIS :** Le premier accord négocié depuis 1977 est signé entre *Washington et La Havane. Il* concerne la migration de citoyens cubains vers les Etats-Unis : vingt mille d'entre eux pourront y être admis chaque année (4, 6, 16-17 et 21).

15-21. – **GRANDE-BRETAGNE-URSS :** La visite en Grande-Bretagne de M. Mikhaïl *Gorbatchev, numéro deux* soviétique, se déroule dans un climat chaleureux : le développement des échanges commerciaux est décidé. Lors de leurs entretiens, Mme Thatcher et M. Gorbatchev se montrent hostiles à une éventuelle militarisation de l'espace (12, du 18 au 25 et 27).

17. – **IRAN-IRAK :** Téhéran et Bagdad acceptent l'envoi d'une mission des Nations unies pour enquêter sur la situation des prisonniers de guerre et des détenus civils du conflit irano-irakien, alors que la Croix-Rouge internationale a ouvertement dénoncé les « *mauvais traitements répétés* » commis en particulier par l'Iran à l'égard des soldats capturés (14, 15 et 19).

18. – **VIETNAM :** A Ho-Chi-Minh-Ville, le procès pour espionnage de vingt et un Vietnamiens s'achève par la *condamnation* à mort de cinq personnes, dont un Vietnamien de nationalité française. Le 26, trois anciens militaires détenus dans un « camp de rééducation » sont aussi condamnés à mort (à partir du 16).

19. – **PAKISTAN :** Au *référendum-plébiciste organisé* par le général Zia Ul Haq, la politique d'islamisation est approuvée par 97,7 % des électeurs. Le taux de participation est officiellement de 62,15 %. L'opposition, qui avait appelé au boycottage du scrutin, dénonce le « *trucage massif* » du vote (4, 6, 7, 16-17, 19, 21, 22 et 28).

19-22. – **GRANDE-BRETAGNE-CHINE ET ETATS-UNIS :** Mme Margaret Thatcher *signe*, le 19, à *Pékin*, l'accord sino-britannique du 26 septembre sur Hongkong, où elle se rend le 20. Le 22, à Washington, elle obtient de M. Reagan l'engagement que les Etats-Unis négocieront avec Moscou avant de déployer des armes spatiales antimissiles (du 19 au 25).

20. – **URSS :** Mort du maréchal Dimitri Oustinov, ministre de *la défense*. Le 24, le maréchal Sergueï Sokolov, qui était *premier* vice-ministre de la défense, lui succède (du 22 au 25).

21-29. – **CHINE-URSS :** M. Ivan Arkhipov, premier vice-premier *ministre soviétique*, est le plus haut *dirigeant soviétique à se* rendre en Chine depuis 1969. Sa visite permet d'envisager une importante relance des relations économiques et commerciales entre l'URSS et la Chine (13, du 22 au 25 et 29).

22. – **MALTE :** M. Dom Mintoff, premier ministre depuis 1971, démissionne au profit de son dauphin désigné, M. Carmelo Misfud Bonnici (25).

22. – **SINGAPOUR :** Aux élections législatives, le Parti d'action populaire (PAP) du premier ministre, M. Lee Kuan Yew, conserve 77 des 79 sièges du Parlement mais perd près de 10 % du soutien populaire (5, 21 et 25/XII, 2/I).

23. – **ITALIE :** L'explosion d'une bombe dans le train Naples-Milan, à proximité de Florence, fait quinze morts et cent seize blessés. *Les autorités italiennes* soupçonnent le terrorisme international islamique, et les magistrats l'extrême droite, d'être responsable de cet attentat (du 25 au 31).

24-26. – **EL SALVADOR :** La guérilla et l'armée salvadoriennes respectent une trêve pour la première fois depuis cinq ans ainsi que du *31 décembre au 2 janvier* (2-3, 4, 13, 15 et 26).

24 et 27-28. – **INDE :** Aux élections législatives, le parti de M. Rajiv Gandhi *remporte une* victoire sans précédent, en enlevant 401 sièges sur les 508 mis aux voix. M. Gandhi, en formant le 31 son second gouvernement, procède à un renouvellement prudent du personnel politique (20, du 23 au *26 et à partir du 29*).

25. – **CAMBODGE :** L'armée vietnamienne lance une importante offensive contre le camp nationaliste de Rythisen, à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande (à partir du 27).

27. – **AFGHANISTAN :** A l'occasion du cinquième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan, le président Reagan fait savoir à Moscou que « *la présence des forces d'occupation soviétiques en Afghanistan constitue un sérieux obstacle à l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'URSS* » (28).

27-28. – **LIBAN :** Le président Gemayel se rend à Damas (Syrie) pour la troisième fois de l'année, alors que les pourparlers *militaires* israélo-libanais de Nakoura sont dans l'impasse, que la situation reste très tendue à Beyrouth et que le déploiement de l'armée libanaise sur la route côtière entre Beyrouth et le sud est contrecarré par les druzes de M. Walid Joumblatt (12, 13, 14, 18, 20, 22 et du 26 au 30).

28. – **ARGENTINE :** Le Fonds *monétaire international* (FMI) accorde 1,7 milliard de dollars de crédits à l'Argentine (4, 26 et 30-31/XII, 2/I).

28. – **CEE - ETATS-UNIS :** Pour mettre fin à un important différend commercial, les Dix acceptent de limiter à 7,6 % du marché *américain* leurs exportations de tubes d'acier aux États-Unis (16-17, 19, 21, 26 et 30-31/XII, 3 et 6-7/I).

28. – **IRAN-IRAK :** Les assureurs londoniens relèvent, pour la deuxième fois du mois, leurs tarifs pour les pétroliers qui se rendent à Kharg, en raison de la recrudescence des attaques dans le Golfe, après une pause de six semaines : une dizaine de navires ont été endommagés depuis le 3 décembre et une soixantaine au total en 1984 (5, 16-17, 18, 19, 22, 23-24, 26, 27, 28 et 30-31).

29. – ***OPEP :*** Les pays exportateurs de pétrole, *réunis* à Genève, décident un ajustement provisoire de la grille des prix, en maintenant le brut de référence à 29 dollars le baril. Mais l'accord, qu'il est *prévu* de *réviser* avant la fin de janvier 1985, sera difficile à appliquer, le Nigéria et l'Algérie ayant refusé de le ratifier (7, 12, 13, du 20 au 25 et à partir du 29).

29. – **PROCHE-ORIENT :** Fahd Kawasmeh, membre du *comité exécutif* de l'OLP, ancien maire d'Hébron en Cisjordanie, est assassiné à Amman (Jordanie). M. Yasser Arafat, qui assiste le 31 aux obsèques, met en cause la Syrie (du 1 au 3/I).

31. – **UNESCO :** Les Etats-*Unis se retirent* de l'UNESCO dont ils fournissaient le quart des ressources financières. Washington estime que l'Organisation dirigée par M. M'Bow est mal gérée et excessivement politisée (du 20 au 27 et 29/XII, 1/I).

Un choix d'enquêtes et de reportages

– **FRANCE** : Peut-on être socialiste aujourd'hui ? (5, 6 et 7).
– **FRANCE** : L'aventure des télévisions « libres » (5, 6 et 29).
– **CHINE** : Aux lointains confins de la Chine... (6, 7 et 8).
– **DOSSIER** : La francophonie (12).
– **IRAN** : Les exilés de Khomeiny (19, 20 et 21).
– **FRANCE** : La réorganisation de l'armée de terre (19).
– **SOUDAN** : Le Soudan en effervescence (26, 27, 28 et 29).
– **TCHAD** : Comment le commandant Galopin fut arrêté et pendu en 1975 (29).

FRANCE

1. – Pour l'arrivée des cinquante jeunes à vélomoteur qui ont parcouru la France un an après la marche des Beurs, vingt-cinq mille personnes manifestent à *Paris contre le racisme*. (Du 1er au 4 et 16-17.)

2. – Des membres de l'ex-FLNC tirent sur une R-5 des CRS, à Bastia. Un CRS est tué, deux autres blessés. Vingt-cinq mille personnes manifestent, le 6, à Ajaccio, « *contre le terrorisme et le séparatisme* », à l'appel de tous les partis politiques de l'île, sauf le PCF, les autonomistes de l'UPC et les nationalistes du MCA. (Du 4 au 12.)

3. – M. Michel Rocard, invité de « L'heure de vérité » sur A 2, suggère le lancement d'un « grand emprunt antichômage ». Le 15, il prononce devant la convention nationale du PS un véritable discours-programme en matière économique. (Du 2 au 6 et 18.)

6. – M. Jean-Pierre Chevènement réplique, dans une lettre ouverte publiée par *le Monde*, à M. Edmond Maire qui avait critiqué en novembre sa conception de la pédagogie. Il souligne que, tout en mettant « *l'accent sur la réussite* », il n'a aucun « *dédain pour l'échec scolaire* » (7).

7. – Le gouvernement est *partiellement remanié* : M. Roland Dumas remplace, au ministère des relations extérieures, M. Claude Cheysson, qui redeviendra commissaire européen en janvier 1985. Mme Georgina Dufoix, qui reste aux affaires sociales, devient porte-parole. M. Gilbert Trigano est nommé délégué auprès du premier ministre, chargé des nouvelles formations. (6, 9-10, 11 et 15.)

8. – Plusieurs milliers d'auditeurs de radios libres, principalement de NRJ, *manifestent* à Paris contre des suspensions d'autorisation d'émettre infligées à six grosses radios parisiennes par la Haute Autorité. Après intervention de M. Mitterrand, ces suspensions ne sont pas appliquées. (Du 1er au 6, du 9 au 12, 15 et 22.)

12. – M. Raymond Barre est l'invité vedette d'une importante réunion publique organisée à Toulouse par la fédération du Parti républicain (PR) de Haute-Garonne. (12, 15 et 20.)

14-16. – Au congrès du PSU, réuni à Bourges, M. Jean-Claude Le Scornet, *représentant du courant* hostile à la politique gouvernementale, est élu secrétaire national. (Du 15 au 18 et 29.)

15-16. – Le PS réunit à Evry (Essonne) une convention nationale sur la modernisation et le progrès social. Le texte sur ce thème est adopté à l'unanimité. MM. Chirac et Barre refusent, le 17, le face-à-face télévisé que M. Fabius leur avait proposé. (Du 9 au 18.)

16. – M. François Mitterrand, expliquant sur TF 1 la politique de la France dans le monde, « *demande aux Français de bien vouloir (le) juger sur la distance* ». Il se déclare opposé à la militarisation de l'espace et souligne qu'il « *tient à une bonne relation avec l'URSS* ». A propos du Tchad, il exprime sa volonté « *d'aboutir à la libération du pays par une pression constante* », mais confirme que la France ne fera pas la guerre pour chasser les Libyens du nord du Tchad. (Du 16 au 20.)

19. – Le conseil des ministres adopte un projet de loi qui prorogera, pour une durée indéterminée, le statut particulier de collectivité territoriale défini pour Mayotte en 1976. (21.)

19-20. – Les députés communistes votent contre le projet de budget pour 1985, définitivement approuvé le 20. (20, 21 et 22.)

20. – Adoption définitive du projet de loi sur la décentralisation en matière éducative, qui contient les aspects non financiers du plan Chevènement pour l'enseignement privé. (1er, du 12 au 15, 21, 22 et 29/XII, 1er/I.)

20. – M. André Laurens, directeur-gérant du journal *le Monde*, annonce sa démission pour le 31 mars 1985, après que la société des rédacteurs lui eut refusé sa confiance. (5, 6, 21 et 22.)

21. – Le projet de loi sur la famille, qui prévoit une allocation parentale d'éducation, est définitivement adopté. (6, 7, 19, 22 et 23-24/XII, 3/I.)

21. – Toumi Djaïdja, organisateur de la marche des Beurs en 1983, condamné pour vol malgré ses protestations d'innocence, est gracié par M. Mitterrand. (Du 26 au 29.)

27. – M. Laurent Fabius confirme le lancement, prévu pour *juillet 1986*, du satellite de télévision directe TDF1 et annonce la construction de TDF2. (29.)

29. – Le décret sur la « départementalisation » des hôpitaux publics est publié au *Journal officiel*. (1er et 5/I.)

31. – Mort de Gilbert-Jules, ancien ministre de la IVe République. (2/I.)

Economie

5. – **SALAIRES :** *Le gouvernement indique qu'en 1985* les augmentations de toutes les catégories de revenus devront être fixées à l'avance et ne pas dépasser la hausse de 4,5 % prévue pour les prix. (6 et 7.)

6. – **BOURSE :** L'annonce, le *5, par M. Pierre Bérégovoy*, du *prochain lancement d'un nouvel* instrument de placement à court terme pour les entreprises, les certificats de dépôts négociables, provoque une baisse générale des cours des obligations à la Bourse de Paris. (Du 7 au 12, 16-17 et 23-24.)

6. – **SÉCURITÉ SOCIALE :** Le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale prévoit un excédent record de 18,1 milliards de francs pour 1984, mais un déficit de 3,2 milliards pour 1985. (1er, 7 et 26.)

12. – **AFFAIRES :** Les deux projets de loi réformant le droit des *faillites*, l'un concernant le redressement et la liquidation des entreprises, l'autre le statut des administrateurs judiciaires, sont définitivement approuvés. (8 et 14.)

12. – **AFFAIRES :** Le tribunal de commerce de Paris met Creusot-Loire en liquidation judiciaire et autorise Usinor et Framatome à reprendre les principales activités, dans lesquelles 1 576 des 7 366 salariés seront licenciés. (11, du 13 au 17, 25, 26 et 28.)

14. – **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE :** *Le conseil des ministres décide un assouplissement* du régime des autorisations d'implantations d'entreprises dans la région parisienne. (15 et 16-17.)

14. – **CONJONCTURE :** En novembre, le rythme de l'inflation s'est ralenti, avec une hausse des prix de 0,3 %, la plus faible de l'année. La balance du commerce extérieur a *été excédentaire* de 800 millions de francs, mais le chômage a encore augmenté de 0,6 %. (14, 16-17, 20, 21 et 27.)

16. – **PAUVRETÉ :** L'abbé Pierre fait appel à la générosité publique en faveur des plus démunis. (9-10, 18 et 25.)

16. – **SOCIAL :** Les négociations sur la *flexibilité du travail* et les *conditions* de l'*emploi*, commencées le 28 mai entre les organisations patronales et syndicales, s'achèvent sur un protocole d'accord. Mais la CGT, puis FO, la CFTC et enfin la CFDT refuseront de le signer. (5, 9-10, 11, 12, *du 15* au 24, 26, 28 et 29.)

17. – **AFFAIRES :** Le groupe immobilier Ferinel est *autorisé* par le gouvernement à prendre le contrôle de Boussac. (8, 9-10, 15, 18, 19, 21, 25 et 30-31.)

21. – **SOCIAL :** Renault renonce au projet d'accord-cadre sur la mobilité de l'emploi proposé le 2 octobre après le refus de la CGT de le *signer*. (2-3, 5, *11 et* 23-24.)

M. Pisani en Nouvelle-Calédonie

Le 1er, le conseil des ministres réuni en séance extraordinaire nomme M. Edgard Pisani délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Il est chargé de proposer, avant deux mois, des mesures pour accélérer le processus d'autodétermination.

Le 4, tandis que M. Pisani arrive à *Nouméa* et exige un « *retour à l'ordre* » avant de commencer ses consultations, un débat a lieu à l'Assemblée nationale : M. Fabius déclare *qu'il faut respecter les « droits légitimes de chaque communauté »* et M. Jospin propose d'organiser un vote avec deux collèges séparés, l'un pour les *Mélanésiens, l'autre pour les* Européens, qui pourrait aboutir à une « *indépendance pluriethnique sur une base fédérale* ». Cette suggestion est très critiquée par l'opposition.

Le 5, dix Canaques sont tués dans une embuscade à Hienghène, au nord-est de l'île. Cependant, *les barrages dressés par les indépendantistes* sont peu à peu levés, et les gendarmes reprennent lentement le contrôle du *territoire : Thio, ville minière de la* côte orientale, occupée depuis le 21 novembre, est en partie évacuée le 10.

Le 16, à Bourail, centre agricole de la côte ouest, trois personnes, dont un gendarme mobile, sont tuées par l'explosion de bouteilles de gaz alors qu'elles *combattaient un incendie* d'origine criminelle. Les jours suivants, les caldoches *de Bourail, la seconde ville* blanche du territoire, dressent aux entrées de la ville des barrages anti-indépendantistes qui ne seront démantelés que le 26 par les gendarmes.

Le 20, M. Pisani, après avoir été reçu à l'Elysée, précise, sur Antenne 2, que « *l'indépendance, si elle doit être donnée* », passe par trois exigences fondamentales : « *la reconnaissance de la souveraineté calédonienne, le respect des intérêts acquis par les populations non canaques et le respect des intérêts de la France dans cette région du monde* ». Cependant, en France, le débat politique devient de plus en plus virulent : l'opposition, surtout le RPR, *alimente la polémique en multi*pliant les accusations contre les intentions supposées du gouvernement.

Le 21, M. Giscard d'Estaing *et les six anciens premiers ministres d'avant 1981 publient* une déclaration qui accuse le gouvernement de mettre en cause « *les règles fondamentales de la République et les intérêts de la France* ». M. Fabius réplique, le 22, en dénonçant « *les partis de droite qui se déconsidèrent en jetant, de façon irresponsable, de l'huile sur le feu* ».

Le 28, M. Pisani annonce diverses mesures économiques et la remise pour le 7 janvier de propositions qui « *surprendront* » sur l'avenir du territoire (du 2 au 31).

CULTURE

1. – Klaus Michael Grüber met en scène *Bérénice*, de Racine, à la Comédie-Française (7).

5. – Inauguration au Grand Palais de l'exposition consacrée à l'âge d'or de la peinture danoise, entre 1800 et 1850 (14).

8. – Mort de l'écrivain soviétique Victor Chklovski, créateur du formalisme russe (11 et 21).

13. – Le prix Louis-Delluc est attribué au cinéaste Richard Dembo pour *la Diagonale du fou* (14 et 15).

14. – Mort du poète espagnol Vicente Aleixandre, prix Nobel de littérature en 1977 (15).

19. – L'UNESCO lance un appel solennel pour la sauvegarde des villes yéménites de Sanaa et de Shibam (22).

25. – Mort de l'éditeur José Corti (27 et 28).

28. – Mort du cinéaste américain Sam Peckinpah (29 et 30).

29. – Sylvie Guillem est nommée à dix-neuf ans danseuse étoile du ballet de l'Opéra de Paris (28/XII et 1/I).

Le Monde

culture

« Gun Crazy » le film B

Distribué en 1949 aux États-Unis par United Artists sous les titres successifs de *Gun Crazy* puis de *Deadly is the Female*, le film de Joseph Lewis, s'il ne connut pas un gros succès, bénéficie depuis longtemps d'une réputation flatteuse, car il recule à l'extrême limite, comme en s'en moquant, les tics et trucs du genre policier à arrière-plan social.

Bart (John Dall, révélé un peu plus tôt dans *la Corde*, de Hitchcock) a manifesté, enfant déjà, un penchant immodéré pour les armes à feu, qui le conduit en prison.

Gun Crazy concentre les conventions du genre avec une efficacité qui l'élève à la démonstration quasi mathématique, sans qu'il soit possible d'en dégager des conclusions morales, pour ou contre. On doit tuer dans un film policier, la blonde doit être fatale (d'où le second titre anglais, *Deadly is the Female*), les armes doivent flamber. L'originalité du film aujourd'hui naît du contraste avec deux films similaires : *J'ai le droit de vivre*, de Fritz Lang (1936) (*le Monde* daté 11-12 novembre 1984), et *Bonnie and Clyde*, d'Arthur Penn (1967), inspiré de l'aventure authentique d'un couple de hors-la-loi des années 30. Le tragique ne relève plus d'un quelconque *fatum* comme chez Fritz Lang, mais d'un simple enchaînement logique. Aucun arrière-plan social ou esthétique ne nuance la violence comme chez Penn, qui surenchérissait presque sur le crépitement des mitraillettes pour mieux objectiver son propos.

Joseph Lewis, avec une virtuosité due à un ensemble heureux de circonstances, mène la violence à son ultime conclusion, à son propre effacement : elle n'a plus aucun sens. Il réalise là, peut-être, avec humour, le film B définitif.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les reprises.

Hommage à Jean Paulhan

Un hommage à Jean Paulhan est rendu par la Maison de la poésie (101, rue Rambuteau, 75001 Paris, tél. : 236-27-53). Une exposition, du 9 janvier au 23 février, sur le thème « Jean Paulhan et les poètes », montrera une série de documents inédits, notamment une partie de la correspondance échangée avec les grands auteurs de son temps. Des soirées, à 20 h 30, apporteront des témoignages d'écrivains et de poètes, et des éclairages sur la relation privilégiée qu'entretint Jean Paulhan avec la poésie. Elles se tiendront sur les thèmes suivants : Jean Paulhan et la poésie, témoignage (mercredi 9 janvier) ; la *NRF* et les « clefs de la poésie » (mercredi 16 janvier), et Jean Paulhan aujourd'hui (mercredi 6 février).

L'inventaire en Normandie

Le secrétariat régional de l'Inventaire des monuments et des richesses artistiques de la France vient d'ouvrir à Rouen un Centre de documentation sur le patrimoine de Haute-Normandie. Une documentation importante doit être rassemblée : quatre à cinq millions d'œuvres locales seront répertoriées sur microfiches, puis trouveront leur place dans les archives informatisées. Mises à jour fréquentes, publications comme *l'Indicateur du patrimoine*, manifestations culturelles et animations scolaires en prévision, le centre de documentation se veut un lieu d'information d'accès facile.

Des doubles des dossiers microfilmés de toutes les régions seront ensuite centralisés à Paris pour répondre à la double vocation du centre, tant régionale que parisienne, puis de jeter les bases d'un centre de documentation sur l'ensemble du patrimoine français, vœu formulé dès 1974 par la Commission nationale de l'inventaire général.

★ 29, rue Verte (Maison du ferronnier Ferdinand Marrou), 76000 Rouen.

EXPOSITIONS

« FIGURATION LIBRE » A L'ARC

Effets spéciaux

Ils sont jeunes, ils sont nés entre 1957 et 1961, mais cela ne les empêche pas d'avoir à leur actif une liste d'expositions individuelles (depuis 1981) et collectives, à New-York et Paris, à Rome, Zurich ou Düsseldorf, longue comme le bras. Pour eux, ça marche comme pour des vedettes du *show biz*, comme pour des *rock stars*.

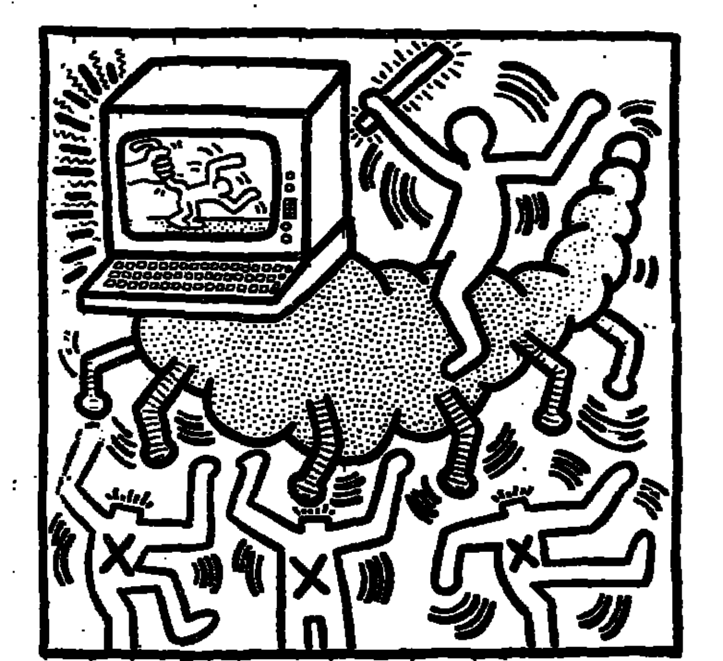
L'intérêt de l'exposition de l'ARC qui les réunit ne tient donc pas à la possibilité d'une découverte, mais au parti pris de confrontation, à armes égales, de ces artistes : cinq Américains et cinq Français dont deux – Louis Jammes pour les Français, Tsang Kwong Chi, natif de Hong-kong, pour les Américains – ne sont pas des peintres à proprement parler, mais des photographes, portraitistes, témoins et metteurs en scène des autres, dans un style roman-photo à situations extraordinaires – ou pas, si l'on considère que vivre dangereusement embarqué sur quelque radeau de la *Méduse* ou nef des fous, en famille ou entre copains, comme ils le miment devant l'objectif, est conforme à leur réalité quotidienne.

La confrontation est amicale, de celles qui établissent des liens, cherchent les ressemblances plutôt que les différences, et jettent un pont par-dessus l'Atlantique ; une idée chère au premier commissaire de l'exposition : Otto Hahn, un presque vieux critique, qui retrouve – il le dit à peu près – sa jeunesse de défenseur du Pop'art dans cette nouvelle flambée figurative qui affiche avec insolence une iconographie de sources populaires multiples. L'autre commissaire, Hervé Perdriolle, lui, est tout à fait jeune et a commencé une carrière de critique d'art *militant* avec la « figuration libre », et les quatre Français – Robert Combas, Hervé Di Rosa, François Boisrond et Remi Blanchard – qui en sont à l'origine (1).

Le choix des artistes est en effet limité à un seul aspect du brassage d'images qui caractérise la jeune peinture des années 80, celui qui puise ses sources dans la culture télévisuelle, les affiches, la bande dessinée, les cartoons, qui est tourné vers la rue, le quotidien, le présent, se veut de compréhension immédiate, et ne fait pas appel comme d'autres à la *culture cultivée*. Tous participaient d'une culture mass-médias, venue des bas plutôt que des beaux quartiers, des ruelles plutôt que des grands boulevards, avec du merveilleux, de l'enfance, de l'innocence, de l'humour, des pieds de nez, et beaucoup de santé pour éclairer leur nuit ordinaire.

L'apparition simultanée de ces jeunes peintres s'est faite dans des conditions évidemment très différentes aux Etats-Unis et en France. A New-York où elle a été canalisée, structurée, orchestrée beaucoup mieux qu'à Paris, elle est liée au phénomène East Village, le quartier de Manhattan en vogue, où, depuis 1981, se sont installés de nouvelles galeries remplaçant – il faut probablement voir là un des effets de l'administration reaganienne – les *anciens lieux alternatifs à but non* lucratif, ceux que le gouvernement subventionnait. Des galeries qui se sont faites en prenant leurs poulains dans la faune marginale et cosmopolite des jeunes graffitistes. Une façon de renouer avec ce fonds de spontanéité et d'énergie chères aux New-Yorkais d'enrichir la création artistique de nouveaux apports en cassant des frontières, ethniques notamment, en puisant dans tout ce qui n'est pas encore admis par l'*establishment*.

Jean-Michel Basquiat, né d'une mère portoricaine et d'un père haïtien, la vedette montante, très douée très peintre mais un peu trop faiblement représentée dans l'exposition pour qu'on puisse apprécier la qualité de son travail, Kenny Scharf, Keith Haring (l'un et l'autre participaient à l'exposition « Tendances à New-York », présentée au musée du Luxembourg en mars-avril 1984) et Crash ont tous commencé par des interventions sauvages à la bombe sur les rideaux de métal des magasins et des entrepôts, sur la brique des murs et *dans les couloirs du* métro, marquant, comme de jeunes fauves, leur territoire, la rue de gribouillages de pissotières (Basquiat), de gestes et de signes expressionnistes et assassins, mais aussi de cœurs et de « Love », mêlant petits mickeys (Scharf dont Di Rosa est proche) et recherches typographiques (Crash imite les gros titres des comics), ou encore racontant des histoires dans un style géométrique qui rappelle à la fois les hiéroglyphes et le code du mobilier urbain (les images grouillantes, vermiculées, tracées en pointillés, comme programmées, de Haring, que l'on retrouve à moins grande échelle, chez Boisrond).



Keith Haring : *Untitled*, 1983. Vinyle et toile goudronnée vinyliques 305 × 305 cm.

Hénaurme

Les Français n'ont pas cette *expérience directe de la rue*, ni cette même aptitude de départ à envahir le mur, leur terrain de base, c'est la bande dessinée, ce dont ils sont d'ailleurs en train de se défaire, lâchant le côté mise en cases et bulles, pour des mises en scènes plus flamboyantes, plus emphatiques, plus spectaculaires. Di Rosa, qui déclarait ironiquement à ses débuts : « *Et si un jour ils s'apercevaient de la supercherie, qu'adviendrais-je ? Oui, que faire si un jour ils apprenaient que ce n'est pas de la peinture mais de la bande dessinée* », en est resté le plus proche, continuant à mettre en scène des personnages *créés avec son* jeunes frère Buddy, une vingtaine de robots articulés et de monstres verts et rouges à tête en étoile semblables comme des frères à ceux qui fleurissent dans les films à effets spéciaux, qui mêlent allégrement le fantastique et la science-fiction, avec super-héros et super-*méchants* jouant à la guerre des peuples sur la planète jungle ou sur fond de rivage surréaliste. Di Rosa qui, en 1983, a bénéficié d'une bourse aux Etats-Unis, a pu être conforté dans cette voie par l'exemple de Kenny Scharf. Celui-ci, né à Los Angeles, c'est-à-dire pas loin d'Hollywood, développe une imagerie encore plus puérile évoquant Disneyland, avec de forts accents surréalistes, des forêts pleines d'yeux ; des formes molles à la Dali et à la Tanguy, des volutes décoratives, une végétation tentaculaire ou perlière, insupportable, joyeuse, solaire, bien *que toujours au bord de la catastrophe* nucléaire.

L'image de la jungle est aussi une des caractéristiques de la peinture de Combas, originaire du midi de la France, *comme* Di Rosa (de Sète), et d'un milieu prolétaire, ce qu'il ne manque jamais de rappeler. Mais sa jungle ne déborde pas dans le rayon fantastique, pas plus que sa peinture ne ressemble à des comics agrandis. Si petits monstres et gnomes à tête triangulaire il y a, c'est de plus en *plus pour servir au bourrage* de l'espace entre hommes, femmes et éléments de leur vie quotidienne, godasses, slips, braguettes et ceintures. Actuellement, c'est le plus personnel, le plus débordant d'imagination, finalement classique, dans la tradition de la caricature. Avec une verve colorée, qui pourrait très bien se suffire à elle-même, mais qui *se prolonge* en anecdotes complètement farfelues, qui servent de titres-textes, cela avec une totale liberté d'expression et un *langage châtié*, son chic. L'exposition de l'ARC ne fait pas une très bonne part à Combas, mais on peut le comprendre. Elle a en effet commencé avant que ne s'achève la présentation marseillaise, à l'ARCA, des œuvres récentes de l'artiste (2). On pouvait y *mesurer la démesure*, la folie, l'insolence de sa peinture, mal élevée, vulgaire, témoignant d'évidentes qualités. Une peinture qu'on est tenté de rattacher au grand courant de l'art brut pour sa spontanéité et cette tendance au délire bourratif des schizophrènes qui règle un monde de mamans, de putains, de copines, de frangins et frangines, d'homos et d'hétéros aux appétits d'ogres et de bougresses, *marchant* au sexe et à la bouffe. Une boulimie d'images pour une grande bouffe qui a plus de rapport avec la bouillabaisse et les macaronis qu'avec le fast-food et le sandwich américain, bien que les dimensions y soient. Mais l'énorme, chez Combas, doit s'écrire autrement : *hénaurme*.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ 5/5. Figuration libre. France-USA. ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 17 février.

(1) Outre le catalogue de l'exposition de l'ARC, voir *Figuration libre, une initiation à la culture mass-médias*, édité par Axe-Sud, textes de Hervé Perdriolle, qui sert de catalogue à l'exposition du musée de Castres. Cette exposition présente trois galeries de East-Village : Fashion Moda, Fun Gallery, Tony Shafrazi (jusqu'au 17 février).

(2) Un livre reproduisant la totalité des peintures exposées a été publié : Robert Combas 84 (éditions de l'ARCA).

Une vente pour Médecins sans frontières

Une vente aux enchères d'œuvres d'art contemporaines au profit de l'association Médecins sans frontières a lieu mercredi 9 janvier à 18 h 30, au BHV-Rivoli à Paris. D'autre part, du 14 janvier au 17 février, la chapelle de la Salpêtrière (47, boulevard de l'Hôpital) présente des travaux d'artistes contemporains qui ont offert une de leurs œuvres à Médecins sans frontières, parmi lesquels Alechinsky et Titus Carmel, Boltanski, etc.

Rappelons que, samedi 19 janvier, c'est au profit d'Amnesty International que seront vendues deux cents œuvres d'art contemporaines, à l'hôtel Drouot, et que, jusqu'au 20 janvier, le Trianon de Bagatelle abrite une exposition-vente au profit de l'Action internationale contre la faim (AICF) (*le Monde* du 8 janvier).

■ LE MAITRE POTIER TAROUEMON NAKAZATO est mort le 5 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Le gouvernement japonais l'avait nommé en 1976 « trésor national vivant ». Il était notamment à l'origine de la renaissance du style Karatsu-Yaki, introduit au Japon au seizième siècle par des émigrants coréens.

ROCK

ELVIS PRESLEY AURAIT CINQUANTE ANS

Les deux années du « King »

Lorsque – il y a tout juste cinquante ans – le 8 janvier 1935, Elvis Aaron Presley est né à Tupelo (Mississipi), ses parents, Vernon et Gladys, ont pleuré Jesse Garon, son jumeau mort-né. Ancien fermier, Vernon était camionneur et Gladys repriseuse. L'argent était rare. Ils quittèrent Tupelo pour Memphis (Tennessee). Elvis Aaron suivit l'exemple de son père, manutentionnaire puis camionneur à la Crown Electric Company. La paie partait dans les disques – la musique noire, le blues, le gospell, *de temps en* temps un chanteur de country and western – et dans les fringues de chez Lansky, l'habilleur des plus grands chanteurs de Beale Street.

Le légende veut qu'il ait enregistré, à l'automne 1953, son premier 45 tours (*My Happiness/That's when your Heartaches Begin*) comme cadeau d'anniversaire à sa mère. Sam Phillips, le propriétaire du studio Sun, lui donne sa chance et, tandis que Scotty Moore et Bill Black, guitariste et bassiste à peine professionnels, *font une pause*, le jeune bouseux de Tupelo attaque *That's All Right*, un vieux blues rural d'Arthur « Big Boy » Crudup. Ce qui se passe ce jour de juillet 1954 au 706 Union Avenue, même les témoins ne sauraient trop le dire, mais l'énergie, la sensualité que dégageait ce gosse qui roulait des mécaniques pas trop sûr de lui, cela et le timbre noir étaient vraiment nouveau. Le rock'n roll est né.

Lesté d'un standard de bluegrass (*Blue Moon of Kentucky*) sur l'autre face, Sam Phillips s'arrange pour faire passer le 45 tours dans un programme radiophonique de rhythm'n blues. *Le soir, le standart* de la station WHPQ était bloqué et le feu mis aux poudres. Elvis enregistrera dix chansons pour Sun Records jusqu'en novembre 1955, où Sam Phillips revend son contrat à RCA *avec la bénédiction du colonel* Parker, devenu son manager.

Le premier album sort quatre mois plus tard, et, à l'automne 1956, Ed Sullivan invite Elvis dans son show télévisé. Tout le long, à l'antenne, on cadrera au-dessus de la ceinture pour ne pas effaroucher *l'Amérique puritaine avec les* fameux déhanchements. Cette Amérique qui accuse haut et fort cette engeance gominée de dévoyer sa jeunesse. Mais c'est trop tard, impossible de faire machine arrière. Les petites filles s'arrachent les cheveux, les gamins s'identifient à lui. Avec Elvis, le monde adolescent se découvre, en même temps qu'il révèle au monde adulte un marché substantiel inconnu jusqu'alors et qui impose ses règles encore aujourd'hui. Elvis est un roi : le King.

En 1957, Elvis s'enrôle sous les drapeaux et, dès lors, il passera le reste de sa vie à essayer de s'excuser des deux années qui l'on porté aux nues. De retour de l'armée, il s'empresse de payer *les impôts qu'il* aurait eu à régler s'il était resté et épouse Priscilla. Par contrat, il tournera navet sur navet, reposant tous sur son personnage, enregistrera une cinquantaine d'albums et une multitude de 45 tours de moins en moins habités, de plus en plus éloignés du rock, sauvés *in extremis* par la beauté du chant. Installé dans sa propriété de Bel Air (Los Angeles), *il retournera à Memphis pour vivre* cloîtré avec sa cour à Graceland, son manoir colonial.

En 1968, le temps d'un show de Noël sur ABC-TV, il réendosse le cuir noir et l'esprit rock avant de sombrer à Las Vegas, où il se produira régulièrement en strass devant un parterre *qui ne doit plus rien* au public qui l'a plébiscité. Intoxiqué aux barbituriques, l'ironie voudra *que Nixon le nomme président* d'une campagne antidrogue. Il se gave de sucreries, engraisse, s'abreuve de films de karaté, engraisse, baptise son avion du nom de sa fille, Lisa Marie, engraisse, devient capricieux et incohérent. Le mardi 16 août 1977, à 2 h 30 de l'après-midi, on le retrouve inconscient en pyjama bleu dans une salle de bains du premier étage de Graceland. Auprès de lui, un livre : *The Scientific Search for the face of Jesus*. Une heure plus tard, Elvis meurt d'une crise cardiaque au Memorial Hospital de Memphis. Un infirmier déclare aux journalistes : « *Elvis avait les artères d'un homme de quatre-vingts ans. Son corps était usé.* » Même l'Union soviétique enverra une couronne à son enterrement.

A la *fin* des années 70, Elvis avait vendu plus de trois cents millions de disques. Il n'avait jamais écrit une chanson. *Ce qu'il symbolisait* à travers le monde, cette attitude insolente, cette rébellion adolescente que portent encore en eux les petits loubards de banlieue, reposait sur deux ans. Rocker inconscient et rebelle sans cause, il suffit de voir en noir et blanc les photos de ses débuts, magiques et porteuses de mythes, pour comprendre que la révolution n'était pas en lui, mais sur lui. Des quatre coins de la planète, les fans viennent à Memphis se recueillir sur sa tombe après avoir *fait la visite guidée de Graceland* moyennant 6,50 dollars. RCA sort un disque posthume tous les trois mois, les pressages originaux se vendent à prix d'or, et les sosies se bousculent au portillon des agences de *casting*. Ce mardi 8 janvier, Elvis aurait eu cinquante ans. Le rock n'a jamais accepté de voir vieillir ses enfants.

ALAIN WAIS.

CONCERTS Radio France

GRAND AUDITORIUM Jeudi 10 janvier à 20 h 30	Camerata Academica de Salzbourg dir. : SANDOR VEGH MOZART - SCHUBERT - BARTOK
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	
THÉATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 11 janvier à 20 h 30	dir. : FERDINAND LEITNER Hermann BAUMANN, cor. GLIERE — MAHLER

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Mercredi 9 et jeudi 10 janvier à 20 h 30 (Werner)	Bruno PIETRI piano BRAHMS - CHOPIN LISZT - PIETRI - RAVEL
THEATRE RENAISSANCE 20, bd St-Martin Mer. 9 et vend. 11 janv. 18 h 30 (p.e. Kiesgen)	THÈMES et VARIATIONS « UN PIANO ROMANTIQUE » ELISABETH SOMBART Loc. 208-18-50
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 13 janv. 17 h (p.e. Kiesgen)	SPECTACLE AUDIOVISUEL GONZAGUE ZENO sur des musiques de BARTOK et WAGNER
SALLE PLEYEL Dimanche 13 janvier à 17 h 45 (p.e. Valmalete)	CONCERTS LAMOUREUX Sol. : IVRY GITLIS Dir. : JEAN-CLAUDE BERNEDE WIENAWSKI, BERLIOZ
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 13 janvier à 18 h 30 (p.e. Valmalete) Mondial Musique	CONCERTS PASDELOUP Sol. : MARISA BORINI ANNICK ROUSSIN Dir. : JEAN-SÉBASTIEN BEREAU ROSSINI, PAGANINI RESPIGHI, TCHAIKOWSKY
GAVEAU Lundi 14 janvier 20 h 30 (p.e. Kiesgen)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS Récital du pianiste DOMINIQUE MERLET Haydn, Beethoven, Schumann
T.M.P. CHATELET Lundi 14 janvier à 20 h 30 (p.e. Valmalete)	ORCHESTRE COLONNE Dir. DENNIS RUSSELL DAVIES Sol. MIHAELA MARTIN violon BACH, STOKOWSKI BEETHOVEN MOUSSORGSKI, RAVEL
THEATRE DE L'ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET Lundi 14 janvier à 20 h 30 (p.e. Valmalete) Dandelot	RENATA SCOTTO Robert de CEUNYNCK piano SPONTINI, ROSSINI MOZART, RESPIGHI WOLF-FERRARI PUCCINI, MASCAGNI
Théât. music. Musée GRÉVIN 10, bd Montmartre Lundi 14 Merc. 16 janv. à 20 h 30 Loc. 246-84-47 3 FNAC (p.e. Valmalete)	TATIANA NICOLAEVA piano J.-S. BACH Le 14 : Partita, Cto Ital. Le 16 : Var. GOLDBERG
THEATRE DU MUSÉE GRÉVIN 10, bd Montmartre Mardi 15 janvier 19 h 30 Loc. 474-85-66 et FNAC (p.e. Werner)	Les Musiciens Amoureux L'ESPAGNE par Isabel GARCISANZ William CHRISTIE Alberto PONCE Jay GOTTLIEB David ABRAMOVITZ Falla, Garcia Lorca, Albeniz, Soler, Granados. Buffet offert à l'entracte
SORBONNE 47, rue des Ecoles Jeudi 17 et Mercredi 23 Janvier 20 h 45 Loc. : FNAC CROUS GIBERT ROYAL TOURS Rens. : 251-69-11 (p. e. WERNER)	Quatrième centenaire SCHUTZ LA NATIVITÉ MAGNIFICAT PSAUMES Chœur national Solistes et ens. instr. Dir. : JACQUES GRIMBERT
ÉGLISE DE LA MADELEINE Lundi 21 Janvier à 20 h 45 Loc. : Perrossier 260-58-31 Rens. : 563-74-60 (Werner)	LES PETITS CHANTEURS DE VIENNE Haydn, Mendelssohn, Schumann, Bach, Brahms, Schubert, etc.

– PREMIÈRE CE SOIR –
PETIT MONTPARNASSE



A PARTIR DU MERCREDI 16 JANVIER

EDOUARD VII
SACHA GUITRY

JEAN PIAT – MIREILLE DARC

CHAPITRE II
de NEIL SIMON
adaptation BARILLET et GREDY
mise en scène PIERRE MONDY

JEAN-JACQUES MOREAU
FLORENCE GIORGETTI

LOCATION AU THEATRE
10, PLACE EDOUARD-VII 75009 PARIS
PAR TELEPHONE : 742.57.49 ET AGENCES

LOCATION OUVERTE

DERNIÈRE LE 10 JANVIER



DELPHINE SEYRIG et CORALIE SEYRIG

LETTERS HOME
de Rose Leiman Goldemberg
d'après la correspondance de Sylvia Plath
Mise en scène Françoise Merle



Directeur : Daniel Barenboïm

Salle Pleyel - 20h30

9, 10 janvier
Daniel BARENBOÏM, dir.
Alfred BRENDEL, piano
HAENDEL - BEETHOVEN
LUTOSLAWSKI

16, 17 janvier
Riccardo CHAILLY, dr.
Brigitte ENGERER, piano
STRAVINSKY - SAINT-SAËNS
SCHUMANN

24, 25 janvier
Zubin MEHTA, dir.
Barbara HENDRICKS, sop.
Philip LANGRIDGE, ténor
Robert LLOYD, basse
CHOEUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS
(Chef du Choeur : A. Oldham)
HAYDN : LA CRÉATION

LOCATION SALLE PLEYEL OU 563.07.96

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN HABIT D'HOMME : Essaïon (278-46-42), 20 h 30.

MYSTÈRE BOUFFE : Déchargeurs (236-00-02), 19 h.

LES HIVERNANTS : Espace Marais (271-10-19), 18 h 30.

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ : Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h 30.

CLAIR D'USINE : TEP (364-80-80), 20 h 30.

CET ANIMAL ÉTRANGE : Boulogne, TBB (603-60-44), 20 h 30.

LE MOINE NOIR : Dejazet (887-97-34), 21 h.

DEUX SOUS POUR TES PENSÉES : Vinaigriers (245-45-54), 20 h 30.

ARBRES DE VIE : Petit Montparnasse (322-77-30), 20 h 30.

RÊVES : Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h 30.

LE TRAIN ÉTAIT A L'HEURE : Cité, Resserre (328-38-38), 20 h 30.

LE CRIME ANGLAIS : Cithea (357-99-26), 22 h.

CONVERSATION CHEZ LES STEIN : Bastille (357-42-14), 19 h 30.

LE CAFÉ PAR EXEMPLE : Studio Bertrand (783-99-16), 20 h 30.

RICHARD III : Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Bérénice.

TEP (364-80-80), Théâtre, 20 h 30 : Clair d'usine.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) 20 h 30 : la Chauve-Souris.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Richard III.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Le Moine noir.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Donogoo.

ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.

CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien. Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Rêves.

CITÉ UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Resserre, 20 h 30 : le Train était à l'heure.

CITHEA (357-99-26), 22 h : le Crime anglais.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Mystère bouffe ; 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

EDEN-THEATRE (356-64-37), 21 h : Architruc.

ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 : Morpioni's Palace.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coelina ou l'enfant du mystère.

ESPACE MARAIS (271-10-19), 18 h 30 : les Hivernants ; 22 h 30 : Madras.

ESSAION (278-46-42), I. 18 h 30 : Hiroshima mon amour 85 ; 20 h 30 : Un habit d'homme. II. 18 h 30 : la Tour d'amour.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LA BRUYÈRE (874-76-99), 20 h 30 : Guérison américaine.

LUCERNAIRE (544-57-34). I. 21 h 45 : le Prophète. – II. 18 h 00 : la Gazelle après minuit ; 20 h : Pour Thomas ; 22 h : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Parlons français, nº 2 ; 20 h : M. Lourie ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

LYCÉE C.-SÉE (rés. : 607-91-51), 20 h 30 : les Lits I.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un otage.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. – Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Berlue.

MATHURINS (265-90-00). – Petite salle, 21 h : Louki que quoi dont où.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Kidnapping.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : la Vie d'artiste.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : les Bâtisseurs d'empire.

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androcles et le lion.

THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : le Malentendu.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : les Voisins.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la Lune qu'elle vienne.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calamity Jane ; 22 h 30 : Carmen cru.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 21 h : Chacun pour moi.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : le Président ; 22 h : Baby or not Baby.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

L'ECUME (542-71-16), 20 h 30 : C. Bluteau.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : Shakespeare, j'expire.

Mardi 8 janvier

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CINQ DIAMANTS (rés. : 570-84-29), 21 h : Ph. Val.

FORUM DES HALLES (297-53-47), 21 h : Tuffic au mariage.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

MUSÉE GRÉVIN (608-04-32), 20 h 30 : B. Haller.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : E. Butler.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : le Cirque de Moscou.

TH. DE PARIS (280-09-30), 21 h : Zouc.

ZENITH (245-44-44), 20 h 30 : J. Hallyday.

La danse

18 THÉATRE (226-47-47), 20 h 30 : Aspects danse C. Louvel.

Opérettes

ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Opéra

CIRQUE D'HIVER (338-24-19), 20 h 30 : l'Arlésienne.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : T. Vasary (Mozart).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocal J.-P. Lore (Ramirez).

Maison des cultures du monde, 20 h 30 : Chœurs de Bulgarie (Vopijashe, Pesseu, Den...)

Porte de la Suisse, 20 h 30 : GERM (Johnson).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Les bonnes femmes, de C. Chabrol (dial. de P. Gegauff) ; 19 h : Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC : Toute une nuit, de C. Bernard ; Carré dégradé, de C. Devers ; Pale Blue Eyes, de B. Brunet ; Erika, de P. Gabet ; l'Escouade Leroux, de C. Bourdin ; 21 h : Séance réservée aux abonnés : Love Streams, de J. Cassavetes (en avant-première).

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AIDA (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

L'ARBALETE (Fr.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Paris-Ciné, 10e (770-21-71) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 9e (241-77-99).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

BAYAN KO (Phil., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Olympic-Entrepot, 14e (544-43-14).

BÉBÉ SCHTROUMPF (Belg.) : George-V, 8e (561-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46).

CAL (Irl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

LE CONTE DES CONTES (Sov., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

FLEURS DE PAPIER (Indien, v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

GREMLINS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Champs-Élysées, 8e (561-94-95) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

HOTEL NEW-YORK (A., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

J'AI RENCONTRÉ LE PÈRE NOËL (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE MATELOT 512 (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

UNIQUEMENT PAR ABONNEMENT

La France Littéraire

Christian Giudicelli
Ernest Renan
Xavier de Maistre
Chester Himes
B.D.
etc.

1 AN 12 Numéros 180 F

Nom : ....
Adresse : ....
....

FRANCE LITTÉRAIRE B.P. 173
75227 PARIS CEDEX 06

MAISONS-ALFORT
Théâtre
Claude-Debussy
DIMANCHE 13 JANVIER A 16 H
TEL. 375-72-68

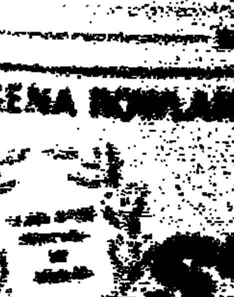
BRUNO RIGUTTO
piano
JEAN-JACQUES KANTOROW
violon
MOZART - BRAHMS - DEBUSSY - RAVEL



ODIF
ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE
DANS LE CADRE DU FORUM DE LA CRÉATION CONCERT FINAL DU SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE COMPOSITION MUSICALE MAX DEUTSCH
LUNDI 14 JANVIER A 20 H 30
CENTRE GEORGES POMPIDOU
DIRECTION JACQUES MERCIER
ANNA STELLA SCHIC PIANO
SCHOENBERG - ZIELINSKA - JULICH
HOLSZKY - NARITA
LOCATION 278.79.95 - 35 F ET 50 F

FM présente
Daniel BARENBOIM
BEETHOVEN
INTÉGRALE DES SONATES POUR PIANO
8 CONCERTS - 15 janvier/22 avril 1985. Salle PLEYEL
(15/1 - 29/1 - 9/2 - 12/2 - 18/2 - 28/2 - 11/4 - 22/4)
Loc. ouverte Salle PLEYEL - Tél. 563.88.73 et RADIO FRANCE - Tél. 524.15.16 de 11 h à 18 h
Dépliant sur demande - Tél. 524.18.18

THEATRE DE GENNEVILLIERS · CDN · 793 26 30 · GRAT · JTN
LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
SHAKESPEARE
MISE EN SCENE : JEAN LOUIS HOURDIN



SPECTACLES

1984 (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

MOSCOU A NEW-YORK (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PARTENAIRES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (563-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA POULE NOIRE (Sov., v.f.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RÉVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (563-75-90) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

COTTON CLUB, film américain de Francis Ford Coppola. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

BOLERO, film américain de John Derek. V.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

BRIGADE DES MŒURS (**), film français de Max Pecas. Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; la Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

REUBEN REUBEN (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles 15e (579-33-00).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, Pathé, 9e (770-33-88) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

SHEENA, LA REINE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26), George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 18e (288-62-34) ; Images, 18e (522-47-94).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galande, 5e (H. sp.) (354-72-71) ; A. Bazin, 13e (337-74-39).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Forum, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

AIMEZ-VOUS BRAHMS (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) (H. sp.).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76), v.f. Capri, 2e (508-11-69).

L'AVENTURE DE Mme MUIR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CARROSSE D'OR (Fr.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LA CORDE (A., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) (**) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots. A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DUEL (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAUX MOUVEMENT (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd., v.o.) Balzac, 8e (561-10-60).

GEORGIA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

GRAINE DE VIOLENCE (A. v.o.), Champo, 5e (354-51-60).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50) ; Olympic, 14e (544-43-14).

INDIA SONG (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (H. sp.) (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.), U.G.C. Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (575-94-94) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LA JOYEUSE PARADE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50).

MEDEE (It., v.o.), Le Latina, 4e (278-47-86).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

PAS DE PRINTEMPS POUR MARNIE (A. v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Rialto 19e (607-87-61).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SHINING (A. v.o.), (**) Templiers, 3e (272-94-56), Denfert, 14e (321-41-01).

SONATE D'AUTOMNE (Sué., v.o.), Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

THÉORÈME (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

WHISKY A GOGO (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (544-43-14).

RADIO-TÉLÉVISION

Poursuite du mouvement de grève à Antenne 2

Une assemblée du personnel, réunissant une soixantaine de personnes, a reconduit, mardi matin 8 janvier, la grève du personnel d'Antenne 2 jusqu'à mercredi matin 9 heures, au minimum.

Après deux jours de grève consécutifs sur Antenne 2, qui ont empêché le lancement de la tranche matinale de télévision annoncée pour le 7 janvier, l'espoir semblait avoir *repris* ce mardi 8 janvier dans la chaîne. Apparemment bloquées lundi soir, les négociations ont repris dans la matinée, la direction a reçu pendant deux heures les syndicats CFDT et CGT, signe qu'un dialogue était à nouveau possible et que des concessions pouvaient être faites de part et d'autre.

Seule pourtant l'assemblée générale des personnels, réunie en fin de matinée dans un grand studio, pouvait décider si les nouvelles propositions de la direction – création immédiate de huit emplois nouveaux (en plus de la trentaine « redéployés »), engagement ferme sur le maintien de la production et aménagements concernant la récupération des heures de travail le matin – étaient suffisantes pour que soit annulé au dernier moment le préavis de grève concernant les programmes de mardi soir et ceux de mercredi matin.

L'assemblée en a décidé autrement. Les syndicats ont suivi, mais les négociations ne sont pas rompues.

Mardi 8 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Un nouveau jeu de Jacques Antoine et Claude Savarit, qui durera vingt-six semaines, avec une équipe de cinq concurrents, alternativement des filles et des garçons. Questions, épreuves sportives...

21 h 35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
L'histoire des mammifères marins, les créatures les plus élaborées de l'Océan.

22 h 30 Les grandes expositions : Watteau.
Autour de Watteau, dont les œuvres sont actuellement exposées au Grand Palais à Paris : technique picturale, méthode de travail d'un grand peintre du dix-huitième siècle qui inspira Paul Verlaine.

23 h Musique : Impromptu à Versailles.
La Messe des morts, *de Charpentier ;* Naïs, *de Rameau.*

23 h 25 Journal.

23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

En raison de la grève, les programmes sont supprimés. Seul subsiste le journal de 20 heures.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Qu'est-ce qui fait courir David ? Film français d'E. Chouraqui (1981), avec F. Huster, N. Garcia, C. Aznavour, M. Noël, A. Aimée, A. Dussolier. *Un homme de trente ans, issu d'une famillle juive, veut réaliser un film sur ses origines et sa jeunesse. Il va écrire deux versions différentes du scénario.*

22 h 15 Journal.

22 h 45 Folies ordinaires : Charles Bukowski.

22 h 50 Prélude à la nuit. Concerto no 6 en sextuor, *de Rameau.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Inspecteur Gadget ; **17 h 10**, Cycle western : la Dernière Caravane, film de D. Daves ; **18 h 55**, Feuilleton : Foncouverte ; **19 h 5**, Atout PIC ; **19 h 15**, Journal.

CANAL PLUS

20 h 30, Clara et les Chics types, film de J. Monnet ; **22 h 15**, Butch Cassidy et le Kid, film de G. Roy Hill ; **0 h 5**, Tous en scène ; **0 h 50**, Cette sacrée vérité, film de L. McCarey ; **2 h 15**, Les ateliers du rêve.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : la traversée du désert.
21 h Entretien avec Tàpies.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : suspense... « Baltimore ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : œuvres de Mozart, par l'Orchestre national de France, dir. Tamas Vasary, sol. G. Janowitz.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club : en direct du New-Morning avec le quartette du saxophoniste Steve Grossman.

Mercredi 9 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Omer Pacha.
12 h 30 La Bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 40 Vitamine.
16 h 20 Info jeunes (et à 18 h 25).
16 h 40 Série : Star Trek.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Papa et moi.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 55 Tirage du Tac-o-Tac.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Série : Dallas.
21 h 25 Série documentaire : l'aventure spéléologique.
De G. Favre et G. Pidoux : Voyage au cœur des glaces.
Trois volets autour des possibilités d'exploration sous-glaciaire.
22 h 25 Branchés musique : l'Amérique du hip-hop.
L'équipe du magazine à New-York pour réaliser des reportages, des interviewes, des danses de Manhattan à Brooklyn. Les groupes Fats Boys ; Force MD'S ; Kurtis Blow ; Pumpkin.
23 h 10 Journal.
23 h 30 C'est à lire.
23 h 40 Tify s'il te plaît, raconte-moi une puce.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Dessins animés.
14 h 15 Récré A 2.
16 h 50 Micro-kid.
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
18 h Platine 45.
Chaka Khan, Jo Lemaire, Sylvie Vartan et Carlos...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.
Crime sur mégahertz, réal. J. Declercq.
Une animatrice de radio libre assassinée un soir après son émission.
22 h 5 Magazine : Les jours de notre vie.
L'homme et le travail : maladies professionnelles et produits toxiques.
23 h Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Ring-parade Cadence 3.
Autour de Julio Iglesias.
22 h Journal.
22 h 20 Téléfilm : le Puits artésien.
De Philippe Delesalle, avec J.-P. Denizon, D. Beaulieu.
Les mésaventures de Claude Coutrainne, cressiculteur de son état, confronté aux problèmes de survie et de mode de vie.
23 h 15 Folies ordinaires : Charles Bukowski.
23 h 20 Prélude à la nuit.
In Domino confido, *de Mikolaj Coomolka, interprété par la chorale universitaire Sainte-Anne de Varsovie.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; **9 h**, Cabou Cadin (les Minipouss ; Benji ; Gil et Jo) ; **10 h 20**, Robin des Bois ; **11 h 10**, Patrick Sébastien ; **12 h**, Ma cousine *Rachel* ; **13 h 5**, *Jeu* ; **13 h 30**, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; **14 h**, Cabou Cadin ; **16 h**, l'Australienne ; **17 h 15**, Rock concert ; **18 h 5**, Slam ; **19 h 5**, Tous en scène (et à 23 h 25) ; **20 h 5**, Top 50 ; **20 h 30**, Hill street blues ; **21 h 15**, Soap ; **22 h**, la Revanche, film de P. Lary ; **0 h 20**, Aphrodite, film de R. Fuest ; **1 h 45**, Robin des Bois ; **2 h 35**, Batman.

FRANCE-CULTURE

12 h, Panorama ; **12 h 45**, Avant-première : l'expérience « Blue Lagoon », par le Théâtre de l'Unité ; **14 h**, Un livre, des voix : « les Barricades solitaires », de Carlos Semprun-Maura ; *14 h 30, Passage du témoin, par T. Ferenczi, avec* René Frydman et Suzanne Lallemand (redif. de l'émission du 5 janvier) ; **15 h 30**, Lettres ouvertes ; **17 h 10**, Le pays d'ici : en direct d'Auch ; **18 h**, Subjectif ; **19 h 30** Perspectives scientifiques : la génétique aujourd'hui.
20 h Musique, mode d'emploi : Romain Rolland, Beethoven 1812.
20 h 30 Antipodes : Autour de Wole Soyinka (Nigéria).
21 h 30 Musique : Pulsations. Forum des percussions.
22 h 30 Nuits magnétiques : Mi-temps.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Jazz : feuilleton « la véritable histoire du Cotton Club » ; **12 h 30**, Concert, Festival de Berlin 1984 ; **14 h 2**, Jeunes solistes ; **15 h**, Les après-midi de France-Musique : Chabrier en son temps ; Musique par hasard « le Labyrinthe » ; œuvres de Marais, Liszt, Stockhausen, Bach, Haydn... ; **18 h 2**, Les chants de la terre ; **18 h 30**, Jazz-actualité ; **19 h 15**, Spirales : magazine de la musique contemporaine ; **20 h 3** Avant-concert.
20 h 30 Concert : *Das Spielwerk*, de Schreker par l'Orchestre de Vienne, et les chœurs Arnold Schoenberg, dir. *Peter Guelke, chef des chœurs Erwin Ortner, sol.* H. Helm, baryton, J. Mengedoht, soprano, R. Oostwoud, ténor ; complément de programme : Six « Stimmungen » *de Haber par Emma Kovarnovà, piano.*
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugo Wolf » ; à 23 h 5, Ephémérides ; à 24 h, Cérémonies : musiques de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan.

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

M. Mitterrand envisage la création d'une mission d'étude

On en sait un peu plus aujourd'hui sur les options du chef de l'État dans le débat sur les télévisions privées. M. François Mitterrand a réuni, dès le 5 janvier, le premier ministre, le ministre de la culture et le secrétaire d'État chargé des techniques de la communication pour leur confirmer son vœu de voir ouvrir dans la communication audiovisuelle de nouveaux espaces de liberté. Cette ouverture se fera, néanmoins, avec prudence : le président de la République refuse une explosion brutale qui bouleverserait les équilibres du marché, et refuse, notamment, tout scénario à l'italienne qui mettrait en péril la création.

Le chef de l'État souhaite que l'ouverture de nouveaux canaux, quels qu'ils soient, reste cohérente avec les grands projets du gouvernement en matière d'audiovisuel (câble, satellite, etc.). Le président de la République pourrait, lors du conseil des ministres du 9 janvier ou de son allocution télévisée du 16 janvier, proposer à une ou plusieurs personnalités une mission d'étude qui examinerait les différentes solutions.

Le débat risque donc de déborder le strict problème des télévisions locales privées pour embrasser l'ensemble du secteur de la communication audiovisuelle. C'est le sens des deux dernières prises de position, celle de M. Pierre Hureau, secrétaire national de la CFDT et celle de M. Serge Moati, directeur général de FR 3. Tous deux opposent une régionalisation et une autonomie plus poussée de FR 3 à une explosion incontrôlée d'initiatives privées.

J.-F.L.

M. Moati : FR 3 est concernée au premier chef

On aurait pu s'en douter : M. Serge Moati, directeur général de FR 3, n'est pas *« indifférent au grand débat sur les télévisions locales »*, il est même *« concerné au premier chef »*, a-t-il déclaré lundi 7 janvier, au cours de la conférence de presse où il a annoncé les projets de la nouvelle grille des programmes de la chaîne (*le Monde* du 8 janvier). Pour lui, FR 3 représente une solution, avec son maillage géographique, ses vingt-cinq centres, une présence partout, et la possibilité de créer un « network », un réseau ou une « confédération » de télévisions régionales, disposant de l'API (Agence de programmes interrégionaux) et d'une agence d'images pour l'information.

Les télévisions privées : *« C'est un problème politique, gouvernemental. Nous, nous ne pensons qu'à développer la stratégie de notre entreprise et nous sommes bien placés pour répondre aux revendications des producteurs : notre réseau peut coproduire, acheter, diffuser leurs œuvres ; bien placés pour répondre aux aspirations des téléspectateurs qui souhaitent, dit-on, sortir de « l'état de pénurie » et avoir un plus grand nombre et choix de diffuseurs. Nous souhaitons que cette « dérégulation » n'entraîne pas une grave crise de nos programmes tant cinématographiques qu'audiovisuels. Il ne faut pas mettre en péril le vaillant cinéma français, le service public, le plan câble, la presse régionale et nationale, il ne faut pas déstabiliser trop fortement les équilibres du marché publicitaire. »*

« Tout le monde doit vivre de la même manne publicitaire ; si les télévisions manquent d'argent, elles risquent de se contenter d'acheter des programmes et ce sera le nivellement. La vraie question à poser est de savoir comment aider des producteurs, comment conforter l'industrie nationale des programmes. » Selon le directeur général, FR 3 peut offrir des débouchés. M. Serge Moati estime qu'on devrait s'inspirer des modèles allemand et anglais, où *« la dérégulation a été maîtrisée »* et s'appuie sur des organismes publics et parapublics.

« Le pouvoir et l'audiovisuel »

UNE LETTRE DE M. GUAZZINI (NRJ)

Nous avons reçu, à la suite de notre article du 1er janvier (« Le pouvoir et l'audiovisuel – Vertige libertaire »), *une lettre de M. Max Guazzini, secrétaire général de la radio privée locale NRJ. En voici quelques extraits :*

J'ai eu la surprise d'apprendre, en lisant vos colonnes, que j'étais membre d'un groupe de pression. Passé le côté flatteur d'une telle révélation, je tiens à préciser que je ne suis en rien concerné, ni ne saurais approuver le discours que vous prêtez à ce petit groupe, ou prétendu tel et dont j'apprends l'existence. Si, par ailleurs, je ne puis qu'être partisan des télévisions comme des radios libres, ce n'est certainement pas pour les raisons que vous indiquez (...).

Nos seules prises de position l'ont été pour la défense de notre existence même, puisque nous avons été sans cesse la cible des autorités compétentes, notamment du secrétariat d'État concerné, peut-être parce que nous avons eu tort d'avoir raison trop tôt (...).

Si, comme vous le dites, et comme je le pense, le président de la République a évité la nuit de la Saint-Barthélemy des radios libres parisiennes, NRJ et les autres, ce n'est certainement pas sous une quelconque pression, mais, à mon avis, en raison de l'importance des nouveaux médias, pour éviter une nouvelle campagne sur le thème des libertés, que l'impopularité des saisies envisagées n'aurait pas manquer de susciter ; ce qui aurait aussi terni son image de libérateur des ondes (...).

VU

L'empereur Mourousi

Otez-vous de là, c'est ma fête... La fête de la divine diva. Même Antenne 2 (en grève) ne diffusait qu'un journal de la mi-journée maigrelet et un peu constipé pour que nous puissions, « émerveillés », assister à la deux mille cinq centième édition du journal de 13 heures de TF 1, *présenté, animé, mené* et parfois malmené par Son Altesse impériale Yves Mourousi. Dix ans déjà. Devant un parterre de célébrités médiatiques, Christian Bernadac et Michel Denisot, après avoir célébré les bienfaits de ce journal sur les populations, laissaient la place à une brochette de journalistes – communs des mortels – qui expédiaient en deux coups de cuiller à pot la basse information quotidienne.

Après, surprise ! Un spectacle ! Le regretté Hergé n'aurait pas imaginé plus belle histoire en aussi peu de temps. Notre Mourousi, *Tintin en lunettes Ray Ban*, sourire carnassier, en périple dans les divers endroits de la planète. En Chine chez les empereurs, au Vatican à la place du pape, en Russie chez les tsars rouges... Toujours aussi « décontracte » ! En Pologne, nous l'avons vu disparaître un instant dans les soubassements d'un chantier. *Stupeur !* On crut un instant le perdre.

Que de voyages renversants, que de « bonjour ! » illustres... Sans avoir une seule fois emmené sa complice, Marie-Laure Augry, pourtant obligée de pallier les faillites vocales de ce ténor. *On est obligé de constater* que Tintin en voyage laisse toujours tomber Milou. C'est triste, pas gentil...

MARC GIANNÉSINI.

● *« Magazine-Hebdo » cesse sa parution.* – A l'issue d'une réunion du comité d'entreprise, lundi 7 janvier, M. Alain Lefebvre a décidé que le numéro de *Magazine-Hebdo* qui sort le jeudi 10 serait le dernier à paraître *« sous sa forme actuelle »*. L'appel lancé aux lecteurs avant l'interruption de parution de l'hebdomadaire pendant les fêtes de fin d'année n'aurait pas rencontré l'écho escompté. La décision prise entraînerait le licenciement de quatre-vingts personnes.

● *Une nouvelle agence photographique : Black Star France.* – Fondée à la fin de 1984 par des reporters *« dissidents »* de l'agence Sipa – Reza Deghati, Thierry Boccond-Gibod, Michel Setboun, Woytek Laski et Manoocher Deghati – une nouvelle agence photographique basée à Paris, Black Star France, entre en compétition avec les trois « grands », Sygma, Sipa et Gamma. Son département commercial et son service d'archives sont pris en charge par l'agence Rapho (8, rue d'Alger, 75001 Paris, tél. : 260-30-06).

M. PIERRE HUREAU (CFDT) : il n'y a pas lieu de changer de politique

« La politique décidée par le gouvernement en juillet 1982 était ambitieuse dans ses projets et intentions. Elle n'a pas encore porté ses fruits car du retard a été pris, des décisions n'ont pas été suivies d'effets. Il n'y a pas lieu de changer cette politique. Il reste à la concrétiser, en gardant le cap sur trois aspects : complémentarité – décentralisation – ouverture. » Par l'intermédiaire de M. Pierre Hureau, secrétaire national, la CFDT affirme que les grands choix du gouvernement (satellite, câble, interactivité), générateurs d'emplois et de développement économique, *ne sauraient être remis en question* par des *« ambitions partisanes et mercantiles »*.

Au-delà de la fédération de l'audiovisuel CFDT, cette déclaration a reçu l'accord de l'Union des cadres et de la commission exécutive nationale. La centrale de M. Edmond Maire tient ainsi à rappeler que l'enjeu de la communication ne se limite pas à la création de nouvelles chaînes distractives, mais que les réseaux audiovisuels doivent organiser la complémentarité entre *« formation, information, communication d'entreprises, d'associations, banques de données, etc. »*

Evoquant la décentralisation, M. Hureau déclare notamment : *« Il faut débloquer rapidement le système encore trop fermé des trois chaînes publiques. Cela passe notamment par la régionalisation de FR 3, sous la forme de nouvelles sociétés régionales de télévision ouvertes à la vie locale, dotées d'une autonomie de fonctionnement et de production. »* Cette décentralisation et le démarrage immédiat du plan câble par préfiguration hertzienne doit faire, pour la CFDT, de 1985, l'année de l'ouverture. Mais cette ouverture n'est acceptable que si elle favorise *« la qualité des programmes et la création audiovisuelle ; le respect et l'équilibre nécessaire entre la presse, les radios et autres supports qui se partagent le marché de la publicité ; l'ouverture à tous de moyens de communication diversifiés »*.

PHILIPPE ARII-BLACHETTE CHEF DU PROGRAMME MUSICAL DE FRANCE-CULTURE

M. Philippe Arii-Blachette vient d'être nommé chef du programme musical de France-Culture, où il remplace M. Jean-Marie Gouëlou, qui avait donné sa démission à la fin de 1984.

[Né en 1936, Philippe Arii-Blachette a étudié le violon au Conservatoire national supérieur de Paris. Il a fait partie dans les années 60 du Groupe de recherche musicale (GRM), puis travaillé avec l'ensemble de musique contemporaine 2E2M. C'est surtout en devenant un homme de médias qu'il s'est fait connaître, puisqu'il a produit des émissions comme « Musique 33 tours », « La rose des vents » ou « La musique et nous » à la télévision, sans parler de la série « Pouvoirs de la musique ». En 1975, il avait été nommé directeur du conservatoire municipal de Romainville transformé récemment en école nationale pilote.]

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. Bertrand CHAUCHAT et Mme, née Brigitte Curchod,
sont heureux de faire part de la naissance de

Claire,

le 19 décembre 1984.

23, rue des Morillons,
75015 Paris.

– Jacques et Marie-Claude HERAULT-DELANOE, ainsi que Thomas, Matthieu et Clémence,
ont la joie de faire part de la naissance de

Marie Sarah.

BP 3954, Abidjan 01

– William et Soleine HUNTER-FALCK
ont la joie d'annoncer la naissance de

Timothée,

le 11 décembre 1984.

9, rue Fleury-Pankouke,
92190 Meudon.

Décès

– Le Seigneur a accueilli
dans son Royaume

Suzanne BELLAMY,
née Sottas,

pieusement décédée le 5 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

De la part de

Pierre Bellamy,
son époux,
Claude et Jacques Quentin,
Christiane et Henri Bousquet,
Gilberte (†) et Bernard Thomas,
Huguette Bellamy,
L'abbé Yves Bellamy,
Françoise et Pierre Bizet,
Edith et Jean-Pierre Parichault.

ses enfants,
de ses trente-trois petits-enfants,
et leurs conjoints,
et de ses vingt-quatre arrière-petits-enfants.

La messe sera célébrée par son fils Yves,
le jeudi 10 janvier 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, Paris-7e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, *bis*, avenue Bosquet,
Paris-7e.

– M. et Mme Max Benmussa
et leurs filles,
Mme Roger Bessis,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Max Bismuth
et ses enfants,
M. et Mme André Mamou
et leurs enfants,
M. et Mme André Ballaïche
et leurs enfants.
Les familles Cohen, Benmussa,
parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur très chère mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et belle-sœur,

Mme Marie Jeanne BENMUSSA,
née Cohen,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 janvier 1985, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse, réunion porte principale.
La famille ne reçoit pas.
7, rue Heyrault,
92100 Boulogne.

12, rue Jean-Richepin,
75116 Paris.

– Mme Maud Bergounioux,
son fils Emmanuel.
Et toute sa famille,
Mireille Andrès, Jean-Jacques Brunet, Brigitte Gimpier, Patrick Rousseau
et tous ses amis,

ont la profonde douleur de faire part de la disparition brutale de

Frédéric J.-M. BERGOUNIOUX,
écrivain, créateur de la revue Dirty,

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 janvier à 15 h 30, en l'église Saint-Saturnin d'Antony (92160).

19, rue du Moulin,
92160 Antony.

– *Stephanie et* Alain Chanvot,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Nikolaï BOHATYRETZ,
née Antonia Tiwodar,

leur mère et belle-mère,
survenu le 3 janvier 1985, à Mühlacker (RFA).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Mühlacker.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de Haslach,
67200 Strasbourg.

– Mme Gérald Chanin,
son épouse,
Darryl Chanin,
son fils,
Mr et Mrs Milton Chanin,
son frère et sa belle-sœur,
Cara, David et Joseph Chanin,
sa nièce et ses neveux,
M. et Mme Jacques Lory,
ses beaux-parents,
Mme Simone Verchaly,
sa tante,
M. et Mme Hubert Sollier,
M. et Mme Hervé Haentjens,
Monique Lory,
M. et Mme Eric Lory,
M. et Mme Luc Lory,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante et un ans de

Gérald CHANIN,
physicien,
membre de l'Académie des sciences de New-York,

survenu à Verrières-le-Buisson, le 8 janvier 1985, à la suite d'une longue maladie.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Verrières-le-Buisson, à Massy, le 9 janvier, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits à l'Association pour la recherche sur le cancer, BP 300, 94803 Villejuif.

37, rue de Paron,
91370 Verrières-le-Buisson.
21, rue Louis-Lumière,
44000 Nantes.
2, Fern Lane,
Matawan NJ 07747 (USA).

– On nous prie d'annoncer la disparition, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

Jacques FOUQUEY,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix des combattants volontaires de la Résistance.

De la part de
Son épouse,
Ses enfants,
Le docteur Michèle Cahen,
Philippe et Claudine Fouquey,
Ses petits-enfants
Dominique et Jean-Pierre.
L'inhumation a eu lieu à Paris dans la stricte intimité familiale.
13, rue de Mézières,
75006 Paris.
3, place Paul-Painlevé,
75005 Paris.

– *Mme Charles Le Genissel,*
son épouse,
M. et Mme Florent Soubrier,
M. et Mme Dominique Bourn,
M. et Mme Vincent Jaloux,
M. et Mme Bernard Le Genissel,
M. et Mme Bernard Camelio,
M. Christian Le Genissel,
M. François Le Genissel,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Les familles Le Genissel,
Grellet, Gaillard,
Mme Alexis de Tannenberg,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles LE GENISSEL,
ministre plénipotentiaire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu, le 31 décembre 1984, dans sa quatre-vingtième année.

Une messe sera célébrée par le R.-P. Le Genissel, le samedi 12 janvier 1985, à 17 heures, à la chapelle de la résidence des Pères jésuites, 42, rue de Grenelle, Paris-7e.

15, chemin de la Grenouillette,
31170 Tournefeuille.

– Mme Gilberte Nahon,
Mme Irène Nahon
et ses enfants
Gilles et Marion,
M. et Mme Robert Nouchi
et leurs enfants
Franck, Ariane et Nicolas,
M. et Mme Francis Borie
et leurs enfants
Frédéric et Nathalie,
Le docteur et Mme Jacques Nahon,
leurs enfants et petit-enfant,

ont la douleur de faire part du décès survenu le 6 janvier 1985 dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Charles NAHON,
ancien avocat à la cour d'Oran,
ancien bâtonnier de l'Ordre,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu ce jour, mardi 8 janvier 1985.

85, boulevard de Montmorency,
75116 Paris.

– *Le docteur et Mme,*
Francis Pette,
ses parents,
Paule-Odile et Denis Pierron,
et leurs enfants,
Xavier et Claire Pette,
et leurs enfants,
Camille et Dominique Lefebvre,
Françoise et Philippe Thiebaut,
et leurs enfants,
Christine et Jean-Philippe Gautheron,
et leurs enfants,
Pascal et Véronique Pette,
et leurs enfants,
Claudine et Jean-François Martin,
et leur fille,
Lucille et Pascal Chiaroni,
et leurs enfants,
Olivier, Isabelle, Nicole
et Armand Pette,
Firouz et Feri Panahi,
et leurs filles,
ses frères et sœurs,
ses oncles, tantes, cousins
et cousines,
et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis, Alexis PETTE,

survenu à l'âge de vingt-deux ans.

Priez pour lui.

Le service religieux sera célébré le *jeudi 10 janvier 1985, à 13 h 45*, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e, sa paroisse et sera suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

29, rue de Sèvres,
75006 Paris.

– Mme Jacques Reinhart,
M. et Mme Hervé Fauchier-Delavigne,
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Reinhart,
et leurs enfants,
M. et Mme Ronald Frazier,
et leur fils,

font part du décès de

M. Jacques REINHART,

L'inhumation a eu lieu le vendredi 4 janvier 1985, dans la plus stricte intimité familiale.

32, avenue Désiré-Dehors,
Sainte-Adresse.

– Pierre-François, Hugo, Etienne,
ses fils,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Anne-Marie ROY,
née Prouteau.

36, rue de l'Aigle,
92250 La Garenne-Colombes.

– Le docteur-vétérinaire
Pierre Soupre,
son époux,
Mme Joseph Soupre,
sa belle-mère.
Les familles Bosch, Soupre, Jouven, Hamon, Marc, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces, Maria Lansadek ainsi que tous ses amis ont la douleur de faire part de l'entrée dans sa jeunesse éternelle de

Marie-Françoise SOUPRE,
née Bosch,
médaille de la Résistance,

survenue le 28 décembre 1984, à Velleron (Vaucluse).
Ses obsèques ont été célébrées le *31 décembre 1984*, en sa paroisse Saint-Michel-de-Velleron.
Elle repose au cimetière de Velleron.

« Car l'amour est fort comme la mort »
Cantique des Cantiques VIII-6.

Les Pamboules, montée du Mulet,
84740 Velleron.

Remerciements

– Sa tante, ses cousins et cousines, ses amis,
Très touchés des marques de sympathie, reçues lors du décès de

Michel SALAUN,

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.
Une messe sera donnée en sa mémoire, le samedi 12 janvier 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, Paris-15e (métro Dupleix).

Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

comte de LAGARDE,
ambassadeur,

une messe sera célébrée le 11 janvier 1985, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre-de-Chaillot (crypte), 31, avenue Marceau.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– *Université de Paris-X*, jeudi 10 janvier, à 14 h 30, salle des Actes, M. Abdelkader Yefsah : « la question du pouvoir en Algérie ».

INFORMATIONS « SERVICES »

COMMUNICATION

LA MUTUALITÉ FRANÇAISE MISE SUR LES MÉDIAS

Une information tous azimuts, c'est la nouvelle politique de communication dans laquelle s'est engagée, depuis 1984, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Son président, M. René Teulade, a présenté, lundi 7 janvier à Paris, les résultats de l'effort fourni par son organisation en direction des médias afin *« de favoriser l'accès aux soins et de maintenir une protection sociale de haut niveau »*. M. André Holleaux, PDG de FR 3, assistait à cette conférence de presse pour marquer la *« place importante »* qu'occupent les émissions dites institutionnelles sur sa chaîne : 365 heures au total en 1984, dont 222 heures sur le réseau national.

A côté des deux publications (*Mutualistes* et *la Revue de la Mutualité*) depuis longtemps éditées par la FNMF, c'est, aujourd'hui, la télévision, la radio, la télématique, la vidéo et le téléphone qui sont mis à la disposition de *« l'ensemble de la communauté, mutualiste ou non »*. Ainsi, *Action*, le magazine télévisé du *« bien vivre »*, dont la diffusion bimensuelle a commencé en février 1984 sur le réseau national de FR 3, change, cette année, sa formule et sa périodicité : il ne sera, désormais, présenté qu'un samedi par mois de 13 h 30 à 14 h, mais dans une version très modernisée – qui se veut même *« branchée »* – où alternent les informations pratiques, les vidéo-clips et les reportages.

D'autre part, un journal télématique, *Comutel*, accessible par Minitel, a vu le jour en septembre 1984. Il offre un journal hebdomadaire, des informations mutualistes, des renseignements sur les prestations et les réalisations sociales. Il permet surtout d'exposer directement les problèmes que l'on peut se poser et d'obtenir une réponse rapide. Là n'est pas la seule voie offerte au public pour percer les arcanes administratives : un *Journal téléphoné* ((1) 306-72-04), fonctionnant 24 heures sur 24, permet d'être au fait des dernières actualités en provenance de la Mutualité.

A partir de ce mois-ci sera en outre installé, dans les cent « Maisons de la Mutualité », un réseau de distribution vidéomatique. Compu-tec est le nom de l'appareil qui mettra à la disposition des visiteurs une banque d'images composée de neuf à douze programmes portant sur l'éducation sanitaire, et que chacun pourra sélectionner à son gré. De la prévention de la carie dentaire aux voyages Relax, en passant par la lutte contre les accidents domestiques, les intéressés n'auront que l'embarras du choix... même celui de pouvoir découvrir un portrait du président de la FNMF !

Enfin, a indiqué M. Teulade, l'action mutualiste a trouvé un support privilégié, dans toute la France, grâce aux radios locales privées. *« 89 FM, à Paris, qui pour l'instant rode ses grilles, doit en devenir le fleuron »*, a-t-il déclaré.

A. Rd.

★ La Fédération nationale de la mutualité française : 10, rue Desaix, 75730 Paris CEDEX 15. Tél. : 273-12-20.

LETTRES

MORT DE RAYMONDE VINCENT

Nous apprenons la mort de l'écrivain Raymonde Vincent survenue le samedi 5 janvier à Châteauroux (Indre-et-Loire). Elle était âgée de soixante-seize ans.

⁂

Raymonde Vincent eut une vie hors du commun. Rien ne prédestinait, en effet, la petite paysanne, illettrée jusqu'à l'âge de onze ans, à devenir l'auteur de huit livres, dont l'un, *Campagne*, lui valut le prix Femina. Elle naît le 23 septembre 1908, à Villours, petit village du Berry. Très tôt orpheline de sa mère, elle fut gardienne de vaches, puis apprentie couturière, et c'est en déchiffrant le journal qu'elle apprit à lire.

« Montée » à Paris, elle perd son emploi et connaît alors la vie incertaine des petits modèles de Montparnasse. A la terrasse du Dôme, elle rencontre celui qui allait devenir son mari, le germaniste Albert Béguin, appelé à succéder à Emmanuel Mounier à la direction de la revue *Esprit*.

Dans les années 30, Raymonde Vincent prit la plume et revint au pays des siens par la magie de l'écriture. *Campagne* (1), livre dans lequel elle évoquait la vie d'une famille paysanne au milieu de ses travaux et chantait la terre, fut couronné en 1937 par le jury Femina. Elle devait récemment, avec les *Terres heureuses* (Julliard, 1978), revenir sur ces temps disparus à l'aube du siècle, où trois générations de paysans œuvrent patiemment, où bêtes et gens s'accordent au rythme des saisons, sur la rude terre d'un Berry immuable.

(1) Réédité au Livre de poche.

VIE ASSOCIATIVE

LA MAISON DES ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES A PARIS

Un écho des débats de la société

Ce n'est pas un hasard si la Maison des associations scientifiques (MAS), qui doit ouvrir en mars 1986 à La Villette, à Paris, est située à l'intérieur de la Cité des sciences et de l'industries. L'une et l'autre, en cours de construction, participent de la même politique de « partenariat actif ».

La Maison des associations, s'inscrit dans un ensemble : la *Cité des sciences et de l'industrie*. Ce terme est préféré à celui de musée, car, dans ce complexe vivant, le public sera invité à expérimenter, manipuler, tester. La construction est imposante : 270 m de long, 110 m de large, sur sept niveaux dont deux en sous-sol. On a osé voir grand. L'ambition n'est pas superfétatoire, car il faut abriter, ni plus ni moins : les expositions permanentes sur les sciences (thèmes retenus : de la terre à l'univers ; l'aventure de la vie ; la matière et le travail de l'homme ; langage et communication) ; des salles de découverte pour les enfants dès l'âge de quatre ans ; un planétarium. Et encore : des expositions temporaires liées à l'actualité et un « espace industrie » ; une médiathèque (bibliothèque et vidéothèque) pour grand public et chercheurs ; un centre de conférences (dont une salle de mille places pour les congrès internationaux) et la géode – cette salle de spectacle hémisphérique unique au monde, – boule posée devant la façade de la Cité. Travaillée comme les facettes d'un diamant, elle est, vue de loin, parfaitement lissé et ronde. Tout ce qui l'entoure s'y mire : nuages du ciel, brillance du soleil et, pour l'instant, le microcosme du chantier avec ses grues et ses amoncellements de matériel.

Vitrine attrayante

Intégrés au grand corps qu'est la Cité, les organes satellites assurent les fonctions de services : la Maison des associations, mais aussi le centre de formation, la base technique des clubs scientifiques, le centre de recherche, le centre de ressources, qui prête un matériel sophistiqué pour des expositions itinérantes (une bulle gonflable de 200 m², un bus informatique, un planétarium gonflable, des valises pédagogiques). Une salle d'actualité sera cogérée par l'Association des journalistes scientifiques pour répondre aux besoins d'information à chaud ; les « classes Villette » accueilleront les enfants de province et de la région parisienne. On prévoit des lieux d'hébergement sur le site ou à proximité et des ateliers à l'intérieur du musée. SEVIL (serveur Villette), *c'est, déjà, une possibilité* d'accès, par le canal du Minitel, aux informations de la Cité. Une collection d'objets, enfin, est mise à la disposition des collectivités.

Il ne s'agit pas seulement, on le voit, d'une vitrine attrayante. Cet ensemble cohérent est au service des régions, qui, par le biais des expositions, des différents centres – le centre de ressources notamment, – des « classes Villette » et de la Maison des associations, auront accès à la culture scientifique et industrielle.

La Maison des associations met entre les mains des intéressées ce prodigieux outil et leur apprend à s'en servir. Elle sera située en deux lieux distincts : un espace d'accueil et de présentation, au cœur du musée, jouxtera la médiathèque, et un lieu de réunions et de travail sera implanté aux abords immédiats de la Cité. Les responsables du projet, M. Jean Lavergnat et Mme Nicole Charlopeau, y travaillent depuis deux ans.

Un rapport de M. Lavergnat (1) balaie le champ des associations scientifiques : « académies » provinciales un peu désuètes et figées ; « sociétés savantes » composées hier d'érudits, d'universitaires aujourd'hui ; associations de scientifiques professionnels que réunit une recherche ou un travail communs (médecins, ingénieurs) ; associations plus récentes dont les intérêts sont infinis.

Quatre fonctions

« La Maison des associations ne sera pas un distributeur de subventions, ni un hôtel, ni une super fédération », précise M. Lavergnat. Il lui assigne quatre fonctions : informer ; accueillir ; permettre des rencontres : assumer ce qu'il appelle une « *fonction débat* ».

Lors d'une campagne antialcoolique, par exemple, on donnera la parole aux médecins mais aussi aux vignerons, au œnologues et aux associations de lutte contre l'alcool.

Pour définir les orientations de la Maison des associations et en contrôler l'usage, M. Lavergnat suggère la création d'un « comité des programmes ». Il serait composé de représentants du musée, de l'université, des ministères intéressés et d'un nombre égal de représentants d'associations, même si elles n'ont pas une envergure nationale.

Chambre d'écho des débats de la société, cette Maison des associations, qui se construit chaque jour dans les esprits, sur le papier et sur le site, contribuera à faire de la Cité des sciences un *« musée hors les murs »*.

DANIELLE TRAMARD.

(1) Le rapport *Une Maison des associations scientifiques au musée de La Villette* est disponible à La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, tél. : 839-87-64 (Maison des associations), 240-27-28 (Cité des sciences), 839-87-62 (Centre de ressources).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3878

HORIZONTALEMENT

I. N'admet pas de répliques. – II. En Malaisie. N'est pas sans intérêt pour un homme d'action. – III. Moyen d'expression à la page. – IV. Propre à satisfaire les amateurs du « fruit ». – V. Claques mais pas tartes. – VI. Nom de Baptême. En France. – VII. Nom de famille. – VIII. Célèbre salle de jeu. Participe passé. Très large du bassin. – IX. Noire dans la terre, blanche dans l'eau. – X. Leur coup de fil est toujours *alarmant*. *Sigle américain*. – XI. Bien observé mais toujours mal vu.

VERTICALEMENT

1. Hépatiques qui ont un teint de fleur. – 2. Cours éthiopien. Un nom à particule. Participe passé. – 3. Rendent la loi mais non la justice. – 4. Entre l'antilope et la girafe. Lettres de politesse. – 5. Difficile à saisir. – 6. Se comptent sur les doigts de la main. Petit lit. Pronom. – 7. Mis en lieu sûr. Sort ou part. – 8. Une ruine. Point commun. – 9. Perles de culture. Plein de spiritualité ou dépourvu d'esprit.

Solution du problème n° 3877

Horizontalement

I. Rossignol. – II. Entonnage. – III. Au. Ocre. – IV. Out. Elée. – V. Uriel. – VI. Sueur. Lac. – VII. Es. Belém. – VIII. Miré. Usés. – IX. Etiolé. Ru. – X. Néel. Urée. – XI. Ténèbres

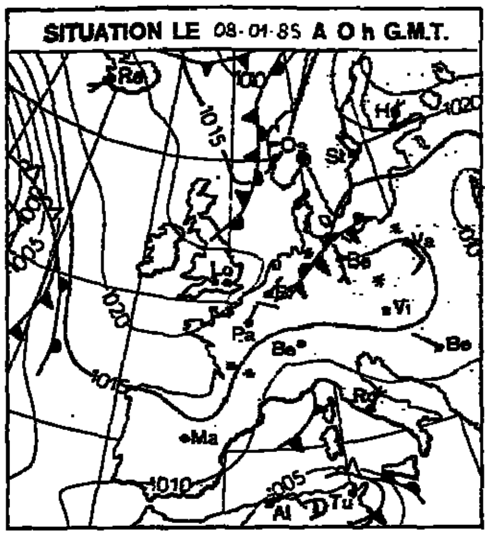
Verticalement

1. Reboisement. – 2. On. Usitée. – 3. Statue. Rien. – 4. Sou. Rubéole. – 5. In. Eire. – 6. Gnole. Lueur. – 7. Nacelles. Ré. – 8. Ogre. Amères. – 9. Lee. Oc. Sue.

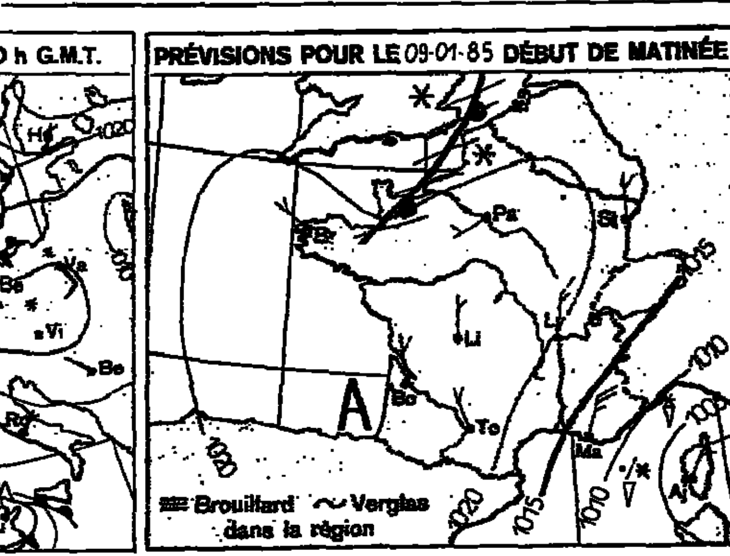
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08-01-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 09-01-85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps prévu en France entre le mardi 8 janvier à 0 heure et le mercredi 9 janvier à 24 heures.

Persistance d'un flux de nord, froid et neigeux par moments.

Mercredi matin, toujours des températures très basses, – 10 degrés à – 15 degrés sur la plus grande partie du pays ; localement dans l'Est, – 20 degrés ; en revanche, sur l'Ouest ainsi qu'en bordure de Méditerranée, quelques secteurs privilégiés avec seulement – 5 degrés.

Côté ciel, deux menaces de neige, l'une sur la Bretagne, la Normandie et la Picardie, l'autre sur la Corse et la Provence. Entre ces deux zones, ciel dégagé.

Au cours de la journée, la zone neigeuse de l'Ouest va gagner le Bassin parisien, les pays de Loire et les Charentes. Dans le Midi seule la Corse aura encore des averses de pluie ou de neige. Sur la moitié sud-est, ciel dégagé.

Les températures, en milieu d'après-midi, qui resteront à – 10 degrés dans le Centre et l'Est, seront ailleurs comprises entre – 3 degrés et – 7 degrés et dépasseront légèrement 0 degré sur la côte bretonne.

Sens d'évolution pour la fin de semaine

La majeure partie de la France restera *sous l'influence d'air très froid* qui, jusqu'à vendredi, sera souvent humide.

Temps prévu pour la fin de semaine

Jeudi : une nouvelle zone très nuageuse et parfois neigeuse traversera la plupart des régions depuis le Nord et le Nord-Ouest. Progressivement, elle deviendra moins active.

Sur les régions méditerranéennes, les éclaircies prédomineront et les vents de nord à nord-est faibliront.

Dans *l'ensemble, le froid restera* très vif mais on notera cependant une hausse de 2 à 3 degrés des températures minimales.

Vendredi : un temps très froid et souvent humide persistera et quelques chutes de neige pourront encore avoir lieu près des frontières de l'Est et près de la Manche.

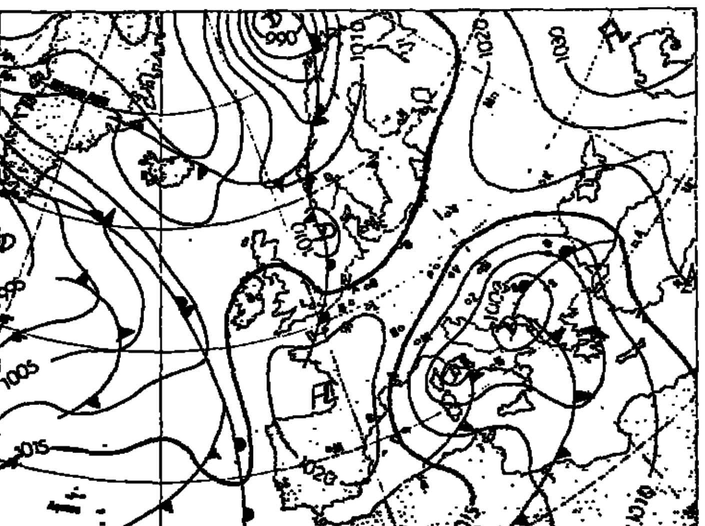
Samedi : un temps plus sec se rétablira progressivement, mais le dégel ne s'annoncera pas encore. Ainsi, sur les Alpes et le Nord-Est, les températures minimales pourront rester inférieures à – 10 degrés ou – 15 degrés, tandis que les températures maximales n'y dépasseront pas – 5 degrés à – 10 degrés.

La *pression atmosphérique réduite* au niveau de la mer était, à Paris, le 8 janvier, à 7 heures, de 1020,4 millibars, soit 765,4 millimètres.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 7 janvier* ; *le second*, le minimum de la nuit du 7 au 8 janvier) : Ajaccio, 5 et 0 degré; Biarritz, 2 et – 11; Bordeaux, 0 et – 15; Bourges, – 6 et – 14; Brest, 2 et – 1; Caen, – 3 et – 19; Cherbourg, 0 et – 8; Clermont-Ferrand, – 5 et – 12; Dijon, – 9 et – 14; Grenoble-St-M.-H., – 9 et – 10; Grenoble-St-Geoirs, – 9 et – 12; Lille, – 9 et – 19; Lyon, – 8 et – 13; Marseille-Marignane, – 1 et – 9; Nancy, – 9 et – 14; Nantes, – 1 et – 9; Nice-Côte d'Azur, 3 et – 2; Paris-Montsouris, – 7 et – 12; Paris-Orly, – 9 et – 13; Pau, 0 et – 12; Perpignan, 2 et – 7; Rennes, – 2 et – 9; Strasbourg, – 11 et – 17; Tours, – 4 et – 15; Toulouse, – 3 et – 13; Pointe-à-Pitre, 27 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 11 et 5; Amsterdam, – 8 et – 13; Athènes, 19 et 12; Berlin, – 12 et – 15; Bonn, – 8 et – 22; Bruxelles, – 6 et – 16; Le Caire, 24 et 13; îles Canaries, 9 et 15; Copenhague, – 7 et – 8; Dakar, 21 et 18; Djerba, 16 et 10; Genève, – 9 et – 13; Istanbul, 16 et 6; Jérusalem, 16 et 5; Lisbonne, 7 (max.); Londres, – 2 et – 7; Luxembourg, – 11 et – 14; Madrid, 5 et – 6; Montréal, – 16 et – 29; Moscou, 6 et – 6; Nairobi, 27 (max.); New-York, 8 et 2; Palma-de-Majorque, 23 et – 3; Rio de Janeiro, 28 (max.); Rome, 1 et – 7; Stockholm, – 15 et – 21; Tozeur, 14 et 10; Tunis, 12 et 7.

PRÉVISIONS POUR LE 9 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 7 et mardi 8 janvier 1985 :

DES DÉCRETS

- Fixant des conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires de l'Ecole nationale d'administration dans des corps de fonctionnaires des catégories C et D.
- Pour l'application des paragraphes 1° et 2° de l'article 85 de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.
- Relatif à la participation des personnalités extérieures aux conseils constitués au sein des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 JANVIER

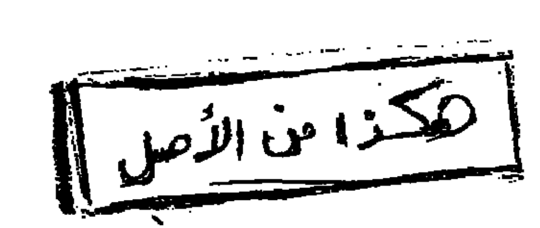
« L'hôtel Gouthière », 14 h 30, rue Pierre-Bullet, Mme Chapuis.

« La bibliothèque Forney », 15 heures, 1, rue du Figuier, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

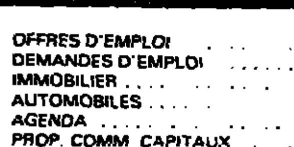
« Place des Vosges », 14 h 30, métro Rambuteau (G. Botteau).

« Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Mme Ferrand).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).



هكذا من الأصل



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Pour faciliter la mondialisation du groupe...

Nous créons la fonction de

Directeur des systèmes d'information 350 000 +

Après avoir pris le leadership européen sur notre secteur d'activité, notre ambition se concentre, à présent, sur l'accession au PREMIER RANG MONDIAL. Nous avons les Hommes (plusieurs milliers), les Produits (une recherche de pointe), les Moyens Financiers. Il nous manque le « NEURO-PHYSIOLOGISTE » de notre SYSTEME DECISIONNEL...

Nous attendons de vous, qu'après avoir dépassé la querelle traditionnelle de « préséance » entre l'Organisation et l'Informatique, vous soyez à même d'être le Conseiller de notre Direction Générale, capable d'optimiser les flux informationnels montants et descendants entre Sociétés et filiales, tant françaises qu'étrangères...

En un mot, CONSTRUIRE, ADAPTER et FAIRE VIVRE le SCHEMA DIRECTEUR des SYSTEMES d'INFORMATION de l'ensemble du Groupe.

René DAGIRAL, notre Conseil, vous donnera le point de départ. A vous de poursuivre le dialogue... Ecrivez-lui sous la référence C/DSI/LM.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

institut français de
DEMOSCOPIE
cherche
UN DIRECTEUR D'ÉTUDES

capable de développer nos activités dans le domaine des études de pointe, notamment dans le champ des technologies nouvelles et de la communication.

Il doit avoir une expérience de plusieurs années en études de marchés et une pratique des statistiques appliquées aux analyses de données.

Écrire à J. GAUTELIER.
Institut Français de DÉMOSCOPIE
26, rue de Chambéry - 75015 PARIS.



triplex OUTILLAGE PARIS

Un directeur de production pour piloter notre avenir industriel

Leader sur le marché de l'outillage pour perceuses de bricolage, notre PMI (175 personnes, 110 millions de CA en 1983, progression de 40 % à l'export) s'est imposée en s'exprimant sur le triptyque suivant :

- le potentiel et capital humain investis dans l'esprit d'entreprise,
- le professionnalisme sérieux et inventif,
- le pragmatisme de sa démarche marketing sous-tendu par sa capacité à anticiper les besoins du marché.

Pour conforter notre avenir et nos structures, nous vous offrons de devenir le Directeur de la fonction Production.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez, à 35 ans environ, acquis une expérience solide de la gestion et de la direction d'unités de fabrication de produits de grande consommation ou produits techniques moyennes et grandes séries. Vous avez de plus une bonne connaissance de la fonction approvisionnements et êtes déjà sensibilisé aux techniques de gestion informatisée.

Vous serez le garant et le responsable de l'ensemble de notre politique industrielle : organisation et rationalisation efficace des moyens de production, évolution technologique, animation et direction de la politique d'achats, d'approvisionnements et sous-traitance.

Ce collaborateur devra tenir compte qu'il aura à être 50% de son temps présent à l'usine située en Seine et Marne.

Merci de nous faire part de vos motivations manuscrites en adressant votre dossier de candidature avec photo et salaire actuel sous référence (6190TM) à notre Conseil,

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS — Recrutement Structures et Communication
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.



2 directions administratives, comptables et financières en Vendée

[illegible] Distribution recherche [illegible] à proximité de [illegible] l'ensemble des Magasins [illegible] CENTRE OUEST, deux [illegible]

[illegible] DECS ou équivalent. [illegible] une expérience en [illegible] leur fonction les [illegible] sur des équipes [illegible] des problèmes [illegible] administratifs de ces [illegible] de plusieurs [illegible] le milliard de [illegible] personnes). L'un [illegible] spécifiquement des [illegible] de son titulaire.

[illegible] confidentiel de [illegible] garantis par notre [illegible]

[illegible] C.V., photo et [illegible] 1328/LM ou [illegible] C.V. PLUS en composant [illegible] Minitel.

Jean-Claude Maurice S.A.
7 ter, r. de Vaugirard
75015 PARIS

MEDIA BA AFCOREM



triplex OUTILLAGE PARIS

Un directeur des ventes pour développer notre image de marque

Leader sur le marché de l'outillage pour perceuses de bricolage, notre PMI de 175 personnes, a réalisé en 1983 un CA de 110 millions de francs et sa progression à l'export est de 40%. Notre professionnalisme, notre marketing concret et réaliste, notre volonté d'innovation ont engendré une certaine façon de vivre l'entreprise.

Dynamiser nos ventes par une présence active sur le terrain, c'est le challenge que nous proposons à notre futur Directeur des Ventes France. Ses missions :

- participer à la définition de la politique commerciale,
- accroître nos ventes en confirmant notre implantation sur tout le territoire,
- diriger, animer et motiver une équipe déjà solide et responsable.

Nous confierons ce poste de haut niveau, basé à Paris, à un candidat d'environ 35 ans, de formation commerciale supérieure, ayant déjà fait ses preuves dans la direction et l'animation de forces de vente ou de réseaux de distribution, acquise dans des sociétés de produits grande consommation ou grand public. Bien sûr, une solide connaissance des circuits de grande distribution moderne et traditionnelle est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser dans un premier temps, votre dossier de candidature (lettre, CV manuscrit et salaire actuel) sous référence 6200TM à notre Conseil,

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS — Recrutement Structures et Communication
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.

grande banque
recherche

DIRECTEUR D'AGENCE à Mulhouse

Il devra prendre en charge le développement commercial de notre implantation et assurer l'animation de l'équipe locale.

Nous souhaitons un candidat de formation supérieure, disposant d'une expérience équivalente dans l'exploitation.

La taille de notre Groupe offre les plus larges perspectives à des collaborateurs mobiles.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 52356 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Région Nantaise

• Notre Groupe est un des leaders de l'Importation et du Négoce de Bois et de la Distribution de Bois et Matériaux CA : 2,5 Milliards de F.

• Pour une filiale de la région de NANTES, (CA : 130 M, Effectif : 100 personnes, plusieurs centres de profit), nous recherchons :

Le Bras Droit du Directeur Général

• Animant une équipe d'une dizaine de personnes, il a en charge :
- la comptabilité générale et analytique,
- la gestion financière et le contrôle de gestion,
- l'administration (personnel, juridique, contentieux).

L'ensemble de ces activités s'opère dans le cadre d'une structure informatisée et des procédures du Groupe.

• Nous demandons une formation Grande Ecole Commerciale :

HEC, ESSEC, ESCP, ESC (30/35 ans)

+ quelques années d'expérience réussie
- en entreprise dans la fonction,
- et/ou en Cabinet d'audit.
L'expertise comptable serait appréciée.

Nous retiendrons les candidats capables de progresser dans un Groupe en fort développement (+ 25 % chacune des 2 dernières années).

Ecrire sous référence 2847 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Sucrerie Coopérative de Vic-sur-Aisne

1/4 heure de SOISSONS et de COMPIÈGNE — 120 personnes — C.A. 250 millions de F adhérente d'un des tout premiers groupes agro-alimentaires français (C.A. 4 milliards de F).
CRÉE UNE UNITÉ DE FABRICATION DE GLUCOSE ET RECHERCHE SON

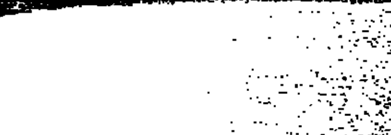
RESPONSABLE GLUCOSERIE

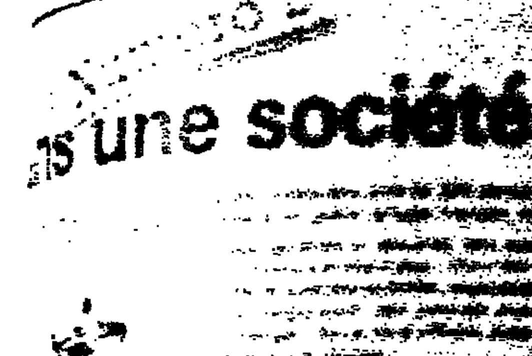
Relevant du Directeur Général, il participera à la mise en place de cette unité automatisée et sera responsable de son démarrage (début 1986).

Il recrutera, animera et contrôlera une équipe d'environ 20 personnes et sera chargé notamment : de la définition des produits et de la production en relation avec la Direction Commerciale du Groupe, de la recherche-développement, du laboratoire de contrôle, des approvisionnements et de la gestion des stocks, de l'administration des ventes et des expéditions. Logement assuré.

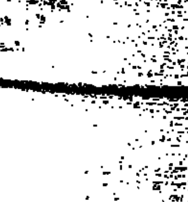
Le candidat, 30 ans minimum, aura une formation d'ingénieur (ENSIA, INSA, UTC ou équivalent) et une expérience confirmée dans un poste analogue dans l'industrie biotechnologique ou agro-alimentaire.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence 70 M, en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL — GROUPE BBC — 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS. Discrétion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.











DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Numéro 2 dans une société de transit

Notre entreprise, bénéficiaire et en plein essor, comprend près de 200 personnes. Nous sommes spécialisés dans le transport aérien et maritime et nous appartenons à un grand groupe français ayant une vocation internationale.

Vous participez à la définition de la politique générale et assumez des responsabilités qui s'étendent à l'ensemble des fonctions commerciales ; choix des orientations, élaboration des stratégies, contrôle et suivi des activités, organisation et coordination des interventions des agences, négociation des contrats importants, création et animation d'un réseau à l'étranger. Nous vous offrons aussi de larges possibilités d'évolution de carrière dans notre groupe.

Si vous êtes âgé d'au moins 35 ans, de préférence titulaire d'un diplôme d'une Ecole de Commerce et si vous avez acquis une solide expérience du transit à la tête d'une unité de transport aérien et maritime, votre collaboration nous intéresse.

Nous vous remercions d'écrire, sous la réf. M/5042, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

MEDIA BA

1 DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Entreprise vente au détail
C.A. 500 millions
Effectif 500 personnes
Ecrire s/réf. 8.078 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ville banlieu Sud – 40 0000 habit. recherche pour la direction de son centre de Loisir :

1 ANIMATEUR 1re CLASSE

Niveau DEFA ou équivalent
Expér. de direction souhaitée
Ecr. s/n° 8808 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Ozona

Un des "grands" de l'habillement des "petits" (enfants de 0 à 6 ans), 800 personnes, 200 millions de CA, *nous nous développons régulièrement, et recherchons notre*

directeur H/F création/marketing

Rattaché au Directeur Général, il dirige et anime le Bureau de Création des Collections (stylistes, dessinateurs, documentalistes). Il assure avant chaque collection l'étude du plan marketing, la conception de la collection, et la permanence de la recherche. Il participe à l'élaboration du plan de collection, à la définition de la politique commerciale et aux grandes options publicitaires.

Ce poste ne peut convenir qu'à un (e) professionnel (le) de haut niveau, spécialiste du marketing, mais ayant en outre un goût prononcé pour l'esthétique et la créativité, et une réelle connaissance du marché pour ce type de produit.

La rémunération, de l'ordre de 300.000 F, sera fonction des compétences et de la personnalité du candidat retenu. Le poste est situé au Siège de la Société, à 76190 YVETOT.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. V171, et en toute confidentialité à Pierre de DAMAS,
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75016 Paris

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

GRANDS CHANTIERS A L'EXPORTATION

Une Société d'Entreprise Générale de première importance développe ses activités à l'exportation et recherche, pour participer à l'encadrement de chantiers de réalisation clé en main, de

JEUNES INGÉNIEURS TRAVAUX
- débutants ou première expérience -

Les projets actuels, basés en Afrique, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, requièrent une formation d'Ingénieur à dominante électromécanique (A & M ou équivalent).

L'importance des équipes affectées à ces réalisations d'envergure rendent aussi impératives des qualités d'animation, d'encadrement et d'adaptation à des problèmes et des milieux très diversifiés.

De nombreuses opportunités d'évolution professionnelle seront ensuite ouvertes à partir de ces postes, vers d'autres chantiers importants ou dans le Groupe.

Un dossier détaillé de candidature est à adresser sous réf. 47068 M, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

TELECOM : CONCEVOIR ET INSTALLER UN RESEAU EN ARABIE SAOUDITE

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous possédez déjà une première expérience d'environ 3 ans chez un constructeur ou un installateur de systèmes de télécommunications, auprès duquel vous avez peut-être acquis des connaissances en transmission de données.

Nous sommes prêts à vous confier, auprès du responsable informatique de la Banque, les missions suivantes :

— étudier et concevoir une architecture de réseau de communication,
— proposer une politique de choix de matériels,
— en suivre l'installation, l'exploitation et la maintenance, en liaison avec les différents fournisseurs,
— veiller enfin à l'évolution du budget Télécom de la Banque.

Pour ce poste basé en Arabie Saoudite, une grande disponiblité, une réelle autonomie, seront indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence CP 32 à

Banque Indosuez - Service recrutement - carrières - formation-
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

SOURCES

Recherche de candidats qualifiés pour le poste ci-après, ouvert à la section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies
Les candidates sont particulièrement encouragées à se présenter

FONCTIONNAIRE DES PUBLICATIONS (ADJOINT)
GRADE : P-2
Lieu d'affectation : New York

Fonctions :
Compile le recueil des traités des Nations Unies et autres publications relatives aux traités (contrôle rédactionnel et préparation des textes pour l'impression ou la reproduction en offset).

Qualifications :
Diplôme universitaire et formation pratique en matière de publication. Deux années d'expérience dans les domaines de la composition ou de la préparation technique de copie. Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais. Connaissance d'autres langues également souhaitable.

Traitement de base minimum (pour fonctionnaire sans charge de famille) : 18,026 dollars E.U. et indemnité de poste de 8,747 dollars E.U. par an.

Date limite de dépôt des candidatures : le 31 JANVIER 1985.

Candidatures :
Les candidats(es) sont priés (es) d'envoyer leur curriculum vitae détaillé (y compris date de naissance et nationalité) au :

Service de Recrutement des Administrateurs
Bureau 2455
Organisation des Nations Unies,
NEW YORK, N.Y. 10017
Etats-Unis d'Amérique.



emplois régionaux

Responsable de production

***Filiale d'un Important Groupe Papetier* Français, mondialement connu par ses activités traditionnelles, recherche un Ingénieur de Production** (ENSAM, ICAM, CESTI, INSA...).

Sous la responsabilité du Directeur d'usine (150 personnes), il prendra en charge la gestion et *l'animation de la production d'une ligne de produits* destinés au secteur médical : vêtements et linge à usage unique (numéro un français). Pour amplifier les progrès d'automatisation déjà accomplis, nous souhaitons rencontrer un ingénieur doté d'une expérience d'au minimum 7 ans, méthodes et fabrication de série mettant en œuvre des équipements automatisés. Il possédera des qualités d'animateur, de gestionnaire et le sens du service "au client". Anglais indispensable.
Rémunération intéressante et évolution prévue à moyen terme pour candidat de valeur.
Poste à Angers.

Ecrire sous réf. SO 243 AM
Discrétion absolue.

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Institut de recherche des transports (Lyon) recherche

INGENIEUR

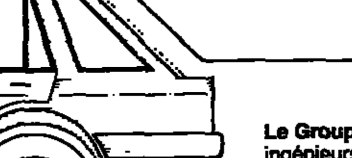
GRANDES ÉCOLES
ECL - INSA - AM ou UNIVERSITAIRES
Expérience de 2 à 3 ans souhaitable. Connaissance moteurs thermiques pour suivi installation banc moteur, puis expérimentation et essais. Bon pratcien recommandé.
Adr. C.V. et prét. à M. DELSEY 109, av. Salvador-Allende 69500 BRON

Centre d'Accueil et de Loisirs (Hautes-Alpes) recrute

UN ANIMATEUR PERMANENT

(expérience exigée)

Env. C.V. Pierre Aguesse Bd des Deux-Ormes, ZAC 13090 Aix-en-provence.



DIVISION AUTOMOBILE

Le Groupe LUCHAIRE propose à des ingénieurs de prendre part au développement de sa Division Automobile, au sein de son établissement de **Crézancy** (près de Chateau-Thierry) *900 personnes, spécialisé dans* **la forge et l'usinage.**

ingénieur responsable assurance-qualité réf. A

Ce poste s'adresse à un ingénieur, connaissant et ayant pratiqué les méthodes modernes d'assurance-qualité en milieu industriel, en particulier dans l'automobile, possédant une grande aptitude aux contacts à tous niveaux. Connaissance de l'anglais souhaitée.

ingénieur recherche et développement forge réf. B

Le Département Déformation des Métaux crée une cellule Recherche et Développement qui sera chargée d'élaborer les plans et gammes de fabrication et procéder aux essais de prototypes. Ce poste d'ingénieur s'adresse à un Arts et Métiers ou équivalent, possédant une première expérience dans la déformation des métaux.

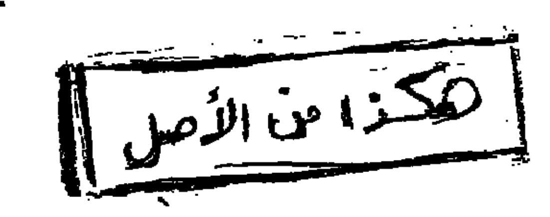
jeune ingénieur mécanicien réf. C

Il assistera le responsable du Département Production Usinage (travail en série pour l'automobile et l'armement) et sera, à ce titre, chargé de missions *spécifiques qui lui permettront d'évoluer progressivement vers des responsabilités plus larges.*

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à
LUCHAIRE S.A. Direction des Relations Humaines
180, bd Haussmann 75382 PARIS Cédex 08.



GROUPE LUCHAIRE



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



De l'insertion des composants à l'intégration finale de nos systèmes, notre unité de production de Witzenheim (68) assure la réalisation de nos micros grand public et professionnels.
Des personnalités sachant "mettre en œuvre et organiser" dans le cadre de fabrications moyenne et grande série, seront intéressées par les postes suivants.

RESPONSABLE METHODES Réf. M8

De formation A & M, INSA, + cycle de gestion, vous possédez une solide expérience en fabrication mécanique et électronique. Les composants, tests électroniques, l'ergonomie, l'analyse des temps et des dossiers, les flux de production n'ont plus de secret pour vous et vous avez des idées.
Rattaché au Directeur de la Division Industrielle, vous serez responsable de l'ensemble des méthodes de fabrication employées dans l'entreprise, vous superviserez les chefs de projet usine, proposerez et gérerez le plan d'investissement.

RESPONSABLE PRODUCTION Réf. M9

De formation Grande Ecole, vous possédez une expérience professionnelle d'environ 10 ans et de bonnes connaissances en électronique (construction de circuits et assemblage). Rattaché au Directeur de la Division Industrielle vos fonctions vous amèneront à gérer les approvisionnements, les stocks, l'ordonnancement. Une expérience en G.P.A.O. (MAPICS,...) serait appréciée.

RESPONSABLE METHODES - TEST Réf. M10

De formation Grande Ecole (A & M, INSA,...) vous possédez une expérience du développement de logiciel de test, de systèmes électroniques dans un "environnement" fabrication durant au moins 3 ans. Rattaché au Responsable des Méthodes, vous animerez une équipe de trois ingénieurs et cinq techniciens chargée de créer et de mettre en place les moyens de tests en production.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaitée à D.R.R.H. MATRA DATASYSTEME - BP 77 - 78391 Bois d'Arcy Cedex

MATRA DATASYSTEME

Contours

IBM France

Usine de Montpellier

recherche

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour ses Services de mise au point d'ordinateurs

- ESE, ENSI, INSA
ou de niveau équivalent,
- Débutant(e)s ou possédant une courte expérience professionnelle
- Une bonne pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à :
Usine IBM, Service Emploi, B.P. 1021, 34006 MONTPELLIER CEDEX.

MASH

---

responsable clientèle

Marseille — **banque**

Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, se développe régulièrement et renforce ses structures régionales. Il recherche pour la Provence-Côte d'Azur un Responsable clientèle qui prendra en charge un portefeuille clientèle dans le secteur social.

Rattaché au Directeur Régional, il aura une double mission commerciale et technique ; il assurera le développement d'une clientèle d'associations sanitaires, sociales et de formation ainsi que son suivi ; il réalisera l'analyse financière et le montage de ses dossiers.

Le candidat souhaité a une formation supérieure orientée sur la gestion (école de commerce ou université) et une expérience bancaire de 4 à 5 ans minimum. Son goût des relations, ses aptitudes commerciales et ses connaissances techniques lui permettront d'entrer en contact puis de tisser des relations avec des «décideurs» afin de devenir leur conseiller.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 14069/M à A. Coffin, Sema-Sélection : **5, rue Hermentaire 13008 MARSEILLE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

La jeune équipe de notre «cellule développement» désire confier à un nouveau collaborateur l'intégration de moyens informatiques et électroniques pour accroître son potentiel technique : mise en place et exploitation de la CAO, utilisation de nouvelles technologies et des banques de données.

Au sein de notre importante société, ce renforcement d'innovation sera confié à un

ingénieur électronicien

ayant acquis, si possible, une première expérience.

Il aura également pour tâche de
- veiller à l'excellence des performances du matériel de la cellule
- collaborer à l'interprétation et à la mise en cause de critères techniques utilisés pour les essais de produits.

Nous sommes une filiale d'un groupe international, située à Caen (15 km de la mer) et nous offrons des opportunités de carrière à un collaborateur à potentiel créatif et adaptable.

La maîtrise de l'allemand est vivement souhaitée, à défaut la connaissance de l'anglais est impérative.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre courrier manuscrit avec CV et prétentions sous réf. **BII** au

coq hébert conseil — Poissonnière Commercial Building, *11, Fg Poissonnière 75009 PARIS*, Discrétion assurée

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de son expansion

l'Adjoint du Directeur Régional

HF

DE L'AGENCE DE LIMOGES

Le candidat retenu aura une formation supérieure (école supérieure de commerce, maîtrise de gestion, ITB ou CESB) et une expérience de 5 à 10 ans, dans les domaines suivants :
- **étude de crédit et réalisation des prêts**
- **ayant une solide expérience dans les secteurs : associations, mutuelles, coopératives.**

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4330
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

Importante société d'édition
cherche pour ses bureaux régionaux

2 DIRECTEURS COMMERCIAUX

Les postes à pourvoir comprennent essentiellement l'obtention de chiffres d'affaires à travers l'animation d'un réseau de vente d'espace publicitaire, et la coordination de la réalisation de cahiers régionaux de magazines nationaux à grand tirage.

Les régions concernées sont l'Est (siège Strasbourg) et Provence-Côte d'Azur (siège Nice ou Marseille).

Expérience dans le domaine
de la vente d'espace publicitaire indispensable.

Grande mobilité requise.

Ecrire sous n° 642 M, RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

U.L.A.A.T. : Union de centres d'hébergement pour l'insertion sociale et professionnelle d'adultes en difficultés.
- 11 ateliers de production.
- 25 postes d'encadrement.
- 80 postes ouvriers.

DIRECTEUR(TRICE)

- Esprit de collaboration.
- Maîtrise de la gestion administrative, financière, technico-commercial.
- Compétences en comptab.
- Aptitude à la négociation et au suivi de dossiers administratifs et financiers.

CONDITIONS :
accords SOP groupe VII.

Ecrire et envoyer c.v. à : M. le président U.L.A.A.T. 18, rue Joseph-Serlin. *69001 LYON.*
Date limite de candidature 15 JANVIER 1985.

URGENT

FOYER D'ANIMATION
POUR TOUS UGINE (SAVOIE)

recherche

Un(e) animateur(trice)

permanent(e)
Prendre contact :
F.A.T. UGINE
place du Monument.
73400 UGINE.
Téléphone : (79) 31-81-81.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pr adultes étrangers, recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais plein temps, poste permanent.
Ecrire avec c.v. détaillé
sous n° 299.384 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Dans le cadre de la Prévention Spécialisée recherchons Personne ayant des compétences

TECHNIQUES et de GESTION

(5 ans de pratique minimum). Elle possédera un diplôme à caractère social (C.A.F.E.T.S., *D.E.S.*, *D.E.F.A.*, etc.) pour avoir la responsabilité du fonctionnement d'une « entreprise intermédiaire » déjà créée.

Poste à pourvoir rapidement, C.C.N. 1966.

NIVEAU CHEF DE SERVICE.

Ecrire C.V. et lettre motivation *à : A.G.A.S.E.F./S.F.V.P.*
22, avenue Emile-Loubet,
42000 SAINT-ÉTIENNE.

JEUNE CHEF COMPTABLE

ALPES
170 000 F +

Nous sommes filiale d'un des premiers Groupes industriels français. Notre CA est supérieur à 600 MF. Nous voulons confier l'ensemble de la Comptabilité Générale + *Trésorerie* + Crédits (au total 20 personnes) à un diplômé ESSEC ou SUP. de CO. option Finances-Compta + DECS. Il dépendra directement du *Directeur administratif et financier*. Les perspectives d'évolution sont intéressantes.

Adressez votre dossier sous No 841 M.

GABRIEL MARCU

154, bd Malesherbes - 75017 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

«Commercial-réseau»... Un Tremplin pour votre avenir

Essec, Edhec... débutant ou première expérience, faites vos preuves au sein de notre réseau de vente et de service à la clientèle : 900 hôtesses, 100 Rendez-Vous Catalogue.

Basé au Siège, vous apporterez au réseau l'assistance nécessaire pour développer notre impact commercial : en liaison avec le Marketing, vous testerez de nouvelles actions (Télévente...) et les développerez en fonction de leurs résultats et de la stratégie Redoute. Vous mettrez également en place des opérations commerciales, afin de répondre à des événements spécifiques aux Rendez-Vous Catalogue. Bien sûr, vous aurez l'occasion de vous déplacer fréquemment sur toute la France.

Dynamisme, créativité mais aussi rigueur et bon sens, vous permettront de réussir ce challenge et d'envisager de réelles perspectives de carrière dans la Société Leader de la Vente à Distance.

Adressez-moi votre candidature S/Réf. 50
Véronique SILVAIN
57, rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX.



École Supérieure de Commerce Expertise Comptable

La Société **DIEPAL** – 1 Md de F de C.A., 1200 personnes – a une position de leader sur plusieurs marchés alimentaires et de diététique avec des marques renommées : Blédine, Blédina, Phosphatine, Cracottes, Materne, Gayelord Hauser...

Pour accompagner sa croissance, elle s'est dotée de moyens de gestion et d'organisation très performants. Dans le domaine de la comptabilité, les outils mis en place sont particulièrement efficaces : résultats mensuels sortis au 6e jour ouvré, systèmes d'engagements de dépenses...

Le Directeur Administratif et Financier recherche le **RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES** qui devra poursuivre l'amélioration des performances en matière de délais, de fiabilité et d'efficacité de l'organisation. Il animera et coordonnera l'activité d'une vingtaine de personnes. Il aura un rôle important de contact avec les différents services de la société, avec l'extérieur (clients, fournisseurs, banques) ainsi qu'avec la Direction des Affaires Comptables du Groupe.

Ce poste particulièrement évolutif – le titulaire actuel va prendre la Direction Financière d'une filiale du Groupe – conviendrait à une personne possédant une expérience de 6 à 10 ans acquise dans le domaine de la comptabilité ou de l'audit.

Poste situé à Villefranche-sur-Saône (25 km de Lyon).



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 15 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

centre distributeur E. LECLERC

Chef Comptable
et administratif
HTE NORMANDIE

Ce poste conviendrait à un cadre de formation comptable (ESC, DECS ou BTS) ayant acquis une expérience d'environ 5 ans en tant que comptable unique d'une P.M.E. avec la responsabilité de l'administration générale.
Bonne connaissance de l'informatique souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions s/ réf. 374 LM à

IDL
IDL CONSEIL (32) 37.56.82
Le Mesnil Chaudron
27220 JUMELLES

C. N. R. S. *Côte d'Azur*

INGÉNIEUR DE RECHERCHE 2 A
diplômé grande école, PhD (USA), doct. 3e cycle

RESPONSABLE DU PROCESS DE SEMI CONDUCTEURS III-V

Expérience : ingénieur confirmé, possédant savoir-faire sur composants III-V (type GaAs).

Activité : élaboration de cellules photovoltaïques de haute performance (applications spatiales et terrestres) avec :

- Responsabilité de la mise en place des moyens technologiques « process » ;
- Participation à la réalisation de structures photovoltaïques multi-épitaxiales étudiées au laboratoire (Epitaxies : MBE, MO-CVD, LPE) ;

Affectation : laboratoire de physique du solide et énergie solaire C.N.R.S., parc de Sophia-Antipolis, rue Bernard-Gregory, 06560 VALBONNE. Téléphone : (93) 74-53-53.

Envoyer c.v., liste des publications, photo, lettre manuscrite avec motivations à la direction du laboratoire.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SODETEG T.A.I.

Filiale de SODETEG, INGÉNIERIE du GROUPE THOMSON, nous sommes spécialisés dans l'ingénierie de systèmes d'automatique et d'informatique industrielle.
Nos 470 Collaborateurs (plus de la moitié sont Ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : ***production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique*** *(leader français des systèmes de conduite* ***d'ateliers flexibles***). ***réseaux de télécommunication, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles...*** *Nous réalisons 60 % de notre C.A. à l'export, nous cherchons :*

*Pour notre activité **"PRODUCTIQUE"** en expansion :*

CHEFS DE PROJET CONFIRMÉS A FORT POTENTIEL

– INGÉNIERIE DE LA PRODUCTIQUE
(Organisation d'ateliers, schéma Directeur Industriel, schéma Directeur Informatique, CFAO, GPAO, Robotique, Simulation Industrielle, Automatisation, Ordonnancement en temps réel)
Les candidats, Ingénieurs Grandes Écoles devront avoir au moins 5 ans d'expérience industrielle et de solides compétences dans plusieurs des spécialités ci-dessus.

– SYSTÈMES INFORMATIQUES INDUSTRIELS
Orientés industries manufacturières.
Bonne connaissance des applications manutention automatique, stockage automatique, conduite d'atelier en temps réel, DNC..., ainsi que des matériels et logiciels ***(BULL, SOLAR/BOS.D ; MINI 6/GCOS) et DEC (VAX/VMS ; PDP 11/RSX 11 M)*** *exigée.*
Possibilité de ***postes de plus hautes responsabilités pour candidats de valeur.***

*Pour notre activité **"RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS"***

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS

Spécialistes temps réel, orientés télécommunications, justifiant d'une expérience de plusieurs années dans la conception et la réalisation de systèmes logiciels de MESSAGERIE et de logiciels de GESTION des TÉLÉCOMMUNICATIONS.
Bonne connaissance des systèmes d'exploitation microprocesseurs, des langages C et PASCAL, souhaitée.

*Pour notre **"DIRECTION TECHNIQUE"***

INGÉNIEUR BASES DE DONNÉES

Au sein de l'équipe Génie Logiciel de notre Direction Technique, il prend en charge la réflexion de l'entreprise sur les choix, l'utilisation et l'architecture de bases de données dans des contextes d'informatique temps réel, de systèmes transactionnels ou de gestion de production et assiste directement nos Chefs de Projet et nos Ingénieurs dans l'analyse des besoins, le choix de la solution et la mise en œuvre de bases de données sur différents systèmes.

Ce poste concerne un jeune ingénieur (Grande École ou 3e cycle) doté de quelques années d'expérience dans la mise en œuvre et l'utilisation de bases de données. Intéressé par une démarche méthodologique, il aura un sens élevé du contact.

INGÉNIEUR QUALITÉ LOGICIEL

Au sein de l'équipe Génie Logiciel/Qualité Logiciel de notre Direction Technique, il participe à l'évolution des normes de qualité des logiciels, conseille et assiste nos Chefs de Projet et nos Ingénieurs pour l'utilisation des normes et prend plus particulièrement en charge l'élaboration et la promotion de méthodes destinées à la réutilisation du logiciel dans de grands projets d'ingénierie.

Ce poste concerne un jeune ingénieur (Grande École ou 3e cycle) doté d'une bonne connaissance des démarches Génie Logiciel et Qualité. Il aura une expérience de quelques années comme Chef de Projet et un sens élevé du contact.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

*Connaissance des mini-ordinateurs et des systèmes temps réel **(SOLAR)** appréciée. Formation BTS, un à deux ans d'expérience souhaitée.*

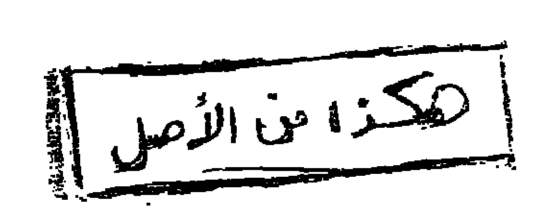
Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais est souhaitée et le lieu de travail est situé en proche Banlieue Ouest de PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Madame MICHOT – Chef du Personnel – ***SODETEG/T.A.I.*** *– 283, rue de la Minière, B.P. 11, 78530 BUC.*

HAVAS CONTACT



BRANCHE INDUSTRIES ET INGÉNIERIE





Software AG France, Filiale de Software AG, leader sur le marché mondial des DB/DC depuis 14 ans : ADABAS - NATURAL - PREDICT - COM-PLETE - CON-TEXT - NETWORK fête avec succès sa première année d'existence.

La structure de base existe mais elle cherche à s'adjoindre de nouveaux talents pour conduire son développement.

ingénieurs commerciaux

pour notre siège social à PARIS et pour notre agence à LYON, ayant une expérience réussie de 2 à 3 ans de la vente de logiciels dans une SSCI ou chez un constructeur (IBM, DEC...).
Ces postes peuvent convenir également à des informaticiens de formation technique connaissant les domaines cités.

ingénieur consultant

ayant une expérience technique de 3 à 5 ans dans les domaines suivants :
Systèmes de gestion de bases de données, Télétraitement, Micro-Informatique (IBM PC/XT).
Ce poste s'adresse à des informaticiens désirant évoluer vers des responsabilités complètes nécessitant une autonomie d'action.

Nous aimerions vous informer très librement de la société et des postes proposés.
Pour cela, contactez-nous directement :
Michel GENIAUX pour les postes d'Ingénieurs Commerciaux.
Michel DOUCET pour le poste d'Ingénieur Consultant.
SOFTWARE AG France, 55, rue d'Amsterdam 75008 Paris - Tél. : (1) 281.30.11

Discrétion assurée.



FRANCE

La voie droite du relationnel.

DEB'S

Ingénieurs chimistes

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, **la SOCIETE FRANCAISE HOECHST** réalise un chiffre d'affaires de plus de 4.5 milliards de Francs dont un tiers à l'exportation.
Employant plus de 2 200 personnes, elle dispose de 4 usines et d'un Centre de Recherche et d'Applications, où elle développe sa propre chimie.
Pour faire face à son évolution actuelle, elle recherche, pour son **Usine de LAMOTTE (Oise)** :

UN INGENIEUR PROCEDES FABRICATION RESINES

Réf. 672

Après une formation auprès du titulaire actuel, il se verra confier l'animation d'un laboratoire de 10 personnes et assurera à ce titre *la responsabilité de la mise au point* à l'échelle industrielle des fabrications nouvelles et de l'amélioration des procédés existants.

Il devra en outre définir et appliquer des méthodes de suivi de contrôle des matières premières et des produits finis.

UN INGENIEUR DE PRODUCTION

Réf. 674

Après une formation de longue durée en laboratoire de contrôle de fabrication (produits organiques) et d'amélioration de procédés, il prendra progressivement en charge des responsabilités en production.

Ces postes peuvent convenir à des Ingénieurs de **grandes écoles de chimie (ENSCP - ESPCI - ESCIL...)** *débutants, connaissant l'allemand et / ou l'anglais.*

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste, au Département des Ressources Humaines

SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel - Cédex 03 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



De formation Grande Ecole vous possédez une bonne connaissance des architectures Hard et Soft. Vous vous êtes familiarisés au cours d'une première expérience professionnelle avec les systèmes d'exploitation et les languages (SINTRAN, UNIX, VMS). Par ailleurs vous maîtrisez les techniques d'un des domaines suivants : CAO, Télécom, Réseaux, acquisition de données, temps réel, simulation ou traitement de l'image.

Au sein du service client de l'une de nos Directions Régionales de Paris, Lyon, ou Toulouse vous interviendrez :
- auprès de nos ITC pour les assister et les conseiller lors des propositions commerciales et benchmarks,
- auprès de nos clients pour assurer leur formation et les assister pour la mise en place de leurs applications.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la région souhaitée sous référence M15 à DRRH MATRA DATASYSTEME - BP 77 - 78391 Bois d'Arcy Cedex -

MATRA DATASYSTEME



Control Data : une entreprise à la mesure de vos ambitions.

Control Data : 3ème constructeur mondial, présent dans 47 pays avec un effectif de 60.000 personnes a réalisé 4,6 milliards de $ en 1983. Une place de leader dans les Super-Calculateurs de haute technologie, CAO, CFAO, EAO, systèmes d'applications spécialisées, périphériques, supports magnétiques conduit ce constructeur ambitieux et novateur à vous proposer, aujourd'hui, de rejoindre

une nouvelle équipe de vente de progiciels spécialisés.

Ingénieur Commercial Produits Logiciels

Vous serez responsable de la commercialisation d'un de nos produits performants dans un environnement non Control Data. Vous avez, donc, une bonne connaissance du «monde» IBM ou DEC, de leurs systèmes et des domaines d'exploitation de haut niveau.

Votre réussite à ce poste implique :
- Une formation supérieure.
- *Une expérience de la programmation COBOL.*
- Une pratique de la vente d'au moins 2 ans, en SSII par exemple.

Votre formation à la technique et aux produits sera assurée aux USA, vous pratiquez donc nécessairement l'anglais.

Si vous avez l'enthousiasme, la volonté de vendre dans un environnement jeune de qualité : vous évoluerez rapidement selon vos résultats mais aussi en diversifiant votre activité.

Ecrivez-nous en joignant CV, photo et prétentions à :
Control Data, Service Recrutement, BP 139, 77315 Marne-La-Vallée Cédex 2.

SAE bâtiment travaux publics

23 000 personnes - 14,5 milliards de chiffre d'affaires HT en 84 dont 50 % à l'étranger, propose **FORMATION** et **CARRIERE** aux

Ingénieurs débutants

Après une intégration sur nos chantiers ou en bureau d'études, nous offrons responsabilités et large autonomie ainsi que de réelles possibilités d'évolution internes. Nous avons les *moyens d'assurer leur réussite.*

De nombreux postes sont à pourvoir en **province** et en **région parisienne.**

Adresser lettre manuscrite et CV à la Direction du Personnel, Service du Recrutement :
32 avenue de New-York.
75016 Paris.

SAE



HAY

FRANCE

INGENIEURS,

valorisez votre formation en faisant carrière dans l'Assurance



Factory Mutual International,

Nous sommes la branche française du **FACTORY MUTUAL SYSTEM,** l'un des premiers groupes Américains d'Assurances en risques industriels. Notre expansion constante est fondée sur notre expertise dans le domaine de l'Ingénierie des risques.
- Après formation interne à nos techniques, votre rôle sera d'analyser les risques (incendie et divers) afin, notamment, de proposer des programmes d'amélioration préventive aux Directions de notre clientèle. Nous souhaitons intégrer dans nos équipes en France, 2 Ingénieurs, Grandes Ecoles, parfaitement *bilingues français (langue maternelle) / anglais, et disponibles pour les déplacements (fréquents* mais de courte durée) en France et à l'étranger.
- Une expérience d'au moins 1 an dans une entreprise industrielle est indispensable, la connaissance de la prévention des risques peut constituer un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 54042 M, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil

Sonia Lipszyc
HAY *Managers* 13 rue Alphonse de Neuville, 75017 PARIS



L'un des Grands du Marché de l'Industrie Papetière, C.A. 3 Milliards de Francs, recherche pour son usine située en Seine et Marne (à 80 kms de Paris), un

INGENIEUR DEBUTANT "POLY-TECHNICIEN"

Formation AM, IDN, ENSI ou équivalent

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste, ayant assimilé les méthodes traditionnelles de production et s'intéressant au développement de nouveaux procédés utilisant les techniques de pointe : Electronique, *Microprocesseur, Calculateur d'assistance aux procédés, Informatique, ...*
Il bénéficiera, pendant les premières années, d'une formation qui lui permettra de développer ses compétences *à travers les tâches auxquelles il sera affecté.*
Mobile, bilingue Anglais/Français, il sera amené à séjourner à l'étranger. Notions d'Allemand appréciées.
Ce poste constitue une réelle opportunité pour un candidat animé du désir de s'impliquer à part entière dans la vie de l'usine, dans l'ensemble de ses aspects techniques et humains.
Adresser lettre manuscrite, C.V. + *photo et prétentions, sous référence* 168 M à :



DENEB CONSULTANTS

52 Bd du Montparnasse 75015 PARIS qui garantit le secret des candidatures.

Imaginons [illegible]tre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 40 % de croissance annuelle du CA (56 % en 84), 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

PERSONNEL

■ Responsable de la politique avantages sociaux

Vous serez rattaché directement au Responsable du **département «compensations and benefits»**.
Votre responsabilité principale sera de développer, de mettre en place et contrôler une politique d'avantages sociaux qui réponde aux objectifs de compétitivité et d'équité interne de la compagnie.
Vous devrez également suivre *la législation sociale*, informer les différentes directions du personnel de son évolution et adapter les textes internes.
Disponible et rigoureux, vous avez une formation Grande Ecole de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) et une expérience de 2 ans minimum dans la fonction personnel.
Basé à Grenoble ou à Paris, des déplacements sont à prévoir. La connaissance de l'anglais est indispensable. Réf. JB/1/M.

DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS

◪ Ingénieurs de production
«Ordinateurs personnels/terminaux informatiques»

Vous aurez la responsabilité d'un produit ou d'une famille de produits, ce qui vous conduira à être *l'expert technique* des groupes de fabrication, et par là à coordonner les actions des groupes de développement, de production et d'achat. Ce rôle vous amènera, d'une part à assurer le lancement de la fabrication de produits conçus par nos chercheurs U.S. ou français, ce qui suppose : *un suivi de la conception du produit, la mise en place d'un plan de mise en fabrication*, la définition des méthodes de fabrication et d'un plan de formation du personnel. D'autre part, vous agirez en qualité de support technique aux équipes de production ; vous aurez à proposer des programmes de réduction de coûts et d'amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail. Vous aurez enfin à proposer les plans d'investissements nécessaires à ces différentes actions. Ce poste requiert une excellente formation en électronique, une excellente capacité à travailler en équipe, et une très bonne *pratique de l'anglais, en raison des contacts fréquents qui sont requis avec nos* usines sœurs aux U.S.

Ces *postes* s'adresseront à des candidats de formation ingénieurs électroniciens, débutants ou ayant une première expérience dans un domaine similaire. Réf. GPCD/7/M.

◪ Ingénieurs acheteurs

Au sein de notre Département Manufacturing, votre objectif sera d'anticiper et de satisfaire pour une famille de composants, les besoins du site de Grenoble aux meilleures conditions *de qualité, de prix et de service*.
Vous devrez identifier et gérer sur le marché mondial, les fournisseurs qui répondent à ces critères.

Ces postes supposent une excellente aptitude à la communication : dialogue en externe avec les fournisseurs et en interne avec les ingénieurs de recherche et les ingénieurs de production.

Avec un **caractère à la fois commercial et technique**, ces postes sont très intéressants pour des candidats de formation supérieure ECP, EMP, ENSAM, ESE + MBA/ISA. Réf. GPCD/8/M.

TÉLÉMATIQUE

⊠ Ingénieurs recherche et développement

Passionné par les technologies de pointe, vous souhaitez investir dans un contexte dynamique et créateur. En étroite collaboration avec le Marketing et la Production, fortement responsabilisé dans la conception de produits matériels et logiciels à impact mondial, vous suivrez vos projets depuis la définition du cahier des charges jusqu'à la mise en fabrication.

Disposant d'équipements performants -CAO...-, intégré dans des équipes pluridisciplinaires, vous bénéficierez d'un réel travail d'équipe et d'un *management ouvert au dialogue*, avec lequel *vous négocierez vos objectifs*. Riches en responsabilités techniques, en contacts à l'échelle internationale et en perspectives d'évolution -R & D, Marketing, Production- ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens ou informaticiens, débutants ou expérimentés. Réf. GND/4/M.

⊠ Chefs de projets

Electronicien ou informaticien, à la recherche d'un challenge technique de haut niveau et de responsabilités de management, vous avez une première expérience de gestion de projet de développement. Interlocuteur privilégié du Marketing et de la Fabrication, vous contribuerez à la définition et réalisation d'une gamme de produits matériels et logiciels d'impact mondial.

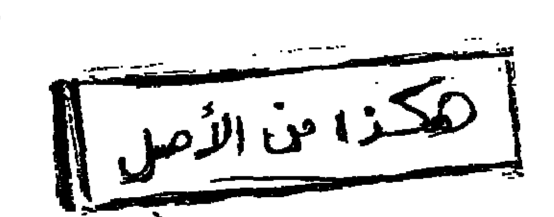
Convaincu que la motivation de votre équipe est déterminante dans la réussite d'un projet, vous êtes leader en matière de management participatif.

Ces postes vous assurent une forte contribution au développement de la société et un vaste choix de carrières à l'échelle internationale. Réf. GND/5/M.

Pour tous ces postes la pratique de l'anglais est indispensable. Elle favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :
◪ Blandine Thiéry Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.
⊠ Christine Chesneau Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.
■ *Jacques* Benayoun Directeur du recrutement France, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex, qui traitera votre dossier de façon confidentielle.

Hewlett-Packard France
le partenaire de vos ambitions





هكذا من الأصل



Ingénieur Gestion de Production

GRANDE ECOLE H/F. La Direction informatique recherche pour son système d'information basé sur un réseau d'ordinateurs IBM 43XX (sous DOS - CICS - DL1 - SNA) IBM 3083 et 3033 (sous VM) et Control Data (sous NOS 2) à VELIZY

Rattaché au Responsable des études, il anime et organise l'activité de l'équipe chargée de la conception, de la réalisation et du suivi des applications de gestion de production.

Une expérience de l'ordre de 3 à 4 ans acquise dans le développement d'applications informatiques, de préférence en gestion de production, est indispensable.

La réussite dans ce poste en contact direct avec les utilisateurs, nécessite d'excellentes qualités d'organisation et de relations.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1178/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex.





Responsable du service moyens électroniques

INGENIEUR GRANDE ECOLE H/F. Pour son centre d'intégration de matériel aéronautique de haute technicité à Selles-Saint-Denis, Loir et Cher, (170 personnes).

Placé sous la responsabilité du Chef de Production du Centre, il encadre une petite équipe de techniciens de bon niveau. Sa mission consiste à : Participer à la mise au point des moyens de tests (hard et soft) auprès des services concepteurs. Prendre en charge la mise en place de l'exploitation de ces moyens dans les ateliers. Suivre leurs évolutions techniques. Assurer la maintenance préventive et curative.

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur en électronique (ESE - ENSI . . .) complétée par une première expérience industrielle sur des systèmes électroniques pilotés par calculateur.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1177 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3, avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA



SOCIETE D'ETUDES ET CONSEILS
(*Automation - Electronique*
Recherche Opérationnelle)
recherche

INGENIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ECOLES

OU EQUIVALENT
(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience)

pour études techniques et technico-opérationnelles dans les domaines suivants :
- Analyse et conception de systèmes techniques complexes (télécommunications, systèmes d'armes, transports, etc.).
- Recherche opérationnelle (études coût-efficacité, techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique, *organisation*).
- Analyse de systèmes, relations homme-machine.
- Traitement du signal (acoustique, électromagnétisme, etc.).
- *Informatique scientifique de haut niveau.*
- Traitement statistique de données.
- Modélisation mathématique.

Lieu de travail :
Paris, région parisienne ou région toulonnaise.
Envoyer C.V. *détaillé, 3 av. de l'Opéra 75001 PARIS*



GROUPE EXPANSION

recherche un

directeur de département

Sa mission consistera à commercialiser en direct des produits-presse et à inventer constamment de nouveaux axes de développement dans le domaine de la promotion et du Merchandising. A la fois homme d'idées, de réalisation, et de terrain, il suit ses produits depuis le premier contact client, coordonne l'étude et la réalisation des projets avec les différents Services du Groupe, enfin analyse les résultats obtenus. Très autonome et entreprenant, il établit des relations au plus haut niveau avec des Chefs d'Entreprise, et se passionne pour toutes les nouvelles techniques de marketing direct.

Ce poste représente une réelle opportunité pour un CADRE COMMERCIAL de FORMATION SUPÉRIEURE (ESSEC, ESCP, IEP, ISG...) ayant au moins cinq années d'expérience de la NÉGOCIATION et de la VENTE de Produits haut de gamme, de Services ou de Conseils (comme Directeur de Clientèle par exemple). Une connaissance des milieux économiques et de l'entreprise est nécessaire.
La rémunération, motivante, sera fonction de l'expérience.

Les dossiers de candidatures – sous référence 2951 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

UN DES TOUT PREMIERS GROUPES AGRO-ALIMENTAIRES FRANÇAIS (C.A. 4 MILLIARDS DE F – 120 PERSONNES) **CRÉE à PARIS** (quartier ÉTOILE), le poste

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL AGRO-AGRI - ENSIA

Relevant du Directeur Commercial, il participera à la définition des objectifs commerciaux des nouveaux produits et sera chargé notamment :
- d'apporter un appui technique aux Directeurs régionaux de ventes dans la préconisation des produits,
- de conseiller les Services techniques des clients dans l'optimisation de leurs formules de fabrication,
- d'assurer la liaison entre les Responsables des unités de fabrication et les clients, dont il aura à analyser les besoins.

Courts déplacements en Province.

Perspectives certaines d'évolution dans le Groupe.

Le candidat (30 ans minimum) aura une expérience confirmée – dans un poste analogue – de développement de *produits intermédiaires* ou d'additifs utilisés dans les industries agro-alimentaires. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence 72 M en précisant votre salaire actuel, à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL – GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.
Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

HAVAS CONTACT

concevoir de nouveaux systèmes d'information et de gestion intégrés, les mettre en place et les exploiter

AFRIQUE FRANCOPHONE

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL d'une importante SOCIÉTÉ TEXTILE (C.A. 23 milliards de francs C.F.A. : 2400 personnes) et comptant 7 unités de fabrication allant de la FILATURE à la CONFECTION, recherche un CONCEPTEUR et CONTRÔLEUR de SYSTÈMES dynamiques de GESTION.

Au cours d'une première phase, il devra concevoir et mettre en œuvre un nouveau système de gestion intégré orienté vers le contrôle budgétaire et un nouveau système d'informations orienté vers une informatique répartie. Par la suite, il sera le patron des cellules contrôle des procédures, informatique et contrôle budgétaire garant de la qualité des résultats. Les interprétant dans le présent et simulant les décisions pour l'avenir, il deviendra un des interlocuteurs privilégiés de la direction.

Ce poste de généraliste conviendrait à un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESC... si possible IAE ou IFG, âgé de 32 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'expérience de gestion dans le milieu grosse PME industrielle. Il devra avoir une très bonne connaissance des techniques informatiques. Il aura participé activement à une information globale et saura piloter un projet d'envergure. Si son expérience est complétée par un passage dans un cabinet d'organisation ou d'audit, cela constituerait un plus appréciable. Rémunération et avantages attractifs. Logement de fonction.

Les dossiers de candidatures – sous référence 2955 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

LA GESTION ET LA MAITRISE DU SECRETARIAT EN PLUS...

CORTRANS, filiale du Groupe SLIGOS importante SSII (+ de 1800 personnes) recherche une

ASSISTANTE DE GESTION

Elle aura une double mission au sein d'une petite équipe en pleine expansion :
- **gestion**, facturation et suivi de la production, élaboration de comptes d'exploitation mensuels, analyse et suivi des chantiers,
- **secrétariat** : organisation d'un secrétariat courant pour lequel elle sera assistée de 2 personnes.

Organisée, habituée à des contacts de tous niveaux (internes et externes), elle maîtrise parfaitement l'anglais.
La connaissance du traitement de texte serait appréciée.

Salaire motivant - Nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 268.
Nicole CONTE GROUPE SLIGOS -
26, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.

CORTRANS

HAVAS CONTACT

ingénieur passionné de marketing industriel...

160/200.000 F

Le GROUPE est français, son C.A. consolidé est supérieur à 4 milliards de francs. Ses résultats sont excellents. Dans son secteur d'activité, il se distingue par une stratégie résolument orientée vers la création et la mise sur le marché de produits originaux à haute valeur ajoutée, une réelle vocation exportatrice et une forte croissance.

C'est au sein de la Direction ÉTUDES & DÉVELOPPEMENT basée à Paris, qu'une mission à dimension internationale est à prendre en charge. Elle consiste à devenir le chef d'orchestre d'un projet – de la détection de l'idée à l'implantation commerciale – en passant bien sûr par les étapes d'études, de mise au point de prototypes, de préindustrialisataion en usines et d'essais chez les Clients-pilotes (en liaison étroite avec les entités spécialisées et compétentes du groupe).

Ce poste très vivant qui allie long terme et action sur le terrain requiert un véritable esprit d'entrepreneur. Il s'adresse à un INGÉNIEUR diplômé MINES, CENTRALE, ESPCI, A & M, ENS de CHIMIE... possédant une expérience d'environ 2 ans acquise de préférence dans le Marketing, le Développement ou la Vente. ANGLAIS courant indispensable. Allemand souhaité.

Les dossiers de candidatures – sous référence 2949 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

formation

La valorisation du potentiel humain de notre organisme, l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier est l'une des préoccupations essentielles de notre Direction Générale.
Elle désire intégrer un collaborateur de haut niveau (H/F) en créant un nouveau poste au sein de *son service formation, afin de lui confier*

la définition et la réalisation d'actions de formation

accompagnant l'évolution de l'entreprise dans ses activités et sa structure (décentralisation - mise en place de la bureautique - renforcement du réseau commercial...).

Il interviendra en étroite collaboration avec les membres du service et de la direction du personnel. Dans le cadre de nécessaires opérations de reconversion et de motivation du personnel concerné, il *aura à faciliter l'élaboration* de projets professionnels individuels ainsi qu'à proposer les filières de formation appropriées.
Son action aura donc un effet d'entraînement pour *modifier à long terme le comportement* de l'ensemble du personnel grâce au développement d'une attitude pédagogique.
Une telle fonction réclame -outre une solide expérience dans ce domaine, acquise soit en entreprise soit dans un cabinet de consultant- une grande ouverture d'esprit et un savoir-faire pour recueillir les faits avec objectivité, les interpréter pour des actions réalistes et concrètes, et assurer leur suivi par une *évaluation appropriée.*

La rémunératon pourra atteindre 250.000 F si l'expérience la justifie.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous réf. **FRM** au



Poissonnière Commercial Building
11, Fg Poissonnière 75009 PARIS
Discrétion assurée

MEMBRE DE SYNTEC



Hewlett-Packard France : 40 % de croissance annuelle du CA (56 % en 84), 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

MARKETING FINANCIER

■ Chef de produit

HP financement met au point pour notre clientèle les solutions financières adaptées à l'acquisition de nos matériels. Crée il y a 2 ans ce département supporte avec 11 personnes une part significative du CA.

Nous comptons sur vous pour remplacer l'actuel chef de produits, promu au siège européen. Votre mission s'établit autour des axes suivants : création et mise en place des programmes de financement, choix des solutions optimales juridiques et fiscales, négociation avec les banques et établissements financiers... ceci en fonction des matériels, secteurs d'activités et produits concurrents.

En aval vous assurerez la promotion de vos produits auprès du management, de la force de vente et des clients, depuis la conception documentaire jusqu'à la diffusion et la formation des prescripteurs.

Votre formation supérieure, HEC, ESSEC, MBA..., une première expérience similaire - 2 à 3 ans minimum - ont développé votre expertise technique ainsi que votre aptitude à négocier et communiquer, conditions de votre développement dans un environnement international particulièrement motivant. Réf. AHQ/16/M.

SERVICE INFORMATIQUE INTERNE

◪ Informaticiens de gestion

Notre service informatique a pour objectif d'être un modèle dans l'utilisation de nos *produits -matériels et logiciels- : pratique d'une informatique décentralisée avec* utilisation du temps réel, des bases de données.
L'interaction entre utilisateurs et informaticiens développe l'intérêt du travail et la qualité des systèmes.
Nos futurs informaticiens se verront confier la responsabilité du développement et la mise en place de logiciels : ils en assureront également l'évolution - adaptation, optimisation...-.

Ces fonctions requièrent une formation de type : ingénieur, grande école de commerce option informatique, maîtrise d'informatique + IAE.
Une *expérience même courte serait appréciée.*

Réf. SC/2/M.

◪ Ingénieur support et conseil technique

Notre service informatique interne, c'est :
- 55 personnes dont 40 ingénieurs et cadres,
- 600 terminaux et un réseau d'une dizaine d'ordinateurs HP 3000 et HP 1000, reliés aux moyens de communication internationaux.

Responsable du support de l'exploitation et des groupes de développement, vous serez *chargé de l'optimisation* des ressources logicielles *et matérielles.*
Conseiller de nos cadres analystes, vous serez impliqué dans les différents projets, depuis la *conception jusqu'à la mise en exploitation.* Expert dans le domaine des nouvelles techniques informatiques, aidé de votre sens aigu de la communication, vous proposerez *les orientations et les choix qui permettront* aux utilisateurs de disposer d'outils informatiques toujours plus performants.
Ce poste convient à des candidats de formation grande école d'ingénieur -de préférence option informatique-, qui souhaitent avoir une vision d'ensemble du système d'information de l'entreprise, *motivés par un rôle de support* et de conseil auprès d'équipes de haut niveau, soucieux de développer leur créativité et leur esprit d'initiative.

Réf. SC/3/M.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
MINI-ORDINATEURS TECHNIQUES
PRODUITS RESEAUX

◪ Ingénieurs de production électroniciens/informaticiens

Expert technique des groupes de fabrication vous serez responsable d'une gamme de produits en coordination avec les équipes de développement de production et d'achat. Cette mission vous conduira d'une part à assurer le lancement de la fabrication de produits conçus par nos chercheurs aux USA ou en France ; ce qui implique le suivi de la conception du produit, la mise en place d'un plan de mise en fabrication et la définition des méthodes. D'autre part, vous agirez en qualité de support technique aux équipes de production. Dans ce cadre, vous proposerez des programmes de réduction de coûts, d'amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail ainsi que les plans d'investissements nécessaires à ces différentes actions. Ces postes requièrent une excellente formation en électronique ou en informatique et le sens aigu du travail en équipe. Les contacts fréquents qui sont requis avec nos usines aux USA réclament une bonne connaissance de l'anglais.
Ces postes conviennent à des ingénieurs électroniciens ou informaticiens débutants ou ayant une *première expérience* dans un domaine similaire. Réf. GND/6/M.

◪ Responsable automatisation industrielle

Au sein des groupes de fabrication locaux et en relation avec les autres entités HP dans le monde, vous aurez à choisir les nouveaux équipements qui nous permettront d'optimiser notre process, en intégrant les techniques récentes de production -JIT, SMD...-.
Vous collaborerez étroitement avec nos ingénieurs Recherche et Développement lors de la conception des produits, pour la prise en compte des règles de fabrication.
Riche en perspectives techniques et en contacts, entre autre à l'échelle internationale, ce poste conviendra à des candidats de formation grande école d'ingénieur, de préférence généraliste.
Une expérience similaire en milieu industriel serait fortement appréciée. Réf. GND/7/M.

DIVISION EUROPÉENNE SUPPORT INFORMATIQUE

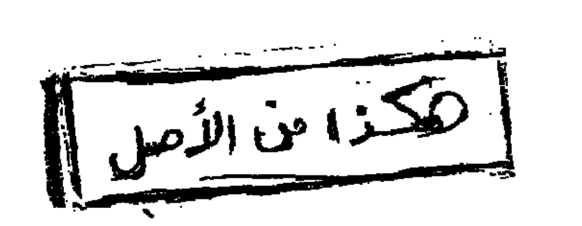
◪ Ingénieur support logistique maintenance Europe

Une des missions de notre Division consiste à fournir des modules électroniques à plus de 1000 ingénieurs de maintenance.
Pour optimiser la logistique et la qualité de ce service, nous recherchons un **ingénieur** responsable de la meilleure définition initiale des sous-ensembles de nos produits : *structuration, qualification, fiabilité, cycle de vie, prix...*
Homme d'analyse et de synthèse, ce futur **manager** devra **proposer** une stratégie technique et économique de maintien de la qualité du support des produits européens. Il **développera** des solutions augmentant la compétitivité d'HP dans ce domaine.
Ingénieur généraliste, votre connaissance de l'**architecture des ordinateurs et de leurs périphériques,** votre sens de la **diplomatie** et votre goût pour le **marketing** vous permettront de mener efficacement votre mission et faciliteront les négociations que vous aurez à mener avec nos divisions européennes ou américaines. Réf. CSG/3/M.

Pour tous ces postes la pratique de l'anglais est indispensable. Elle favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :
◪ Christine Chesneau, Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.
■ Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France
le partenaire de vos ambitions





هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau,

vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation,

vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE

(HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos **filiales étrangères** après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la *plus grande discrétion est assurée.*

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 557 B
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS
qui transmettra.



LITWIN

Société d'Ingénierie
PÉTROLE-PÉTROCHIMIE
recherche pour son
SERVICE PROCÉDÉS

INGÉNIEUR E.N.S. CHIMIE

option Génie Chimique

Formation **ENSPM** appréciée,
débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Lieu de travail : Cergy-Pontoise.
Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions. Service du Personnel
***LITWIN** - 10, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX*

YOUNG & RUBICAM CONTACT

CRÉDIT AGRICOLE

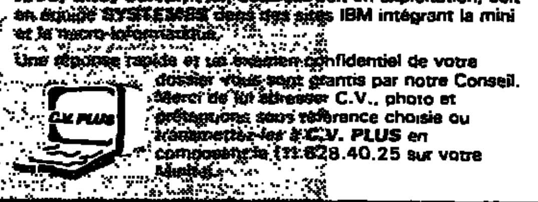
CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE-DE-FRANCE

Participez à notre réflexion et à nos mises en place de techniques avancées en **INFORMATIQUE.**

- *Pour notre Département* **ARCHITECTURE ET TECHNIQUES AVANCÉES,** Nous souhaitons intégrer un jeune **INGENIEUR** (débutant ou première expérience) chargé d'études prospectives relatives à l'évolution de nos matériels et de nos systèmes informatiques. Interface entre nos besoins et le marché (matériels et logiciels), il sera le précurseur et le promoteur de nos développements futurs en matière de systèmes de **TRAITEMENT**, de **STOCKAGE** et de **COMMUNICATION** de l'information. (Réf. 1330)
- *Pour notre Département* **CENTRE DE CALCUL.** Nous souhaitons intégrer un **HOMME SYSTEME** chargé de gérer et de faire la maintenance des logiciels (assistance technique, mise en œuvre de méthodes et procédures, développement d'outils d'aide à la production). (Réf. 1331)

Le candidat, issu d'une formation supérieure et possédant l'expérience et la connaissance des **SYSTEMES** MVS, [illegible], **VSAM**, etc., acquises soit en exploitation, soit en équipe **SYSTÈMES** dans des sites IBM intégrant la mini et la micro-informatique.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence choisie ou transmettez-les à **C.V. PLUS** en composant le (1) 828.40.25 sur votre Minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, r. de Vaugirard
75015 PARIS

MEDIAPA AFCOREM

PARFRANCE ANNONCES

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherchons

REDACTEUR CONSEIL

HF

pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, pour la réception, *le conseil, l'élaboration, la rédaction,* la *mise en forme* et le suivi des annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des *connaissances graphiques, une facilité de rédaction* et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.

Adresser CV, photo, prétentions à la Direction du Personnel
PARFRANCE ANNONCES – 4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS

Un organisme important rech. à Paris ou Versailles
SES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H. F.)
Si vous avez le goût des contacts et des responsabilités, si vous avez de l'ambition et du dynamisme, rejoignez-nous.
Tél. 500-24-03 poste 40.

Sté informatique leader dans la *distribution de micro-ordinateurs* « clés en mains » recherche

ASSISTANTS TECHNICO-CIAUX

ambitieux et motivés pour installer des micro-ordinateurs en *entreprise. Déplacements* en province. Formation supérieure gestion. Connaissance micro-*informatique appréciée.*

Ecrire avec C.V. à CEGI
16, impasse Compoint,
75017 PARIS.

URGENT
ETS SOUS CONTRAT
recherche

PROFESSEUR E.M.T.

(TECHNOLOGIE)
Connaissance informatique souhaitée. Temps partiel.
Adresser c.v. sous nº 299.676 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEURS

ÉLECTRONIQUE
ET INFORMATIQUE
pour études sur micro-process. 80/86 et 80/88 système temps *réel, assembleur PLM.* PASCAL.
TIM-ETT, 246-61-72.
1, rue Rossini, Paris-9e.

Pour son activité conseil et *étude de marché*

GROUPEMENT DE STÉS PRESTATAIRES DE SERVICES

recherche

DIPLOMÉ (H. ou F.)

Sciences économiques ou équivalent, de préférence avec connaissance de la distribution. Il ou elle assure la centralisation de l'information, le suivi de l'évolution conjoncturelle et des réalisations, l'établissement d'études préalables et de diagnostics périodiques. Le poste nécessite une excellente présentation, le goût des contacts, le sens de l'organisation et de bonnes facultés d'analyse. *Rémunération suivant compétences.*

Adresser candidature manuscrite avec C.V., *photo et prétentions* à INTERCAP
Centre d'affaires intégral
68, rue de Paris
93804 ÉPINAY-SUR-SEINE CEDEX.

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE
PARIS 15e recherche

COLLABORATEUR H.F.

30 ans min., expér. 3 ans soit en entreprise ou cabinet juridique, spécialiste en droit de sociétés et fiscal.

Rémunération à négocier selon aptitudes et expérience acquise.

Adres. dossier candidature complet s/réf. 5309 à Télex P.A. Jonction
*34, boulevard Haussmann,*75009 PARIS, qui trans.

Sté négoce international métaux et produits industriels. Métro Pont-de-Neuilly recherche

CADRE COMMERCIAL

ANGLAIS COURANT EXIGÉ
Débutant ou quelques années d'expérience pour service commercial

Adr. C.V., photo et prét. s/réf. 3056 à Contesse Publicité
20, av. Opéra, 75040 Paris. Cedex 01, qui transmettra.

SIETAM
recherche

TRADUCTRICE TECHNIQUE

trilingue français, anglais, allemand. Diplômée Chambre de commerce.
Contrat durée 6 *mois* éventuellement renouvelable.
Écrire s/*réf.* 1314 à :
SIETAM
42/48, av. du Pdt-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'INFORMATIQUE DE BOBIGNY
(Seine-Saint-Denis)
recrute un

INGÉNIEUR SYSTÈME

Environnement :
Matériel IBM 4341
Système DOS/VSE
Connaiss. VM, VSAM, VTAM.
Niveau de rémunération à débattre selon expérience.
Expérience de l'informatique en milieu communal appréciée.
Envoyer c.v. au syndicat intercommunal d'informatique, 1, r. de l'Union, 93000 BOBIGNY.



4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Futur responsable financier et comptable
référence VG 279 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2 300 personnes), leader sur son marché (chimie), recherche pour l'une de ses Directions Régionales (550 personnes) un **jeune Cadre Financier et Comptable.**

Durant une période de deux ans, il sera étroitement associé à l'ensemble des travaux du service :
- comptabilité générale et analytique,
- *élaboration et suivi des budgets,*
- gestion de la trésorerie,
- *reporting comptable et budgétaire.*

Au-delà, rattaché au Directeur de la région, il prendra la succession du titulaire *actuel appelé à des fonctions plus larges et assurera l'encadrement d'une quinzaine* de personnes.
Une formation supérieure (minimum ESC, DECS...) ainsi qu'une expérience comptable d'environ 4 à 5 ans sont impératives. Poste très intéressant de part sa polyvalence et son niveau de responsabilité.
Rémunération en fonction de l'expérience.
Poste : proche Nancy.

Responsable technique
référence OD 286 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANCAISE PERFORMANTE, faisant partie d'un groupe international actif dans la transformation des métaux et des matières *plastiques, modernise son outil de production et renforce ses structures.*

Pour faire face à son développement, elle offre un poste de **Responsable Technique** *dans l'une de ses usines à un jeune ingénieur :*
- pouvant justifier d'une première expérience industrielle réussie de 3 ans minimum,
- ouvert aux techniques modernes de fabrication et de gestion,
- capable de s'intégrer dans une équipe dynamique, pour assurer avec efficacité l'animation et le développement de sa fonction en liaison étroite avec la Direction, la Production, le Commercial.

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura la responsabilité :
- de l'étude des investissements et de leur implantation,
- de l'amélioration des produits et des procédés avec le souci constant de l'optimisation des coûts,
- de l'assistance technique à la fabrication.

Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste : sud France.

Ingénieur mécanicien expérimenté investissements
référence TI 290 AM

PUISSANT ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT recherche, pour ses *services chargés de la politique industrielle et de l'orientation des investissements* dans ses différents établissements, un **Ingénieur expérimenté.**

Dans le cadre des directives générales à moyen et long terme, il aura pour missions principales :
- les études d'opportunités et la définition des investissements,
- les examens techniques des projets et le suivi de leur réalisation,
- la gestion du parc machines,
- la politique d'entretien des installations.

Son activité s'exercera surtout dans le domaine des équipements mécaniques et hydrauliques de fabrication, de levage, de manutention et d'entretien.
Le choix se portera sur un ingénieur mécanicien diplômé, d'au minimum 32 ans, ayant une expérience de 5 à 10 ans soit de bureau d'études et production, soit d'études et mise en place d'investissements dans la construction navale ou l'industrie lourde.
Poste à Paris.

Chef de service développement et applications polypropylène
référence NC 285 AM

UN DES PREMIERS PRODUCTEURS EUROPÉENS DE MATIÈRES PLASTIQUES, *ayant des projets ambitieux de développement dans le* domaine des polyoléfines, renforce ses équipes et recherche un **Ingénieur Chimiste ou Mécanicien confirmé** pour lui confier l'animation du service développement polypropylène.

La réussite dans ce poste implique :
- plusieurs années d'expérience dans le domaine des polyoléfines, acquise en *recherche développement, applications ou transformation (injection - extrusion - compounds),* et si possible dans le polypropylène,
- le goût des contacts, le sens de l'initiative et des responsabilités, la capacité d'animer une équipe de chercheurs,
- une bonne maîtrise de l'anglais.

Poste : ville du sud-ouest.

Ingénieurs AM, ENSI... pour postes opérationnels en usine

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL, *ayant des activités diversifiées et internationales,* *renforce les structures de ses usines et recherche des* **Ingénieurs** diplômés d'une grande école généraliste, débutants et confirmés (AM, IDN, ENSM, ENSEM, INSA...).

Selon leur expérience, ils peuvent être l'adjoint d'un Chef de secteur maintenance ou diriger un secteur d'entretien, au sein d'usines importantes.
Ces postes conviendraient à des candidats animateurs, organisateurs, gestionnaires, capables de s'adapter à l'entretien d'installations lourdes fonctionnant à feu continu.
Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.

Postes à pourvoir :
- **ville ouest France :** **référence XI 281 AM**
- **ville nord France :** **référence ZK 282 AM**

Écrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris

CHEF DE MISSION POUR LE CONTROLE GENERAL

Agé(e) de 25 à 30 ans, diplômé(e) de *l'enseignement supérieur* (IEP, HEC, ESSEC, ESCP), vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans à l'Inspection Générale d'un grand établissement bancaire.

Cette formation vous permettra d'exercer immédiatement des responsabilités de chef de missions. Celles-ci concer*nent le plus souvent le siège de la Banque, et environ un tiers d'entre elles* ont pour objet des établissements bancaires, filiales de la Banque Indosuez, en France ou en Europe limitrophe.

Après quelques années au Contrôle Général, vous serez appelé(e) à exercer d'autres fonctions dans l'un des multiples domaines d'activité, tant en France qu'à l'étranger, que peut offrir une grande Banque Internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence JC 5 à

Banque Indosuez - *Service recrutement - carrières - formation*
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris





Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Chef du personnel usine
référence TE 277 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, *faisant partie d'un* **grand groupe industriel, recherche le Chef du Personnel d'une de ses usines (environ 600 personnes) située dans une ville agréable du centre de la France.**

Rattaché directement au Directeur de l'établissement et en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Affaires Sociales de la société, il assumera l'intégralité de la fonction : gestion des ressources humaines (recrutement, formation, évolution), relations avec les partenaires sociaux, contacts avec les organismes extérieurs. Il *participera à l'élaboration de la politique du personnel et veillera à son application.* Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, d'excellent contact, rigoureux, ayant de solides connaissances juridiques et au moins dix ans d'expérience de la fonction personnel en usine.

Ordre de grandeur de rémunération : 270 000 F +

Chef du département services généraux techniques
référence SB 276 AM

UN TRÈS IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHES recrute **le Chef de son Département Services Généraux Techniques.**

Directement rattaché au Directeur de l'établissement, il sera chargé d'animer, *coordonner, gérer les services :*

- entretien, travaux neufs,
- bureau d'études (études de machines spéciales),
- atelier de mécanique : réalisation de produits et de machines destinés aux départements Recherches.

Il dirigera plusieurs cadres et un *effectif d'environ 50 personnes. Poste stable et intéressant* par la diversité des techniques mises en œuvre qui conviendrait à un ingénieur, minimum 40 ans, ayant une solide expérience professionnelle à dominante entretien, de bonnes connaissances en électrotechnique, des qualités marquées d'esprit d'équipe, d'animateur et de gestionnaire.
Poste : banlieue ouest Paris.

Responsable commercial adjoint au directeur général
référence MB 284 AM

UNE SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE (150 personnes) solidement implantée, qui fabrique et vend des produits grand public (maroquinerie), recherche un **Responsable Commercial.**

Adjoint au Directeur de la Société, il collaborera étroitement avec lui, participera à l'élaboration de la politique commerciale et des collections, sera particulièrement chargé :

- d'animer une équipe de 10 représentants exclusifs sur toute la France,
- *de développer personnellement la clientèle sur la région parisienne,*
- d'initier un démarrage à l'exportation.

La réussite dans ce poste implique : une bonne formation de base, une expérience commerciale de 5 à 10 ans, l'habitude *d'encadrer une équipe,* le goût pour participer à la vie et au développement d'une entreprise.
Poste à Paris.

Chef des services techniques
référence SH 280 AM

UNE ENTREPRISE PRIVÉE DE TRANSPORTS URBAINS DE VOYAGEURS (550 personnes), grande ville de la région Est, recherche son Chef des Services Techniques.

Responsable de la maintenance d'un parc de 200 autobus et trolleybus et de l'entretien *des installations fixes (sous-stations électriques, lignes aériennes), il aura :*

- à organiser et à contrôler l'ensemble des opérations de maintenance et de réparations,
- à veiller à un fonctionnement du service très lié aux contraintes d'exploitation du réseau et au respect des normes de sécurité,
- à gérer le personnel (100 personnes),
- à préparer, soumettre et suivre un budget annuel détaillé.

Le candidat devra justifier d'une formation d'ingénieur et de plusieurs années d'expérience de la maintenance d'un parc de véhicules (ou de matériel lourd). Il doit avoir de bonnes connaissances en mécanique, électricité et électronique ainsi que l'expérience d'une responsabilité effective d'encadrement.

Ingénieur de production mécanique + thermodynamique
référence RG 288 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE de réputation internationale et solidement implantée sur son marché (n° 1 français) recherche un Ingénieur de Production expérimenté.

Durant une période de deux ans, il sera solidement formé aux techniques de production en assumant des missions variées afin de connaître les procédés de fabrication, l'organisation et la planification de la production, l'ensemble des technologies mises en œuvre...
Il sera ainsi à même de prendre la responsabilité d'un service, fonction dans laquelle ses capacités de "manager" ainsi que ses compétences techniques seront les atouts principaux de sa réussite.
Le poste sera confié à un ingénieur diplômé AM, ECL, IDN, HEI... possédant une expérience de 5 ans minimum dans des fonctions de production ou connexes dans le *domaine de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie, chimie, agro-alimentaire...)* faisant appel à des notions solides de thermodynamique et de mécanique.
Poste : est de la France. Rémunération : à débattre.

Membre de Syntec

CHAUFFAGE CLIMATISATION Ingénieur études et travaux
référence UK 292 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE *renommée et solidement implantée qui* **étudie, construit et vend des matériels de chauffage, ayant une solide notoriété de qualité,** recherche pour sa filiale d'installation (chauffage-climatisation) un **Ingénieur Études et Travaux.**

Au sein de cette Société, il sera chargé de conduire des affaires, en réalisant les études et les travaux, en assumant la responsabilité *de leur gestion et en étant* l'interlocuteur du client.
Ce poste conviendrait à un ingénieur, praticien solide, dont les compétences techniques indiscutables, les qualités d'organisation et de contact, lui permettront de travailler dans l'esprit de qualité et de service au client caractérisant la Société.

Ce poste se situe à Paris.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris

Groupe MATRA

Pour une de ses filiales performantes (CA 1 milliard) offre un poste motivant et évolutif à

Jeune trésorier fort potentiel

Ce cadre financier ESSEC-HEC ou équivalent devra disposer d'environ 3 ans d'expérience en trésorerie acquise au sein d'un grand groupe industriel (une familiarisation avec l'outil informatique serait très appréciée).
Il assurera des responsabilités intéressantes :

- en traitant les problèmes d'une trésorerie diversifiée, complexe et internationale,
- en assurant les contacts avec un grand nombre de banques et en participant activement à l'amélioration des procédures.

L'expérience très riche qu'il pourra acquérir dans ces fonctions et sa réussite lui ouvriront de réelles possibilités de carrière au sein de la Société ou du Groupe.

Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire sous réf. UJ 291 AM
Discrétion assurée

4, rue Massenet 75116 Paris etap

LA VILLE D'AULNAY-SOUS-BOIS SEINE-SAINT-DENIS recrute

9 GARDIENS DE POLICE MUNICIPALE

– Par voie de concours sur épreuves.
– Par voie de mutation.

Adresser candidature à :
M. le Maire, conseiller général,
Mairie d'Aulnay-sous-Bois.
Police municipale,
bd de l'Hôtel-de-Ville,
93600 Aulnay-sous-Bois.
Rens. sur le concours :
869-86-96 poste 11-87.

CABINET CONSEIL PARISIEN recherche

INDÉPENDANTS CONFIRMÉS

pour formation et/ou conseil en vente. Env. réf. ou c.v. à : A.M., 74, bd Haussmann, Paris-8e ou tél au 293-45-12.

Rech. COMMIS MARBRIER RÉGLEUR P.F. Ecrire avec c.v. Sté CAHEN, 24, bd E.-Quinet, 14e.

Sté Négoce International métaux et produits industriels *Me Pont-de-Neuilly* recherche

CADRE COMMERCIAL

ANGLAIS COURANT EXIGÉ
Débutant ou quelques années *d'exp. pour service commercial.*

Adr. c.v., photo et prétentions sous réf. 3.066 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01 qui transmettra.

LYCÉE PRIVÉ CATHOLIQUE JEUNES FILLES recherche

ADJOINTE RESPONSABLE INTERNAT

Expérience similaire souhaitée
Env. curriculum vitae
sous n° 299487 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
Ecole banlieue Ouest recherche

PROFESSEURS DE :

- MATHS-PHYSIQUE pour les classes de 4e et 3e
- BIOLOGIE

Temps partiel
Ecrire sous le n° 299.742M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Constructeur informatique recherche pour postes immédiats

INGENIEURS

HARD ou SOFT conn. impératives 8086, et ou PLM ou PASCAL pour applications sur *réseaux ou bureautique.*

INGENIEURS

SYSTÈME connaissant CTOS et, ou MINI 6

INGENIEURS

téléinformatique connaissant BSC - X 25 - HDLC
Tél. pour R.-V. 784-74-62.

INFORMATIQUE
Directeur de centre de profits

UNE SSCI PERFORMANTE agréée par un des plus grands constructeurs mondiaux et implantée sur tout le territoire recherche le Directeur d'un important centre de profits.

Dans le cadre d'un management pratiquant une réelle délégation de pouvoirs, il sera chargé de diriger et d'assurer le développement planifié d'une unité en assumant l'intégralité des responsabilités : gestion, commercial, technique animation d'équipes.
Ce poste évolutif conviendrait à un candidat de valeur ECP, Mines ou école équivalente, 35 ans environ, ayant eu l'expérience de Chef de Département d'une importante SSCI ou la direction informatique d'un groupe comportant de *nombreuses filiales ainsi que le profil d'un manager.*

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération 350.000 F +

Membre de Syntec

Ecrire sous réf. MC 239 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Ingénieur de fabrication
Adjoint au directeur industriel

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE EUROPÉEN, située à 100 km est de Paris, recherche un Ingénieur de Fabrication, Adjoint au *Directeur Industriel:*

Rattaché au Directeur Industriel, il aura pour mission :

- de poursuivre les études d'automatisation et d'amélioration de la productivité des chaînes de fabrication existantes,
- *de participer à la définition de la stratégie de développement des activités de production,*
- d'étudier les possibilités de nouvelles fabrications.

De formation "Arts et Métiers" ou équivalent, il aura une première expérience en production de 4 ans environ.
Le souci des relations humaines en milieu industriel, le sens du commandement, des connaissances en automatismes, robotique, informatique appliquées seront des atouts appréciables.
La connaissance de l'allemand est indispensable.

Ecrire sous réf. DY 228 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris etap

GROUPE INTERNATIONAL, *recherche pour une de ses activités électroniques en pleine expansion,* son

Responsable fabrication

VOTRE MISSION : • Rattaché directement au Directeur de la branche, vous êtes responsable du CA associé à la fabrication. • Vous êtes patron d'une petite équipe : un atelier, des services achats et planning, et vous traitez avec une sous-traitance (part très importante du CA).
VOS ATOUTS : • Ingénieur de formation (Arts et Métiers, Supélec...). • Une bonne connaissance en électronique. • *Une expérience de 6 ans minimum en fabrication* (ou étude puis fabrication) dans une petite unité de fabrication. • Vous êtes très disponible.
NOUS VOUS OFFRONS : • de devenir patron d'une unité de fabrication qu'il faudra gérer et adapter au mieux pour répondre à une demande en forte croissance. • des produits sophistiqués de haute technologie. • *Une responsabilité humaine importante au sein d'une équipe dynamique.* • la possibilité d'évoluer, au sein de la branche *ou du groupe.*

Lieu de travail : Banlieue Parisienne.

Adressez CV, photo et rémunération *actuelle* à MERCURI URVAL
21, rue Eugène Flachat - 75017 PARIS *sous* référence 47 684.

Mercuri Urval

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.05

Création de Poste

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES, LEADER EUROPÉEN D'UN SECTEUR DYNAMIQUE ET EN PLEINE EXPANSION, recherche son

Animateur de la Trésorerie H/F

Son objectif : Améliorer la gestion de la Trésorerie de notre Réseau de succursales.

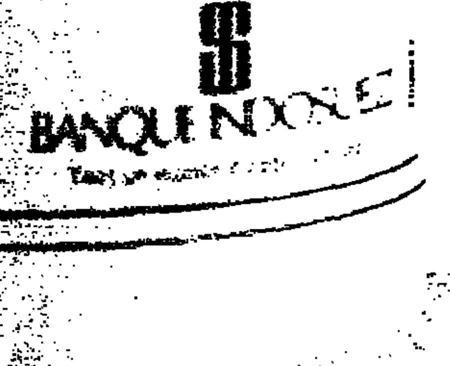
Sur le "terrain", il(elle) participera à **la création d'une cellule d'animation/conseil en Trésorerie et à la mise en place d'un cycle de formation.**

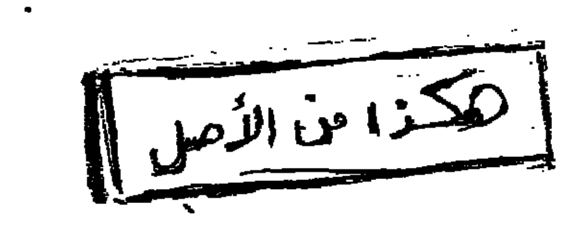
De formation **École de Commerce, DECS** (ou équivalent), il(elle) aura acquis une expérience de 2/3 ans en *Services Financiers* (si possible en Trésorerie) mais sera surtout motivé(e) par des *activités* **d'animation-formation.**

Ce poste, basé à PARIS, nécessitera de fréquents déplacements de *courte durée sur la métropole.*

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 78163 M à *HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal,* 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT





هكذا من الأصل



AU RYTHME DE LA RÉUSSITE AVEC THOMSON COMPOSANTS

Au cœur de tous les secteurs d'activités, THOMSON COMPOSANTS bat au rythme de la réussite. Pour mieux répondre à l'évolution prodigieuse des exigences du marché, nous avons déployé tout notre potentiel d'innovation : notre gamme de produits couvre tous les besoins de notre clientèle.
Nos 35 usines en France et à l'étranger assurent, selon des critères de qualité et de rentabilité, une production massive.

Notre filiale LCC, leader européen dans le domaine des CONDENSATEURS, poursuit son développement : un taux de croissance de 34 % et un chiffre d'affaires à l'exportation (États-Unis et Europe) de 50 % l'amènent à renforcer ses équipes :

CHEF DE PRODUIT

Vous suivrez l'évolution d'une ligne de produits et serez chargé des études de marchés en fonction des besoins internationaux (réf. 81337 A/M)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL (FRANCE)

De la prospection à la négociation finale, vous serez responsable de la vente de nos produits face à des clients importants (réf. 81337 B/M).

ASSISTANT TECHNIQUE SERVICE EXPORTATION

Vous étudierez les spécifications des clients et serez chargé de l'élaboration des documents techniques. (réf. 81337 C/M).
Tous ces postes, basés en région parisienne, réclament une formation d'ingénieur, une solide expérience technique et commerciale, ainsi que la maîtrise de la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), à LCC – Direction du Personnel – 50, rue J.-P.-Timbaud, 92400 COURBEVOIE en précisant la référence du poste choisi.



HAVAS CONTACT

RECHERCHE PHARMACEUTIQUE

Vous êtes pharmacologue, chimiste, bio-chimiste.

Plus que votre profil d'homme de recherche, c'est votre capacité de gestionnaire qui nous séduira.

Au sein de la Direction des Recherches de notre important *groupe pharmaceutique*, nous vous demanderons de mettre en place des instruments de gestion visant à l'optimisation des *investissements recherche*.

Votre réflexion de scientifique vous permettra d'assurer en particulier le suivi et le contrôle des dépenses en matières de recherche au sein d'une équipe de chercheurs.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV détaillé ss réf. 3031 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui garantit l'entière confidentialité.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65



Notre Filiale responsable des Moyens de Paiements recherche un(e)

Chargé(e) de Relations Interbancaires

de formation supérieure avec une première expérience bancaire réussie.

Au sein d'une petite équipe, et en relation avec l'ensemble du Groupe CREDIT AGRICOLE, la profession bancaire et la clientele :
- vous etudierez l'évolution technique et économique des moyens de paiement.
- vous participerez directement au développement des nouveaux systemes de recouvrement.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence **ALH 011** à **CNCA - Gestion des Personnes - 75010 Paris Brune**

LEVI TOURNAY



société d'ingénierie de systèmes informatiques recherche

INGENIEUR LOGICIEL

Formation grande école option informatique, débutant ou possédant une première expérience pour développer des logiciels de télécommunications.

INFORMATICIENS DEBUTANTS

Formation grande école ou équivalent, pour développer des applications de gestion de transactions.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Madame CHARTIER - THOMSON-TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS - sous réf. R/LA

crédit foncier de france

3700 personnes - 130 points de vente

Etablissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans la distribution des prêts aidés par l'Etat, recherche pour PARIS et PROVINCE des

JEUNES DIPLOMES de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

GRANDES ECOLES, UNIVERSITES (LICENCE OU MAITRISE DE DROIT, SCIENCES ECONOMIQUES, GESTION...)

- Fonctions d'encadrement variées dans les divers secteurs d'activité de la Société (juridique, comptable, financier, expertise immobilière...)
- Rémunération annuelle de base 135.000 F + avantages sociaux. Perspectives d'évolution de carrière.

Recrutement par la voie du concours d'**ATTACHE** organisé à PARIS les 13 et 14 février 1985 pour 15 postes (10 en option juridique - 5 en option financière) ouvert aux candidats de nationalité française (ou de la C.E.E.) âgés de moins de 32 ans au 1er janvier 1985.

Clôture des inscriptions : 18 Janvier 1985

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER de FRANCE - Service du Personnel - Bureau «Information-Concours»
19, rue des Capucines - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 - (Tél. : 244.80.66 - 244.80.67)



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises
recherche
POUR SON SERVICE ETUDES TECHNIQUES ASSURANCES PREVOYANCE

COLLABORATEUR HF

BAC + 2 – Une expérience au sein d'une société d'assurances sur la vie ou d'un organisme de prévoyance serait appréciée.

Adresser CV, phoro, lettre manuscrite sous la référence 695/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel
5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

AMX APX GIAT

JEUNES INGENIEURS

L'AMX - APX (1700 personnes) est chargé au sein du GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES (GIAT) de l'étude et de la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes.

Sa volonté d'élargir ses compétences, son orientation vers l'avenir l'amènent à renforcer son *potentiel* humain.

Vous recherchez une expérience enrichissante, la possibilité de développer rapidement vos compétences sur des projets d'ampleur. **L'AMX - APX** vous propose plusieurs opportunités dans des secteurs de pointe.

ELECTRONIQUE

Au sein d'équipes projets, vous participerez à la définition et à l'intégration d'ensembles complexes, nécessitant des compétences en automatique, électronique, informatique. Réf. E

OPTRONIQUE

Vous interviendrez dans le développement de matériels optroniques et des moyens d'essais associés.
Vous débutez ou avez une 1re expérience, vos compétences dans le domaine de l'infra-rouge seront appréciées. Réf. O

MATERIAUX COMPOSITES

Vous avez le sens de l'initiative, vous aimez convaincre. Votre domaine : les études, la mise en œuvre et les essais de matériaux composites. Réf. M

Pour tous ces postes, la large autonomie offerte dans les relations professionnelles, implique de votre part un sens aigu des contacts, ainsi que le goût de l'initiative et des responsabilités.

CAO, OPTRONIQUE, MATERIAUX NOUVEAUX, ELECTRONIQUE EMBARQUEE,...
Les technologies nouvelles sont notre quotidien.

Adressez votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à **l'AMX - APX** Service du Personnel Route de la Minière SATORY RP 1342 78013 VERSAILLES Cédex

AMX APX GIAT

Dans le domaine de la **GESTION DU PERSONNEL**, nous répondons aux besoins grandissants des entreprises par : **LE CONSEIL, LA FORMATION, LE RECRUTEMENT.**
Nous souhaitons intégrer à notre équipe

CONSULTANT FORMATION réf. 220

Sa responsabilité principale : l'animation de nos modules concernant le personnel d'encadrement.

ASSISTANT TECHNICO COMMERCIAL réf. 221

Son objectif : fidéliser et développer notre clientèle Sud Est, Rhône Alpes.

Ces postes requièrent une formation supérieure et 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction Personnel.

Merci d'adresser CV détaillé + photo + rémunération actuelle, *en précisant la réf. du poste choisi*, à Média System Méditerranée, 29 La Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.



LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



La qualité au-delà des méthodes et des outils résulte d'une perception commune du "travail bien fait". Nous recherchons des professionnels capables de s'intégrer dans le cadre de la promotion de cet esprit.

RESPONSABLE SERVICE OBSERVATOIRE QUALITE Réf. M14

De formation Grande Ecole, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont 4 des problèmes qualité et traitement de données.
Vous serez le créateur et l'animateur d'un service dont les objectifs sont
• la mise en place et la gestion des procédures qualités • la gestion centrale des indicateurs qualité • la création d'une bibliothèque de normes • la création d'une cellule d'"écoute client".

INGENIEURS TEST Réf. M12

De formation Grande Ecole électronique, vous possédez une expérience d'au moins 1 an dans la réalisation des tests de produits informatiques. En s'appuyant sur les compétences du labo-test vous concevrez au sein du projet le dossier de définitions des tests.

RESPONSABLE HOMOLOGATION Réf. M11

De formation Grande Ecole électronique vous avez de préférence acquis une expérience dans un laboratoire d'homologation et possédez des compétences en organisation.
Vous mettrez en place le service (8 personnes environ) chargé de développer et gérer le catalogue composants (OEMS et sous traitant), de définir toutes les procédures de gestion du catalogue et d'interfaces avec les autres services concernés.

INGENIEUR QUALITE Réf. M13

Ingénieur Grande Ecole, votre expérience d'au moins 5 ans de chef de projet, de bureau d'étude ou de développement vous a permis d'acquérir une bonne compréhension des méthodologies de développement de projet.
Intégré au projet dès le stade de la conception vous définirez le plan qualité produit et assurerez la coordination des actions qualité correspondantes.

Les postes sont basés à Bois d'Arcy. L'environnement international nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, rémunération en indiquant la référence du poste choisi à D.R.R.H. MATRA DATASYSTEME - BP 77 - 78391 Bois d'Arcy - Cedex.

MATRA DATASYSTEME

Curriculum

Vos premières expériences en
IMMOBILIER D'ENTREPRISE
sous l'angle juridique, financier, technique ou négociation, vous ont passionné pour ce secteur.
Vous avez la trentaine et vous désirez participer très activement aux opérations d'un

PROMOTEUR EN FORTE EXPANSION

en prenant la responsabilité de **PROGRAMMES DE PROMOTION ET DE RENOVATION** (Montage, gestion, recherche d'opportunités)

Poste basé à Paris.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier avec lettre manuscrite et photo sous réf. 8799 à Axial, 27, rue Taitbout 75009 Paris.
Il sera traité confidentiellement.

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes – C.A. 9 Milliards de Francs
recherche

Ingénieur Responsable du Service Industrialisation

diplômé grande école électronique pour son DEPARTEMENT ELECTRONIQUE
Valeo Machines Tournantes (Beaugency – 45)

Vous valoriserez une PREMIERE EXPERIENCE industrielle en prenant en charge avec votre équipe de 7 techniciens la rationalisation des implantations, la standardisation des composants, l'élaboration des gammes et des prix prévisionnels en liaison avec les méthodes, les relations avec le bureau d'études de Paris ainsi qu'avec les clients et fournisseurs.
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre *(H/F)*, *CV*, prétentions et photographie *en indiquant la référence* 56107/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen – 75017 PARIS

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes – C.A. 9 Milliards de Francs
recherche

Ingénieur Débutant Département Mathématiques Appliquées

de la Direction des Etudes Avancées (Saint-Ouen – 93)

Vous serez chargé, en collaboration avec les Ingénieurs des services techniques, de résoudre les problèmes (calculs de structures, calculs de champs thermiques ou électromagnétiques ...) par les techniques de l'analyse numérique ou tout autre technique mathématique appropriée.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 56102/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen – 75017 PARIS

---

sade

Ingénieur informaticien

COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX HYDRAULIQUES SADE, 4 200 personnes, C.A. 1,8 M, SIEGE PARIS, recherche JEUNE INGENIEUR pour son service informatique. Il sera responsable du développement de ses applications informatiques et bureautiques et devra posséder une formation supérieure ainsi que quelques années d'expérience professionnelle dans une activité informatique.

L'intéressé assistera directement le Chef de service, aura à développer des qualités de GENERALISTE et à faire preuve d'un esprit de synthèse et d'innovation dans le cadre des missions qui lui seront confiées.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser votre C.V., sous la réf. 1336 ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant le 828.49.25 sur votre Minitel.

C.V. PLUS

Jean-Claude Maurice S.A.
387 ter, r. de Vaugirard 75015 PARIS

MEDIA PA AFCOREM

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes – C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieur Responsable Commerce Export

Valeo Embrayages (Saint-Ouen – 93)

Vous parlez couramment allemand et anglais et avez acquis, dans l'industrie automobile, une solide expérience technico-commerciale. Nous vous proposons, au sein du Département Embrayages Tourisme de développer nos relations avec les constructeurs automobiles européens et de coordonner les actions commerciales de votre équipe. Réf.56105/1/M

Ingénieur Responsable Département Presses et Atelier Outillage (270 personnes)

Valeo Embrayages (Amiens – 80)

Vous serez responsable des investissements et de l'exploitation de ce Département et superviserez les services chargés de la conception, de la réalisation et de l'entretien des outillages. Expérience confirmée dans la technique d'emboutissage indispensable. Réf.56105/2/M

Ingénieur Gestion et Plan

Valeo Thermique (La Verrière – 78)

Vous avez une formation complémentaire en gestion (IAE, CESMA, IEFSI . . .) et une PREMIERE EXPERIENCE *en gestion et finances. Nous vous proposons* d'assurer la responsabilité de l'animation du contrôle de gestion et du plan stratégique pour la Branche Thermique implantée dans 6 pays complétée par des analyses financières et comptables. Connaissances en anglais ou espagnol souhaitées. Réf.56105/3/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à :
Valeo Service Recrutement *I & C – 43, rue Bayen – 75017 PARIS*

Le Directeur Informatique d'une société de services appartenant à un puissant groupe de distribution recherche son

RESPONSABLE METHODES ET DEVELOPPEMENT SOFTWARE

Nous vous confierons la gestion de ce département dans une optique de développement des compétences, des *techniques et des méthodes.*

A partir d'un schéma directeur, vous aurez à mettre en place un véritable système d'information du groupe.

Il vous reviendra donc d'organiser *les données, de développer les nouvelles applications, de coordonner le travail* des analystes et des programmeurs que vous encadrerez.

Vos êtes Ingénieur ou diplômé d'Etudes Supérieures et vous avez une expérience de 5 *ans minimum* dans la conduite et la réalisation de projets de bonne envergure.

Nous vous offrons de développer vos compétences dans un environnement dynamique, mouvant et vivant : la Distribution.
La *rémunération prévue*, particulièrement attractive, doit intéresser un candidat de haut niveau.
Le poste est basé à Rueil-Malmaison.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous *référence* 866M0 à notre Conseil. ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur seine.

ALPHA-CDI

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes – C.A. 9 Milliards de Francs
recherche

Responsable Comptabilité/Finances

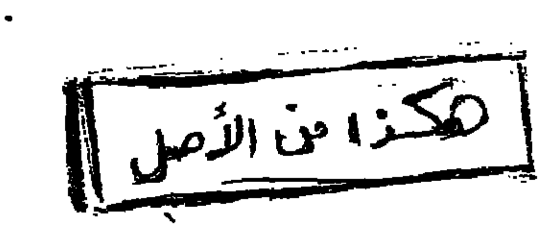
(HEC-ESSEC-ESCP, Option Finances - Comptabilité...)

Valeo Equipements Industriels SOMA (St-Etienne – 42)
(CA : 550 MF – 1700 personnes)

Nous vous proposons de valoriser une expérience de plus de 5 ans comme responsable comptable et financier d'une Société en prenant la Direction des services comptables et financiers de la SOMA (15 personnes) et la coordination de ses *filiales françaises.*

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 56103/M à Valeo Service *Recrutement I & C – 43, rue Bayen – 75017 PARIS*



هكذا من الأصل

Thomson Semiconducteurs

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se devait d'agir. Analyser. Structurer. Investir: nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de services techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIRBUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR-FAIRE THOMSON SEMICONDUCTEURS: avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semiconducteurs. Mais nous devons persévérer: il s'agit aujourd'hui d'intensifier notre présence en France et de renforcer nos équipes commerciales.

Ingénieurs Commerciaux

A vous d'imprimer une nouvelle dynamique à notre entreprise, une nouvelle impulsion à votre carrière. Vous avez une formation d'Ingénieurs Grandes Ecoles. Vous êtes débutants ou possédez quelques années d'expérience dans la vente de composants d'équipements électroniques: nous vous transmettrons notre compétence, notre professionnalisme à travers une formation alternée rémunérée. Formation à nos produits. Formation à nos techniques de vente. Vous serez constamment soutenus par l'ASSISTANCE TECHNIQUE de THOMSON SEMICONDUCTEURS et de l'ensemble du Groupe.
La souplesse de nos structures vous permettra de vivre les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'ÉLECTRONIQUE THOMSON.
Nous mettons à votre disposition tous les moyens du succès.

Avec nous, prenez le parti d'agir: écrivez à Norbert ROGE, THOMSON SEMICONDUCTEURS – 101, boulevard Murat – 75016 PARIS.

L'ACTION: NOTRE PARTI PRIS



THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE
recherche

Ingénieur électro-technicien débutant

Formation Grande Ecole

MISSION : dans le cadre de l'action commerciale, définition technique de nouveaux produits : câbles électriques isolés pour le transport de l'énergie (BT - MT - THT) et les télécommunications (liaisons à fibres optiques). Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU. Ce poste constitue une excellente base de départ pour un jeune ingénieur souhaitant valoriser ses connaissances.
Adresser C.V., lettre manuscrite, sous référence 4721 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LES BONS CANDIDATS EXISTENT

Mais de plus en plus souvent ils ne se manifestent pas - Pourquoi ? La crise ? Peut-être...
Notre métier est de vous les trouver en France et à l'étranger, par des méthodes de travail nouvelles plus efficaces et plus rapides.
Hubert GERARD Conseils : au delà du professionnalisme, une autre conception du recrutement.

Hubert GERARD Conseils

38, rue de Bassano 75008 Paris (1) 723.55.16

HAVAS CONTACT

APPLICON

APPLICON l'une des sociétés du groupe C.A.S. «Computer Aided Systems» de SCHLUMBERGER, conçoit, met au point, fabrique et commercialise des SYSTEMES INTERACTIFS GRAPHIQUES dans le domaine de la conception et de la fabrication assistés par ordinateurs (CAO/FAO).

Que ce soit dans le domaine de la Mécanique, de l'Electronique ou dans ceux de l'ingénierie, les systèmes Applicon sont conçus pour améliorer la productivité des entreprises en automatisant et en intégrant les nombreuses opérations d'études, d'analyses, de dessins, de réalisation et de fabrication.
Pour répondre aux besoins de ce marché en forte expansion, nous recherchons :

jeunes ingénieurs d'application

Ingénieur électronicien CAO/FAO
X, Centrale, Supelec, Télécom...

Votre solide formation en électronique est complétée par une première expérience industrielle de préférence dans un bureau d'études sur des VLSI.
Nous vous proposons un rôle de conseil technique auprès des grands groupes industriels européens.
En analysant leurs besoins et leurs contraintes vous leur conseillerez les logiciels de CFAO les plus adaptés et leur en ferez diverses démonstrations. Vous vous appuyerez, pour cela, sur un «support technique» de haute qualité et sur un service après-vente performant.
Ainsi à votre compétence technique de haut niveau vous ajoutez de réelles qualités d'homme de contact.

Ingénieur mécanicien CAO/FAO
Centrale, AM, INSA, CESTI...

Votre solide formation d'ingénieur mécanicien est complétée par une expérience en CFAO Mécanique qui vous a sensibilisé aux réalités du milieu industriel.
Responsable de l'installation des logiciels dans les services de l'entreprise cliente, vous assurerez le démarrage de l'installation ainsi que la formation des Ingénieurs et Techniciens utilisateurs.
Pouvant intervenir sur toutes les phases du processus de fabrication, vous doublerez vos capacités techniques, de qualités de contact probantes qui vous permettront de devenir l'un des interlocuteurs privilégiés de vos clients.

Pour ces deux postes, la maîtrise de la langue anglaise, est indispensable. Elle vous permettra de dialoguer avec nos centres aux USA et en Europe. L'implantation de Schlumberger dans 77 pays vous permet d'envisager une carrière à la mesure de votre implication, de vos résultats et de la diversité de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel,
APPLICON EUROPE - Tour Manhattan - 6, place de l'Iris - 92095 PARIS la Défense 2 Cédex 21.

APPLICON
Schlumberger

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.86

Gaillon S.A.

Société de Transformation des matières plastiques

recherche

UN TECHNICO-COMMERCIAL

pour développer et considérer les ventes auprès des constructeurs automobiles.
Ce poste basé en Région Parisienne s'adresse à un technicien possédant une bonne formation notamment en dessin industriel, un esprit créatif et le goût de l'action commerciale.
De nombreux déplacements sont à prévoir sur toute la France
Rémunération 10.000 F × 13 + intéressement + frais.

Adresser C.V. à : GAILLON S.A.
B.P. 15, Route de Nuit, 69830 St-Georges-de-Reneins.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION
SPÉCIALISÉE DANS OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

cherche

RESPONSABLE D'UN DÉPARTEMENT ÉDITORIAL

(LITTÉRATURE, THÉATRE, CINÉMA)

Formation universitaire de haut niveau,
expérience de l'édition et sens des contacts humains.

Adresser lettre + c.v. + prétentions à RÉGIE-PRESSE
sous n° 299.624 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

UN JEUNE INGENIEUR TELECOM POUR RESEAU IMS

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous avez déjà une expérience d'environ 2 ans dans le domaine des réseaux et moniteurs de télétraitement IBM, en particulier VTAM/NCP et IMS.

Dans le cadre du démarrage de notre réseau IMS, nous vous proposons de prendre en charge la méthodologie d'exploitation, le support technique et la formation de l'équipe télétraitement.

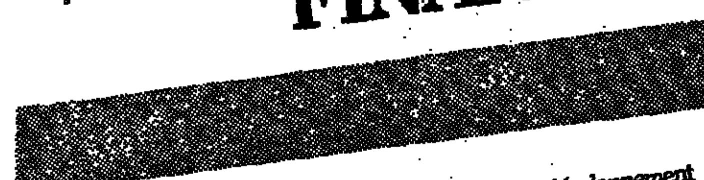
Vous assisterez d'autre part les équipes chargées de l'exploitation du réseau interbancaire SWIFT, et participerez aux études dans le domaine des réseaux.

Pour ce poste basé à Paris, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) sous référence DM 23 à

Banque Indosuez - Service recrutement - carrières - formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

ANALYSTE FINANCIER



Le Département Financier d'une banque privée en fort développement recherche un analyste financier confirmé. Sa mission principale sera d'assister deux gérants de portefeuilles (4 milliards de capitaux gérés: SICAV, FCP) en suivant principalement le marché des actions françaises.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. 126 à Curriculum
26, rue du 4 Septembre, 75002 Paris - qui transmettra en toute confidentialité.

Filiale d'un grand groupe multinational, notre LABORATOIRE réalise 400 MF de C.A. et emploie plus de 500 personnes. *Pour nous accompagner dans notre développement, nous recherchons notre*

Chef des services comptables *HF*

Par délégation du Directeur financier, vous actualiserez les procédures comptables que vous informatiserez, assurerez la responsabilité des déclarations et situations périodiques ainsi que le reporting vers la maison mère.

Vous allierez rigueur et qualités de contact pour proposer à une direction performante des résultats fiables dans les meilleurs délais, maintenir le courant d'information avec les autres services de la société et animer votre équipe d'une dizaine de personnes.

Votre expérience de 5 ans au moins de l'encadrement des services comptables vient compléter votre DECS et votre connaissance de l'anglais usuel.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/JCS/LM.
Il sera traité en toute discrétion.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recherche pour le siège de sa filiale française,
située en Région Parisienne (C.A. environ 500 Millions) un

ORGANISATEUR CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Il sera principalement chargé :
- de l'organisation administrative : circuits d'information, procédures,
- de l'évaluation des structures,
- des développements de Bureautique et Télématique.

L'homme recherché a une formation supérieure et une expérience d'au moins 4 ans d'organisation, de Bureautique et Télématique.
Bonnes connaissances de l'anglais exigées.
Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence PE 410 à :

EGS CARRIERES
56, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CROISÉES INTER
(Calvados)

Notre société, menuiserie industrielle en progression (300 personnes, C.A. : 200 MF, cash-flow : 10 %, produits « haut de gamme ») étoffe sa structure et crée le poste de

Contrôleur de gestion

Vous avez 25 à 35 ans, un diplôme d'enseignement supérieur (gestion), une expérience de quelques années dans la fonction, de solides connaissances en comptabilité analytique et, si possible, en organisation informatique.

Nous vous offrons, pour seconder notre directeur administratif et dans un environnement informatique intégré, de PRENDRE EN CHARGE LE CONTROLE DE GESTION DE L'ENTREPRISE en assurant la qualité et la cohérence des informations nécessaires à la gestion technique, commerciale et financière.

Selon vos compétences ou vos souhaits de formation, vous pourrez intervenir dans les autres domaines de la direction administrative : finance, informatique, organisation...

Le poste basé en NORMANDIE est évolutif.

Adressez votre C.V., sous la réf. 5101, à notre Conseil
marie-alix bordes
Conseil en recrutement
6, rue Pierre-Sémard - 75009 PARIS
qui vous assure une totale discrétion.

Le PDG d'une Société Industrielle, filiale d'un grand groupe international, 350 pers., 2 établissements, recherche son

Chef du personnel

Le poste implique : la gestion et l'administration du personnel, les relations sociales et, surtout, l'animation et la formation.

Pour cela les candidats devront avoir une formation niveau licence (Droit, Gestion ou Sciences Humaines), et devront justifier d'une expérience de 5 ans environ de la Fonction Personnel en usine. Anglais souhaité.

Une évolution à moyen terme vers une direction du personnel est envisageable pour un candidat de valeur.

La rémunération sera de l'ordre de 180 000 Frs.

Adresser candidature à Pascale Galampoix s/réf 84/86/211

DOMINIQUE LELIGOIS 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

SODIPROM

Organisme de formation rattaché à un grand groupe de distribution en forte expansion, bien implanté sur la Région Parisienne, recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

jeunes diplômés universitaires HF

PARIS - PROVINCE

Chargés d'animer des sessions de formation à la micro-informatique et aux logiciels.

Vous possédez une première expérience de l'informatique de gestion ou de la micro-informatique.

Des connaissances paie et comptabilité sont appréciées.

Goût de l'enseignement et aptitudes pédagogiques.

Une formation complémentaire sur les produits est assurée.

Les postes sont à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser c.v. et prétentions à SODIPROM - 19, rue Rosenwald - 75015 PARIS.

SCHENCK S.A.

Filiale française d'une importante société allemande (groupe d'environ 5 000 personnes) de notoriété internationale dans le domaine des machines outils spéciales de haute technologie implantée près de St Germain en Laye (78) recherche :

TECHNICO-COMMERCIAUX

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Ces postes, à pourvoir de suite, constitueraient une excellente opportunité pour des candidats dotés d'un réel sens des affaires :
- *formation électro mécanique. Notions d'Électronique ou d'informatique appréciées,*
- *formation complémentaire assurée par la Maison Mère en RFA près de Francfort,*
- *des connaissances de base de la langue allemande sont indispensables,*
- *nombreux déplacements en France,*
- *voiture de fonction fournie,*
- *lieu de résidence région parisienne,*
- *rémunération suivant compétence et expérience.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à : SCHENCK SA, Mme WEHBE, Service du Personnel, Chemin Neuf, 78240 CHAMBOURCY.

Du journalisme à la publicité,

IL N'Y A QU'UN PAS. A VOUS DE LE FRANCHIR !

Si vous avez :
- une formation supérieure littéraire (journalisme, CELSA, lettres...),
- une première expérience professionnelle réussie,
- le sens du commerce,
- l'esprit concret,
- des idées et savez les exprimer sur le papier,
- un goût certain pour la vente de conseil auprès d'interlocuteurs de haut niveau,
- et, surtout, la volonté de vous investir pour prospecter et développer une clientèle d'entreprises.

Alors, vous nous intéressez, parce que vous nous ressemblez.

Nos collaborateurs sont avant tout des gagneurs qui, au-delà des modes actuelles, savent ce que s'investir dans leur travail veut dire.

Pour des objectifs réalisés à 100 % (fixe + commissions), leur rémunération est de l'ordre de 150 000 F + avantages + frais.

Si vous êtes motivé par ce poste évolutif (Paris) alliant vente et conseil dans le secteur de la communication,

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant sur l'enveloppe la réf. JP/M à M. MISPELAERE - 132, rue Montmartre - 75002 PARIS, qui transmettra. Ne pas se présenter. Réponse et discrétion assurées.

Établissement financier de crédit-bail et location, leader sur son marché recherche pour ses services comptables

adjoint au chef comptable

Ce poste, qui concerne la comptabilisation des opérations de crédit-bail comprend :
- l'encadrement de petites équipes,
- le suivi, l'analyse et la synthèse des travaux effectués par ces équipes,
- la participation avec le chef comptable aux travaux d'établissement de situations périodiques et de préparation de clôture d'exercice.

Une expérience professionnelle confirmée de préférence dans un secteur d'activité similaire, est requise pour tenir cette fonction.

Adresser C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHAU S.A., sous réf. 10533, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Importante Société de Produits de Consommation Industriels
...exportatrice à 90 % de son C.A. dans le monde entier...
filiale groupe américain cherche à renforcer son équipe export et aimerait accueillir un

Cadre Commercial Spécialiste Export

en vue de prendre, après formation spécifique aux produits, la responsabilité des ventes et négociations à haut niveau avec une clientèle industrielle.

De formation type ESC, parfaitement bilingue Anglais (+ Italien apprécié), ce spécialiste doit avoir une réelle expérience terrain export et être habitué aux négociations à caractère technique.

Lieu de travail : Paris.

Déplacements fréquents, en général de courte durée.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1063 à INTERCARRIÈRES 5, rue du Helder - 75009 Paris

---

Un grand de l'AUTOMATISATION INDUSTRIELLE veut renforcer ses ventes à l'export et recherche un

RESPONSABLE EXPORT

De formation technique ou scientifique supérieure connaissant bien l'informatique industrielle ayant acquis une expérience complémentaire du commerce international.

Nous vous offrons : un appui technique important, des produits performants, un marché prometteur et un renom international.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Si ce défi vous tente, merci de nous adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 09 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR
13 rue Royale 75008 PARIS - qui transmettra et assurera une discrétion absolue.

IMPORTANT ORGANISME PARIS 8ÈME recherche pour EXPERTISES DE PRIX DE REVIENT DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS

diplômé d'études supérieures +niveau DECS

Expérience professionnelle d'un à deux ans en comptabilité analytique ou contrôle budgétaire

Possibilité acquérir expérience dans techniques exportation.

Lieu de travail Paris 8ème.

Adresser c.v. manuscrit détaillé et photo sous réf. 8801 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

---

conseils en carrière

CADRES DIRIGEANTS A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le poste que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? Si, au fond de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.

Nous aidons les cadres dirigeants à trouver leur deuxième souffle. Nous sommes les conseils en orientation les plus expérimentés en Europe.

Notre méthode consiste tout d'abord à aider nos clients à fixer leurs objectifs, puis à réaliser les campagnes de prospection qui les conduiront à l'emploi le plus conforme à leur désir.

Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, de vos propres possibilités de redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre avec un de nos conseils en orientation :

Forgeot Weeks
Conseil en orientation de cadres dirigeants
50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.
Tél. : 574.24.24
Meeting in English welcomed.

IMPORTANTE SOCIETE D'ECLAIRAGE FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son Siège Social (LA DEFENSE)

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Il assistera le Chef de groupe de produits pour la gestion, le développement des produits, les études de marchés, les études de la concurrence, les lancements de produits.

Ce poste pourrait convenir à un jeune Ingénieur Electricien.

Une formation complémentaire au Marketing serait appréciée.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo + rémunération annuelle souhaitée à N. 4346 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

BANQUE NATIONALE recherche pour PARIS

le responsable de son service d'études et de diagnostic d'entreprises

Ingénieur issu d'une GRANDE ECOLE, ayant acquis une formation complémentaire dans un Institut de Gestion, le candidat sera formé au diagnostic approfondi des PME de tous secteurs, notamment INDUSTRIELS.

Il sera un GENERALISTE ayant une bonne connaissance pratique des fonctions essentielles dans l'Entreprise, notamment des ACTIVITES FINANCIERES, du CONTROLE DE GESTION ainsi que du MARKETING et des ETUDES INDUSTRIELLES.

Homme d'analyse comme de synthèse, le candidat saura concevoir et rédiger des études intéressant les investisseurs, les financiers ainsi que les acquéreurs éventuels d'entreprises. Il sera, en outre, en mesure de mener des ANALYSES SECTORIELLES.

Le poste, qui impliquera la direction d'une équipe, suppose la connaissance de l'outil informatique (micro).

Adresser CV détaillé et prétentions sous réf. CT/563/07 à FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit le plus strict anonymat.

---

secrétaires secrétaires

secrétaire
PARIS 17e

Nous sommes une équipe de consultants passionnés par notre métier de recherche de cadres.

Nous voulons accueillir notre secrétaire principale. Nous la voyons dynamique, rigoureuse, adaptable.

BTS sténo-dactylo, 4 ans d'expérience minimum, vous êtes la secrétaire personnelle du PDG. Vous êtes également responsable de la "logistique" et devez assurer une organisation administrative optimum : établissement et suivi des procédures, coordination des dossiers de recherche, comptabilité simple. Vous frappez vous-même votre courrier (environ 30 % du temps) et il est souhaitable que vous utilisiez déjà un ordinateur de bureau.

La rémunération est de l'ordre de 100.000 F + selon l'expérience.

Si vous désirez intégrer notre équipe et participer à notre évolution, nous vous remercions d'adresser votre candidature, s/réf. 393 M, à Annick Lucchini, JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

L'ÉQUIPE

Assistante administrative
Service du Personnel

Nous cherchons une assistante administrative pour seconder le nouveau Chef du Personnel : elle prendra en charge la gestion administrative du personnel, la réalisation d'études, l'exploitation des données statistiques sociales pour la mise au point de tableaux de bord, et le suivi des Assurances. Cette création de poste intéresse une candidate expérimentée, diplômée d'études supérieures, ayant une solide connaissance de la législation sociale. Nous lui demandons d'allier la rigueur et l'organisation à des qualités d'ouverture et de contact. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions, s/réf. 1108/M, à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX. Réponse et discrétion assurées.

sélé CEGOS — Membre de Syntec

L'Agence de Publicité BOULET DRU DUPUY-PETIT recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

de haut niveau, pour seconder l'un des dirigeants-partenaires
- Elle a une parfaite maîtrise de la langue anglaise (sténo dans les deux langues).
- Elle a une connaissance des médias et de la publicité de plusieurs années.

Envoyer c.v. et prétentions : Nicole COOPER, 109, quai André-Citroën, 75015 Paris.

GROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recherche pour son PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

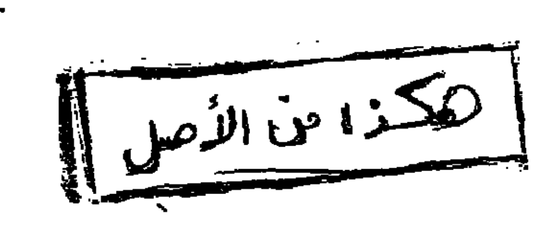
ayant expérience secrétariat particulier.
- Excellente sténo-dactylo :
- qualités d'ordre et de classement ;
- disponibilité ;
- références.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite avec photo à : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SECRÉTAIRE TECHNIQUE

Bonne sténodactylo, niveau mini. Bac C ou technique. Env. c.v. à Sté PRAT, 17, r. Letellier, 75015 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82



هكذا من الأصل

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

20 H STAGE INTENSIF D'INITIATION A LA MICRO-INFORMATIQUE les 18 et 19, 20 et 21 février les 1 et 2, 3 et 4 avril. Autres horaires possibles Prix 990 F. Tél. : 824-21-25.

Formation professionnelle agréée CPE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

— OPTION GESTION
— OPTION INDUSTRIE (électronique micro)

Inscriptions sessions début 85


CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

206-24-63 - 241-83-83.

DEVENEZ

CONSEILLER TECHNICIEN EN ENVIRONNEMENT DANS L'ENTREPRISE

en huit mois à temps plein à Colmar.

Vous êtes :
- Licencié économique, demandeur d'emploi.
- En congé individuel de formation.

Vous avez quelques années d'expérience professionnelle, un niveau Bac ou Bac + 2 scientifique.

Début du stage : fin février 85.

Pour tout renseignement :

IPI ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, BP 7, 68001 Colmar Cedex, tél. (89) 23-79-23.

PRÉPARATION INTENSIVE AUX CONCOURS PARAMÉDICAUX cours du jour et du soir

824-14-01.

Assistance et Conseil International en Logiciel

ACILOG

Formation professionnelle

d'ANALYSTE PROGRAMMEUR

Opportunités de placement

Tél.: 723.56.18 - 38, rue de Bassano - 75008 PARIS Métro : Étoile - George V.

DEMAIN

Le Monde

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS

CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : ____

Nom ____ Prénom ____

Adresse ____

Code postal ____ Ville ____

Nombre d'exemplaires ____ × 7 F (frais de port inclus) ____

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE

Grand quotidien national de l'après-midi.

Enquêteur-reporter : questions socio-économiques, problèmes de société et mode de vie, innovations sociales, etc.

Etudie toutes propositions.

Ecrire sous n° 6.700 *le Monde* Publicité services annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cadre, 47 ans, directeur d'usine (20 personnes) avec atelier d'usinage, pièces métallurgiques, magasin, expédition et vente au comptoir, responsable des achats, stocks, embauche et paie du personnel, entretien, fabrication, relations commerciales, cherche poste équivalent, ou adjoint à direction, si société plus importante. Ecr. s/n° 6.703 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. Fme, 31 ans, dipl. Université de Paris, cherche poste prof. anglais à Paris 6e à 3e. Ecr. s/n° 1.786 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 38 ans CHEF DE FABRICATION ÉDITION, PUBLICITÉ, PRESSE Formation Estienne, métiers graphiques. Résolution des problèmes de définition, achat et production de l'imprimé. Mobile et dynamique, recherche poste de communication interne, relations publiques d'entreprise Paris. Merci d'écrire sous réf. 094 à CURRICULUM 26, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

H. 54 ans, HEC Lille chômage prolongé, dynamique. Disponib. totale, en a marre ne pouvoir exprimer capacités com. gestion. Ch. poste sérieux même à temps partiel ou durée déterminée. Rég. parisienne ou ailleurs. Si possible logement. Prétentions raison. suivant respons. et possibilités entreprise. Urgent et merci. Ecr. s/n° 1.789 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 26 ans.
PSYCHOLOGIE (licence)
DROIT PRIVÉ (maîtrise)
INFORMATIQUE (bon niveau).
cherche travail INTÉRESSANT.
JEAN BRETON, 539-59-62
4, rue des Mariniers, 75014 P.

J.H. 19 ans, notions anglais, espagnol, cherche emploi bureau préférence tourisme, assurances, import-export, commerce. Morille, 637-07-16.

Femme 38 ans, comptable III, 21 ans expérience comptabilité générale = analytique = tiers. 8.500 × 13. Libre de suite. Ecr. s/n° 6.710 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. libéré O.M., équivalent DEUG biologie, anglais et allemand parlés et écrits, libre de suite en vue d'un poste de délégué médical sans secteur particulier. M. Forestier, 39, avenue des Acacias, 44250 Saint-Brévin-l'Océan.

37 ans, assistante de direction, formation littéraire et commerciale, 15 ans d'expérience, libre de suite, recherche poste stable dans entreprise sérieuse et dynamique. C. Lorenceau, 44, rue La Quintinie, Paris, 531-78-30.

INGÉNIEUR RÉSEAUX

40 ans, plus de 10 ans expér. informatique gros, moyen et mini systèmes. Expér. systèmes et réseaux (Plus de 4 ans) sous OS/MVS - CICS VTAM - NCP (produit SNA) outil HARD et LOGICIELS d'optimisation système et réseaux (NCCF/NPDA/NPA)

cherche poste similaire Paris/région parisienne. Pouvant se libérer rapidement. Rémunération souhaitée 240.000 F. Tél. 504-89-96 Heures bureau.

Homme, 53 ans, cherche travaux comptabilité. Libre 1 jour par semaine 633-79-29 le soir.

Couple, homme querant. sér. cherche place stable gardien pour entreprise, usine, propriété etc... Rég. Paris. Tr. sér. réf. Au besoin tout à fait disponible le week-end. Trav. à définir, car plus. possib. d'empl. entre autres assur. la protection des biens personnels du Président. Tél. 358-69-68 ap. 20 h.

Assistante de direct. réelle collab. bonne notions angl. esp. 15 ans d'exp. dif. secteur recherche Paris contrat à durée limitée 2 à 6 mois. Téléphone : 277-70-72.

Ingénieur agronome + diplômé en management, Belge 30 ans, parlant néerlandais, bonne notion d'anglais, est à votre disposition pour développer votre entreprise tant en France qu'en Europe ou outre-mer. Ecrire sous n° T 069.516 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris 7e

Cadre 40 ans
RESPONSABLE BUREAUTIQUE
15 ans d'expérience professionnelle administrative et commerciale. Études et mise place d'applications, formation et encadrement utilisateurs sur micro-ordinateurs. Cherche poste similaire. Étudie toutes propositions. Ecr. s/n° 6.709 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame cinquantaine papetière spécialisée (30 ans expér.), sérieuses références, cherche Place stable. Tél. : 834-64-46.

Cadre inform. rech. dans PMI, PME tte région 1 fonction. resp. inform./organis. exp. tt problème gestion et organisation entreprise + plan inform. jusque mise en œuvre Syst. IBM - 34-36-38-43. Ecr. s/n° 1764 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MANAGER
homme 41 ans, droit + Sc. Po, anglais, espagnol.
— Organisation : adm., aff. jur. et sociétés.
— Gestion : fin. et banc. compte d'exploitation.
— Commercial : dev. ventes, export, gde exp. intern.
— Ch. DG, SG, adjoint P-DG, gde société ou PME. Tous secteurs.
Ecr. s/n° 6.706 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Si vous estimez que votre C.A. est suffisant et qu'un vendeur 1re force, trilingue, tous produits est inutile, cette annonce ne vous concerne pas. Ecr. s/n° 1.760 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRILINGUE
Allemand, Anglais
- EUROPÉEN, 41 ANS.
- ÉTUDES SUPÉRIEURES.
- 15 ANS D'EXPORT.

— Fonct., opérat., chef service :
— Connaissances Europe, pays arabes.

RECHERCHE
- Nouveau challenge
- Entreprise performante.
- PARIS ou Banlieue (Ouest/Sud).

Ecr. s/n° 1.790 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE BANCAIRE
37 ans, dynamique. Sciences-Po (Ecafi), Sciences-éco. expérience diversifiée, analyse financ., exploitat. internationale. Anglais-Allemand. Cherche poste banque d'affaires, direction financière banque, assurances holding, agent de change, maison de titres. Ecr. s/n° 1.733 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR PERSONNEL
54 ans, recherche travail région PARIS ou PROVENCE. Ecr. s/n° 1.740 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE licencié en droit, diplômé notaire ICH (H. 37 ans) cherche activités à temps partiel. IMMOB., INDUSTR. ou COMMERCIAL. Ecr. s/n° 1.752 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

représentation offres

Imprimerie pédagogique internationale cherche UN REPRÉSENTANT pour la France. Connaissance des éditeurs français nécessaire. Anglais indispensable. Bonne rémunération. Assurance maladie. Réponses détaillées à envoyer à M. John Green, 58, Mall Road, London W6, England.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

travail à domicile

Effectue tous travaux de dactylographie sur IBM 82C. Travail soigné. Tél. : 794-68-21.

Tous travaux de traitement de texte, dactylographie. Tél. : 461-14-22.

villégiature

MEILLEURS VŒUX ET BONNES VACANCES 85 AVEC V.V.L.
Bus de municipalités et de comités d'entreprises pour préparer vos programmes de vacances de l'année, les catalogues de V.V.L. sont à votre disposition. Renseignements : VACANCES VOYAGES LOISIRS 39, avenue Henri-Barbusse 94400 Vitry-sur-Seine Tél. 680-85-17. Enfants, jeunes, retraités : poste 424. Familles, classes de découverte : poste 423.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

M.B. 230 E Avril 84 Boîte 5 vit. Peinture métal. argent Astral. Intér. drap noir. Exécut. cft. Ts verres teintés 12.000 km. 120.000 F. 954-90-22, p. 30-33. H.B. 651-27-26, à partir de 19 h.

divers

BMW, SÉRIE 3-5-7
84 et 85, peu roulé, garantie Auto, Paris-XVe. 533-69-96 63, r. Desnouettes Paris-15e.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

BEAUBOURG, imm. caractère gd liv. + chbre + s. à manger, bel aménag., hangar, plafond. 1.375.000 F. 322-61-35.

41, RUE DE POITOU 3e étage cour, 1 pièce cuisine tout confort, rénovée, libre. Visites ce jour. Prix 280.000 F. SOMEGIM, (6) 766-67-24.

5e arrdt

LUXEMBOURG p. de taille duplex 3/4 P., tt cft. CHARME, ét. élevé. 1.050.000 F. 325-97-16.

7e arrdt

COGNACQ-JAY, 218 m² ét. élevé, BELLE RÉCEPTION + 4 CHBRES, 2 bains, park. + studio de service **EMBASSY SERVICE** Téléphone : 562-16-40.

11e arrdt

Parmentier tt cft 703-32-44. **Loft 8 P. 950.000.**

BASTILLE, GRENIER à aménager, 2 P., imm. XVIIe rénové. Tél. 272-40-19.

12e arrdt

PLACE DAUMESNIL (près) dans immeuble rénové, 2-3 pièces, cuisine, bain, terrasse. Refait neuf. Tél. 634-13-18.

PL. DAUMESNIL PRES dans immeuble rénové, beau studio de caractère, mezzanine, poutres, tout confort. 634-13-18.

16e arrdt

PASSY Appt gde classe. 5 P., 2 services, balc. s/jard., vue dégagée. BRANCION. 575-73-94.

19e arrdt

PARIS-19e RUE MANIN Beau 2 pièces, parfait état, séjour, 2 chambres, cuisine équipée, salle de bains. 265.000 F. LN. 045-29-09.

77 Seine-et-Marne

FONTAINEBLEAU Rue de France, surface rénovée ou semi-rénovée, studios et 3 P., finitions personnalisées. Téléphone : 329-58-65.

LAGNY Particulier vend dans résidence calme et boisée **APPARTEMENT F 3** Rez-de-chaussée, 69 m² habitable, jardin privatif (19 m²) PRIX : 350.000 F. dont possibilité reprise prêts PIC : 100.000 F. Tél. le soir après 18 h et week-end au 007-38-47.

78-Yvelines

PARC DE **ROCQUENCOURT** SPLENDIDE 5 PIECES étage élevé, VUE IMPRENABLE, TERRASSE PLEIN SUD. EMBASSY, 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES (gare) SPLENDIDE APPT 160 m² vaste séjour, 4 chbres, 2 bns + terrasse, 60 m², 3 parkings GARBI : 567-22-88.

NEUILLY - JEAN-MERMOZ TRÈS BEAU 5/6 PIÈCES 150 m², gd standing, balcon Park DORESSAY. 624-93-33.

DUPLEX PRES RER Immeuble récent haut standing, 3-4 pièces, loggia + double parking sous-sol + studette individuel, 140 m². VUE IMPRENABLE PARIS, BOIS DE BOULOGNE. 1.500.000 F. F.I. 320-15-11.

PARC DE SCEAUX Appt exceptionnel 150 m² s/parc, 3 chbres, 2 bns + terrasse 65 m² + jdin privatif 350 m². Prix 2.500.000 F. En constr. Livrable 1-9-86. Ecrire n° 179 PUBLIALE G.R., 27, fg Montmartre, 75009 PARIS.

93 Seine-Saint-Denis

PANTIN Mo Eglise à 7' Quartier séré rés. 1975 APPT. 67m², séj. dble + 1 ch., cuis. Mobalpa, expo sud, interphone px 450.000 F. Tél. 843-59-77

Province

DIEPPE Résidence Le Bas Fort Blanc, en bord de mer. Du studio au 3 P. av. balcon. Excellentes prestations. Renseignements SOGI 16 (1) 366-11-10 H.B. et 797-91-51 soir et week-end.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

GROUPE DORESSAY rech. POUR DIPLOMATES **APPTS 150 à 300 m²** ACHAT OU LOCATION Rive gauche, 8e, 16e, 17e Neuilly. Tél. 624-93-33.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES **HESTIA - 306-09-10** 188, R. de Vaugirard (15e).

504-20-00 24 h sur 24 h, les offres de locations de l'assoc. franç. des pptaires, 3, r. Montevideo-16e.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris, banlieue **707-22-05** CENTRALE DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard, PARIS (5e), Mo CENSIER.

A LOUER NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES **HESTIA. 296-58-46** 91, rue de Richelieu, 2e.

locations non meublées demandes

Paris

Demande locations pour importante société européenne informatique recherche appts 2 à 8 pces, studios, villas, Paris et env. Téléphone : 504-48-21.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl. Loyer garanti. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

maisons individuelles

BOIS-D'ARCY Proximité gare, solide construction sur 446 m² clos, séjour double, cuisine, 2 chambres, s. de bains, grenier, sous-sol. 525.000 F T.M. 045-29-09.

propriétés

Vds 4 km Sud Chartres, fermette 2.000 m², 10 pces, tt cft. Tél. (37) 28-34-77.

terrains

Recherche TERRAIN A BATIR banlieue SUD Paris, même avec petite maison. Tél. 938-87-27.

viagers

Libre de suite, grand studio, tt cft, imm. récent, Mo Abbesses. 175.000 cpt + 3.700, couple 81/83 ans - Cruz. 266-19-00.

immobilier information

Pour vendre maison, appt, ppté, terrain, commerce sur toute la France Indicateur LAGRANGE. fondé en 1876, 5, r. Greffulhe, 75008 Paris. Téléphone : (16-1) 266-46-40.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e. Domiciliation RM - RC - SARL. Constitution Sté 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL - RC - RM Constitution de sociétés. démarches et tous services. Permanences téléphoniques **355-17-50.**

VOTRE ANTENNE A PARIS Bureau ou domiciliation avec secrétariat partagé. Téléphone : (1) 346-00-55

ST-GERMAIN-EN-LAYE, près RER, imm. neuf, 330 m², bureaux + park. 555-20-00.

8e, MIROSMESNIL PRESTIGE 245 m², 8 bureaux + 2 salles conférence 555-20-00.

Siège social rue St-Honoré. constitution stés, tous serv. PARIS, ILE-DE-FRANCE INITIATIVES 260-91-63.

locaux commerciaux

Locations

PARIS (13e), à louer local 300 m² au sol (possible 150 m² en plus), 6 m sous plafond, idéal hall d'exposition, atelier de fabrication, bureaux, stockage. Tél. 329-58-65.

fonds de commerce

Ventes

Vends fond de commerce horlogerie bijouterie Paris-15e 400.000 F. Loyer 1.000 F par mois, stock en plus. Téléphone : 557-79-81.

L'Europe s'installe dans le froid

La vague de froid *qui s'est abattue sur* l'Europe paralyse les transports et commence à faire de nombreuses victimes parmi les plus démunis : clochards, vagabonds et divers sans-abri. En France, on a recensé vingt-cinq morts de froid, découverts en divers points de l'Hexagone. Aucune région n'est épargnée. Quant à la neige, paradoxalement, c'est dans les stations *alpines qu'elle est* la moins abondante, de la Savoie aux Alpes-Maritimes.

Tout le reste du territoire disparaît sous la neige, le verglas *et même* les congères, de Dunkerque à Nice, Marseille et Biarritz, et de Brest à Strasbourg. Dans *le* Nord et le Pas-de-Calais, quinze mille abonnés ont été privés de courant le 7 janvier, à la suite de la rupture de lignes EDF *provoquée par le poids* du givre. A Puyricard, dans les Bouches-du-Rhône, sept mille foyers ont été privés d'électricité par une panne de transformateur due au froid. Plusieurs transformateurs ont sauté dans le département, entraînant des coupures à Marseille, Aubagne, Manosque, Salon-de-Provence et *Martigues. A Rennes,* plusieurs milliers de familles ont grelotté dimanche et lundi dans leurs appartements, après l'éclatement *de canalisations*.

L'abondance de neige sur l'aéroport de Nice a contraint à l'annulation de plusieurs vols, le 7 janvier. *Dans le département de* l'Aisne, le trafic des péniches est bloqué par la glace, *sur le canal* de la Sambre à l'Oise. Le trafic SNCF a été perturbé en plusieurs régions de France, notamment en Lorraine et en région parisienne (où les *réseaux* RATP et RER ont été également touchés). Le ministère de l'environnement a *demandé à tous* les commissaires de la République de suspendre l'exercice de la chasse en France pour dix jours (à l'exception du gros *gibier*).

Hormis *le* Portugal et la Turquie, toute l'Europe est soumise aux rigueurs d'un hiver sibérien. Tempêtes de neige en Yougoslavie, y compris sur la côte dalmate. Neige aussi sur toute la Belgique et dans le sud de l'Angleterre. Records de froid en Finlande (– 50,7° *en Laponie*), en Suisse *(– 41,2° dans le Jura* neuchâtelois), en Tchécoslovaquie (– 36 dans le sud de la Moravie), en Italie (– 32 à Val-Sesia).

Le mauvais temps a sévi aussi en Afrique *du Nord*. Une trentaine de personnes ont péri en Algérie à la suite d'inondations, de tempêtes et de chutes de neige. Au Maroc, un *train a déraillé à la suite d'un éboulement* sur la ligne Oujda-Casablanca. Des passants ont été tués ou blessés par des chutes d'arbres et de corniches à Rabat. Plusieurs cargos sont en difficulté sur la côte atlantique *du Maroc*.

Sans abri en dessous de zéro

Toutes les stations de métro de Paris devaient rester ouvertes dans la *nuit du 8 au 9 janvier pour héberger les sans* abri de la capitale. Mardi soir, un entrepôt de la SNCF, situé 91 boulevard de la Gare, à Paris (13e arrondissement, équipé par l'armée et géré par l'abbé Pierre, pourra recevoir deux cents personnes sans domicile. A partir de mercredi soir, la RATP réouvrira les stations de *métro* Luxembourg *et* Nation qui, chauffées et munies de lits de camp, serviront de foyer de *nuit aux plus démunis* de la région parisienne, au moins tant que dureront les grands froids. Ces mesures répondent à l'appel de l'abbé Pierre lancé par M. Paul Quilès à la RATP et à la SNCF. Elles ont été annoncées par le ministre des transports au cours d'une conférence de presse sur le terrain même, 91 boulevard de la Gare.

Un vieux feutre *enfoncé* jusqu'aux yeux, la barbe grise *étalée en plastron*, engoncé dans un pardessus caparaçonné de crasse, Bouboule, le clochard du Forum des Halles, fait le gros dos. Il campe sous la verrière battue par les vents coulis. Les temps de glace sont durs pour les « biffins ».

Des trois étages souterrains du Forum, ses copains et lui ont été chassés par les rondes de police. Les escaliers de secours *qui servent de refuge aux sans*-abri sont surveillés par des vigiles, *qui* nettoient le terrain à la bombe lacrymogène. Quant aux gaines techniques, larges comme des couloirs, et *qui* peuvent servir de tanière pour la *nuit, elles sont à présent défendues* par des cadenas. *« Plus rien à faire là-dessous »*, grommelle le bonhomme.

Mais Bouboule est un grognard de la biffe. Il connaît tous les bons coins, toutes les combines. *« Les foyers de nuit, pas question,* dit-il. *On n'est plus chez soi avec tous ces étrangers. Nanterre, c'est pas bon non plus. Alors, moi, je me débrouille. Le jour, ici, à l'air libre. La nuit, dans une cave. Pour le casse-dalle, les poubelles suffisent. L'autre jour, j'y ai trouvé un kilo de saumon fumé. Ça va, quoi ! »*

Mais parmi les 15 000 sans-abri de la capitale, beaucoup n'ont ni le flair ni le savoir-faire du clochard parisien. Lorsque le *froid de la nuit tombe sur le* pavé, il leur faut vite dénicher un coin pour survivre. *Les* « nouveaux pauvres » – beaucoup entre vingt et trente-cinq ans – arrivés de province sans travail, sans qualification, sans famille, sans logement, et souvent sachant à peine lire et écrire, ne connaissent pas les *mille* recoins de Paris. Ils descendent dans le métro. On les retrouve là, somnolant sur les sièges-baquets des stations tranquilles.

Bouillons populaires

P'tit Louis, lui, a eu plus de chance.

En chômage depuis trois ans, arrivé de Normandie, il a trouvé un *petit emploi* dans un foyer de nuit. Il y récure de la vaisselle contre une *couchette* pour la nuit, quelques vêtements et une poignée de monnaie. Mais, à 7 heures du matin, après le café, on le met dehors. Le voici à la station République. La mise correcte, pas trop mal rasé, mais le litron dans la poche. *« Six litres par jour qu'il me faut,* dit-il. *Je suis un alcoolique, mais, avec le froid qu'il fait, ça me réchauffe et ça me rend gai. »*

Ceux qui ne peuvent trouver place dans les centres d'accueil – *5 000 lits pour 15 000 candidats* – tentent de se dissimuler à *l'heure où le métro ferme ses* grilles. Ils se faufilent alors dans des ateliers, le long des voies, et même à bord des rames. On connaît les chefs de station qui, *par temps de grand froid*, ferment les yeux. L'hiver dernier, une centaine de nécessiteux se retrouvaient chaque nuit à Stalingrad. Ce n'est plus une bonne *adresse, le chef a changé*.

D'autres, à la tombée du jour, se glissent vers les dépôts SNCF, où ils tentent de monter dans les trains sur les voies de garage. Beaucoup se tassent dans des appartements squattés, où, évidemment, il n'y a plus ni eau ni électricité. *Tous, durant le jour,* rôdent d'un havre à l'autre, évitant les rondes des « bleus », ces policiers, vêtus de salopettes, *spécialisés* dans le ramassage des sans-abri.

Béchir, un Algérien, a ses itinéraires, compliqués. Il y a longtemps qu'il a renoncé à retrouver ses papiers et le titre de pension d'invalidité qui lui donnait une petite retraite. Tout cela lui a été volé une *nuit. « Le malheur »*, dit-il avec un sourire résigné. Mais il connaît les foyers *où l'on* peut dormir un peu ; les œuvres charitables du seizième arrondissement où l'on reçoit un pardessus ; les grands magasins où *l'on flâne* au chaud, à condition d'être habillé correctement ; les *soupes populaires* dont *le* bouillon est plus riche qu'ailleurs. Dès midi, il s'est pointé devant le Centre Pompidou. Les vigiles en blazer noir le connaissent. C'est un doux, un tranquille. Il est resté là, l'après-midi entière, au chaud, *lorgnant les visiteuses* et parlant de la neige et du temps glacial avec ses compagnons.

Ils sont comme cela des dizaines dans le grand hall du Centre, *accoudés aux balustrades* sous l'œil des gardiens. Ce matin, certains d'entre eux, qui avaient poussé l'audace jusqu'à prendre place dans la bibliothèque pour casser la croûte et piquer un somme, se *sont fait expulser sans ménagement*. Comme dit Béchir : *« Faut pas exagérer, quand même... »*

Ils se racontent de sinistres histoires. *« Hier soir, il y en avait un raide mort dans un foyer à La Villette »,* raconte un clochard *hirsute qui, lui, gîte en solitaire* dans un garage. *« La semaine dernière,* rajoute un autre, *six d'entre nous sont morts de froid. »*

Au siège de l'association Emmaüs, rue des Bourdonnais, près des Halles, par ces temps d'extrême froidure, les demandes d'aide affluent. Visites, appels d'assistantes sociales : le téléphone n'arrête pas de « grelotter ». Il suffit de prendre l'écouteur. *« C'est un couple avec trois enfants dans le dix-huitième,* dit la voix. *Ils gagnent modestement leur vie, mais ils attendent un logement depuis des années. Dans leur garni, il n'y a pas de gaz, et la canalisation d'eau vient d'éclater avec le gel. Que faire ? Dans le onzième, c'est une chaudière qui tombe en panne chez une femme seule avec ses trois mioches. Pas d'argent pour remplacer l'appareil. Les gosses couchent tout habillés. A l'aide !... »*

MARC AMBROISE-RENDU.

● *A l'hôpital Claude-Bernard (dix-neuvième arrondissement), dès la semaine prochaine, l'association* Emmaüs pourra recevoir *des sans-abri dans* les 98 chambres individuelles que l'Assistance publique met à sa disposition. Cette initiative porte à environ 7 000 places la capacité *d'hébergement de nuit* des personnes sans domicile fixe en Ile-de-France. 500 places ont été ouvertes depuis deux mois, essentiellement à Paris même, *qui dispose ainsi de 3 000 lits.* D'autres initiatives vont augmenter ces chiffres. Ainsi l'Armée du salut offrira 100 lits à partir du 14 janvier prochain dans des *bâtiments démontables installés* porte de La Villette (dix-neuvième arrondissement).

Le trafic est paralysé sur la Côte d'Azur

De notre correspondant régional

Nice. – Transports urbains paralysés, circulation routière et autoroutière extrêmement difficile, importants dégâts aux cultures : la vague de froid a pris, mardi 8 janvier, des proportions catastrophiques sur la Côte d'Azur qui n'avait pas *connu une situation aussi exceptionnelle* depuis le terrible hiver de février 1956. Après les chutes de neige du week-end précédent, de nouvelles et abondantes précipitations se sont produites dans la nuit de lundi à mardi. Elles continuaient au début de la matinée de mardi sur tout le littoral recouvert par une couche de *20 à 25 centimètres*, atteignant, sur certaines hauteurs de l'immédiat arrière-pays, près de 50 centimètres. Aucune amélioration sensible n'était attendue avant la journée de jeudi.

Les premières conséquences de ce mauvais temps se sont fait sentir dans les transports urbains. A Nice, comme à Cannes, et dans les principales agglomérations du littoral, le trafic était presque entièrement paralysé aux premières heures de la *matinée de mardi*. La circulation automobile se révélait également périlleuse malgré les efforts des services municipaux de la voirie. Sur l'autoroute A8, la Provençale, entre la frontière italienne et Aix-en-Provence, des convois de poids *lourds dits d'assistance et de protection* ont dû être formés pour éviter tout accident et permettre aux engins de déneigement d'effectuer leur travail. Le sel déversé en grandes quantités depuis samedi dernier (2 500 tonnes en trois jours) commençait cependant à manquer. *« Nous sommes à la limite de nos capacités en matériel et en hommes »* confiait l'un des responsables de la société concessionnaire Escota. Aucun accident grave n'a cependant été à déplorer.

Dans le Var, tous les services administratifs ont été mis en alerte, et une cellule de coordination a été créée à la préfecture pour faire face à tous les problèmes dus au froid et à la neige, aussi bien dans le domaine de la circulation que pour assurer le fonctionnement des établissements publics (écoles, hôpitaux).

A l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, l'ensemble des vols au décollage comme à l'atterrissage (environ 90 programmés) ont *été annulés mardi* dans l'attente d'une évolution de la situation météorologique (les pistes étaient recouvertes de 27 centimètres de neige).

Des difficultés d'approvisionnement ont par ailleurs commencé à apparaître dans les grands magasins alors que les boutiques de vêtements chauds et les marchands d'équipements *spéciaux* pour automobiles ont été pris d'assaut.

GUY PORTE.

CELLULE D'URGENCE

Une « cellule d'urgence » s'est réunie pour la première fois le 8 janvier au ministère des transports pour mettre en place les moyens de lutte contre le froid, *la* neige et *le* verglas. Cette cellule, qui groupe des directeurs de cabinet (transports), des directeurs de départements (routes, circulation routière, *météorologie, transports* terrestres) et le commissaire aux entreprises de travaux publics et du bâtiment, doit se réunir quotidiennement pendant l'offensive du froid.

Dès cette première réunion, trois dispositions ont été prises : 1) Vérification de l'approvisionnement en sel de tous les départements ; 2) Mobilisation des entreprises de travaux publics pour le prêt d'engins de dégagement dans les départements sous équipés en chasse-neige ; 3) Création dans chaque préfecture d'un centre d'information *où le public, sur simple appel* téléphonique, sera renseigné sur l'état des routes, les conditions de circulation et les conseils à suivre pour la vie quotidienne par grand froid.

DANS LES ALPES DU NORD

Neiges instables

De notre correspondant

Grenoble. – *Les* stations des Alpes du Nord n'ont toujours pas fait leur plein de neige et certaines pentes, notamment la vallée de la Maurienne (Savoie) ou dans le Briançonnais (*Haute-Alpes*) peuvent difficilement assurer un enneigement de qualité aux skieurs, qui doivent toutefois affronter des températures extrêmement basses, *celles-ci avoisinant parfois* les – 30 degrés sur les pistes.

La neige fraîche, soumise à des températures très basses et qui ne parvient pas à se transformer, repose sur des couches extrêmement fragiles en raison de la présence de givre en profondeur. Les cristaux de neige, expliquent les spécialistes du centre d'études de Saint-Martin-d'Hères (Isère), prennent très vite la forme de pyramides creuses qui se tiennent par la pointe. Aussi à la moindre surcharge, notamment lors du passage d'un skieur, le délicat assemblage a toutes les chances de s'écrouler, entraînant alors avec lui de larges plaques de neige, qui forment très rapidement de très grosses avalanches.

Le week-end dernier deux groupes de skieurs ont ainsi été victimes de ce phénomène alors qu'ils évoluaient en hors piste. A La Plagne, un skieur a été ainsi enseveli sous 4 mètres de neige, et, dans les Hautes-Alpes c'est un groupe de six skieurs qui a été « bousculé » par une avalanche à 2 800 mètres d'altitude au fond de la vallée de la Névache. Seul un skieur devait être enseveli, *mais, dégagé quelques* minutes plus tard, il a survécu.

CLAUDE FRANCILLON.

● *Expulsion des occupants d'un foyer de travailleurs célibataires dans le treizième arrondissement.* – D'importantes forces de police ont procédé, le mardi 8 janvier à partir de 7 heures, à l'expulsion des résidents du foyer de travailleurs célibataires du 31, rue Daviel, à Paris (13e).

EN SAVOIE

Un moniteur de ski est reconnu coupable de la mort de quatre de ses clients ensevelis sous une avalanche

De notre correspondant

Grenoble. – Un moniteur de ski à La Plagne *qui encadrait le 12 février* 1983, sur la commune de Champagny-en-Vanoise (Savoie), un groupe de onze skieurs a été reconnu coupable lundi 7 janvier par le tribunal correctionnel d'Albertville de maladresse, inattention, *négligence* et non-observation des règlements, pour avoir provoqué involontairement la mort de quatre skieurs ensevelis sous une avalanche *(le Monde* du 17 février 1983). Le *moniteur*, M. Emile Ferrand, a été condamné à 3 000 francs d'amende et il devra, d'autre part, verser 5 millions de francs aux familles des victimes.

Alors que le moniteur et ses clients s'étaient engagés sur un itinéraire hors piste, une énorme avalanche, *large de 250* mètres et longue de 600, balaya le groupe. Les deux cents secouristes et les onze chiens d'avalanche qui participaient aux *recherches ne purent réanimer* deux enfants de treize ans et deux adultes qui restèrent pendant plusieurs heures prisonniers de l'avalanche.

L'enquête de la gendarmerie n'a pas permis de déterminer avec précision les causes de l'accident. Mais, le 12 février 1983, le Centre *d'études de la neige de Saint*-Martin-d'Hères (Isère), qui analyse l'évolution du manteau neigeux, signalait des risques importants d'avalanches accidentelles sur les Alpes du Nord. D'autre part, la zone traversée par le groupe de skieurs était considérée comme dangereuse après de fortes chutes de neige. Une avalanche de même importance avait, un an auparavant, traversé la zone concernée sans faire cette fois-là de victimes.

C. F.

La « fraîche » sans risques

Condamner pour homicide involontaire un moniteur qui a entraîné des skieurs hors piste, c'est faire bénéficier ceux-ci d'indemnités quasi automatiques. Telle est la réflexion qui vient à l'esprit après le jugement rendu lundi 7 janvier par le tribunal d'Albertville (Savoie). Ce jugement n'est qu'à moitié surprenant dans la mesure où il confirme certaines décisions rendues les années passées par le même tribunal, et surtout par la cour d'appel de Chambéry qui s'est fait une spécialité des procès de ce genre.

Le goût des grands espaces et de la poudreuse incite les skieurs, même inexpérimentés, à s'écarter de plus en plus des pistes balisées. Les accidents inévitables qui en résultent ont poussé les municipalités et les tribunaux à élaborer une série de règles que chaque skieur devrait avoir à l'esprit avant de s'élancer dans la « fraîche ».

1) Le skieur qui pratique le ski hors piste, sans être accompagné d'un moniteur, *le fait à ses risques et périls. C'est ce que traduit l'avertissement qui figure dans certaines stations : « Ski sur* pistes balisées : sécurité. Ski en dehors des pistes : sous votre responsabilité. » *Cette distinction n'est cependant pas aussi tranchée que cela. Le Conseil d'Etat fait en effet obligation aux communes de mettre en garde les skieurs hors piste contre les dangers les plus graves : présence d'une barre rocheuse, accident brusque de terrain, combe particulièrement étroite, etc. Cette obligation n'existe évidemment que pour le domaine skiable des stations. En dehors de ce domaine, c'est-à-dire en dehors des limites de la station, la municipalité n'est tenue à rien.*

Ceux qui pratiquent le ski savent cependant que la distinction entre pistes balisées et domaine hors piste est souvent imprécise : par exemple, lorsque deux pistes convergent sans se confondre et que les skieurs évoluent de l'une à l'autre. Ces skieurs vagabonds sont généralement absous par les tribunaux, ceux-ci étendant aux abords immédiats des pistes et aux secteurs hors piste régulièrement fréquentés (par exemple aux passages facilitant l'accès à un télésiège) la protection juridique dont bénéficient les skieurs sur pistes.

2) Les skieurs qui évoluent hors pistes, en compagnie d'un moniteur *le font en principe sous la responsabilité de celui-ci. Telle est la signification du jugement rendu par le tribunal d'Albertville. Cette règle n'est cependant pas absolue. La cour d'Aix-en-Provence a ainsi exclu, il y a quelques années, la responsabilité d'une monitrice d'Auron (Alpes-Maritimes), à laquelle une cliente entendait faire porter la responsabilité d'un accident survenu hors piste. La cour considéra que cette cliente, skieuse expérimentée, se devait d'assumer les risques inhérents à la montagne.*

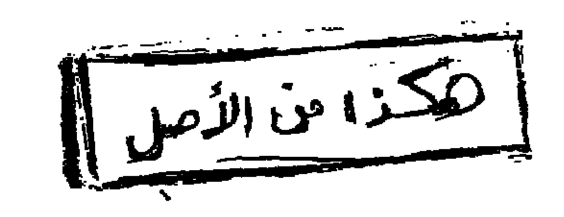
Responsabilité partagée

Parfois, les tribunaux partagent la responsabilité entre le moniteur et le client. La cour de Chambéry l'a fait il y a douze ans, en considérant que le moniteur avait « commis la faute de ne pas suffisamment indiquer à son client l'endroit où il convenait de passer » *mais que celui-ci, skieur aguerri,* « avait conservé de ce fait une initiative incontestable ».

Les paramètres pris généralement en considération par les tribunaux sont les suivants : les conditions atmosphériques ; le danger représenté par le passage où se produit l'accident : s'agit-il d'une zone avalancheuse ou non ? ; la qualification professionnelle du moniteur : a-t-il le diplôme de guide de haute montagne ? Si ce n'est pas le cas, il n'a pas le droit d'emmener ses clients en dehors du domaine skiable de la station. Autre paramètre : l'âge des clients. Il y avait deux enfants parmi les victimes de l'accident jugé à Albertville...

Ces considérations n'empêchent pas les moniteurs de ski de considérer comme tout à fait injustes les condamnations qui les frappent souvent. Il y a de toute évidence un danger plus grand à s'élancer dans la profonde qu'à faire son jogging au bois de Boulogne le matin à Paris. Ce risque devrait être assumé par ceux qui le prennent, soutiennent non sans raison les moniteurs. Pas du tout, répliquent les tribunaux, qui considèrent que cette notion de risque accepté joue pour les sports de combat mais qu'elle doit être exclue pour les skieurs.

BERTRAND LE GENDRE.



هكذا من الأصل

JUSTICE

Le procureur général de la Cour de cassation dénonce les lacunes du droit social

La rentrée de la Cour de cassation est traditionnellement l'occasion pour cette juridiction de présenter un bilan de ses activités et ainsi de faire connaître ses doléances et ses éventuelles raisons de satisfaction ou d'espérance. L'audience solennelle du lundi 7 janvier n'a pas failli à la coutume, mais elle a été marquée bien davantage par le discours de M. Pierre Arpaillange, procureur général, qui devait particulièrement insister sur les questions posées à cette juridiction par le droit social et son évolution pour en montrer les lacunes dans un propos plus politique que classiquement judiciaire.

Pour sa part, Mme Simone Rozès, premier président, devait exprimer son sentiment sur les limites des effets de la modernisation pour résoudre toutes les difficultés de la Cour suprême de l'ordre judiciaire. « *Oui*, devait-elle dire, *il nous faut accepter le défi de la modernisation, bousculer nos habitudes pour avoir recours à des procédés d'information qui ne nous sont pas familiers, même si cela fait naître chez quelques-uns d'entre nous un certain scepticisme.* »

Cette modernisation, a rappelé le premier président, permet déjà d'opérer un véritable traitement sélectif des affaires, et particulièrement de procéder au tri systématique des pourvois en cours devant la chambre sociale la plus encombrée de toutes. De cette manière, 1053 arrêts ont pu être rendus en deux mois au cours de 1984, après examen de 3 500 dossiers. Mais si l'on peut parler a selon une formule de M. Badinter, d'une « *entreprise justice* » et si, pour faciliter son fonctionnement, la gestion doit s'inspirer « *des données les plus contemporaines* », Mme Rozès estime qu'il « *serait grave de vouloir poursuivre la comparaison* » lorsque l'on doit aborder les missions propres de cette entreprise.

« *La perfection technique qui, sans cesse, pousse en avant ses propres limites, nous permet sans doute de supposer dès aujourd'hui que l'analyse d'un dossier puisse se faire à partir d'une gamme étendue de paramètres aboutissant à une solution fournie sur simple interrogation (...). Mais tous ceux qui ont l'expérience de la chose judiciaire connaissent la valeur de ce supplément d'âme qui est indispensable à l'œuvre de justice. Des affaires complexes nous sont souvent soumises, les solutions n'en sont pas évidentes. Elles réclament une réflexion soutenue et exigent parfois une maturation qui s'accommode mal de la rapidité.* »

La grande nuit du XIXe siècle

Pour sa part, M. Pierre Arpaillange, procureur général, devait dresser d'abord un bilan. Les quatre chambres civiles et commerciales ont reçu, en 1984, un peu moins de pourvois que les années précédentes. Chacune de ces formations rend entre mille et mille six cents arrêts par an. L'informatisation devrait entraîner encore des améliorations. En matière pénale, la chambre criminelle, qui a enregistré plus de six mille nouveaux pourvois, a statué en 1984 sur sept cent cinquante affaires dans un délai inférieur à trois mois à compter de la date du pourvoi.

Il s'agissait, il est vrai, de dossiers dans lesquels les inculpés ou les prévenus sont détenus. Pour M. Arpaillange, la chambre criminelle « *doit continuer de s'adapter à cette pression du temps, surtout lorsque la sanction du non-respect d'une loi dans certains cas peut se traduire, quelle que soit la gravité de l'affaire, par une remise en liberté d'office* ».

Cependant, la plus grande préoccupation du procureur général est celle du droit social. Au 1er janvier 1985, onze mille cinq cents pourvois sont encore en attente à la chambre sociale. Un plaideur, salarié ou employeur, doit parfois attendre plus de trois années avant que la cour puisse examiner son affaire. C'est la raison pour laquelle il lui semble « *important* » de s'attarder sur ce droit social, d'en rappeler la lente progression depuis 1803 pour « *remettre à leur juste place les critiques qui freinent la nécessaire évolution* ».

Après avoir évoqué « *la grande nuit du XIXe siècle* » et souligné que les grandes étapes du droit du travail, ont été souvent liées à de vastes ébranlements sociaux (Front populaire, fin de la deuxième guerre mondiale, mai 1968), M. Arpaillange en est venu à la situation actuelle et aux mesures adoptées depuis mais 1981 après ce que l'on a appelé le rapport Auroux. « *Ces textes nouveaux*, a-t-il déclaré, *feront l'objet d'une jurisprudence qui déterminera en fait l'ampleur des orientations qui en résulte. Mais ce sont des questions non abordées par les lois Auroux qui soulèvent les plus grands sujets de préoccupation en matière de droit social* ».

A titre d'exemple, M. Arpaillange a souligné que dans les conflits collectifs, on constate que l'exercice le plus régulier du droit de grève peut entraîner un licenciement irréversible, ce qui l'amène à poser cette question : « *Qu'est-ce qu'un droit – et celui-ci est reconnu par la Constitution – dont l'exercice peut comporter les conséquences les plus catastrophiques pour l'intéressé et les siens ?* »

Il s'est inquiété aussi d'un « *désarroi total dans le cas des licenciements économiques autorisés par l'administration. Des faits aussi rudimentaires*, a-t-il dit, *peuvent cependant donner lieu, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat se passant le dossier à tour de rôle (...), à des jeux dont seuls les initiés peuvent percevoir la subtilité. C'est un décalage inouï entre la gravité des problèmes, entre le drame vécu et de véritables trous noirs juridiques. A une époque où la relation contractuelle est affectée d'une fragilité extrême, on se trouve dans l'incapacité de renseigner utilement le salarié sur ses droits dès lors que l'on sort du scénario le plus classique, et l'on en sort continuellement* ».

Aussi bien, au terme de cette audience solennelle, à laquelle assistaient, entre autres, le premier ministre, M. Laurent Fabius, le garde des sceaux, M. Robert Badinter, et le président du Sénat, M. Alain Poher, le procureur général près la Cour de cassation devait tranquillement conclure en déclarant : « *L'Etat ne pourra mener à bien ses tâches multiples sans un droit social à la hauteur des ambitions de la France.* »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SPORTS

AUTO-MOTO

LES « RESCAPÉS » DU PARIS-DAKAR PASSENT AU NIGER

Les rescapés du rallye Paris-Alger-Dakar – trois cent cinquante concurrents sur cinq cent cinquante au départ le 1er janvier à Versailles – devaient passer au Niger le 8 janvier à l'occasion de l'étape Tamanrasset-Iferouane longue de 649 kilomètres. Le 7 janvier, les concurrents ont beaucoup moins souffert entre Inamguel et Tamanrasset que lors de l'étape précédente le 6 qui avait été marquée par le grave accident de Jean-Luc Thérier, désormais hors de danger.

La « spéciale » d'Assekrem (239 kilomètres) a vu les victoires de l'équipage Ickx-Brasseur (Porsche-959) dans la catégorie autoet de Lalay (Honda) dans la catégorie moto. Il n'y a pas eu de modifications importantes aux classements généraux ; l'équipage Colsoul-Lopes (Opel-Manta) et le motard Serge Bacou (Yamaha) sont restés en tête.

Toutefois, la journée a été marquée par les performances de deux motards. Cyril Neveu (Honda), triple vainqueur de la course, qui avait « cassé » la veille et perdu plusieurs heures à réparer sur le bord de la piste, a réalisé le deuxième temps de la « spéciale » d'Assekerm. Jean-Michel Baron, qui avait eu une épaule luxée et une cheville endommagée dans l'étape du 6 janvier, a réalisé, le 7, le dixième « chrono ».

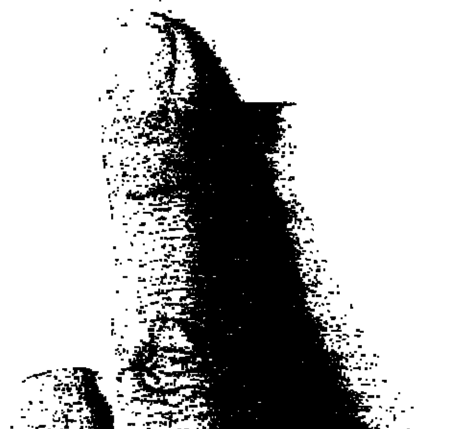
TENNIS

Borg « meilleur joueur de la décennie »

L'Association des joueurs professionnels de tennis (ATP) a couronné le Suédois Bjorn Borg, âgé de vingt-huit ans, à la « retraite » depuis 1983, « *meilleur joueur de la décennie* », en raison de ses six victoires à Roland-Garros et de ses cinq succès à Wimbledon. C'est l'Américain John McEnroe qui a été désigné « *meilleur joueur de l'année* » 1984 par l'ATP. Il doit défendre, à partir du 8 janvier, le titre de « *maître* » conquis l'an dernier au Madison Square Garden de New-York.

Doté de 400 000 dollars, le Masters met aux prises les douze meilleurs joueurs du circuit 1984 : six Américains, McEnroe (n° 1), Connors (n° 2), Teltscher (n° 8), Kriek (n° 11), Gerulaitis (n° 12) et Krickstein (n° 13) ; quatre Suédois, Wilander (n° 4), Nyström (n° 6), Sundström (n° 7), Jarryd (n° 9) ; et deux Tchécoslovaques, Lendl (n° 3) et Smid (n° 10).

L'Équatorien Gomez (n° 5) a dû céder sa place en raison d'une blessure à l'épaule.



SCIENCES

Le Japon lance sa première sonde interplanétaire en direction de la comète de Halley

Bien que reporté à deux reprises en trois jours, le tir de la première sonde interplanétaire japonaise a été couronné de succès. Tôt, mardi 8 janvier, les techniciens japonais de l'Institut des sciences spatiales et astronomiques ont procédé à la mise à feu, depuis la base spatiale de Kagoshima, située dans le sud du Japon, de la petite fusée MU-392 porteuse d'une sonde de 137 kilogrammes (MS-T5) destinée à l'étude à distance de la comète de Halley. Cet engin, qui porte le nom de Sakigake – « pionnier » en français, – a été placé sur une trajectoire d'attente, en orbite autour de la Terre. Elle doit rester là environ trois jours avant que ne soient mis à feu les moteurs qui lui permettront, ensuite, de quitter la banlieue terrestre pour se diriger vers la comète, qu'elle croisera à une distance de cinq à six millions de kilomètres après un voyage de quatorze mois.

Ce lancement, qui précède de quelques mois celui d'une autre sonde japonaise plus ambitieuse – planet-A, – censée survoler Halley à environ 200 000 kilomètres, fait partie d'un programme international plus vaste au cours duquel les Européens et avec eux les Soviétiques et les Français (*le Monde* daté 16-17 décembre 1984), vont tenter, grâce aux sondes Giotto, Vega-1 et Vega-2, de lever, en mars 1986, une partie des inconnues concernant l'origine et la nature exactes des comètes.

Aussi spectaculaire soit-il, ce programme japonais de lancement de deux sondes interplanétaires vers Halley reste modeste comparé aux engins mis en œuvre pour la même mission par les Européens et les Soviétiques. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il vient à point pour rappeler que le Japon est une puissance spatiale à part entière et que ses ambitions pour la fin du siècle ne doivent pas être prises à la légère. Les 400 à 500 millions de dollars alloués chaque année à l'espace japonais ne doivent pas laisser de doutes sur les intentions de ce pays, même si les sommes dépensées restent inférieures à celles de l'Europe dans ce domaine. Malgré les succès enregistrés, les performances des lanceurs de satellites japonais sont encore trop faibles pour espérer concurrencer les Etats-Unis, l'Union soviétique ou même l'Europe. Mais, à terme, il faudra sans doute compter avec eux dans la mesure où sont développés de nouveaux lanceurs – devant moins à la technologie américaine que les fusées actuelles (*le Monde* du 28 janvier 1984) – et, surtout, un moteur de grande puissance à hydrogène et oxygène liquides, le Lex, offrant une poussée de 100 tonnes environ, analogue à la puissance du moteur qui équipera le lanceur européen Ariane-5 dans le courant des années 90.

● *Cinquante-trois explosions nucléaires dans le monde en 1984.* – Cinquante-trois explosions nucléaires ont été enregistrées en 1984 dans le monde, autant qu'en 1983, a indiqué lundi 7 janvier l'Office de recherche de la défense suédoise à Stockholm. L'Union soviétique arrive en tête du classement avec vingt-sept explosions ; les Etats-Unis ont fait exploser seize bombes, la France sept, la Chine populaire deux et la Grande-Bretagne une. – (AFP.)

EN BREF

STRASBOURG : L'AIR LE MOINS PUR

De toutes les villes de France, c'est Strasbourg qui, en 1984, aura connu l'air le plus pollué, suivie de près par Paris. Le ministère de l'environnement a rendu public le 7 janvier un tableau faisant le bilan de dix ans de relevés de la teneur de l'air en dioxyde de soufre (SO 2), produit essentiellement par les chauffages domestiques et l'industrie. Il apparaît dans ce bilan que l'air de Paris, en dix ans, s'est considérablement amélioré (taux de soufre réduit de moitié), ainsi qu'à Marseille, Lille, Rouen et Caen.

Le classement des neufs villes ou agglomérations urbaines observées depuis dix ans donne les résultats suivants, par ordre de pollution en dioxyde de soufre et acidité de l'air : Strasbourg, Paris, Lyon, Le Havre, Rouen, Marseille, Lille, Dunkerque, Caen.

Au ministère de l'environnement, on fait observer que la pollution de l'air par le soufre est en diminution dans la plupart des villes françaises. Le total des émissions de dioxyde de soufre a été d'environ 2 millions de tonnes en 1984, alors qu'il était de 2,2 millions de tonnes en 1983. Reste à obtenir les mêmes résultats pour les autres polluants, notamment les résidus de la carburation automobile.

Le ministre de l'environnement, Mme Huguette Bouchardeau, a annoncé le 7 janvier son intention d'accorder la priorité aux problèmes de la pollution atmosphérique. Elle envisage de *créer, sur le modèle des agences de bassin pour l'eau, des agences pour la dépollution de l'air par région industrielle.*

● *Nouvelle procédure envisagée pour un père divorcé.* – Une délégation de la Fédération des mouvements de la condition paternelle (FMCP), conduite par son vice-président, M. Schmerber, a été reçue, lundi 7 janvier, à la chancellerie, par M. Jean Mazars, du bureau du droit civil général, afin de parler du cas de M. Bernard Averty, un père de famille nantais en grève de la faim depuis trente-quatre jours pour réclamer la garde conjointe de ses enfants. Selon M. Schmerber, « *le ministre de la justice souhaite faire tout son possible pour qu'une solution rapide soit trouvée dans le cadre d'une médiation ou d'une audition des parents par un membre du parquet* ». Selon la fédération, la chancellerie étudie actuellement la mise en œuvre d'une nouvelle procédure, par exemple devant le juge des enfants.

● *Libération de l'officier tireur de missiles déserteur.* – Le lieutenant Jean-Louis Cahu, officier de tir de missiles au plateau d'Albion, détenu à Nîmes (Gard) depuis le 2 décembre pour désertion (*le Monde* daté 2-3 et 4 décembre), a été libéré lundi soir 7 janvier par le juge d'instruction à l'issue de sa première audition par ce magistrat. Le comité de soutien au jeune officier, qui regroupe plusieurs organisations pacifistes ainsi que le parti écologiste Les Verts, s'est félicité, dans un communiqué, de cette décision, en notant que tout homme, même engagé militaire, a le droit de se déclarer objecteur de conscience.

CHATS AFFAMÉS

Depuis la mort de son mari, un professeur agrégé, Mme Madeleine Maréchal, soixante-huit ans, vivait en recluse dans son pavillon de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis). Quatorze chats, de gros matous de gouttière, partageaient la solitude de la vieille dame, qui refusait toute aide sociale, ne relevait plus le courrier entassé dans sa boîte aux lettres et n'avait plus, faute d'avoir réglé ses factures, d'eau courante.

Le 4 janvier, inquiets de n'avoir pas vu Mme Maréchal depuis plusieurs jours, des voisins ont alerté les pompiers. Un spectacle insoutenable attendait ceux-ci dans la maison.

Sur un lit, à demi inconsciente, la vieille dame gisait, les pieds et les jambes déchirés de morsures profondes. Affamés, les chats avaient entrepris de dévorer leur maîtresse... Mme Maréchal a été transportée à l'hôpital et placée en réanimation. Les médecins ont jugé son état « *sérieux* ».

● *Trois nouvelles greffes de cœur artificiel envisagées.* – Cinq semaines après que M. William Schroeder eut reçu un cœur artificiel à l'Institut Humana Heart de Louisville (Kentucky), le 25 novembre dernier, les médecins de l'Institut avaient souhaité trouver un volontaire pour effectuer une nouvelle greffe, cette intervention étant subordonnée à l'état de santé de M. Schroeder. Trois personnes souffrant de troubles cardiaques graves ont été sélectionnées et pourraient bénéficier prochainement d'un cœur artificiel.

Le Monde

économie

REPÈRES

Bourse : un indice pour le second marché

La Chambre syndicale des agents de change va publier, à partir de la fin janvier, un indice hebdomadaire du second marché, a annoncé le syndic, M. Xavier Dupont. Cet indice, publié le vendredi à la cote officielle et calculé selon des normes identiques à celle des autres indices de la CAC, prendra pour base de départ la capitalisation boursière du second marché à la date du 28 décembre 1984. Il comportera l'intégralité des sociétés françaises inscrites sur le second marché (à Paris et sur les six places de province), à l'exception des entreprises dont la capitalisation boursière est supérieure à 2 milliards de francs, pour ne pas « peser » trop sur l'indice. Le second marché créé en février 1983, comporte à présent soixante-treize sociétés françaises et trois firmes étrangères, et sa capitalisation atteint 23 milliards.

Pétrole : l'absorption par Occidental de Diamond Shamrock est repoussée

Contrairement à toute attente, les sociétés pétrolières Occidental Petroleum et Diamond Shamrock ont fait connaître qu'elles renonçaient à leur projet de fusion, quelques heures seulement après l'annonce d'un accord de principe sur cette fusion. Aucune raison n'a été donnée pour expliquer un revirement aussi brutal. Rappelons qu'une telle fusion aurait conduit à la création du septième groupe pétrolier des Etats-Unis.

Libye : pas question de quitter le capital de Fiat.

Les investisseurs libyens, qui détiennent 13,5 % du capital du groupe italien Fiat, ont démenti qu'ils envisageaient de céder cette participation au constructeur américain Ford, comme l'avait annoncé la presse italienne.

UMB : liquidation à l'amiable

Les actionnaires français et algériens de l'Union méditerranéenne de banque (UMB) ont décidé, le 7 janvier, de procéder à la liquidation amiable du seul établissement franco-algérien opérant en France, en proie à de graves difficultés financières.

Deux liquidateurs ont été nommés pour une période d'un an renouvelable, en la personne de MM. Jacques Piot, directeur adjoint de la Banque française du commerce extérieur, et Hachemi Salbi, trésorier-payeur général à l'ambassade d'Algérie.

EDF : production record le 7 janvier

La puissance mise en service par EDF, le 7 janvier, pour répondre à une demande d'électricité avivée par le froid a dépassé 53 500 mégawatts dans la soirée, après avoir été de 52 700 MW dans la matinée (contre 48 300 MW en décembre 1983). De nombreuses centrales au fuel ont dû être remises en service.

Téléphone : les difficultés de l'industrie

Après les groupes publics CGE et Thomson-Télécommunications, la société privée SAT (Société anonyme des télécommunications) connaît des difficultés. Les grands contrats à l'exportation ne parviennent pas à prendre le relais des commandes des PTT, qui baissent maintenant que le pays est équipé. Le SAT aura réalisé des pertes de 45 millions de francs en 1984, par la première fois, pour un chiffre d'affaires (2,25 milliards de francs) en chute de 10 %. La direction pourrait annoncer dès le 9 janvier sept cents suppressions d'emplois. Par diverses mesures (FNE, baisse de la durée du travail...) le nombre de licenciements sera inférieur à ce chiffre.

Dollar : net repli (9,62 F)

Encore très ferme lundi 7 janvier à 9,72 F et 3,17 DM, le dollar s'est replié mardi 8 janvier à 9,62 F et 3,14 DM. Ce recul est attribué à une baisse des taux d'intérêt américains, notamment de l'eurodollar à six mois, qui est tombé en dessous de 9 % pour la première fois depuis un an.

Livre sterling : paris en faveur de la chute

Les « bookmakers » londoniens viennent d'engager les premiers paris officiels sur la chute de la livre sterling. Ils offrent actuellement une cote de sept contre deux à celui qui trouvera la date exacte à laquelle la monnaie britannique vaudra 1 dollar. En baisse depuis plusieurs semaines, la livre sterling, qui valait encore 2,42 dollars en janvier 1981, s'échange actuellement à 1,14 dollar.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	9,6195	9,6220	+ 187	+ 197	+ 330	+ 350	+ 630	+ 730
$ can.	7,2897	7,2944	+ 37	+ 55	+ 62	+ 94	+ 79	+ 171
Yen (100)	3,7917	3,7942	+ 150	+ 157	+ 267	+ 281	+ 762	+ 810
DM	3,0606	3,0624	+ 128	+ 136	+ 238	+ 250	+ 678	+ 721
Florin	2,7097	2,7112	+ 106	+ 112	+ 200	+ 209	+ 567	+ 604
F.B. (100)	15,2812	15,2888	– 55	– 3	– 82	– 3	– 259	+ 18
F.S.	3,6667	3,6690	+ 174	+ 186	+ 329	+ 345	+ 975	+ 1029
L (1 000)	4,9868	4,9907	– 183	– 165	– 326	– 297	– 972	– 886
£	11,0942	11,1038	+ 52	+ 83	+ 33	+ 85	– 49	+ 115

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 1/2	8 7/8	9
DM	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16
Florin	5 3/4	6	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6
F.B. (100)	10 3/4	11 1/4	10 5/8	10 7/8	10 5/8	10 7/8	10 5/8	10 7/8
F.S.	4 7/8	5 1/8	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16
L (1 000)	14	15	14 1/4	14 3/4	14 1/8	14 5/8	14 1/4	14 5/8
£	8 7/8	9 1/8	10	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 5/8
F. franç.	10 5/8	10 7/8	10 9/16	10 13/16	10 5/8	10 7/8	10 15/16	11 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La direction des charbonnages multiplie les incitations à la reprise du travail

Londres. – La direction des charbonnages, le NCB (National Coal Board), a entrepris, depuis plusieurs jours, une vaste campagne pour tenter de provoquer une nouvelle vague de retours au travail dans les mines, de façon au moins comparable à celle qui, en novembre, a amené près de vingt mille mineurs à cesser la grève.

Jusqu'à présent, cette tentative n'a pas donné les résultats escomptés : mille deux cents grévistes ont regagné leurs postes au cours de la journée du lundi 7 janvier, selon le NCB, qui juge ce chiffre « satisfaisant » pour dissimuler une certaine déception, tandis que le syndicat des mineurs conclut, lui, déjà à l' « échec » de cette « offensive » de la direction

De notre correspondant

Ce n'est cependant qu'à la fin de la semaine que l'on saura si le NCB, toujours fermement soutenu par le gouvernement, est en mesure de porter, comme il l'attend, un coup fatal au moral des grévistes. L'opération actuelle a commencé le 31 décembre avec la publication d'un long communiqué présenté dans la presse sous forme de publicité s'étalant sur une page entière et rappelant les « propositions initiales » du NCB rejetées à plusieurs reprises par l'Union nationale des mineurs (NUM) : une augmentation de salaire de 5,2 % et la promesse de ne pas procéder à des licenciements.

La direction soulignait en outre que les mineurs acceptant « librement » de quitter leur emploi peuvent compter sur l'indemnité « la plus élevée jamais offerte dans l'industrie britannique ». Juste auparavant, le ministre de l'énergie avait affirmé solennellement qu'il n'y aurait pas de coupures de courant en 1985, comme pour signifier que la NUM devait définitivement perdre l'espoir de paralyser peu ou prou l'économie nationale.

Toutefois, le 2 janvier, premier jour de réouverture des houillères après deux semaines de vacances, seuls sept cents grévistes se sont présentés à l'entrée des puits. Cachant mal leur déconvenue, les dirigeants du NCB ont alors annoncé que le lundi 7 janvier serait le jour du véritable test, mais ce fut notamment dans le sud du pays de Galles, le bassin où la grève est la plus suivie, un échec. Le NCB avait pratiquement fait du porte-à-porte pour inciter les mineurs à changer d'attitude. Lundi matin, il n'y avait que dix-neuf grévistes à pointer pour la première fois.

Le NCB est, néanmoins, convaincu de pouvoir atteindre l'objectif qu'il s'est fixé pour la fin du mois de janvier : avoir au moins 50 % des effectifs au travail, ce qui est considéré comme un « seuil psychologique » qui devrait ouvrir la voie à un « pourrissement » rapide de la grève. Actuellement, environ soixante-dix mille mineurs sont à leurs postes sur un total de cent quatre-vingt-cinq mille.

Pour essayer de convaincre d'avantage ces hésitants, le président du NCB, M. Ian McGregor, a déclaré, le 6 janvier, qu'il était prêt à envisager de nouvelles négociations avec la NUM. Cela a été interprété comme l'indication d'un assouplissement, car, depuis novembre, et malgré une proposition de médiation faite par la Confédération des syndicats (TUC), M. McGregor refusait l'idée même d'une reprise des pourparlers, à moins que M. Arthur Scargill, président de la NUM, ne retire son exigence d'un retrait préalable du « plan » du NCB prévoyant vingt mille suppressions d'emplois. Mais les mineurs les plus modérés ont eux-mêmes estimé que cette apparente manifestation de bonne volonté était trop vague pour modifier l'opinion des grévistes.

Au même moment, le NCB a renouvelé une mise en garde qui pourrait faire fléchir certains mineurs, mais qui est de nature à conforter les dirigeants de la NUM dans leur intransigeance pour défendre l'emploi. Son porte-parole, M. Michael Eaton, a déclaré qu'en plus des vingt mille postes dont la suppression est souhaitée par la direction, cinquante mille autres seraient « menacés » si la grève continuait durant toute l'année 1985. Une hypothèse que de nombreux observateurs commencent à craindre. M. Eaton a précisé que cette menace pesait du seul fait du manque d'entretien dans lequel se trouvent les puits fermés depuis dix mois.

FRANCIS CORNU.

AFFAIRES

La mort de Marcel Fournier

De la grande surface à la grande presse

Le crâne insolemment lisse, à la calvitie soigneusement entretenue, des lèvres minces au sourire sceptique dans un visage perpétuellement hâlé... Marcel Fournier, qui vient de mourir, connut deux étapes dans une vie bien remplie : il fut d'abord commerçant, inventant l'hypermarché à la française ; il fut ensuite homme de presse, mais de façon sporadique, puisque, deux fois, il passa la main à son ami, M. Robert Hersant.

Marcel Fournier, c'est bien sûr et avant tout Carrefour, mais c'est aussi *l'Aurore, le Dauphiné libéré*, peut-être l'éphémère *J'informe*, de Joseph Fontanet, et, enfin, *l'Est républicain*.

Savoyard, il est né le 2 mars 1914 à Annecy d'une famille de merciers-bonnetiers en gros et en détail, installée dans la ville en 1822. A dix-huit ans, bac en poche, il entre dans l'affaire familiale, qui se développe gentiment, au point d'essaimer à Annemasse. Un voyage aux Etats-Unis dans les années 50, la rencontre des frères Defforey, d'une famille succursaliste de la région, vont le lancer dans l'aventure du commerce moderne.

Après un timide essai à Annecy, c'est, en 1963, le premier hypermarché à la française à Sainte-Geneviève-des-Bois, dans l'Essonne, qui s'appellera Carrefour, et dont la double flèche bleue et rouge fait oublier le C blanc qu'elle entoure. Carrefour, c'est, en 1983, plus de 18 milliards de francs de chiffre d'affaires, cinquante-six magasins en France, trente à l'étranger. En 1979, il quitte tranquillement la tête de l'empire commercial, qu'il laisse entre les mains de ses cofondateurs.

Déjà en 1978 la presse l'avait séduit. On avait prononcé son nom au moment de la création du fugitif *J'informe*, quotidien du soir lancé contre *le Monde* par Joseph Fontanet : on ne prête qu'aux riches, et Marcel Fournier ne pouvait avoir que de l'amitié pour l'homme qui, en 1961, dans une célèbre circulaire, avait interdit le refus de vente aux grandes surfaces, cette tentation des industriels. Sa présidence de Franc-Presse, société créée pour racheter *l'Aurore* et *Paris-Turf*, appartenant au groupe Boussac, ne dure que de juillet 1978 à février 1979, le temps d'y introduire le groupe Hersant.

En juillet 1980, il entrait au conseil d'administration de *l'Est républicain* aux côtés de sa femme, Mme Marie-Pierre Fournier. En avril 1984, il devient le principal porteur de parts du *Dauphiné libéré*. Et le même scénario se reproduit : il en cède le contrôle en avril 1982 à M. Hersant, ce qui sera confirmé un an plus tard après une bataille judiciaire.

Ce rôle de « porteur » aux côtés de M. Hersant est sans doute ce qui est le moins convaincant dans l'activité de Marcel Fournier, tant les affaires de presse nécessitent professionnalisme et passion : Marcel Fournier ne fut pas un grand dans ce domaine.

Le fondateur de Carrefour, qui devait faire tant d'émules dans la création d'usines à vendre en plein champ, aura en revanche modifié le paysage, et, symbole d'une autre façon de vivre, aura marqué d'histoire commerciale de l'Hexagone.

JOSÉE DOYÈRE.

La Société française de supermarchés envisage la vente de son siège social et de son entrepôt de Thiais

La Société française de supermarchés (SFS), principale filiale succursaliste du groupe Radar, présentera, le 14 janvier prochain, en comité central d'entreprise, un projet de redressement, dont les détails ne sont pas encore arrêtés, mais qui comporte notamment la fermeture de Grogedis, entrepôt situé à Thiais, ainsi que du siège, ce qui représente la suppression de trois cent cinquante à quatre cents postes de travail.

Les trois cents magasins de la SFS seraient donnés en location-gérance à trois des cinq autres sociétés succursalistes du groupe Radar. Ce projet a été présenté à la presse, le 7 janvier, par le directoire de Radar (M. Daniel Lebard, président, et MM. Jean-Pierre Caillavet, Claude Dintrans et Claude Hoffman, directeurs généraux), mis en place le 20 décembre dernier.

Le groupe de distribution Radar, malgré la vente, en avril dernier, de quinze hypermarchés au groupe Cora-Revillon, enregistrera de lourdes pertes en 1984 : environ 250 millions de francs (y compris les provisions pour prêts à filiales) pour un chiffre d'affaires d'environ 8,5 milliards de francs.

Radar comprend six sociétés succursalistes (outre la SFS, les Economiques de Normandie, les Docks de Blois, Nord-Est Alimentation, les Docks de l'Ouest et Maison Lemaire, exploitant en tout mille quatre cents magasins sous les enseignes Radar junior, Radar super et Maxi Radar, et une branche grands magasins, avec deux unités parisiennes, les Trois Quartiers et Madelios, ainsi qu'une quarantaine de magasins de nouveautés en province.

Les Galeries Lafayette, avec un peu plus de 28 % du capital, sont le premier actionnaire du groupe, Cora-Revillon détenant environ 22 %, une filiale de l'IDI (Institut du développement industriel) environ 18 %, le Crédit commercial de France environ 12 % et la famille Gompel, de 3 % à 5 %.

ÉNERGIE

Avec la vague de froid

LE COURS DU PÉTROLE SE REDRESSE LÉGÈREMENT

Avec la vague de froid qui s'est abattue sur l'Europe et l'anticipation, par les opérateurs sur le marché de New-York, d'une reprise de la consommation sur la côte est américaine, les prix du pétrole et des produits pétroliers se sont redressés le lundi 7 janvier. C'est la première fois que les prix subissent une hausse depuis le mois d'octobre.

Aux Etats-Unis, le prix du *West Texas Intermediate* a regagné, lundi, les 50 cents qu'il avait perdus le 4 janvier pour coter 25,70 dollars le baril, tandis que le fuel domestique gagnait près de 3 %. Cela n'a pas empêché une société américaine, SUN Co., d'annoncer une réduction de 1 dollar par baril sur le prix d'achat du West Texas Intermediate (le baril de référence aux Etats-Unis).

Les observateurs du marché notent toutefois que si, depuis la semaine dernière, nombre de compagnies américaines, petites et moyennes, ont annoncé de telles baisses, il n'en est pas de même pour les grandes compagnies, qu'elles soient plus prudentes ou que leurs intérêts soient plus liés à ceux de l'OPEP.

A Londres, les principaux pétroles bruts ont repris 10 à 15 cents par baril. Les cargaisons de Brent, principal pétrole britannique, changeaient de main à 26,40 dollars le baril, tandis que les livraisons de cette qualité, pour février, étaient payées 26,10 dollars (+ 50 cents). On reste loin toutefois du cours officiel de la British National Oil Company (BNOC) pour le quatrième trimestre de 1984 (28,65 dollars le baril). Mais ce léger renversement de tendance renforce la volonté des gouvernements britannique et norvégien de ne pas faire le premier geste contre la grille des prix de l'OPEP.

L'Iran relève ses prix

Il faut noter que l'Iran a causé une surprise en relevant le 7 janvier le prix de son pétrole léger. Téhéran, selon l'agence Reuter, a augmenté le cours de son brut lourd de 45 cents, comme le demandait l'OPEP, mais aussi son pétrole léger de 1,11 dollar à 29,11 dollars le baril. Aux cours actuels du marché libre, « *l'Iran ne peut espérer vendre son pétrole avec ces nouveaux prix* », affirment les courtiers londoniens.

● **Déréglementation des télécommunications.** – La société américaine MCI, spécialisée dans la communication aux Etats-Unis, où elle est concurrente d'ATT, a ouvert un bureau à Bruxelles. Elle se propose de lancer un service transatlantique de transmission des documents : un texte tapé sur un terminal aux Etats-Unis sera imprimé en Belgique puis distribué en Europe par les postes. Outre sa rapidité, ce service présenterait un avantage de coût.

Après le pont sur le Bosphore

LE BARRAGE SUR L'EUPHRATE

(De notre correspondant.)

Ankara. – Malgré un taux d'inflation qui dépasse les 50 %, et malgré le scandale financier qui vient de secouer le gouvernement – à propos des pots-de-vin qu'aurait reçus un membre du cabinet de M. Ozal, – l'engouement du public turc pour les grands ouvrages d'art demeure très ferme. Après la vente en un temps record des certificats de participation aux bénéfices annuels du pont sur le Bosphore (*le Monde* daté 30-31 décembre 1984), l'opération du barrage de Keban, représentant une valeur globale de 40 milliards de livres turques (880 millions de francs), semble avoir été un succès total.

On a vu, en quelques heures seulement, des certificats représentant plus de 20 milliards de livres turques littéralement arrachés dans les quelque neuf cents succursales de la banque émettrice I.S. Bankasi. Leur écoulement total ne prendra sûrement pas longtemps.

Il s'agit du quatrième plus grand barrage hydraulique du monde, qui produit à lui seul, avec 6 milliards de kilowatts/heure, le quart de l'énergie électrique du pays. Ses bénéfices pour 1985 ayant été estimés à 75 milliards de livres turques, l'ouvrage est apparu comme une valeur sûre, surtout comparé aux aléas du placement dans les grandes entreprises privées.

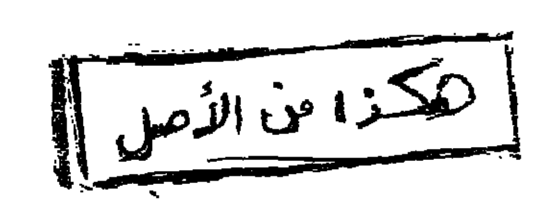
Parmi les acquéreurs, figurent les ouvriers turcs résidant en Allemagne fédérale ou dans d'autres pays d'Europe, auxquels ont été réservés un quart des certificats. Le plafond d'achat par personne a été fixé à 10 millions de livres turques, tandis que le minimum de 50 000 livres est tout à fait accessible. Les certificats à trois ou cinq ans devraient, selon la publicité du gouvernement, rapporter plus de 50 % par an. De plus, ils seront exempts d'impôts et convertibles en argent à tout moment, sous la garantie de l'Etat. Pour beaucoup de Turcs, il s'agit vraiment d'une aubaine.

Ainsi continue l'opération de « privatisation » du domaine public, qui concerne sinon les murs, du moins les bénéfices. L'Etat, tout en gardant la propriété de ses ouvrages d'art, souhaite drainer les capitaux privés et financer en partie de nouveaux investissements publics. Toutefois, les usagers craignent que la majoration des prix du courant électrique ne soit bientôt annoncée. A l'issue de la « vente » du pont du Bosphore, les péages avaient été aussitôt majorés.

ARTUN UNSAL.

RFA

● **Amélioration de la balance des paiements.** – La balance des paiements ouest-allemande s'est nettement améliorée en novembre, ayant enregistré un déficit de 220 millions de deutschemarks contre 818 millions en octobre. La seule balance des comptes courants, regroupant les marchandises, les services et les transferts, a été excédentaire de 5,9 milliards de deutschemarks, soit légèrement moins qu'en octobre (6,1 milliards). En revanche, la balance des capitaux à long terme a été déficitaire de 2,2 milliards de deutschemarks en novembre, alors qu'elle avait été excédentaire de 500 millions en octobre.



CEE

La déréglementation de la distribution des pièces détachées d'automobiles

Inquiétudes des grossistes

La Commission de Bruxelles vient, quelques jours avant les fêtes de fin d'année, d'adopter une nouvelle désignation pour référencer les équipements d'automobiles destinés à la réparation. Désormais ces équipements porteront le nom de « pièces de qualité équivalente » et/ou « adaptables ».

La position de la France, qui se battait pour obtenir la reconnaissance de l'appellation « pièces d'origine concurrencée », défendue par M. Delors quand il était ministre des finances, a été battue en brèche. Les grossistes en pièces détachées sont d'ores et déjà en alerte. La Fédération des syndicats de la distribution (FEDA) dénonce les dangers de cette mesure qui sont le risque de main-mise des constructeurs sur une partie de la distribution, l'impossibilité pour le consommateur de conserver le choix de ses achats, la porte ouverte à la concurrence du Sud-Est asiatique.

Le président de la FEDA, M. Jean Maurus, accuse les juristes de Bruxelles de ne rien connaître à la France et au comportement des Français et la Commission d'avoir pris sa décision à la sauvette avant l'arrivée de M. Delors.

Pièces de qualité équivalente ou pièces d'origine concurrencée : la différence n'apparaît pas clairement. Elle porte essentiellement sur la notion de provenance. Et c'est *cette notion que* la *Commission* de Bruxelles a voulu faire disparaître afin d'éviter le retour aux abus et de permettre à la concurrence de s'exercer librement. Au-delà de la querelle sémantique se profile donc une véritable déréglementation de la pièce détachée employée au rechange.

Des abus il y en eut et il y en a encore. Profitant de la confusion in*troduite par* la *terminologie*, les constructeurs et les importateurs de voitures ont longtemps revendiqué la paternité des pièces d'origine (1). Le nom s'y prêtait. Se servant de ce *prétexte*, *ils* obligeaient les concessionnaires à limiter leurs achats aux seuls approvisionnements d'équipe*ments livrés par la maison-mère* et ses façonniers. Ce procédé éliminait presque totalement les grossistes indépendants du marché de la pièce de rechange alimenté par le réseau constructeurs (50 % environ du marché global des pièces détachées). Cette pratique pénalisait les *fabricants indépendants* qui, bien qu'absents de la première monte, fabriquent les mêmes pièces.

En *1981*, M. *René* Monory, *alors* ministre de l'économie, pour mettre un frein à ces excès avait redéfini la terminologie. De l'appellation pièce d'origine, on est *ainsi passé* à *celle* de pièce d'origine concurrencée. Les constructeurs durent s'incliner, mais ils ne l'ont pas fait de bonne grâce et, début 1984, il y avait encore trois réfractaires : BMW France, VAG France (Volkswagen) et Ford France. Cette fois c'est M. Delors, *toujours ministre* de l'économie, qui se chargea de les ramener dans le droit chemin.

Selon le président de la FEDA, la décision de Bruxelles ne met cependant *pas fin au conflit. Elle* risque, tout au contraire, de redonner aux constructeurs et aux importateurs les *moyens* de renforcer leur domination à la distribution. Avec la disparition de l'appellation « pièce d'origine », les équipements vendus par les concessionnaires auront *de facto* le label de qualité exigé puisqu'ils sont emballés dans des boîtes portant la marque des constructeurs. C'est un sérieux handicap pour les grossistes, qui, pour *écouler* les *mêmes* articles, seront désormais tenus d'administrer des preuves de conformité.

En outre, les réparateurs, dont la responsabilité pénale est engagée, devront signaler à leurs clients la pose des pièces dont les marques seront différentes de celle de leur véhicule. *Il* y aura donc nécessairement un doute dans l'esprit du consommateur, qui sera plus enclin à faire confiance aux équipements des constructeurs qu'à ceux des entreprises indépendantes.

« *On revient six ans en arrière* » prétend *M. Maurus*, pour qui *la* décision de Bruxelles consacre « *la victoire des Belges* », qui n'ont pas d'industrie équipementière.

Le président de la FEDA craint, en outre, que les constructeurs ne soient désormais tentés d'écouler, dans leurs réseaux, des produits ne répondant plus aux spécifications d'origine. « *Il semble*, dit-il, *que des grandes multinationales, apparemment très écoutées à Bruxelles, n'observent pas la même rigueur dans le choix de leurs pièces de rechange que celle qu'elles exercent lors de leurs achats au titre du premier équipement. La solution de la pièce de qualité équivalente vendue sous le label constructeur semble combler leurs désirs, surtout si elles sont produites à très bas prix dans un pays bordant l'océan Pacifique ou la partie orientale du rideau de fer.* »

De là à parler de tromperie, il n'y a qu'un pas. Pour M. Maurus, le risque existe que l'information des automobilistes soit « *pervertie* » et que la pression exercée par les constructeurs « *jette l'opprobre sur les pièces de tiers, quel qu'en soit le niveau de qualité* ».

Le moment était-il bien choisi ?

Il est certain que la décision de Bruxelles n'intervient pas au meilleur moment. L'industrie de l'équipement automobile traverse une passe délicate, et sa situation est rendue encore plus difficile avec la *volonté manifestée* par certains constructeurs de s'intégrer en aval, comme Renault, qui vient de reprendre la *fabrication* des *convertisseurs* de couple assuré jusqu'ici par Valeo.

L'ouverture très récente à Paris d'un *bureau représentant* les vingt-deux principaux équipementiers de Corée du Sud (société SATEC GIPR), dont l'objectif de chiffre d'affaires à l'horizon 1987 est de 400 millions de francs, n'est pas faite pour calmer les esprits.

Qu'en pensent les équipementiers ? Pour l'instant ils ne se sentent pas encore vraiment concernés. Les plus grands n'ont, il est vrai, pas grand-chose à redouter des nouvelles méthodes de distribution. De toute façon, comme gros exportateurs, ils ne peuvent réclamer des mesures protectionnistes. Chez Valeo, l'on déclare que la décision de Bruxelles va plutôt dans le sens d'une clarification et que le consommateur ad*met très bien d'acheter des pièces* qui ne soient pas nécessairement d'origine.

Il est *néanmoins probable que* des bouleversements vont se produire dans les circuits de distribution. Avec la baisse du pouvoir d'achat qui oblige les automobilistes à choisir des articles *meilleur marché*, le problème posé par les noms de marque va inévitablement tendre à s'estomper. D'autant que l'arme de la qualité, que les uns et les autres brandissent pour valoriser leurs produits, perdra de son efficacité. Souvent médiocres, les productions du Sud-Est asiatique s'améliorent. Les prix feront la différence.

Même exagérées, les très vives craintes exprimées par les grossistes ne sont pas injustifiées. Bon gré mal gré, ils vont devoir s'adapter. Mais des accommodements ne sont pas impossibles à trouver avec Bruxelles, par exemple pour les pièces dont l'usage n'est pas vital sur *une automobile*. Maintenant en place, M. Delors pourrait faciliter la transaction.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Pièces dont les spécifications *techniques sont identiques à celles de la* pièce utilisée par les constructeurs lors du montage des véhicules neufs. Elles peuvent donc être produites, soit par le constructeur ou ses façonniers, soit par d'autres fabricants indépendants.

● M. Delors : « Pas d'europessimisme ». – « *Je ne serai pas un montreur de foire, je ne ferai pas de promesses inconsidérées. Je ne tomberai pas dans l'euro-pessimisme.* », a affirmé M. Jacques Delors, le 7 janvier, lors de la première réunion de la Commission européenne qu'il préside.

SOCIAL

LA CGT ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Incantation ?

Donnons acte à M. Henri Krasucki : il a de la suite dans les idées. Depuis que, au début décembre à Aurillac, le secrétaire général de la CGT a émis l'éven*tualité d'une grève générale* interprofessionnelle – comme au temps fort de la lutte contre la politique de M. Barre en 1977, – il ne cesse de revenir à la charge. « *Et pourquoi pas une grève générale ?* », a écrit M. Krasucki le 7 janvier dans *l'Humanité*, deux jours avant une réunion de la commission exécutive de sa centrale (*le Monde* du 8 janvier). Et de répondre : « *Elle ne se fera que si les travailleurs dans leur masse se rendent compte que c'est nécessaire et qu'ils en ont la force.* »

La difficulté est que visiblement ils sont encore loin d'en avoir la force. Qu'il s'agisse de la métallurgie ou *a fortiori* de l'ensemble de l'activité nationale, il *ne suffit pas d'annoncer que l'on* va mobiliser pour effectivement mobiliser. Les discours ne suffisent pas. L'incantation non plus. Si une remontée des conflits a *été observée dans* les *statistiques* officielles en octobre, le niveau des grèves reste très bas.

En moyenne mensuelle l'évolution des journées non travaillées était de 113 000 de janvier à octobre 1984 contre 110 000 en 1983 mais 187 000 en 1982, 264 000 en 1979, 203 000 en 1977, 338 000 en 1976, 326 000 *en* 1973... La combativité diminue toujours.

Même dans des secteurs « *chauds* », la CGT a du mal à mobiliser ses troupes. On le voit bien à Creusot-Loire – où il n'y avait qu'une centaine de personnes le 7 janvier au Creusot sur 350 licenciés lorsqu'elle a *annoncé* « *des actions commando* » (à l'opposé des mouvements de masse) pour la semaine *prochaine* – ou *même* aux chantiers navals de La Seyne.

M. Krasucki a parlé d' « *authentique victoire* » pour la flexibilité de l'emploi, voyant la preuve que les travailleurs en *réagissant* « *avec impétuosité* » ont mis « *en échec une aussi vaste agression* ». Mais il ne faut pas se payer de mots. L'enflure du verbe ne remplace pas l'action. *Si la CGT est parfaitement* fondée à se réjouir de l'échec d'un accord qu'elle ne voulait à *aucun prix, si elle peut ironiser* sur les « *orphelins de la signature* », il serait abusif de prétendre que c'est la mobilisation des cégétistes qui a fait capoter l'accord. *Tout au plus, est-ce la* crainte de pressions et de réactions de la CGT dans des entreprises qui, dans certains cas, a renforcé les réticences des militants ou fait remonter à la surface le « complexe » des cédétistes, face à la CGT.

Comme le déclarait M. Bergeron le 6 janvier à RMC, « *un mouvement de grève, ça ne se décrète pas comme ça, du sommet* ». A tenter de prouver le contraire, la CGT prendrait le risque d'une grave déconvenue.

M. N.

AGRICULTURE

Une « semaine verte »

(Suite de la première page.)

D'ailleurs le fait d'avoir des ascendants paysans est à double tranchant : cela peut déboucher sur une compréhension intuitive, comme sur un rejet total d'un passé qu'on veut nier.

Aux Etats-Unis, la population active agricole, est trois fois plus faible qu'en France. Mais dans la mémoire collective, éleveurs et laboureurs sont les pionniers qui ont construit le pays depuis la moitié du XVIIIe siècle. La mémoire collective *française n'a pas* ce *genre* d'exploit à retenir : la société agricole s'est réduite comme peau de chagrin, et la société moderne s'est développée sur cette réduction-là. *Les économistes en ont fait un* modèle, et le sociologue Henri Mendras relève cette curiosité : « *Que le progrès social d'une nation se mesure à la baisse de la part de l'alimentation dans le budget des ménages révèle un a priori étrange de valoriser la production industrielle aux dépens de la production alimentaire.* » *(4)*.

Le doute et la peur

Ignorée par les autres couches sociales, l'agriculture a du mal à se faire connaître, car elle doute d'elle-même. Elle a le sentiment conscient ou inconscient d'un destin commun : or ce destin n'est pas rassurant ; le passé le montre, *il* est de *voir* le nombre des siens disparaître. Ce n'est guère enthousiasmant. Une autre notion a marqué aussi des *générations* de paysans, comme l'a bien relevé Michel Debatisse dans *le Projet paysan* (5) : la peur. Peur devant l'isolement, devant les caprices de la *nature*, les *bêtes sauvages*, *la faim*, l'étranger d'où vient le mot étrange.

Ce doute a des causes récentes, contemporaines même. *L'agriculteur* trouve sa justification dans son rôle, certains diraient même sa voca*tion* : *nourrir*. Nourrir d'abord les siens puis les autres qui, à ses yeux, lui doivent reconnaissance pour cette fonction-là. Or voilà que cette justification tend à disparaître : on produit sans sol, peut-être même bientôt hors du temps et des saisons, et surtout on produit trop. Les excédents, *pris* au sens d'un excès d'offre par rapport à la demande, chacun peut les comprendre. Pour celui dont la fonction est de produire, le mot d'excédent remet en cause sa fonction même. Par rapport aux besoins du monde, il est évident que l'offre n'excède pas la demande. *Mais devant ce problème-là*, *celui* de la faim des autres et de leur non-solvabilité, l'agriculteur français se sent impuissant. Si les solutions existent, elles ne sont pas de son ressort, mais bien de celui de l'ensemble de la collectivité.

Le doute est entretenu encore par l'accélération des techniques. L'effort de formation initiale et permanente, les progrès réalisés en agri*culture* par les *producteurs eux-*mêmes, sont considérables, mais tout va décidément trop vite. Aux Etats-Unis, on *évoque* volontiers les quatre âges de la force en agriculture : nous sommes à l'époque du « *science power* », c'est-à-dire celle de l'optimisation du potentiel biolo*gique des plantes, qui a pris le relais* du « *mechanical power* » de la première moitié du siècle aux Etats-Unis, mais de la seconde moitié seulement en France. Ce « *mechanical power* » a succédé au « *horse power* », lui-même relayant le « *hand-power* ». Devant un tel bouleversement, *on conçoit qu'il y ait* de la part des agriculteurs des interrogations. Partout au monde, l'échec des transferts de technologie le montre, les techniques ne sont bien reçues que lorsque les esprits sont prêts à les assimiler.

Ignorée du reste de la société, doutant d'elle-même, la classe paysanne est difficilement entendue car elle n'a pas en réalité de discours propre. Disons avec Pierre Bourdieu que « *les couches sociales dominées le sont jusque dans la production de leur image du monde social et par conséquent de leur identité sociale ; les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées. La classe paysanne*, poursuit Pierre Bourdieu, *sans doute parce qu'elle ne s'est jamais donné ou qu'on ne lui a jamais donné le contre-discours capable de la constituer en sujet de sa propre vérité, est l'exemple par excellence de la classe objet, contrainte de former sa propre subjectivité à partir de son objectivation* » (6).

Cette difficulté tient aussi à l'ambiguïté du monde paysan. Il tient son unité de son rapport à la nature et à l'espace, mais il recouvre une réalité extrêmement diverse, dans les produits, les techniques, les conditions sociales. Avec par exemple un revenu par exploitation qui varie de 1 à 17. *Prenons* les origines sociales de deux paysans, deux hommes phares de l'agriculture française : Michel Debatisse, ancien président de la FNSEA, éleveur de montagne, dans un foyer pauvre où l'on naît double-actif par nécessité, n'a pas la même histoire que François Guillaume, l'actuel président de la FNSEA, fils et petit-fils de hobereaux, de cultivateurs et d'éleveurs installés, notables en leur département. La multiplicité des organisa*tions en agriculture n'est-elle* pas le reflet de la difficulté à avoir un discours de classe sociale unique ?

Lorsque ce discours *est proféré*, il n'est pas exempt d'erreurs de communication : Pour qui les barrages routiers, les destructions d'édifices ou de denrées alimentaires, sinon *pour l'opinion publique* ? *Son attention* est certes attirée, mais quelle attention ! Le discours agricole, c'est aussi la valorisation des points forts, tel que l'excédent de la balance commerciale *dégagé* par les ventes de produits agro-alimentaires. Outre que cet excédent est discuté et dis*cutable*, ce *bon point*-là *a peu de* valeur aux yeux d'une opinion qui se soucie de la balance commerciale comme d'une guigne.

L'agriculture enfin a du mal à imposer une image spécifique préci*sément parce qu'elle tend à perdre* sa spécificité : uniformisée, investie par l'industrie, elle adopte le langage de la civilisation industrielle, celle-là même qui nie ses valeurs, dont l'objet *est* de rejeter ou de contrôler la nature.

Lorsque, lassé de l'uniformité et du béton, l'homme de la fin du siècle *redécouvre* la *ruralité* et la nature, l'agriculteur prend cela pour une provocation. Les résidences secondaires, le tourisme vert, l'écologie, les jeunes néo-ruraux qui n'hésitent pas à s'installer dans des régions *difficiles*, la confiture comme chez soi, le petit vin pas cher dont on connaît la *provenance*, le *poulet* de ferme, etc. Provocations ? « *Il n'est pas sûr que cet engouement apporte grand-chose aux agriculteurs* », écrit encore François Clerc (7). Et pour cause : l'agriculteur a copié son discours sur celui des urbains, sur celui de l'industrie. Il a fait sien le discours *des autres*, et voilà que les autres viennent lui contester ce choix. Il est d'autant plus furieux que ce choix, il *ne* l'a pas fait vraiment. Il était imposé et il l'a accepté avec mauvaise conscience.

Aujourd'hui, s'il le veut, le monde agricole peut, en redevenant lui-même, en montrant qu'il est le dépositaire de *la nature*, aller à la rencontre des nouveaux désirs des citadins. En quoi cette démarche ne serait-elle pas moderne ?

Il est d'autres points de rencontre entre l'*opinion* et l'*agriculture*. La première a une soif de connaissance considérable dans le domaine scientifique. Avec la biologie moderne, l'agriculture tend à devenir une activité scientifique de pointe. Intégré dans la chaîne agro-industrielle, le métier agricole reflétait une soumis*sion*. Cette image *peut* être transformée si l'agriculteur s'affirme comme celui qui maîtrise la science, qui maîtrise l'arme alimentaire, *qui* a la liberté d'agir, dans l'espace et dans le temps.

Cela suppose un discours plus offensif que les traditionnels propos pleurnichards et revendicatifs. Cela *suppose* aussi que ces *propos* visent un autre public que celui des agriculteurs eux-mêmes, ou, comme c'est le plus souvent le cas, les pouvoirs publics. Il y a de bonnes rai*sons pour que cette mutation* s'opère. L'agriculture française doit remettre en cause l'orientation de *ses productions*. Elle est *contrainte* de trouver de nouveaux modèles. Le *temps de la rupture* est plus favorable à l'émergence d'un nouveau discours que celui de la continuité. Si, comme *le dit Henri Mendras*, il n'y a plus de société paysanne, mais une société rurale qui va d'ailleurs se *développant*, les *agriculteurs doivent* faire valoir qu'ils sont les mailles de fond de ce tissu désormais plus large. Enfin l'interpénétration des milieux est aussi une occasion favorable. C'est l'arrivée des jeunes qui n'ont pas d'ascendants (immédiats) agricoles, c'est le maintien et, par *endroits*, le *développement* des doubles activités, c'est enfin le rôle joué par les femmes qui, désormais, lorsqu'elles restent à la *terre ou* lorsqu'elles y viennent, sortent du rôle de la « fermière » entourée d'enfants et d'animaux pour devenir les médiatrices entre deux mondes, celui de *la ville et celui* de la campagne.

JACQUES GRALL.

(4) Henri Mendras, *la Fin des paysans*. Vingt ans après. Arts Sud 1984.

(5) Le Seuil 1983.

(6) Cahiers de la recherche en sciences sociales, 1977.

(7) Article cité.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

8 janvier

Forte hausse

Froid au-dehors, chaud au-dedans : voilà comment se comportait, mardi, le marché parisien, où les valeurs françaises, peu sensibles aux rigueurs du froid sibérien, ont éprouvé quelques chaleurs.

A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané, qui avait gagné 0,73 % la veille, progressait de plus du double (+ 1,8 %), portant à 4,7 % la hausse de la cote depuis la dernière liquidation.

Ce fort courant acheteur a profité à de nombreux titres, à commencer par Auxiliaire d'entreprises, Crédit foncier immobilier et Creusot-Loire, tous trois « réservés à la hausse ».

De jour en jour, le numéro un français de la construction mécanique lourde poursuit ses sauts de cabri. En progrès de 27,90 % lundi, Creusot-Loire a encore gagné 30 % mardi pour être coté à 7,30 F, voire même 7,90 F par la suite.

De son côté, Auxiliaire d'entreprises a gagné 8 %, à 980 F, ultérieurement, tandis que Maisons Phénix mettait 7 % à son actif et que Damart enfilait « sa petite laine » en progressant de 6,7 %, à 2 410 F. A signaler, également, la bonne tenue de Midland Bank (alors que la maison-mère britannique suscite des rumeurs d'OPA), de SGE-SB, CGIP, Michelin, Salsigue, Compagnie du Midi, Legrand, Pollet, Dumez et ADG, autant de valeurs qui gagnent de 4 % à 6 %.

A l'inverse, SAT, qui a perdu 45 millions de francs en 1984 (voir les « Repères » page 37), a cédé 5,6 %, tandis que Géophysique, Roussel-Uclaf et Rue Impériale de Lyon cédaient 1 % environ.

L'or s'est repris sur le marché international, à 304,40 dollars l'once au « fixing » de Londres, alors qu'il se situait à 296,75 dollars lundi midi.

NEW-YORK

Léger redressement

Après trois séances de baisse, les cours se sont un peu redressés, lundi, à Wall Street. Le mouvement de reprise ne s'est pas déclenché immédiatement. La tendance a d'abord été assez irrégulière et c'est seulement dans l'après-midi que le raffermissement s'est produit.

A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 190,58 (+ 5,63 points). Le bilan de la journée a été très satisfaisant. Sur 2 001 valeurs traitées, 968 ont monté, 567 ont baissé et 466 n'ont pas varié.

De l'avis général, c'est surtout le facteur technique qui a joué. « Sur le fond », disaient les professionnels, « rien n'a changé ». Seul élément positif : la décision de la Bankers Trust d'abaisser le taux des avances consenties aux « brokers ».

L'annonce de la fusion l'Occidental Petroleum et de Diamond Shamrock (fusion démentie ensuite) a favorisé de très gros échanges sur les actions de ces deux groupes, qui ont été les plus actives de la journée. Les échanges ont porté sur 2,74 millions de titres Diamond Shamrock et sur 2,25 millions d'Occidental Petroleum. Les cours ont baissé. Les analystes disaient que les termes de la fusion ne plaisaient pas aux investisseurs.

Au total, 86,19 millions de titres ont été échangés, contre 77,48 millions.

VALEURS	Cours du 4 janv.	Cours du 7 janv.
Alcoa	35 7/8	35 3/4
A.T.T.	19 5/8	20
Boeing	54 7/8	55 1/4
Chase Manhattan Bank	47 7/8	47
Du Pont de Nemours	48 3/8	48 1/8
Eastman Kodak	69 3/8	70 1/8
Exxon	44 1/4	44 5/8
Ford	43 1/4	43 1/4
General Electric	56	56 3/4
General Foods	54 3/4	54 7/8
General Motors	75 1/2	76
Goodyear	25 7/8	26 1/8
I.B.M.	119 3/4	120 1/4
I.T.T.	28 7/8	29 1/8
Mobil Oil	25 5/8	26 1/8
Pfizer	39 1/4	39 1/4
Schlumberger	36 1/8	35 5/8
Texaco	33 5/8	33 7/8
U.A.L. Inc.	44 1/2	45 3/8
Union Carbide	37 1/8	38 1/4
U.S. Steel	25 1/4	25 1/8
Westinghouse	25 3/8	25 7/8
Xerox Corp.	37 3/4	37 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MIDLAND BANK. – Confrontée aux graves difficultés de sa filiale américaine, la banque californienne Crocker, la Midland Bank, qui est l'une des quatre grandes banques de dépôts britanniques, a gagné 15 pence, à 352 pence, le 7 janvier à la Bourse de Londres (où l'indice Financial Times a inscrit un nouveau record, à 955,7, en hausse de 14,7 points sur la précédente séance). Cette forte avance de la banque britannique fait suite à des rumeurs d'offre publique d'achat (OPA) visant la Midland Bank et émanant, selon certains opérateurs, ou du conglomérat BAT Industries ou de la firme British Petroleum.

On rappelle que cette dernière avait annoncé le mois dernier la création de sa propre banque, BP Finance International, afin d'assurer, au sein du groupe pétrolier, une vaste gamme de services.

BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT. – La BPC, récemment intégrée au groupe Suez (*le Monde* du 24 novembre), va émettre 100 millions de francs de titres participatifs sous la forme nominale de 1 000 F. Leur rémunération comportera une partie fixe (46 % du nominal) calculée d'après le taux de rendement des obligations publiques (TMO) et d'une partie variable dépendant du résultat net de la banque.

TOSHIBA. – Le « numéro deux » japonais de l'électronique fait des prévisions de résultats pour l'exercice qui s'achèvera le 31 mars prochain. Le bénéfice net consolidé devrait atteindre le montant record de 89 milliards de yens (+ 51 %) pour un chiffre d'affaires de 3 300 milliards de yens accru de 22 %. D'après la direction du groupe, c'est surtout l'expansion de la division électronique (bureautique, ordinateurs, semi-conducteurs), qui permet de dégager d'aussi bons profits.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	4 janv.
Valeurs françaises	99,8
Valeurs étrangères	101,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 30 déc. 1981)

	4 janv.	7 janv.
Indice général	181,4	182,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 8 janvier .... 10 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 janv.	8 janv.
1 dollar (en yens)	254,60	253,75

BOURSE DE PARIS Comptant 8 JANVIER

SECOND MARCHÉ / Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1870	1840	Alser	221	....
Calberson	347	347	Boris	295	....
C.D.M.E.	630	640	Cellulose du Pin	48 30	50
C. Equip. Elect.	264	265	C.G.M.	10	....
Dataa	339	330	Cochery	12	....
Dauphin O.T.A.	1950	1950	C. Sabl. Seine	115	....
Dumenil	552	545	Coparex	525	530
Filipacchi	550	567	Dunlop	....	....
Guy Degrenne	750	760	F.B.M. (LI)	70	3 50 o
Merlin Immobilier	335	335	La Mure	60	60
Métallurg. Minière	185	....	Mic	200	....
M.M.B.	305	305	Profils Tubes Est	1 52	....
Om. Gest. Fin.	290	290	Pronuptia	115	110
Petit Bateau	358	350	Ripolin	36	....
Petrofigaz	580	574	Rorento N.V.	125 10	128
Pocher	1546	1606	Sabl. Morillon Corv.	70	....
Porcn	301	300	S.P.R.	141	140
S.C.G.P.M.	282	285	Thann et Mulhouse	106	....
Sofibus	199	199	Total C.F.N.	43	....
Sovac	649	653	Ufimex	307	318

SICAV 7/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	262 55	250 64 ◆	Japacic	113 75	108 59
Actions-Investiss.	272 27	259 92	Laffitte-crt-terme	120344 42	120344 42
Actions sélectives	380 22	362 98 ◆	Laffitte-Expansion	662 04	632 02
Aedificandi	408 80	390 28 ◆	Laffitte-France	216 88	207 03
A.G.F. 5000	262 78	250 86 ◆	Laffitte-Japon	223 13	213 01
Agfimo	421 22	402 12 ◆	Laffitte-Oblig.	147 67	140 87

Étrangères

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

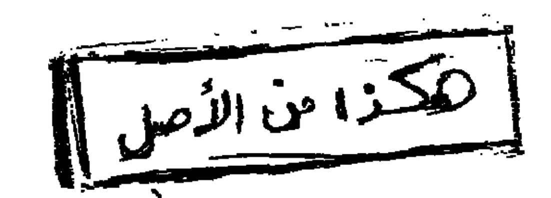
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
1842	4,5 % 1973	1637	1650	1650	+ 0 79	2880	Essilor	2890	2890	2895
4044	C.N.E. 3 %	4015	4050	4060	+ 1 12	510	Esso S.A.F.	527	539	539
1476	Electricité T.P.	1475	1470	1470	– 0 33	1060	Eurafrance	1078	1108	1115
1030	Renault T.P.	1015	1015	1015	....	795	Euromarché	830	830	830
1503	Rhone-Poul. T.P.	1502	1510	1510	+ 0 53	730	Europe nº 1	850	840	844

COTE DES CHANGES / COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/1	Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 726	9 620	9 300	9 800
ECU	6 827	6 828	....	....
Allemagne (100 DM)	306 050	306 250	294	314
Belgique (100 F)	15 296	15 292	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	270 990	271 010	260	280
Danemark (100 krd)	85 820	85 730	80	88
Norvège (100 k)	106 060	105 850	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 118	11 123	10 650	11 650
Grèce (100 drachmes)	7 525	7 495	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 988	4 988	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	367 850	368 800	355	376
Suède (100 krs)	107 350	106 930	103	110
Autriche (100 sch)	43 600	43 640	42 800	44 900
Espagne (100 pes.)	5 565	5 556	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 675	5 660	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 366	7 294	7 080	7 420
Japon (100 yens)	3 815	3 794	3 670	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/1
Or fin (kilo en barre)	93200	94500
Or fin (en lingot)	93300	94650
Pièce française (20 fr)	584	599
Pièce française (10 fr)	450	.....
Pièce suisse (20 fr)	553	560
Pièce latine (20 fr)	540	547
Souverain	688	696
Pièce de 20 dollars	4140	4145
Pièce de 10 dollars	2010	2080
Pièce de 5 dollars	1250	.....
Pièce de 50 pesos	3645	3690
Pièce de 10 florins	561	562



هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Mardi 8 janvier, 19 h 25
L'année sportive
GÉRARD ALBOUY
ALAIN GIRAUDO
et GILLES MARTINEAU
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par
François Koch

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1985 a été tiré à 520 538 exemplaires

A B C D E F G

DEPUIS LE 31 DÉCEMBRE

La double appartenance à la FNMF et à la FNMT n'est plus autorisée pour les sociétés mutualistes

Depuis des mois, le conflit couvait entre la FNMF (Fédération nationale de la mutualité française) et la FNMT (Fédération nationale des mutuelles de travailleurs), qui rassemblent respectivement vingt-cinq millions et sept millions de bénéficiaires. *Entre les deux* groupements de sociétés mutualistes, qui ont pour objet d'assurer une couverture complémentaire au risque maladie, le différend portait *sur la possibilité d'être affilié* à l'une ou à l'autre des fédérations, voire d'adhérer aux deux. Des négociations avaient même été engagées pour la réunification des deux fédérations, *mais elles avaient été interrompues* en juin dernier par la FNMF à la suite du congrès de la FNMT au cours duquel des propos assez durs avaient été tenus. Du *coup*, la FNMF *avait annoncé* que chaque société avait à choisir, d'ici au 31 décembre, entre l'une ou l'autre des fédérations.

Au fond, la querelle est plus politique et remonte même à la création de la FNMT, *sous l'impulsion de la* CGT en 1960. Récemment, le président de la FNMF, M. René Teulade, avait d'ailleurs rappelé que, *« l'origine politico-syndicale de la FNMT n'étant un secret pour personne, nous ne pouvons sans nous renier admettre son admission ès-qualité au sein de la FNMF »*.

Alors que l'on estime à 70 % des sociétés adhérentes de la FNMT la proportion de celles *qui* le sont également de la FNMF, M. Louis Calisti, le président de la FNMT, a dénoncé, le 7 janvier, le *« coup de force administratif »* dont son organisation était la victime. *Il* a renouvelé sa proposition d'adhésion *« pure et simple »* à la FNMF, soulignant que *« tout était discutable, y compris les conditions et les délais de la fusion, c'est-à-dire la disparition de la FNMT »*.

LA GRÈVE DES MARINS DE LA SEALINK

Echec des négociations entre la SNCF et les syndicats

Les négociations entre la direction de l'armement naval SNCF et les syndicats représentant les marins français de la Sealink, en grève depuis le 31 décembre, se sont achevées, le 7 janvier, sur un constat d'échec.

Les syndicats demandaient des assurances sur trois points : le maintien du transport de passagers sur le car-ferry *Saint-Germain*, entre Dunkerque et Douvres, jusqu'en octobre 1985, l'ouverture immédiate de négociations sur la compétitivité de l'armement naval SNCF et la levée des sanctions qui pèsent sur les marins du *Saint-Germain* à l'origine *de la grève qui paralyse* la Sealink à Calais, Dunkerque et Boulogne-sur-Mer. A l'issue des négociations, M. François Lagain, porte-parole de la CGT, a déclaré : *« Nous n'avons rien obtenu qui puisse nous permettre de faire quelque concession que ce soit sur le mouvement en cours. »*

La direction de la SNCF a demandé aux syndicats de lever, au préalable, le blocus du port ouest de Dunkerque. Elle a proposé de parvenir, avant la fin du mois de janvier, à un accord pour le port de Dieppe sur *les roulements et la durée du travail* à bord, qui est en moyenne de 30 heures par semaine. *« Nous avons accepté de différer jusqu'à la fin du mois de février la suppression du trafic passagers sur le* Saint-Germain, explique M. Michel Fève, directeur adjoint de la SNCF. *Mais nous ne pouvons prolonger un service déficitaire qui accueille seulement trente-cinq passagers par voyage pour une capacité d'un millier de clients. »*

Quant aux sanctions prévues contre les marins du *Saint-Germain*, M. Fève se déclare prêt à chercher *« une solution raisonnable en liaison avec le secrétariat d'Etat à la mer »*. Il n'est pas question, pour autant, de passer l'éponge sur la *« mutinerie »* de l'équipage du *Saint-Germain*, qui, le 30 décembre, a refusé d'obéir à son capitaine et mouillé les ancres dans la passe du port ouest de Dunkerque.

● *Occupation des Chantiers navals de La Seyne.* – Huit cents salariés des Chantiers navals de La Seyne (Var) ont occupé les ateliers le 7 janvier à l'appel de la CGT afin de protester contre le plan de reclassement prévoyant le départ en congé-conversion de 480 personnes. Mardi 8 janvier au matin, une centaine de militants se sont rassemblés devant les chantiers dont les portes étaient fermées.

La CGT a appelé les salariés des chantiers à manifester le 9 janvier. Pour leur part, les syndicats CGC et FO ont condamné l'occupation des ateliers et ne participeront pas à la manifestation. – *(Corresp.)*

● *Séquestration de trois directeurs de Technip.* – Une centaine de salariés de Technip (ingénierie, 2 900 salariés) ont séquestré, le 7 janvier, le directeur général de l'entreprise, le directeur de l'établissement de Lyon ainsi que celui de Saint-Nazaire, au siège social de l'entreprise à la Défense.

Les syndicats CGT, CFDT et CGC entendaient ainsi protester *contre le plan social de la direction* prévoyant 300 licenciements (*le Monde* du 8 janvier). Le mouvement a cessé vers 19 heures, lorsque les occupants ont obtenu de la direction une *réunion*, ce *mardi* 8 janvier, sous l'égide de l'inspecteur du travail.

D'autre part, la CFDT de l'établissement de Saint-Nazaire a proposé, le 7 janvier, une réduction volontaire de la durée du travail qui permettrait, assure-t-elle, de sauver plusieurs emplois sur les 63 licenciements prévus. 163 salariés sur les 300 *présents ont accepté cette proposition.*

M. CHEVÈNEMENT PRÉSENTERA UN PROJET DE LOI PERMETTANT A L'ÉTAT DE CRÉER DES ÉCOLES PUBLIQUES

La disposition budgétaire permettant à l'Etat de créer des écoles publiques dans les communes qui en sont dépourvues, et que le Conseil constitutionnel avait rejetée pour des raisons de forme (*le Monde* du 1er janvier), fera l'objet d'un projet *de loi spécifique*.

Le gouvernement entend ainsi se soumettre à l'avis du Conseil constitutionnel, qui n'est pas opposé au principe de cette disposition, mais à son inscription dans la loi de finances et, en même temps, tenir ses engagements à l'égard des laïques. Cette mesure faisait en effet partie des *« dispositions simples et pratiques »* annoncées par M. Jean-Pierre Chevènement, à l'automne, pour sortir de la querelle scolaire.

En dépit de la demande de parents d'élèves, certaines communes refusent, en effet, de construire et d'entretenir des écoles primaires publiques, en particulier dans l'ouest de la France.

● *Bernard Weisweiller inculpé de complicité d'assassinat.* – Bernard Weisweiller, fils adoptif de M. Guy Weisweiller, riche administrateur de sociétés, considéré comme le bienfaiteur d'Antibes, a été inculpé lundi de *« complicité d'assassinat »* dans le meurtre commis dans la nuit du 9 au 10 septembre dernier contre Patrick Peyrousse, ancien proxénète et associé à Bernard Weisweiller dans une société de paris d'Antibes.



A Beyrouth-Ouest

UN LIEUTENANT-COLONEL FRANÇAIS TUÉ PAR BALLE

Beyrouth (Reuter). – Un officier supérieur de la force d'observation française du cessez-le-feu au Liban a été tué par balle à Beyrouth-Ouest, ont annoncé, mardi, les forces de sécurité libanaises.

Le corps du lieutenant-colonel Guino a été trouvé, lundi soir, près de la « ligne verte » divisant les secteurs chrétien et musulman de la capitale libanaise, où le détachement français est posté depuis le mois de mars dernier.

Selon les forces de sécurité, le lieutenant-colonel Guino était le commandant adjoint de cette unité.

● *Libération du diplomate suisse enlevé à Beyrouth.* – Le troisième secrétaire de l'ambassade de Suisse au Liban, M. Eric Wehrli, enlevé jeudi dernier, a *été* libéré lundi soir 7 janvier à Beyrouth par les services de sécurité du Mouvement chiite Amal alors que ses ravisseurs tentaient de le transférer dans un autre lieu de *détention*. Le diplomate suisse a estimé que ses ravisseurs voulaient obtenir la libération de Hani Hussein Athath, un Libanais arrêté le 18 novembre dernier à Zurich alors qu'il *allait* prendre l'avion pour Rome et était porteur d'explosifs. Cette arrestation avait *été révélée* le 27 *novembre* par la police italienne en même temps que celle de sept autres Libanais accusés d'avoir préparé un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Rome. – *(AFP)*.

M. PIERRE VIOT SUCCÈDE A M. FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ A LA PRÉSIDENCE DE L'OPÉRA-BASTILLE

M. Pierre Viot, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du conseil *d'administration* de l'établissement public de l'Opéra de la Bastille, par décret du ministère de la culture publié au *Journal Officiel* des 7 et 8 janvier. Il succède à *M. François Bloch-Lainé* qui occupait ce poste depuis mars 1982.

Le remplacement de M. Bloch-Lainé est consécutif à la loi du 5 septembre 1984 abaissant l'âge de la retraite pour les hauts fonctionnaires de 68 à 65 ans. *La promulgation* de cette loi avait déjà conduit au départ de M. Pierre Desgraupes, alors président d'Antenne II.

Le choix du successeurs de M. Bloch-Lainé s'est révélé particulièrement long et difficile. Ancien *président* du Crédit lyonnais, *ancien* directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, responsable, en 1981, de la commission chargée de faire un bilan sur la situation de la France, *au début du septennat* de M. Mitterrand, bilan généralement estimé pour sa mesure, M. Bloch-Lainé alliait en effet sa compétence de gestionnaire avec une large connaissance des *milieux culturels* et associatifs. Le maintien du projet de l'Opéra de la Bastille, vivement *contesté*, au *départ*, dans son *principe*, lui doit à cet égard beaucoup. Il semble d'ailleurs qu'il doive conserver un rôle important de conseiller auprès des nouveaux *administrateurs de la mission*, dont Mme Michèle Andon est toujours directrice.

Rappelons, d'autre part, qu'à la suite des restrictions budgétaires et du report de l'inauguration de la salle modulable, M. Jean-Pierre Brossmann vient de démissionner de ses fonctions de directeur artistique de l'établissement public (*Le Monde* du 8 janvier).

[Né le 9 avril 1925 à Bordeaux, M. Pierre-Michel Viot, dit Pierre Viot, est ancien élève de l'ENA (1950). Il devient en 1953 auditeur à la Cour des comptes dont il est conseiller maître depuis 1978. De 1955 à 1971, il est chargé de missions auprès de différends ministères. En 1973, il est nommé directeur *général* du Centre national de la cinématographie, poste qu'il occupe pendant *dix ans jusqu'à ce que M. Jérôme Clément* lui succède. (*Le Monde* du 18 octobre 1984). Il devient alors, en décembre dernier, président de l'Association du Festival de Cannes à la place de M. Robert Favre Lebret. Il est également membre du conseil d'administration de la SFP, en tant que représentant de l'Etat, depuis 1982.]

Sur le vif

Pouah !

C'est fou ce que les gens sont *sales*. Ils sont franchement dégoûtants. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le *Wall Street Journal*. Il le prouve même. Chiffres à l'appui. Savez-vous combien un homme – une femme c'est pareil – lâche de particules de poussière, de *sueur*, de crème à raser mal rincée, d'eau de toilette mal fixée, de cellules *mortes*, de mucosités buccales, de pellicules et de desquamations *variées ?* 100 000. A la minute. Et au repos. S'il bouge seulement la tête, il en balance 500 000. Soixante secondes de jogging et c'est une pluie acide *torrentielle qui se déverse sur* son passage.

Vous me direz, bon, OK, c'est peut-être pas très ragoûtant, mais dans la pollution ambiante *quelle importance ?* Énorme. Pourquoi ? Parce que chacune de ces particules est de taille à pulvériser une des précieuses puces qui servent de cerveau aux micro-*ordinateurs. Alors ceux qui* les vendent ont une peur panique de ceux qui les fabriquent. Haleine fétide. Chewing-gum baladeur. Barbe de cinq heures. *Rimmel en cavale. Une quinte de* toux tue tout. Une paume moite, c'est la mort immédiate des puces.

Il y a pis. Il y a les gouttelettes de Flugge, un joli nom, celui d'un chercheur du dix-neuvième siècle pour le banal et redoutable postillon. *Chantez la Marseillaise et* vous en cracherez de 15 000 à 20 000. Éternuez et vous en ferez exploser 1,4 million, une vraie bombe à neutrons !

Comment empêcher la contamination ? On a d'abord songé à nettoyer l'homme destiné à rencontrer *la puce au jet et à l'air* comprimé, comme une bagnole. On y a renoncé. La crasse lui sourd littéralement des pores. Maintenant on protège la puce en *installant les chaînes de montage* de circuits intégrés dans des chambres stériles où l'homme ne peut pénétrer que masqué, ganté, chaussé, drappé de blanc de la tête aux pieds. *L'idéal ce* serait de l'enfouir dans une poche en caoutchouc. Mais, bon, ce *n'est pas confortable.*

Inutile de vous dire qu'aux États-Unis il y a toute une industrie de la *combinaison étanche*, du rouge à lèvres indélébile, du chausson chasse-poussière qui s'est greffée sur celle de l'électronique. Dans la plupart des *boîtes, on juge plus prudent* d'interdire toute trace de maquillage ou de produits de beauté. Et *d'installer à la cantine des tables* séparées pour les laborantines qui auraient honte de leur visage nu devant les employées de bureau tartinées au fond de teint.

Le plus simple, évidemment – et on espère bien y arriver – ce serait d'éviter à la puce tout contact avec l'homme, ce sac à poux.

CLAUDE SARRAUTE.

A La Havane

M. FIDEL CASTRO A REÇU M. CHRISTIAN NUCCI

La Havane *(AFP.)*. – M. Fidel Castro s'est entretenu, lundi 7 janvier, pendant plus de trois heures, avec M. Christian Nucci, ministre français de la coopération et du *développement* sur la collaboration bilatérale et sur les problèmes de l'Afrique.

Le ministre français a ensuite indiqué qu'il avait transmis à M. Castro le souhait de M. Mitterrand de donner *« un nouvel élan »* à la coopération franco-cubaine, en particulier grâce à la participation française au projet d'extension de l'Institut de médecine tropicale de La Havane.

A propos de l'Afrique, M. Nucci a déclaré qu'il était parvenu avec M. Castro à *« un accord de vues sur les grands points du problème angolais »*, après avoir rappelé que la France souhaitait *« des solutions politiques au rétablissement de la paix »*.

(Lire page 5 la suite de l'enquête de J.-P. CLERC sur la situation à Cuba.)

MEURTRE MYSTÉRIEUX D'UN FONCTIONNAIRE A NANTES

(De notre correspondant.)

Nantes. – Quarante-huit heures après la découverte du corps, criblé de balles, de M. Roger Andrieu, quarante ans, pupitreur en informatique au ministère des affaires extérieures à Nantes, le mystère reste entier sur les mobiles de ce meurtre. L'agression semble avoir lieu au domicile de la victime où des traces *de sang*, de *lutte et trois douilles* de petit calibre ont été trouvées par la police. Les enquêteurs de la police judiciaire cherchent à reconstituer l'emploi du temps de Roger Andrieu.

M. Andrieu a été, pendant plusieurs années, consul adjoint à Brazzaville, capitale de l'actuelle République populaire du Congo. Cet assassinat serait-il lié à des activités professionnelles anciennes ? La *question* semble posée.

Y. R.

Le championnat du monde d'échecs

KARPOV FAIT LE FORCING

On ne déplace pas facilement Anatoli Karpov. La Fédération soviétique d'échecs, elle-même, vient de l'apprendre à ses dépens.

Organisatrice du match de Moscou, elle avait décidé que, dès lundi, le championnat du monde se jouerait désormais à l'hôtel Sport et non plus à la Maison des syndicats qu'il occupe depuis quatre mois. *Motif* : elle ne pouvait louer éternellement un lieu qui lui coûte fort cher et où d'autres *activités*, *notamment* le tournage d'un film, sont prévues de longue date. Kasparov était d'accord mais pas le champion du monde.

Un délai supplémentaire lui a donc été accordé, et il a pu jouer, lundi, la 39e partie dans « sa » salle des colonnes, tout en sachant que, s'il ne marquait pas *là le sixième* point – le point de la victoire – il se retrouverait mercredi à l'hôtel Sport pour la quarantième partie.

Cela explique-t-il l'acharnement mis par Karpov à essayer de gagner la 39e partie qui a été, pendant les vingt et un premiers coups, la fidèle reproduction de la partie précédente ? Toujours est-il que le très léger avantage positionnel du champion du monde ne devrait pas suffire à lui donner le gain, Taimanov estimant même que *« les chances des noirs d'obtenir une nulle sont plus grandes que celles des blancs de gagner »*. Kasparov, qui a ajourné la partie, ne doit pas craindre la reprise, mardi.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Trente-neuvième partie
Gambit de la dame

1. Cf3	d5	22. Cxa7	Da6
2. d4	Cf6	23. Cb5	Dxa4
3. ç4	é6	24. Dxa4	Cxa4
4. Fg5	Fé7	25. Cfd4	Td7
5. Cç3	h6	26. Cç6	Tb6
6. Fh4	0-0	27. Cbd4	Ff6
7. é3	b6	28. Txb6	Cxb6
8. Fé2	Fb7	29. Tb1	Ca4
9. Fxf6	Fxf6	30. g3	Cç5
10. çxd5	éxd5	31. Rg2	g6
11. 0-0	Cd7	32. Cf3	Td6
12. b4	ç5	33. Cçd4	Cé6
13. bxç5	bxç5	34. Tb8+	Rg7
14. Tb1	Fç6	35. Cb3	Td7
15. Fb5	Dç7	36. Tb5	Fç3
16. Dç2	Tfd8	37. Cçf	Cg5
17. Tfç1	Tab8	38. Cé2	Cé4
18. a4	Dd6	39. Tb3	Tç7
19. dxç5	Cxç5	40. Tb5	Td7
20. Fxç6	Dxç6	41. Cf4	Ajour.
21. Cb5	Fé7		

